
Formulaire d'inscription à la gestion
de fortune de valeurs réelles durables

Personnes morales et sociétés de personnes

Version : 05/2020

Informations importantes concernant le formulaire d'inscription complet

Formulaire d'inscription à la gestion de fortune de valeurs réelles durables destiné aux personnes morales et aux sociétés de personnes

- Comprend les pages 5 à 11
- Tous les champs doivent être remplis.
- **Important** : Vous devez signer la page 11.

Contrat de gestion de fortune

- Comprend les pages 12 à 19
- Les informations dont nous avons besoin sont reprises automatiquement selon vos indications dans le formulaire d'inscription.
- **Important** : Vous devez signer la page 16.

Demande d'ouverture de compte/de compte-titres (extraits)

- Comprend les pages 20 à 33
- Les informations dont nous avons besoin sont reprises en partie automatiquement selon vos indications dans le formulaire d'inscription. Veuillez remplir les champs restants, le cas échéant.
- **Important** : Vous devez signer les pages 23, 26, 31 et 33.

Mandat de prélèvement SEPA

- Comprend la page 34
- Les informations dont nous avons besoin sont reprises automatiquement selon vos indications dans le formulaire d'inscription.
- **Important** : Vous devez signer cette page.

Autres documents

- **Demande d'ouverture de compte/de compte-titres (pages 35 à 90)** :
Le formulaire complet est destiné à votre information personnelle.
- **Brochure explicative (pages 91 à 162)** :
Vous devez avoir lu ce document avant la signature du contrat de gestion de fortune.

Précisions importantes concernant le traitement de votre demande

- Merci de bien vouloir envoyer par e-mail le formulaire complété, les pages signées ainsi qu'une copie des documents nécessaires à l'identification du client et au contrôle en matière de blanchiment des capitaux, pour un contrôle préalable, en format scan, à : **clientservices@thomas-lloyd.com**
- Une fois la confirmation complète des documents, vous envoyez la documentation dans son intégralité (pages 5 à 34), y compris les documents complémentaires, à :
ThomasLloyd Global Asset Management (Suisse) SA, Client Services, Uraniastrasse 35, 8001 Zürich, Suisse

Liste des documents annexes nécessaires pour l'ouverture d'un compte/compte-titres pour des personnes morales et des sociétés de personnes

Société anonyme (SA)	
Documents indispensables à l'ouverture	Document
☒ Extrait du registre du commerce actuel (datant de moins de 6 mois)	Copie/Scan
☒ Répertoire actuel des actionnaires	Copie/Scan
☒ Copies des pièces d'identité des représentants habilités	Copie/Scan
☒ Copies des pièces d'identité des bénéficiaires effectifs	Copie/Scan
Documents optionnels	Document
Accord de reclassement pour des clients professionnels/contreparties éligibles	Original
Entreprises appartenant à un groupe	Document
Aperçu de la structure du groupe	Copie/Scan
Statuts actuels	Copie/Scan
Entreprise unipersonnelle à responsabilité limitée et Société à responsabilité limitée (EURL/SARL)	
Documents indispensables à l'ouverture	Document
☒ Extrait du registre du commerce actuel (datant de moins de 6 mois)	Copie/Scan
☒ Répertoire actuel des associés	Copie/Scan
☒ Copies des pièces d'identité des représentants habilités	Copie/Scan
☒ Copies des pièces d'identité des bénéficiaires effectifs	Copie/Scan
Documents optionnels	Document
Accord de reclassement pour des clients professionnels/contreparties éligibles	Original
Entreprises appartenant à un groupe	Document
Aperçu de la structure du groupe	Copie/Scan
Accord actuel du partenariat des associés	Copie/Scan
Entreprise individuelle et Société de droit civil	
Documents indispensables à l'ouverture	Document
☒ Extrait du registre du commerce actuel et des métiers (datant de moins de 6 mois)	Copie/Scan
☒ Accord actuel du partenariat de la Société de droit civil avec mention des parts/de la répartition des bénéfices	Copie/Scan
☒ Copies des pièces d'identité des représentants habilités	Copie/Scan
☒ Copies des pièces d'identité des bénéficiaires effectifs	Copie/Scan
Documents optionnels	Document
Accord de reclassement pour des clients professionnels/contreparties éligibles	Original
Description du patrimoine (il s'agit souvent de patrimoine personnel, or la demande d'ouverture vise des biens d'exploitation)	sur papier libre
Société en nom collectif (SNC)	
Documents indispensables à l'ouverture	Document
☒ Extrait du registre du commerce actuel (datant de moins de 6 mois)	Copie/Scan
☒ Accord actuel du partenariat des associés de la SNC	Copie/Scan
☒ Copies des pièces d'identité des représentants habilités	Copie/Scan
☒ Copies des pièces d'identité des bénéficiaires effectifs	Copie/Scan
Documents optionnels	Document
Accord de reclassement pour des clients professionnels/contreparties éligibles	Original
Entreprises appartenant à un groupe	Document
Aperçu de la structure du groupe	Copie/Scan
Accord actuel du partenariat des associés	Copie/Scan

Fondation	
Documents indispensables à l'ouverture	Document
☒ Acte de constitution/Reconnaissance de la fondation par l'État ou Registre des fondations (datant de moins de 6 mois)	Copie/Scan
☒ Statuts actuels de la fondation	Copie/Scan
☒ Attestation actuelle de représentation	Copie/Scan
☒ Copies des pièces d'identité des représentants habilités	Copie/Scan
☒ Copies des pièces d'identité des bénéficiaires effectifs	Copie/Scan
☒ Questionnaire Fondation (Précision : Le document est modifié à intervalle régulier. La version actuelle est disponible en ligne dans le centre de téléchargement.)	Copie/Scan
Documents optionnels	Document
Accord de reclassement pour des clients professionnels/contreparties éligibles	Original
Limited en France (private company limited by shares/LTD)	
Documents indispensables à l'ouverture	Document
☒ Extrait du registre du commerce actuel (datant de moins de 6 mois)	Copie/Scan
☒ Répertoire actuel des associés	Copie/Scan
☒ Copies des pièces d'identité des représentants habilités	Copie/Scan
☒ Copies des pièces d'identité des bénéficiaires effectifs	Copie/Scan
Documents optionnels	Document
Accord de reclassement pour des clients professionnels/contreparties éligibles	Original
Entreprises appartenant à un groupe	Document
Aperçu de la structure du groupe	Copie/Scan
Accord actuel du partenariat des associés	Copie/Scan

Formulaire d'inscription à la gestion de fortune de valeurs réelles durables destiné aux personnes morales et aux sociétés de personnes

Données de la société

Nom de la société	Forme juridique
Secteur	
Téléphone	Fax
Mobile	Email

Siège de la société

Rue / numéro	Complément d'adresse
Code postal	Lieu
	Pays

Adresse postale (si différente)

Rue / numéro	Complément d'adresse
Code postal	Lieu
	Pays

Interlocuteur

Prénom, Nom (et/ou service)	
Téléphone	Email

Données de registre et Legal Entity Identifier (LEI)

☐ Registre de commerce	☐ Registre des coopératives	☐ Registre des associations	☐ Autre	
Siège du Tribunal de commerce	Numéro de registre			
Date d'inscription au registre	Legal Entity Identifier (LEI)			

Compte de référence

Titulaire de compte	Nom de l'établissement de crédit
IBAN	BIC (SWIFT)

Informations concernant la résidence fiscale de la société

La résidence fiscale de la société se trouve en : ☐ Allemagne

Numéro fiscal	Numéro de TVA	Numéro d'identification de la société

et/ou au/en

		☐ Le pays de ma résidence fiscale n'attribue pas de TIN/NIF.
Résidence fiscale (pays)	TIN/NIF	
		☐ Le pays de ma résidence fiscale n'attribue pas de TIN/NIF.
Résidence fiscale (pays)	TIN/NIF	
		☐ Le pays de ma résidence fiscale n'attribue pas de TIN/NIF.
Résidence fiscale (pays)	TIN/NIF	

Données relatives au bénéficiaire économique et au bénéficiaire économique fictif

Si le titulaire du compte/du compte-titres est une société cotée sur un marché réglementé, aucune précision sur le bénéficiaire économique (fictif) n'est demandée.

☐ Oui, le titulaire du compte/du compte-titres a un/des bénéficiaire(s) économique(s). Il(s) figure(nt) ci-après.

☐ Non, le titulaire du compte/du compte-titres n'a pas de bénéficiaire(s) économique(s). Par conséquent, le(s) représentant(s) légal/légaux, le(s) associé(s)-gérant(s) ou le(s) associé(s) du titulaire du compte/du compte-titres figure(nt) ci-après en tant que bénéficiaire(s) économique(s) fictif(s). Le numéro d'identification fiscale (TIN/NIF) peut ici être omis.

☐ Mme ☐ M. Titre	☐ PEP attribut
Prénom	Nom
Date de naissance	Lieu de naissance
Rue / numéro	Code postal
Pays	Mon pays de résidence fiscale est
TIN/NIF	☐ Le pays de ma résidence fiscale n'attribue pas de TIN/NIF.

☐ Mme ☐ M. Titre	☐ PEP attribut
Prénom	Nom
Date de naissance	Lieu de naissance
Rue / numéro	Code postal
Pays	Mon pays de résidence fiscale est
TIN/NIF	☐ Le pays de ma résidence fiscale n'attribue pas de TIN/NIF.

☐ Mme ☐ M. Titre	☐ PEP attribut
Prénom	Nom
Date de naissance	Lieu de naissance
Rue / numéro	Code postal
Pays	Mon pays de résidence fiscale est
TIN/NIF	☐ Le pays de ma résidence fiscale n'attribue pas de TIN/NIF.

☐ Mme ☐ M. Titre	☐ PEP attribut
Prénom	Nom
Date de naissance	Lieu de naissance
Rue / numéro	Code postal
Pays	Mon pays de résidence fiscale est
TIN/NIF	☐ Le pays de ma résidence fiscale n'attribue pas de TIN/NIF.

Droit de représentation et spécimen de signature

Conformément au décret d'application du Code fiscal allemand (*Abgabenordnung*), au moins cinq des représentants habilités du compte/du compte-titres doivent être vérifiés.

☐ Mme ☐ M. Titre		
Prénom		Nom
	Nationalité(s) : ☐ allemande ☐ autre	
Date de naissance	Statut juridique	
☐ Pouvoir individuel (I) ☐ Pouvoir conjoint (J) :		
Rue / numéro		Complément d'adresse
Code postal	Lieu	Pays
Téléphone	Mobile	TIN/NIF
X		
Signature		

☐ Mme ☐ M. Titre		
Prénom		Nom
	Nationalité(s) : ☐ allemande ☐ autre	
Date de naissance	Statut juridique	
☐ Pouvoir individuel (I) ☐ Pouvoir conjoint (J) :		
Rue / numéro		Complément d'adresse
Code postal	Lieu	Pays
Téléphone	Mobile	TIN/NIF
X		
Signature		

☐ Mme ☐ M. Titre		
Prénom		Nom
	Nationalité(s) : ☐ allemande ☐ autre	
Date de naissance	Statut juridique	
☐ Pouvoir individuel (I) ☐ Pouvoir conjoint (J) :		
Rue / numéro		Complément d'adresse
Code postal	Lieu	Pays
Téléphone	Mobile	TIN/NIF
X		
Signature		

Obligations fiscales aux États-Unis

☐ Je déclare/nous déclarons ne pas être soumis à des obligations fiscales aux États-Unis. La Banque n'ouvre pas de compte dont le bénéficiaire économique est considéré comme ressortissant des États-Unis dans le sens du droit fiscal américain.

Statut FATCA et EAI

Entité active (Active Non-Financial Entity (active NFE))

Une entité est considérée comme étant active si, entre autres, moins de 50% des revenus totaux proviennent de revenus passifs et s'il ne s'agit pas en même temps d'une institution financière. Veuillez sélectionner une catégorie ci-après :

☐ Entité active à raison des revenus et des actifs ☐ Organisation à but non lucratif

☐ Autre entité active (indiquer le statut exact) :

Entité passive (Passive Non-Financial Entity (passive NFE))

Une entité est considérée comme étant passive si, entre autres, plus de 50% des revenus totaux proviennent de revenus passifs et s'il ne s'agit pas en même temps d'une institution financière.

☐ Entité passive

Les personnes détenant le contrôle sont définies en tant que personnes physiques qui détiennent le contrôle de la société ou des actionnaires de la société selon les exigences locales par rapport à la prévention du blanchiment des capitaux. Si cette société est traitée comme entité passive (« Passive NFE »), un établissement financier est obligé d'identifier, si ces personnes détenant le contrôle sont soumises à déclaration.

Personne détenant le contrôle

☐ Mme ☐ M. Titre

Prénom

Nom

Nom de naissance

Date de naissance

Lieu de naissance

Pays de naissance

Rue / numéro

Code postal

Lieu

Pays

Nationalité(s) : ☐ allemande ☐ autre

Questionnaire pour le constat de la résidence fiscale

☐ Allemagne TIN/NIF

et/ou au/en

Résidence fiscale (pays) TIN/NIF ☐ Le pays de ma résidence fiscale n'attribue pas de TIN/NIF.

Résidence fiscale (pays) TIN/NIF ☐ Le pays de ma résidence fiscale n'attribue pas de TIN/NIF.

Résidence fiscale (pays) TIN/NIF ☐ Le pays de ma résidence fiscale n'attribue pas de TIN/NIF.

Catégorie de personnes détenant le contrôle

- ☐ Propriétaire
- ☐ Contrôle par d'autres moyens
- ☐ Titulaire d'une position dirigeante de gérant de société
- ☐ Personne détenant le contrôle d'une entité (non-fiduciaire) - comparable au constituant
- ☐ Personne détenant le contrôle d'une entité (non-fiduciaire) - comparable au fiduciaire
- ☐ Personne détenant le contrôle d'une entité (non-fiduciaire) - comparable au protecteur
- ☐ Personne détenant le contrôle d'une entité (non-fiduciaire) - comparable au bénéficiaire
- ☐ Personne détenant le contrôle d'une entité (non-fiduciaire) - comparable à toute autre personne détenant le contrôle

Contrôle d'adéquation et du caractère approprié

À travers les questions suivantes, nous souhaitons obtenir de plus amples détails sur les connaissances et expériences en matière de placements financiers, la situation financière, les objectifs de placement, et également sur la tolérance au risque et la capacité d'assumer des pertes, afin de pouvoir sélectionner une stratégie de placement adéquate.

Quel objectif la société vise-t-elle avec le placement?

☐ Optimisation du revenu des intérêts

La préservation du capital est au premier plan, tout en générant des revenus d'intérêts ajustés des risques.

☐ Protection contre l'inflation

La préservation du capital corrigé de l'inflation (maintien du pouvoir d'achat) est au premier plan en utilisant les opportunités de rendement avec un risque limité.

☐ Revenus réguliers

La préservation à long terme des actifs existants en générant des produits d'intérêts et de dividendes et des revenus de locations et d'affermages est au premier plan.

☐ Accumulation d'actifs indépendante du marché des capitaux

La croissance à long terme de la valeur patrimoniale grâce à des gains de capital est au premier plan.

☐ Evolution du patrimoine guidée par une mentalité entrepreneuriale

Le développement à long terme et axé sur des opportunités de la valeur patrimoniale grâce à des gains en capital est au premier plan.

Quel est l'horizon de placement minimum de la société pour l'investissement?

☐ 6 mois ☐ 2 ans ☐ 5 ans ☐ 8 ans ☐ 10 ans

En tant que représentant(s) habilité(s), de quels de services financiers êtes-vous familier(s) ?

☐ Conseil en placement ☐ Gestion de fortune ☐ Opérations sans conseil ☐ Aucun

Il y a des connaissances et expériences dans les types de transactions suivants :

Placement financier	Connaissances	Expériences (précision de l'année)	Volumes d'opérations par transaction				Fréquence (par an)	Transactions en devises étrangères (%)
			jusqu'à 5 k €	jusqu'à 25 k €	jusqu'à 50 k €	plus de 50 k €		
Placements sur le marché monétaire	☐ oui ☐ non	depuis	☐	☐	☐	☐		
Obligations	☐ oui ☐ non	depuis	☐	☐	☐	☐		
Actions	☐ oui ☐ non	depuis	☐	☐	☐	☐		
Immobiliers	☐ oui ☐ non	depuis	☐	☐	☐	☐		
Fonds d'investissement	☐ oui ☐ non	depuis	☐	☐	☐	☐		
Fonds d'investissement alternatif	☐ oui ☐ non	depuis	☐	☐	☐	☐		
Produits structurés	☐ oui ☐ non	depuis	☐	☐	☐	☐		
Métaux précieux et matières premières	☐ oui ☐ non	depuis	☐	☐	☐	☐		

Situation financière

Actifs liquides (p. ex. espèces, portefeuilles de titres)

Actifs illiquides (p. ex. immobiliers, participations)

Patrimoine total

Engagements financiers (p. ex. engagements en crédits)

Patrimoine total net

Comment décrieriez-vous votre tendance opportunité-risque ?

☐	Afin de préserver le capital tout en générant des revenus d'intérêts ajustés des risques, des fluctuations de valeur et des pertes dans les phases de marché défavorables sont acceptables ; celles-ci ne doivent toutefois pas dépasser 5% par an en moyenne. Des fluctuations de cours limitées peuvent cependant être acceptées.
☐	Afin de préserver le capital corrigé de l'inflation (maintien du pouvoir d'achat) tout en tirant parti des opportunités de revenu avec un risque limité, des fluctuations de valeur et des pertes dans les phases de marché défavorables sont acceptables ; celles-ci ne doivent toutefois pas dépasser 10% par an en moyenne.
☐	Afin de préserver le capital existant à long terme tout en générant des revenus durables des intérêts et des dividendes ainsi que des revenus de locations et d'affermages, des fluctuations de valeur et des pertes dans les phases de marché défavorables sont acceptables ; celles-ci ne doivent toutefois pas dépasser 15% par an en moyenne.
☐	Afin d'accroître la valeur du patrimoine à long terme par des gains de capital, des fluctuations de valeur et des pertes dans les phases de marché défavorables sont acceptables ; celles-ci ne doivent toutefois pas dépasser 20% par an en moyenne.
☐	Afin d'obtenir une croissance au-dessus de la moyenne et à long terme de la valeur du patrimoine par des gains en capital, des fluctuations de valeur et des pertes dans les phases de marché défavorables sont acceptables ; celles-ci ne doivent toutefois pas dépasser 30% par an en moyenne.
☐	En principe, le risque de perte n'est pas acceptable.

Montant du placement

☐ EUR ☐ USD ☐ GBP ☐ CHF ☐ CZK

Montant du placement Date prévue pour le virement

Stratégies et directives de placement

☐ Liquidité PLUS	Avec la stratégie de placement ThomasLloyd Liquidité PLUS, la préservation du capital est au premier plan tout en générant des revenus d'intérêts ajustés des risques. La gestion vise à obtenir un rendement moyen de 1,25% à 1,75% par an après les frais au-dessus du taux du marché monétaire (taux de référence de la monnaie du dépôt sélectionnée à 6 mois). Afin d'atteindre cet objectif, la gestion utilise une large palette de placement internationale en prenant en compte une approche d'investissement durable et responsable en mettant l'accent sur les catégories d'actifs suivantes : marchés monétaires, obligations et catégories de placement alternatives. Les placements sont largement répartis au sein de ces catégories d'actifs. Afin de réaliser la stratégie de placement, on peut prendre des risques généraux liés aux marchés de capitaux, p. ex. des risques de variation de taux, de crédit et de change. Par conséquent, les investisseurs doivent aussi prendre en compte des fluctuations de valeur et des pertes dans les phases de marché défavorables, qui ne devraient toutefois pas dépasser en moyenne 5% par an (prévision). L'horizon de placement est en général à court terme (au moins 6 mois).
☐ Stabilité PLUS	Avec la stratégie de placement ThomasLloyd Stabilité PLUS, la préservation du capital corrigé de l'inflation (maintien du pouvoir d'achat) est au premier plan en utilisant les opportunités de rendement avec un risque limité. La gestion vise à obtenir un rendement moyen de 2% à 4% par an après les frais. Afin d'atteindre cet objectif, la gestion utilise une large palette de placement internationale en prenant en compte une approche d'investissement durable et responsable en mettant l'accent sur les catégories d'actifs suivantes : marchés monétaires, actions, obligations, immobilier (indirect) et catégories de placement alternatives. Les placements sont largement répartis au sein de ces catégories d'actifs. Afin de réaliser la stratégie de placement, on peut prendre des risques généraux liés aux marchés de capitaux, p. ex. des risques de cours, de prix, de variation de taux, de crédit et de change. Par conséquent, les investisseurs doivent aussi prendre en compte des fluctuations de valeur et des pertes dans les phases de marché défavorables, qui ne devraient toutefois pas dépasser en moyenne 10% par an (prévision). L'horizon de placement est en général à court ou à moyen terme (au moins 2 ans).
☐ Revenu PLUS	Avec la stratégie de placement ThomasLloyd Revenu PLUS, la préservation à long terme des actifs existants en générant des produits des intérêts et des dividendes et des revenus de locations et d'affermages est au premier plan. La gestion vise à obtenir un rendement moyen de 4% à 6,5% par an après les frais, par rapport à un cycle de marché d'au moins 5 ans. Afin d'atteindre cet objectif, la gestion utilise une large palette de placement internationale en prenant en compte une approche d'investissement durable et responsable en mettant l'accent sur les catégories d'actifs suivantes : marchés monétaires, actions, obligations, immobilier (indirect) et catégories de placement alternatives. Les placements sont largement répartis au sein de ces catégories d'actifs. Afin de réaliser la stratégie de placement, on peut prendre des risques généraux liés aux marchés de capitaux, p. ex. des risques de cours, de prix, de variation de taux, de crédit et de change. Par conséquent, les investisseurs doivent aussi prendre en compte des fluctuations de valeur et des pertes dans les phases de marché défavorables, qui ne devraient toutefois pas dépasser en moyenne 15% par an (prévision). L'horizon de placement est en général à moyen ou à long terme (au moins 5 ans).
☐ Croissance PLUS	Avec la stratégie de placement ThomasLloyd Croissance PLUS, la croissance à long terme de la valeur patrimoniale grâce à des gains de capital est au premier plan. La gestion vise à obtenir un rendement moyen de 7% à 9% par an après les frais, par rapport à un cycle de marché d'au moins 8 ans. Afin d'atteindre cet objectif, la gestion utilise une large palette de placement internationale en prenant en compte une approche d'investissement responsable sur le plan social et écologique en mettant l'accent sur les catégories d'actifs suivantes : marchés monétaires, actions, obligations, immobilier (indirect) et catégories de placement alternatives. Les placements sont largement répartis au sein de ces catégories d'actifs. Afin de réaliser la stratégie de placement, on peut prendre des risques généraux liés aux marchés de capitaux, p. ex. des risques de cours, de prix, de variation de taux, de crédit et de change. Par conséquent, les investisseurs doivent aussi prendre en compte des fluctuations de valeur et des pertes dans les phases de marché défavorables, qui ne devraient toutefois pas dépasser en moyenne 20% par an (prévision). L'horizon de placement est en général à long terme (au moins 8 ans).
☐ Dynamique PLUS	Avec la stratégie de placement ThomasLloyd Dynamique PLUS, le développement à long terme et axé sur des opportunités de la valeur patrimoniale grâce à des gains en capital est au premier plan. La gestion vise à obtenir un rendement moyen de 9% à 12 % par an après les frais, par rapport à un cycle de marché d'au moins 10 ans. Afin d'atteindre cet objectif, la gestion utilise une large palette de placement internationale en respectant une approche d'investissement responsable sur le plan social et écologique en mettant l'accent sur les catégories d'actifs suivantes : marchés monétaires, actions, obligations, immobilier (de façon indirecte) et placements alternatifs. Les placements sont largement répartis au sein de ces catégories d'actifs. Afin de réaliser la stratégie de placement, on peut prendre des risques généraux liés aux marchés de capitaux, p. ex. des risques de cours, de prix, de variation de taux, de crédit et de change. Par conséquent, les investisseurs doivent aussi prendre en compte des fluctuations de valeur et des pertes dans les phases de marché défavorables, qui ne devraient toutefois pas dépasser en moyenne 30% par an (prévision). L'horizon de placement est en général à long terme (au moins 10 ans).

Données incomplètes

Vous n'avez malheureusement pas fourni d'indications (ou pas toutes les indications nécessaires). En raison des dispositions prudentielles, nous ne serons donc pas en mesure de vous recommander une stratégie de placement.

☐ J'ai pris acte que l'établissement ne peut me fournir de recommandation.

Confirmation et souscription à titre onéreux

- ☐ J'ai/nous avons pris connaissance des conditions et principes commerciaux suivants de la banque. Par la présente, je confirme/nous confirmons avoir reçu la documentation complète (« Informations client sur les activités de la banque (hors négociation de contrats à terme) », « Conditions particulières relatives à des fractions d'actions et/ou de titres de créance », « Informations précontractuelles relatives à des contrats de prestations financières conclus en dehors de locaux commerciaux ou à distance (ici: Contrats de commerce électronique avec conclusion de contrats par l'intermédiaire de prestataires financiers connectés par voie électronique) » y compris les instructions sur les révocations, les « Informations de base sur des valeurs mobilières et d'autres placements de capitaux », le « Répertoire des prix et prestations », ainsi que la « Feuille d'information relative à la protection des dépôts ») sur un support durable pour ma/notre documentation.
- ☐ Je suis/nous sommes d'accord avec la collecte, l'utilisation et la transmission de données à caractère personnel aussi bien sur la voie de passage entre Baader Bank AG et First Capital Management Group GmbH qu'en sens inverse. J'ai/nous avons conscience que sans une collecte, utilisation et transmission de données à caractère personnel, le service de la gestion de fortune de ThomasLloyd ne peut être engagé et qu'aucune relation contractuelle entre moi/nous, First Capital Management Group GmbH et Baader Bank AG ne s'établit.
- ☐ Je suis/nous sommes d'accord avec l'enregistrement de mes/nos conversations téléphoniques et communications électroniques avec la banque ainsi qu'avec leur sauvegarde par la banque à des fins de documentation et d'amélioration continue de la qualité de service. Sous réserve de réglementations légales, je peux/nous pouvons refuser l'enregistrement de mes/nos conversations téléphoniques avec la banque à tout moment.
- ☐ Par la présente, je confirme/nous confirmons avoir reçu et lu le document relatif à la communication sur les coûts.
- ☐ Même si les décisions d'investissement ont été déléguées au gestionnaire de fortune dans le cadre de la gestion de fortune, nous souhaitons nous assurer de votre compréhension élémentaire des types de placement mentionnés. C'est à cette fin que vous recevez le document « Brochure explicative ». Ce document vous présente notamment les différentes classes de placement et précise les chances et risques y afférents. Par la présente, je confirme/nous confirmons avoir reçu, lu et saisi le document « Brochure explicative ». Le prestataire a répondu à toute question éventuelle à ma/notre satisfaction.
- ☐ Par la présente, je confirme/nous confirmons avoir reçu la documentation complète « Contrat de gestion de fortune », « Demande d'ouverture de compte/de compte-titres », « Conditions particulières afférentes au Répertoire des prix et prestations », « Ordre d'exonération » et « Mandat de prélèvement SEPA Compte de compensation » sur un support durable pour ma/notre documentation.
- ☐ J'accepte/nous acceptons de recevoir les contrats et les documents de la banque dépositaire en anglais.
- ☐ Par la présente, je confirme/nous confirmons agir pour mon/notre propre compte. Je communiquerai/nous communiquerons sans délai toute modification éventuelle des déclarations obligatoires (par ex. adresse, bénéficiaire économique, nature et objet de la relation commerciale) faites auprès de la banque et de ThomasLloyd Global Asset Management GmbH qui pourrait se produire au cours de la relation commerciale.
- ☐ Je déclare/nous déclarons que les informations soumises dans ce formulaire sont pertinentes et complètes à ma/notre meilleure connaissance et qu'elles sont fournies en bonne foi. Par la présente, je m'engage/nous nous engageons d'informer la banque et ThomasLloyd Global Asset Management GmbH sans délai, au plus tard dans un délai de 14 jours, de toute modification des informations fournies ci-dessus.
- ☐ Par la présente, je souscris/nous souscrivons à titre onéreux à la gestion de fortune de ThomasLloyd sur la base du contrat de gestion de fortune mis à ma/notre disposition.
- ☐ Par la présente, j'ouvre/nous ouvrons à titre onéreux le compte-titres auprès de Baader Bank AG.
- ☐ Par la présente, j'accorde/nous accordons le mandat de prélèvement SEPA pour mon/notre compte de compensation.

X

Lieu, date

Signature

X

Lieu, date

Signature

CONTRAT DE GESTION DE FORTUNE

entre

Nom de la société _____ Numéro de client _____

Rue / numéro _____ Complément d'adresse _____

Code postal _____ Lieu _____ Pays _____

ci-après le « **Donneur d'Ordre** » ou le « **Client** »

et First Capital Management Group GmbH, Herzogstraße 60, 80803 Munich, ci-après le « **Gestionnaire de Fortune** », et ThomasLloyd Global Asset Management (Americas) LLC, 427 Bedford Road, Pleasantville, New York 10570, Etats-Unis, ci-après le « **Gestionnaire de Portefeuille** »

Art. 1 Mandats du Gestionnaire de Fortune, pouvoir

1. Le Donneur d'Ordre mandate et donne pouvoir au Gestionnaire de Fortune pour placer le/les montant(s) versé(s) sur le/les compte(s) de gestion de fortune / dépôt(s) désignés en Annexe 1 ou les actifs transférés (les « Avoirs du Client ») dans des instruments financiers et des devises, métaux précieux et autres actifs et de gérer les actifs comptabilisés ou conservés. Les actifs susmentionnés sont gérés selon les dispositions suivantes, notamment conformément à la sous-traitance au Gestionnaire de Portefeuille décrite à l'article 3 du présent contrat, conformément aux directives de placement, à la seule discrétion du Gestionnaire de Fortune et sans l'obtention préalable de consignes et sans obligation de succès de placement défini.
2. Le Donneur d'Ordre mandate et donne pouvoir par les présentes au Gestionnaire de Fortune pour procéder au nom du Donneur d'Ordre et donc pour son compte et à ses risques à toutes les opérations nécessaires pour la gestion de fortune conformément au paragraphe 1 ci-dessus, ou à remettre ou recevoir des déclarations et à disposer des actifs susmentionnés. Le Gestionnaire de Fortune est notamment autorisé à acheter, vendre et échanger tous les types d'instruments financiers, et à acquérir et céder les devises, métaux précieux et autres actifs, dans la mesure où ils peuvent être achetés par un Gestionnaire de Fortune de façon adéquate et pertinente. Le Gestionnaire de Fortune exerce uniquement les droits de vote sur les actions sur instruction spécifique du Donneur d'Ordre.
3. Le pouvoir donné par le présent contrat se limite au cercle de comptes et de dépôts du Donneur d'Ordre susmentionné. Les prélèvements, virements ou transferts vers d'autres dépôts ne sont pas compris dans le pouvoir, sauf convention contraire dans le cadre du présent mandat et de ses annexes (p. ex. prélèvement de la rémunération convenue du Gestionnaire de Fortune au moyen d'une autorisation de prélèvement).
4. Le mandat donné dans le cadre du présent contrat et les pouvoirs donnés ne s'éteignent pas au décès du Donneur d'Ordre, mais restent en vigueur pour ses héritiers. S'il y a plusieurs héritiers ou exécuteurs testamentaires, ces derniers doivent désigner un fondé de pouvoir à qui le Gestionnaire de Fortune devra transmettre tous les rapports, déclarations ou décomptes nécessaires pour exécuter le présent contrat. La rétractation d'un ou plusieurs héritiers ou d'un exécuteur testamentaire a pour effet d'éteindre le mandat confié par le présent contrat et le pouvoir pour l'ensemble des héritiers. Le Gestionnaire de Fortune peut demander que la personne qui se rétracte prouve sa qualité d'héritier par un certificat d'héritier ou sa qualité d'exécuteur testamentaire par une attestation d'exécuteur testamentaire.
5. Le Gestionnaire de Fortune exécute les mandats sur la base de la politique d'exécution du Gestionnaire de Fortune, qui est communiquée au Donneur d'Ordre dans sa version mise à jour. Vous trouverez ici de plus amples détails sur la politique d'exécution et sur d'éventuels ordres groupés.
6. Les déclarations du Gestionnaire de Fortune à propos des différents instruments financiers dans le cadre de son service de gestion de fortune, p. ex. dans le cadre d'entretiens concernant le dépôt ou d'entretiens de reporting, ne sont pas considérées comme une recommandation personnalisée de procéder à des opérations avec ces instruments financiers, mais sont exclusivement destinées à expliquer le service de gestion de fortune du gestionnaire. Ceci est également valable pour les consultations par téléphone ou l'information du Donneur d'Ordre concernant certaines transactions individuelles.
7. Dans la mesure où le Gestionnaire de Fortune donne un conseil de placement, celui-ci est décompté séparément et des honoraires sont facturés pour le conseil.
8. Le Gestionnaire de Fortune et le Gestionnaire de Portefeuille procurent une gestion de fortune spécialisée. Le Client n'a pas le droit de prendre des dispositions par des ordres individuels pour les comptes et dépôts inclus dans la gestion de fortune.

Art. 2 Collecte des informations client

1. Afin de remplir les obligations découlant de la loi allemande sur la négociation de titres (*Wertpapierhandelsgesetz, WpHG*), le Gestionnaire de Fortune est tenu de demander au Client des informations sur ces connaissances et son expérience, sur ses objectifs de placement et sur sa situation financière (ci-après les « Informations Client »). Le Client doit communiquer ces Informations Client au Gestionnaire de Fortune. Les informations constituent la base de la conclusion du contrat de gestion de fortune. Ces Informations Client servent à recommander au Client une stratégie de placement qui lui convient. Des informations du Client complètes et véridiques sont donc indispensables. Le Gestionnaire de Fortune peut avoir confiance dans l'exactitude des Informations Client. Le Gestionnaire de Fortune n'est notamment soumis à aucune obligation de contrôle des déclarations du Client ni de communication de recommandations de placement se rapportant aux changements de situation personnelle du Client dont il a connaissance. Le Gestionnaire de Fortune n'assume aucune responsabilité vis-à-vis du Client si celui-ci fournit

des Informations Client incomplètes et/ou inexactes et si de ce fait, le Gestionnaire de Fortune parvient à des résultats de contrôle erronés.

2. Le Client est tenu d'informer immédiatement le Gestionnaire de Fortune par écrit, dans la mesure où des changements concernant les informations mentionnées au paragraphe 1 ci-dessus ou concernant d'autres circonstances qui peuvent influencer la gestion de fortune se produisent. Si le Client n'adresse par une information écrite correspondante au Gestionnaire de Fortune, ce dernier est en droit de gérer la fortune du Client sur la base des informations dont il dispose. Si la situation financière du Client change négativement de manière importante ou durable, celui-ci doit en informer immédiatement le Gestionnaire de Fortune. Tant que le Client n'a pas communiqué d'information par écrit, le Gestionnaire de Fortune est en droit de partir des informations (erronées) dont il dispose sur la fortune totale dans le cadre de la gestion.
3. Le Client est également tenu de communiquer immédiatement par écrit au Gestionnaire de Fortune les changements d'adresse et d'autres données personnelles.

Art. 3 Sous-traitance et directives de placement

1. Le Client prend acte et accepte que la gestion de fortune soit sous-traitée au Gestionnaire de Portefeuille. La sous-traitance comprend le choix des instruments financiers qui seront utilisés dans le cadre de gestion de fortune, la passation d'ordres et l'ajustement de la composition du portefeuille (ou « Allocation du Dépôt »). À cette fin, le Gestionnaire de Portefeuille peut procéder à tout moment à des changements dans le portefeuille du Client. Cela comprend des ajustements du dépôt par un changement de pondération des instruments financiers détenus et/ou l'introduction ou l'exclusion d'un ou plusieurs instruments financiers, ce qui a pour effet d'ajuster la structure du portefeuille concerné.
2. Les parties conviennent que les directives de placement jointes en Annexe 2 font partie intégrante du présent contrat.
3. Les directives de placement régissent le pouvoir discrétionnaire du Gestionnaire de Fortune. Les directives de placement ne sont toutefois pas considérées comme violées si elles ne sont pas respectées de manière insignifiante ou temporaire. C'est notamment le cas lors de la transgression passive des directives de placement, p. ex. si le rapport des catégories d'actifs et des instruments financiers au sein du portefeuille est modifié en raison des évolutions du marché. Si à la suite de fluctuations du marché, des écarts considérables se créent par rapport aux directives de placement, le Gestionnaire de Fortune se concertera avec le Donneur d'Ordre pour déterminer s'il convient de modifier en conséquence les directives de placement ou si le Gestionnaire de Fortune doit rétablir le respect des directives de placement convenues par des opérations appropriées (p. ex. vente d'actifs en dépôt).
4. En cas de transfert de portefeuilles ou d'instruments financiers individuels, le Donneur d'Ordre accorde au Gestionnaire de Fortune un délai suffisant pour mettre en œuvre les directives de placement dans le dépôt. Le Gestionnaire de Fortune peut décider à sa propre discrétion à quelle date et quel type de transactions il effectue afin de mettre en œuvre les directives de placement ; il peut attendre pour cela des phases de marché ou évolutions de cours particulières.

Art. 4 Benchmark

1. Les parties ne conviennent d'un benchmark pour le reporting que si celui-ci est expressément fixé en Annexe 2 pour la directive de placement concernée.
2. Dans la mesure où le Gestionnaire de Fortune utilise un niveau de référence (benchmark) à des fins de comparaison dans le cadre de la gestion de fortune, ce n'est qu'à des fins d'information du Donneur d'Ordre. Les présentations et comparaisons avec un benchmark ne contiennent aucune déclaration concernant la probabilité d'atteindre un tel niveau de référence et ne portent aucun engagement juridique, aucune promesse ou garantie. Le Gestionnaire de Fortune se réserve le droit de modifier à sa discrétion le benchmark au cours de la gestion de fortune (art. 315 du Code civil allemand, BGB), dans la mesure où le benchmark modifié correspond aux instructions et directives de placement du Donneur d'Ordre. Le Gestionnaire de Fortune informera le Donneur d'Ordre de ces modifications.

Art. 5 Information sur la situation de fortune

1. Le Gestionnaire de Fortune établira au moins une fois tous les douze mois un compte-rendu de la nature de la prestation de gestion de fortune (« Rapports Périodiques ») pour le Donneur d'Ordre.
2. Le Gestionnaire de Fortune informera immédiatement le Donneur d'Ordre de manière appropriée en cas de dépassement d'un seuil de perte de 10% pour les pertes survenues dans la fortune du Client (art. 1 paragraphe 1 du présent contrat) (« Rapport Spécifique »). Ce rapport prend en compte l'ensemble des pertes survenues depuis le dernier Rapport Périodique ou le dernier Rapport Spécifique, ce qui signifie que la valeur de base pour le calcul des pertes est la valeur de fortune du Client indiquée dans le dernier Rapport Périodique ou le dernier Rapport Spécifique. Au sens ci-dessus, les pertes sont les pertes calculées qui seraient survenues par rapport au portefeuille individuel ou global du Donneur d'Ordre en cas de liquidation des actifs entre le début et la fin de la période considérée, sans prendre en compte les frais et honoraires du Gestionnaire de Fortune.
3. Outre les informations transmises par le Gestionnaire de Fortune, le Donneur d'Ordre reçoit de la banque dépositaire les informations que celle-ci doit transmettre conformément aux dispositions légales et prudentielles, p. ex. les justificatifs de transactions et certificats fiscaux.
4. Le Gestionnaire de Fortune se réserve le droit de transférer l'exécution des obligations de reporting mentionnées dans le présent paragraphe à un prestataire de service tiers approprié.

Art. 6 Responsabilité

Le Gestionnaire de Fortune effectuera les missions qui lui sont confiées avec la diligence normale d'un professionnel. Il est responsable des actions et omissions commises dans le cadre du présent contrat uniquement en cas de faute intentionnelle et de négligence grave, à moins qu'il ne viole des obligations essentielles du contrat, dont la violation menacerait la réalisation de l'objet du contrat ou dont l'accomplissement permet l'exécution conforme du contrat et dont le Donneur d'Ordre, en tant que partenaire contractuel, peut légitimement attendre le respect (« **Obligations Majeures** »). En cas de violation de ces Obligations Majeures, la responsabilité est limitée aux dommages caractéristiques du contrat et prévisibles. En cas d'atteinte à la vie, au corps et à la santé, les règles légales générales s'appliquent en matière de responsabilité.

Art. 7 Rémunération

1. Pour la gestion de fortune, le gestionnaire reçoit les honoraires indiqués en Annexe 3 et la taxe sur la valeur ajoutée en sus.
2. Les frais de dépôt et les frais de transaction ne sont pas prélevés par le Gestionnaire de Fortune, mais facturés directement au Client par la banque dépositaire.
3. Le Gestionnaire de Fortune est en droit de prélever immédiatement à l'échéance la rémunération convenue à l'aide d'une autorisation de prélèvement sur le compte/le dépôt indiqué dans le présent contrat. Le Donneur d'Ordre lui donne expressément par les présentes l'autorisation de prélèvement correspondante. Le Gestionnaire de Fortune est en droit de financer la rémunération par des ventes dans les comptes et dépôts tenus auprès des banques dépositaires.
4. Il est possible que le Donneur d'Ordre encoure des frais et impôts supplémentaires en lien avec les instruments financiers et services d'investissement acquis pour lui, qui ne sont pas compris dans la rémunération susmentionnée et qui pourront lui être facturés séparément (par des tiers) (p. ex. frais de titres, frais boursiers, tarifs de dépôt).
5. Le Gestionnaire de Fortune n'acceptera et ne conservera pas de paiements de tiers dans le cadre de la gestion de fortune.
6. Le Gestionnaire de Fortune peut obtenir de faibles avantages non monétaires de tiers (p. ex.) des informations ou documentations sur les instruments financiers ou services d'investissement, des documents écrits d'information sur les émetteurs ou potentiels émetteurs du monde des affaires, la participation à des conférences, des séminaires et d'autres événements de formations, ainsi que des repas dont la valeur ne dépasse pas un seuil de minimis acceptable.

Art. 8 Autres frais et impôts

Outre les tarifs indiqués ci-dessus, les Clients peuvent encourir d'autres frais et impôts du fait des opérations en lien avec les instruments financiers ou services qui ne sont pas payés par l'intermédiaire du Gestionnaire de Fortune ou facturés par lui. Il s'agit par exemple des frais et impôts suivants :

1. Les frais de négoce des instruments financiers sont à la charge du Client et sont débités par la banque dépositaire sur le dépôt du Client. Ceux-ci sont calculés à partir de la liste des tarifs et prestations en vigueur de la banque dépositaire ou des conditions spéciales convenues avec la banque dépositaire pour les Clients du Gestionnaire de Fortune.
2. Les revenus des instruments financiers sont imposables en général. Ceci s'applique également aux bénéfices tirés de l'acquisition et de la vente d'instruments financiers. En fonction du droit fiscal applicable (national ou étranger), des impôts sur les plus-values et/ou d'autres impôts peuvent être dus lors du versement des revenus ou des produits de vente qui sont transférés à l'administration fiscale concernée et donc imputés du montant à verser au Client. Les impôts sont en partie transférés directement à l'administration fiscale concernée par la banque dépositaire. Pour toute question, le Client doit s'adresser à l'administration fiscale compétente pour lui ou à son conseiller fiscal.
3. Le Client doit prendre à sa propre charge ses frais (p. ex. pour les appels, frais de port).

Art. 9 Durée/résiliation

1. La durée du contrat est définie en fonction de la stratégie de placement sélectionnée par le Donneur d'Ordre en Annexe 2 et selon la durée fixée dans cette Annexe (durée minimum de placement). Le contrat peut être résilié à la fin d'un mois civil par le Donneur d'Ordre en respectant la durée minimum de placement fixée en Annexe 2 et les délais de préavis indiqués, ce qui signifie que la résiliation est effective à la date à laquelle la durée minimum de placement est écoulée. Le Gestionnaire de Fortune peut résilier le présent contrat à chaque fin de mois en respectant un préavis de quatre semaines. La résiliation doit être effectuée par écrit.
2. Si un ou plusieurs héritiers ou un exécuteur testamentaire résilie, le contrat et le pouvoir prennent fin pour l'ensemble des héritiers. Le Gestionnaire de Fortune peut demander que la personne qui résilie prouve sa qualité d'héritier par un certificat d'héritier ou sa qualité d'exécuteur testamentaire par une attestation d'exécuteur testamentaire.
3. Le droit des deux parties à une résiliation extraordinaire n'est pas affecté.
4. Une fois la résiliation effectuée, les opérations en cours doivent être traitées et ensuite, la fortune doit être tenue à disposition pour d'autres instructions du Donneur d'Ordre.

Art. 10 Questions fiscales

Dans le cadre de ses services et services annexes d'investissement, le Gestionnaire de Fortune n'est pas tenu de fournir une gestion de fortune fiscalement optimisée pour le Donneur d'Ordre.

Art. 11 Utilisation des outils électroniques pour communiquer les informations

Le Client déclare qu'il accepte que les informations puissent lui être transmises sur un autre support de données durable que le papier, dans la mesure où les dispositions de la loi allemande sur la négociation des titres le permettent. Ces informations peuvent être transmises sur CD-Rom, DVD, par fax ou par e-mail à l'adresse spécifiée ainsi que le cas échéant en utilisant une boîte aux lettres électronique. En indiquant son adresse e-mail, le Client autorise expressément que le Gestionnaire de Fortune lui adresse les informations par Internet à l'adresse indiquée dans les cas autorisés par la loi.

Le Gestionnaire de Fortune peut en principe considérer que les déclarations que le Client lui transmet par fax ou par e-mail sont exactes. Le Client est informé que le Gestionnaire de Fortune ne peut vérifier que de façon limitée la véracité et l'exhaustivité des déclarations que le Client lui transmet par fax ou par e-mail. Le Gestionnaire de Fortune est donc uniquement tenu de vérifier s'il existe une falsification ou une manipulation grossière identifiable également après la procédure de transmission.

Indépendamment des possibilités de communication susmentionnées, le Gestionnaire de Fortune conserve à tout moment le droit de mettre les informations à disposition au format papier.

Art. 12 Protection des données

1. Le Gestionnaire de Fortune s'engage à collecter, traiter et utiliser les données à caractère personnel du Client conformément aux dispositions légales relatives à la protection des données en vigueur, notamment conformément au Règlement général sur la protection des données (RGPD). La collecte, le stockage, le traitement et l'utilisation des données servent à fonder et à exécuter le contrat de gestion de fortune, ainsi qu'à assurer et prouver le respect des exigences légales.
2. Le Gestionnaire de Fortune est en droit de transférer les données collectées auprès du Client à des tiers, notamment la banque qui tient le compte et la banque dépositaire, dans la mesure où c'est nécessaire pour remplir les obligations découlant du présent contrat de gestion de fortune. Le transfert des données collectées auprès du Client peut notamment être nécessaire pour permettre la réalisation de la gestion de fortune, ouvrir des dépôts, passer des ordres ou pouvoir réaliser d'autres actes d'investissement ou de traitement. Si nécessaire, les données communiquées par le(s) Client(s) lors de la création de la relation commerciale (données personnelles, p. ex. nom, adresse, date de naissance, état civil, profession, coordonnées, p. ex. téléphone, e-mail, données contractuelles, p. ex. données d'encours, coordonnées bancaires, numéro de dépôt, pouvoirs, profil de risque, préférences de placement ou données comparables), les décisions de placement et concernant les produits, ainsi que les mouvements de compte et/ou de dépôt qui en résultent, y compris les données fiscales, avis d'exonération pour les revenus du capital, plans d'épargne et de versement, structures de dépôt ou données comparables sont transmis.
3. Le transfert des données susmentionnées peut également être nécessaire si le Gestionnaire de Fortune sous-traite la prestation de certains services (p. ex. services informatiques, services de conseil) à un tiers. En cas de sous-traitance, le Gestionnaire de Fortune s'assure par exemple au cours du traitement de l'ordre que des mesures techniques et organisationnelles appropriées sont prises pour assurer et respecter le secret bancaire et la protection des données concernant les données à caractère personnel du Client.
4. Concernant exclusivement les usages des données susmentionnés, le Client dégage le Gestionnaire de Fortune du secret bancaire. Aucune dispense générale du secret bancaire n'est toutefois liée.
5. Pour tous les usages des données qui ne correspondent pas aux paragraphes 1 à 3, le Gestionnaire de Fortune obtiendra l'autorisation du Client au cas par cas en expliquant la finalité de l'utilisation prévue.

Art. 13 Dispositions finales

1. Le Gestionnaire de Portefeuille est en droit de transférer ses droits et obligations découlant du présent contrat à un tiers (y compris un successeur légal). Le Gestionnaire de Fortune est en droit de transférer ses droits et obligations découlant du présent contrat à un tiers membre du groupe ThomasLloyd. En cas de transfert, le Client sera immédiatement informé. Dans ce cas, le Client est en droit de résilier le contrat sans préavis et sans indiquer de motif sous un mois après annonce du transfert.
2. Si une disposition du présent contrat s'avère ou devient invalide en totalité ou en partie, la validité des autres dispositions n'en est pas affectée.
3. Si des exigences prudentielles notamment suscitaient le besoin de modifier ou de compléter le présent contrat, le Gestionnaire de Fortune peut modifier ou compléter les présentes conditions contractuelles et le communiquer par écrit au Donneur d'Ordre. Si le Donneur d'Ordre a convenu d'une voie de communication électronique avec le Gestionnaire de Fortune dans le cadre de la relation commerciale, les modifications peuvent également être annoncées par cette voie, si le type de transmission permet au Donneur d'Ordre d'enregistrer ou imprimer les modifications dans un format lisible. Elles sont réputées acceptées si le Donneur d'Ordre ne formule pas d'opposition par écrit ou par les voies électroniques convenues. Le Gestionnaire de Fortune lui indiquera spécifiquement cette conséquence. Le Donneur d'Ordre doit envoyer son opposition au Gestionnaire de Fortune dans un délai de six semaines après l'annonce de la modification.
4. Aucun accord annexe oral n'a été conclu.

5. Pour les litiges relatifs au patrimoine découlant de contrats de services financiers, le service d'arbitrage (Schlichtungsstelle) de l'autorité fédérale allemande de surveillance des services financiers (BaFin) offre une possibilité de résolution extrajudiciaire des litiges. Les demandes et documents nécessaires doivent être adressés par la poste ou par fax ou par e-mail à :

**Service d'arbitrage de
l'autorité fédérale de surveillance des services financiers (BaFin)**

**Bureau ZR 3
Graurheindorfer Straße 108
D-53117 Bonn**

Téléphone : 0049 228 / 4108-0

Fax : 0049 228 / 4108-62299

E-mail : schlichtungsstelle@bafin.de

Le Client trouvera de plus amples informations sur le service de conciliation (p. ex. autres coordonnées, formulaire de demande, règlement de procédure) à l'adresse

www.bafin.de/DE/Verbraucher/BeschwerdenAnsprechpartner/Ansprechpartner/Schlichtungsstelle/schlichtungsstelle_node.html

X

Lieu, date

Signature

X

Lieu, date

Signature

ANNEXE 1

Sont compris dans le contrat de gestion de fortune les actifs du Client conservés par les banques dépositaires suivantes :

Nom de la banque	Baader Bank AG, Weißenstephaner Straße 4, 85716 Unterschleißheim, Allemagne
Depot :	
IBAN :	

ANNEXE 2

DIRECTIVES DE PLACEMENT ET DURÉES

1. Généralités

- 1.1 L'objectif de toutes les stratégies de placement consiste à profiter des opportunités de rendement sur les marchés de capitaux en tenant compte du profil de placement défini pour le Client.
- 1.2 Les ventes à découvert et les opérations qui comportent des obligations de versement complémentaires ou des obligations d'apport de sûretés pour le Client sont interdites. L'utilisation de dérivés à des fins de couverture est autorisée.

2. Stratégie de placement

- 2.1 La stratégie de placement du Gestionnaire de Fortune repose sur différents portefeuilles avec différentes catégories de risque pour lesquels le Client opte dans le cadre de la définition de ses objectifs de placement. Les stratégies de placement disponibles sont décrites comme suit :

ThomasLloyd Stratégie de placement	Directives de placement	Durée minimum de placement (« DMP »), Préavis de résiliation (« PR ») et Durée de détention recommandée (« DDR »)
☐ Liquidité PLUS	Avec la stratégie de placement ThomasLloyd Liquidité PLUS, la préservation du capital est au premier plan tout en générant des revenus d'intérêts ajustés des risques. La gestion vise à obtenir un rendement moyen de 1,25% à 1,75% par an après les frais au-dessus du taux du marché monétaire (taux de référence de la monnaie du dépôt sélectionnée à 6 mois). Afin d'atteindre cet objectif, la gestion utilise une large palette de placement internationale en prenant en compte une approche d'investissement durable et responsable en mettant l'accent sur les catégories d'actifs suivantes : marchés monétaires, obligations et catégories de placement alternatives. Les placements sont largement répartis au sein de ces catégories d'actifs. Afin de réaliser la stratégie de placement, on peut prendre des risques généraux liés aux marchés de capitaux, p. ex. des risques de variation de taux, de crédit et de change. Par conséquent, les investisseurs doivent aussi prendre en compte des fluctuations de valeur et des pertes dans les phases de marché défavorables, qui ne devraient toutefois pas dépasser en moyenne 5% par an (prévision). L'horizon de placement est en général à court terme (au moins 6 mois).	DMP : 6 mois PR : 90 jours DDR : > 6 mois
☐ Stabilité PLUS	Avec la stratégie de placement ThomasLloyd Stabilité PLUS, la préservation du capital corrigé de l'inflation (maintien du pouvoir d'achat) est au premier plan en utilisant les opportunités de rendement avec un risque limité. La gestion vise à obtenir un rendement moyen de 2% à 4% par an après les frais. Afin d'atteindre cet objectif, la gestion utilise une large palette de placement internationale en prenant en compte une approche d'investissement durable et responsable en mettant l'accent sur les catégories d'actifs suivantes : marchés monétaires, actions, obligations, immobilier (indirect) et catégories de placement alternatives. Les placements sont largement répartis au sein de ces catégories d'actifs. Afin de réaliser la stratégie de placement, on peut prendre des risques généraux liés aux marchés de capitaux, p. ex. des risques de cours, de prix, de variation de taux, de crédit et de change. Par conséquent, les investisseurs doivent aussi prendre en compte des fluctuations de valeur et des pertes dans les phases de marché défavorables, qui ne devraient toutefois pas dépasser en moyenne 10% par an (prévision). L'horizon de placement est en général à court ou à moyen terme (au moins 2 ans).	DMP : 2 ans PR : 6 mois DDR : > 2 ans

☐ Revenu PLUS	Avec la stratégie de placement ThomasLloyd Revenu PLUS, la préservation à long terme des actifs existants en générant des produits des intérêts et des dividendes et des revenus de locations et d'affermages est au premier plan. La gestion vise à obtenir un rendement moyen de 4% à 6,5% par an après les frais, par rapport à un cycle de marché d'au moins 5 ans. Afin d'atteindre cet objectif, la gestion utilise une large palette de placement internationale en prenant en compte une approche d'investissement durable et responsable en mettant l'accent sur les catégories d'actifs suivantes : marchés monétaires, actions, obligations, immobilier (indirect) et catégories de placement alternatives. Les placements sont largement répartis au sein de ces catégories d'actifs. Afin de réaliser la stratégie de placement, on peut prendre des risques généraux liés aux marchés de capitaux, p. ex. des risques de cours, de prix, de variation de taux, de crédit et de change. Par conséquent, les investisseurs doivent aussi prendre en compte des fluctuations de valeur et des pertes dans les phases de marché défavorables, qui ne devraient toutefois pas dépasser en moyenne 15% par an (prévision). L'horizon de placement est en général à moyen ou à long terme (au moins 5 ans).	DMP : 2 ans PR : 12 mois DDR : > 5 ans
☐ Croissance PLUS	Avec la stratégie de placement ThomasLloyd Croissance PLUS, la croissance à long terme de la valeur patrimoniale grâce à des gains de capital est au premier plan. La gestion vise à obtenir un rendement moyen de 7% à 9% par an après les frais, par rapport à un cycle de marché d'au moins 8 ans. Afin d'atteindre cet objectif, la gestion utilise une large palette de placement internationale en prenant en compte une approche d'investissement responsable sur le plan social et écologique en mettant l'accent sur les catégories d'actifs suivantes : marchés monétaires, actions, obligations, immobilier (indirect) et catégories de placement alternatives. Les placements sont largement répartis au sein de ces catégories d'actifs. Afin de réaliser la stratégie de placement, on peut prendre des risques généraux liés aux marchés de capitaux, p. ex. des risques de cours, de prix, de variation de taux, de crédit et de change. Par conséquent, les investisseurs doivent aussi prendre en compte des fluctuations de valeur et des pertes dans les phases de marché défavorables, qui ne devraient toutefois pas dépasser en moyenne 20% par an (prévision). L'horizon de placement est en général à long terme (au moins 8 ans).	DMP : 2 ans PR : 24 mois DDR : > 8 ans
☐ Dynamique PLUS	Avec la stratégie de placement ThomasLloyd Dynamique PLUS, le développement à long terme et axé sur des opportunités de la valeur patrimoniale grâce à des gains en capital est au premier plan. La gestion vise à obtenir un rendement moyen de 9% à 12 % par an après les frais, par rapport à un cycle de marché d'au moins 10 ans. Afin d'atteindre cet objectif, la gestion utilise une large palette de placement internationale en respectant une approche d'investissement responsable sur le plan social et écologique en mettant l'accent sur les catégories d'actifs suivantes : marchés monétaires, actions, obligations, immobilier (de façon indirecte) et placements alternatifs. Les placements sont largement répartis au sein de ces catégories d'actifs. Afin de réaliser la stratégie de placement, on peut prendre des risques généraux liés aux marchés de capitaux, p. ex. des risques de cours, de prix, de variation de taux, de crédit et de change. Par conséquent, les investisseurs doivent aussi prendre en compte des fluctuations de valeur et des pertes dans les phases de marché défavorables, qui ne devraient toutefois pas dépasser en moyenne 30% par an (prévision). L'horizon de placement est en général à long terme (au moins 10 ans).	DMP : 2 ans PR : 24 mois DDR : > 10 ans

ANNEXE 3

ACCORD DE RÉMUNÉRATION

1. Éléments composant les frais

Pour ses services, le gestionnaire de fortune reçoit les rémunérations suivantes, plus la taxe sur la valeur ajoutée légale :

ThomasLloyd Stratégie de placement	Liquidité PLUS	Stabilité PLUS	Revenu PLUS	Croissance PLUS	Dynamique PLUS
Honoraires de gestion de fortune	1,20 % par an	1,60 % par an	1,80 % par an	2,00 % par an	2,00 % par an
Rémunération en fonction de la performance	—	5 % de l'augmentation de valeur	10 % de l'augmentation de valeur	15 % de l'augmentation de valeur	15 % de l'augmentation de valeur
Frais uniques d'ouverture de la gestion de fortune	1,25 %	3 %	5 %	5,85 %	7 %
Frais pour résiliation avant DDR	—	—	< 2 ^e année: 3% < 3 ^e année: 2% < 4 ^e année: 1% ≥ 5 ^e année: 0%	< 3 ^e année: 5% < 4 ^e année: 4% < 5 ^e année: 3% < 6 ^e année: 2% < 7 ^e année: 1% ≥ 8 ^e année: 0%	< 3 ^e année: 7% < 4 ^e année: 6% < 5 ^e année: 5% < 6 ^e année: 4% < 7 ^e année: 3% < 8 ^e année: 2% < 9 ^e année: 1% ≥ 10 ^e année: 0%

2. Méthode de calcul

Les actifs sous gestion le dernier jour bancaire ouvré du mois servent de base pour le calcul des honoraires de gestion de fortune ; les actifs sous gestion le dernier jour bancaire ouvré du trimestre servent de base pour le calcul de la rémunération en fonction de la performance et le montant versé par le client est utilisé pour les frais uniques d'ouverture ainsi que les frais pour la résiliation.

Les honoraires de gestion de fortune sont calculés au prorata chaque mois, le dernier jour du mois, et la rémunération en fonction de la performance est calculée chaque année le dernier jour du trimestre qui suit l'anniversaire de l'attribution du mandat ou à la résiliation de la relation contractuelle, et ils sont dus ce jour-là. Si la relation contractuelle n'est pas en place pendant tout le mois ou toute l'année, la rémunération est calculée et due au prorata temporis. Selon la date de résiliation, les frais pour une résiliation avant DDR sont à calculer. La durée de l'investissement dans la stratégie de gestion choisie et le montant du placement pendant des années civiles complètes sont déterminantes pour leur calcul. La résiliation de la gestion de fortune avant la fin de la durée de détention recommandée engendre les frais correspondants.

Pour la rémunération en fonction de la performance, la base de calcul est l'augmentation de la valeur nette des actifs sous gestion à la fin du trimestre concerné par rapport à la fin du trimestre correspondant de l'année précédente, après déduction de l'ensemble des frais et coûts et corrigée des dépôts et retraits. Le gestionnaire de fortune reçoit le pourcentage de l'augmentation de valeur indiqué dans le tableau ci-dessus sur les actifs sous gestion au titre de la rémunération en fonction de la performance. Si la gestion de fortune a débuté pendant la période de calcul susmentionnée seulement, le montant des actifs sous gestion à la date de l'attribution du mandat est retenu pour le calcul de la rémunération en fonction de la performance. D'éventuelles pertes reportées de périodes antérieures doivent d'abord être réglées avant qu'une participation aux bénéfices puisse être prélevée (« principe du highwater mark »).

Si le client a payé les frais uniques d'ouverture, lors de l'achat de produits financiers du Groupe ThomasLloyd (l'émetteur de l'instrument financier ou le gestionnaire de portefeuille du fonds est une société du groupe ThomasLloyd), aucune majoration de souscription n'est due pour l'acquisition de ces produits financiers. Aussi, en cas de résiliation après la durée de détention recommandée, il n'y aura pas de frais pour une résiliation avant la fin de la durée de détention recommandée.

3. Paiement de la rémunération

Le gestionnaire de fortune a le droit de débiter les frais qui lui reviennent sur le compte du client. Le client accorde une autorisation de prélèvement (mandat SEPA) au gestionnaire de fortune au moyen d'un mandat de prélèvement spécifique relatif à la rémunération convenue. En cas de résiliation du contrat de gestion de fortune, le mandat de prélèvement (mandat SEPA) ne devient caduc qu'une fois que les frais dus ont été débités.

4. Coûts

Par ailleurs, le client prend en charge les frais de tenue de compte et de dépôt, les commissions, majorations d'émission, impôts, frais de courtage et autres coûts dus dans le cadre des différentes opérations bancaires et de placement.

Deposit/Account number: _____

BAADER

Baader Bank Aktiengesellschaft
Weihenstephaner Strasse 4
85716 Unterschleißheim
Germany
T 00800 00 222 337*
F +4989 5150 2442
service@baaderbank.de
https://www.baaderbank.de

* Free telephone number from international and national landlines. Costs may be incurred for calls from other networks.

Application to open a deposit /an account for business clients with a financial services provider (without trading in futures transactions)

The following form is suitable for sole traders, partnerships and companies limited by shares, associations, professional partnerships, public law entities incl. ecclesiastical institutions with legal rights and other legal persons.

1. Company information

Company name 1:	_____
Company name 2:	_____
Contact partner:	_____
Legal form:	_____
Industry:	_____
<i>Company head office</i>	
Street/no.:	_____
Additional address:	_____
Postcode:	Place:
Country:	_____
<i>Register information and Legal Entity Identifier (LEI)</i>	
☐ Trade register	☐ Register of Cooperatives
☐ Register of Associations	☐ Other:
Seat of register court:	_____
Register excerpt number:	_____
Date of register entry:	_____
Legal Entity Identifier:	_____

Telephone:	Fax:
Mobile:	_____
E-Mail:	_____
<i>Postal address (if different)</i>	
Street/no.:	_____
Additional address:	_____
Postcode:	Place:
Country:	_____
<i>Reference account:</i>	
Account holder:	_____
IBAN:	_____
Name of the credit institution:	_____

2. Information according to tax law

To clarify your tax characteristic, please use the form „Information according to tax law on opening a deposit/account with entities“. This form must be filled out as mandatory.

3. Information pursuant to the German Money Laundering Act (Geldwäschegesetz; GwG), German Banking Act (Kreditwesengesetz; KWG) and German Tax Code (Abgabenordnung; AO)

The Bank is legally obliged to collect the information listed below and to document it in writing. The deposit/account holder is legally obliged to cooperate and to update the information (Section 10 (6) sentence 2 of the German Money Laundering Act (Geldwäschegesetz; GwG).

3.1 Details of the beneficial owner and the fictitious beneficial owner

For accounts of legal entities or business partnerships/ associations, information on the beneficial owner must be collected with the cooperation of the deposit/account holder.

A **beneficial owner** is basically any individual who controls directly or indirectly more than 25% of the voting rights or who exercises control in a comparable way (e.g. a personally liable shareholder in a partnership under civil law (Gesellschaft bürgerlichen Rechts; GbR)). Indirect control applies in particular if the individual exercises a controlling influence on the deposit/account holder under the terms of German Commercial Code (Handelsgesetzbuch; HGB).

If there is no beneficial owner or no beneficial owner can be identified, the legal representative(s), managing partner(s) or partner(s) of the deposit/account holder (**fictitious beneficial owner**) must be indicated.

Special conditions apply to determine the beneficial owner for foundations with legal capacity and for legal forms with which assets are managed or distributed with a trust deed or the management or distribution of which is managed by a third party. In these cases we will contact you directly before opening the account.

If the deposit/account holder is a company quoted on a regulated market, no details have to be given about the (fictitious) beneficial owner.

- ☐ Yes, the deposit/account holder has got beneficial owner(s). He/She/They is/are listed below.
- ☐ No, the deposit/account holder has not got beneficial owner(s). Therefore, the legal representative(s), managing partner(s) or partner(s) of the deposit/account holder is/are listed below as fictitious beneficial owner(s). The Tax Identification Number (TIN) details can be dispensed with here.

In the event of a reporting obligation pursuant to FATCA or CRS, the beneficial owner(s) listed here is/are reported here to the Federal Central Tax Office (Bundeszentralamt für Steuern; BZSt) with the details below due to the conceptual correspondence as a "controlling person" under the terms of FATCA or CRS.

3.1.1 First (fictitious) beneficial owner

☐ Ms ☐ Mr Title: _____

Forename: _____

Surname: _____

Date of birth: _____

Place of birth: _____

☐ PEP characteristic¹

Street/no.: _____

Postcode: _____ Place: _____

Country: _____

I am tax resident in (country): _____

TIN^{2 3}: _____

☐ The country of my tax residency does not issue any TIN.

3.1.2 Second (fictitious) beneficial owner

☐ Ms ☐ Mr Title: _____

Forename: _____

Surname: _____

Date of birth: _____

Place of birth: _____

☐ PEP characteristic¹

Street/no.: _____

Postcode: _____ Place: _____

Country: _____

I am tax resident in (country): _____

TIN^{2 3}: _____

☐ The country of my tax residency does not issue any TIN.

3.1.3 Third (fictitious) beneficial owner

☐ Ms ☐ Mr Title: _____

Forename: _____

Surname: _____

Date of birth: _____

Place of birth: _____

☐ PEP characteristic¹

Street/no.: _____

Postcode: _____ Place: _____

Country: _____

I am tax resident in (country): _____

TIN^{2 3}: _____

☐ The country of my tax residency does not issue any TIN.

3.1.4 Fourth (fictitious) beneficial owner⁴

☐ Ms ☐ Mr Title: _____

Forename: _____

Surname: _____

Date of birth: _____

Place of birth: _____

☐ PEP characteristic¹

Street/no.: _____

Postcode: _____ Place: _____

Country: _____

I am tax resident in (country): _____

TIN^{2 3}: _____

☐ The country of my tax residency does not issue any TIN.

3.2 Information on arranged trading

The Bank only opens deposits/accounts for persons who act on their own initiative!

3.3 Deposit/Account holder duty to cooperate according to the German Money Laundering Act (Geldwäschegesetz; GwG)

The deposit/account holder undertakes to provide the necessary information and documents to clarify the economic beneficiaries. Any changes that result during the course of the business relationship compared to the mandatory information made by the Bank must be disclosed immediately by the deposit/account holder.

4. Information on money laundering prevention according to Section 10 (1) no. 2 of the German Money Laundering Act (Geldwäschegesetz; GwG) and duty of cooperation

The deposit/account holder(s) trade(s) on his/her/their own account. Any changes that result during the course of the business relationship compared to the mandatory information made by the Bank (address, economic beneficiary, nature and purpose of the business relationship) must be disclosed immediately. The Bank does not open any accounts on the account of third parties!

5. US tax obligation

☐ I/we declare that I am/we are not subject to the US tax obligation. The Bank does not open accounts for which the economic beneficiary shall be viewed as a US person under US tax law.

6. Special investment funds

The Bank does not administer any accounts or deposits for special investment funds which exercise the transparency option in accordance with Section 31 (1) of the German Investment Tax Reform Act (Investmentsteuerreformgesetz; InvStRefG). The Bank does not administer any accounts or deposits for foreign financial institutions if they include special investment funds which exercise the transparency option in accordance with Section 31 (1) of the German Investment Tax Reform Act (Investmentsteuerreformgesetz; InvStRefG).

7. Information on the assignment of capital gains to business assets

Capital gains from the assets managed in this account are assigned to my/our business assets.

¹ A PEP (Politically Exposed Person) clarification is required for every natural person. Please mark with a cross if you are a member of parliament/diplomat/high-ranking officer in the military/embassies or a member of the management, administration and supervisory bodies of state companies. Please also mark with a cross if you are a family member of a PEP or a close associate of a PEP or have been in the last 12 months.

² Taxpayer Identification Number

³ Since 1 January 2018 it has also been mandatory to quote the tax identification number if it has been supplied by the Federal Central Tax Office (Bundeszentralamt für Steuern; BZSt). Your eleven-digit German tax identification number (TIN) can be found for example on your income tax assessment. If you do not have the number available, you hereby instruct us to request it for you from the competent authority.

⁴ If there are more than four (fictitious) beneficial owners, please list them on a separate sheet and submit with your application.

8. Individual bank commercial relationships and commercial principles

8.1 Fees

The "Schedule of prices and services" of the Bank and the "Special conditions to the Schedule of prices and services" apply to the fees raised by the Bank.

8.2 Account agreement, billing period, account/deposit communication, annual tax certificate, exercising of voting rights

According to par. 7.1 of the "General Terms of Business", the Bank shall regularly provide each client with an account balancing statement. The Bank does not create any individual tax certificates, merely an annual tax certificate. The Bank does not exercise any voting rights for clients.

8.3 Approval for the use of electronic media for exchanging information

I/We declare I/we understand that all information required of me/us and bank post, i.e. account and deposit excerpts, account balancing statements, account statements, receipts and other communications are transferred to permanent data carriers other than as paper. Should the law strictly require paper or text form, such a requirement remains unaffected. In particular, I/We declare I/we understand that the information and documents in the Bank web portal (<https://konto.baaderbank.de>) are available free of charge in a separate client P.O. box. I am/We are aware that there is no additional notification by the Bank regarding newly received communications (e.g. by email). I/We will therefore regularly check the P.O. box, at intervals of at least one month, for newly received communications. In addition, the "Conditions governing the use of the Bank's web portal" apply.

8.4 Cooperation with the financial services provider, data forwarding to the financial services provider

The Bank will provide the financial services provider, based on the client's consent (see the "Account/deposit power of attorney for an asset manager and for the Bank" respectively the "Account/deposit power of attorney for an investment intermediary and for the Bank"), with information it possesses in connection with the execution of securities transactions and the management of the deposit/account holder's/holders' deposits and accounts for the purposes of fulfilling the financial services provider agreement concluded between the client(s) and the financial services provider. The information to the financial services provider as well as to the deposit/account holder(s) (by mail, e-mail or in the client's web portal at the bank) has a legally binding effect. The financial services provider is thus granted a power of attorney to take delivery. The power of attorney to take delivery expires automatically on cancellation of the power of attorney or termination of the financial services provider agreement.

The end of the financial services provider agreement has no effect on the contractual relationship between the deposit/account holder(s) and the Bank. If and to the extent that this agreement on the subject of the contract contradicts the other general or special terms and conditions governing the contractual relationship, this agreement has priority.

8.5 Exclusion of investment advice, receipt of orders

The Bank fundamentally only executes orders in this deposit/account and does not provide any advice regarding investing in securities. Please note that the Bank shall only receive and accordingly execute orders from the financial services provider on the basis of your consent (see "Account/deposit power of attorney for a financial services provider and for the Bank"). In view of § 71 WpHG, the Bank shall not collect information from you as the client in accordance with § 63 (10), § 64 (3) WpHG or check recommendations/orders that come from the financial services provider in order to verify whether these are appropriate or suitable. There shall be no other warning notice within the meaning of § 63 (10) WpHG on the part of Baader Bank.

The Bank's legal obligations to provide clarification remain unaffected. If the Bank provides the client with sufficient information on the obligations to provide clarification of the German Securities Trading Act (e.g. market commentaries, analyses, etc.), this is not investment advice. If the Bank receives orders to execute securities transactions by the client or its financial services provider within the framework of a power of attorney, this is also not investment advice, and the financial services provider is working in this case as an intermediary for the client or representative.

8.6 Collection, processing and use of data

It has been pointed out that the Bank and other Baader group affiliates also automatically collect, process and use my/our data as part of commencing, managing and maintaining the business relationship.

8.7 Recording of telephone conversations and electronic communication

I/We therefore agree to my/our telephone conversations and electronic communication with the Bank being recorded and saved for the purposes of documentation and the constant optimisation of the quality of service the Bank offers. Subject to legal regulations, I/we can at any time refuse the recording of my/our telephone conversations with the Bank.

☐ I/We agree with the recording of my/our telephone conversations.

8.8 Conditions governing the execution of orders

The client wishes to transfer orders (e.g. transfers, account transfers, other orders) to the Bank electronically (by fax or as a scanned order per email). I/We hereby declare that I am/we are aware of the possibility of abuse when transferring orders/instructions placed electronically, e.g. forgery and falsification through shadeless copying, forging signatures and or changes on the original receipt and delays due to possible technical problems. I/We must ensure that no transfer errors, misunderstandings, abuse or other errors arise in my/our area of responsibility in the case of an electronically transferred order. The Bank is unable to verify electronically transferred orders for their accuracy and compliance with the original.

Notwithstanding this, I/we request the Bank to accept orders/instructions placed electronically in application of the "Conditions governing the execution of orders", the "Conditions governing the use of the Bank's web portal" and the "Conditions governing the use of an electronic trading platform of the Bank".

8.9 Client waiver to publication of the contributions of third parties to the Bank (retention agreement)

Before the conclusion of the contract, as a component of the "Information for Clients concerning Business with the Bank (without trading in futures transactions)", information on the contributions received and granted has been provided to me/us ("General information for clients concerning received payments" and information on "Dealing with conflicts of interest at the Bank"). In particular, this includes information about the type and amount of the third-party contributions granted to the Bank. **By signing this order, I/we agree, in deviation of Sections 675 and 667 of the German Civil Code (Bürgerliches Gesetzbuch; BGB), that the Bank may retain any contributions it receives from third parties. The Bank retains commissions only to the extent as permissible under supervisory law, i.e. in particular not for financial portfolio management.**

8.10 Classification

Within the framework of this business relationship, the Bank classifies you in general as a retail client pursuant to § 67 (3) German Securities Trading Act (WpHG). If a different classification is desired, the form "Declaration of consent for reclassification of Professional Clients" must be attached. This is available at <https://www.baaderbank.de/Customer-Service/Legal-Documents-Baader-Bank-256>.

8.11 Order execution outside of a regulated market or multi-lateral trading system, limited client orders

I/We hereby confirm that the Bank orders may also be executed offmarket outside of a regulated market or a multi-lateral trading system. In those cases in which limited client orders in shares, admitted for trading on an organized market or traded on a trading venue, cannot be executed immediately due to market conditions, the bank is not obliged to publish these orders with the associated limit. Unless otherwise instructed by the client, the bank will always forward client orders immediately after receipt and verification to a MiFID II trading venue, which complies with the requirements of Article 70 (1) of Delegated Regulation (EU) 2017/565. In this respect, the disclosure requirement is fulfilled.

8.12 Foreign tax reporting

For non-resident tax payers, the bank prepares country-specific tax reporting within the scope of what is legally and technically possible. The underlying prices for the possible countries can be found in the "Schedule of prices and services".

8.13 Inclusion of additional terms and conditions and business principles

The terms and conditions contained in the „Information for Clients concerning Business with the Bank (without trading in futures transactions)“ are essential for the business relationship between the Bank and the client. In addition, the "Special conditions for fractions of securities", the "Schedule of prices and services", the "Special conditions to the Schedule of prices and services" and the "Information sheet on deposit protection" apply.

9. Signature

With our signatures, we hereby apply to open a deposit with clearing account.

Place, date:

Place, date:

x

Signature/company stamp

x

Signature/company stamp

10. Receipt

The deposit/account holder(s) confirm(s) with his/her/their signature(s) that he/she/they has/have received the following documents on a permanent data carrier (e.g. as a PDF attachment, by email or in the form of a CD-ROM) for his/her/their documents:

1. Information for Clients concerning Business with the Bank (without trading in futures transactions);
2. Special conditions for fractions of securities;
3. Schedule of prices and services;
4. Special conditions to the Schedule of prices and services;
5. Information sheet on deposit protection.

The aforementioned terms and conditions and business principles of the Bank (with the exception of the "Special conditions to the Schedule of prices and services") can also be viewed online at

<https://www.baaderbank.de/Customer-Service/Document-center-start-378> which can also be sent at a later date by email upon request of the client.

Place, date:

Place, date:

x

Signature/company stamp

x

Signature/company stamp

For internal use by the Bank

Legitimation of the company and the persons acting in the opening of an account have been verified and recorded.

Processing information

Manager model

PEP Status Information on trading arranged

☐ verified☐ not verified

PEP Status economic beneficiaries

☐ verified☐ not verified

Date

Signature of advisor

Deposit/Account number: _____

BAADER

Baader Bank Aktiengesellschaft
Weihenstephaner Strasse 4
85716 Unterschleissheim
Germany
T 00800 00 222 337*
F +4989 5150 2442
service@baaderbank.de
https://www.baaderbank.de

* Free telephone number from international and national landlines. Costs may be incurred for calls from other networks.

Representation authorisation and specimen signature

Business clients

1. Deposit/Account holder(s)

Company name 1: _____
Company name 2: _____
Contact partner: _____

Company head office

Street/no.: _____
Additional address: _____
Postcode: _____ Place: _____
Country: _____

2. Right of disposal

According to the application decree on the German Tax Code (Abgabenordnung; AO), at least five of those authorised to represent the deposit/account must be verified. Please enter the German tax ID for the first five authorised representatives.

Item 01

☐ Ms ☐ Mr Title: _____
Forename: _____
Surname: _____
Date of birth: _____
Nationality/Nationalities: ☐ German ☐ other
Legal status: _____
☐ Individual power of attorney (I)
☐ Joint power of attorney (J): _____

Street/no.: _____
Additional address: _____
Postcode: _____ Place: _____
Country: _____
Telephone: _____ Mobile: _____
TIN¹ 2: _____

Signature _____

Item 02

☐ Ms ☐ Mr Title: _____
Forename: _____
Surname: _____
Date of birth: _____
Nationality/Nationalities: ☐ German ☐ other
Legal status: _____
☐ Individual power of attorney (I)
☐ Joint power of attorney (J): _____

Street/no.: _____
Additional address: _____
Postcode: _____ Place: _____
Country: _____
Telephone: _____ Mobile: _____
TIN¹ 2: _____

Signature _____

Item 03

☐ Ms ☐ Mr Title: _____
Forename: _____
Surname: _____
Date of birth: _____
Nationality/Nationalities: ☐ German ☐ other
Legal status: _____
☐ Individual power of attorney (I)
☐ Joint power of attorney (J): _____

Street/no.: _____
Additional address: _____
Postcode: _____ Place: _____
Country: _____
Telephone: _____ Mobile: _____
TIN¹ 2: _____

Signature _____

¹ Taxpayer Identification Number

² Since 1 January 2018 it has also been mandatory to quote the tax identification number if it has been supplied by the Federal Central Tax Office (Bundeszentralamt für Steuern; BZSt). Your eleven-digit German tax identification number (TIN) can be found for example on your income tax assessment. If you do not have the number available, you hereby instruct us to request it for you from the competent authority.

Item 04

☐ Ms ☐ Mr Title: _____

Forename: _____

Surname: _____

Date of birth: _____

Nationality/Nationalities: ☐ German ☐ other

Legal status: _____

☐ Individual power of attorney (I)

☐ Joint power of attorney (J): _____

Street/no.: _____

Additional address: _____

Postcode: _____ Place: _____

Country: _____

Telephone: _____ Mobile: _____

TIN¹ 2: _____

Signature _____

Item 05

☐ Ms ☐ Mr Title: _____

Forename: _____

Surname: _____

Date of birth: _____

Nationality/Nationalities: ☐ German ☐ other

Legal status: _____

☐ Individual power of attorney (I)

☐ Joint power of attorney (J): _____

Street/no.: _____

Additional address: _____

Postcode: _____ Place: _____

Country: _____

Telephone: _____ Mobile: _____

TIN¹ 2: _____

Signature _____

Item 06

☐ Ms ☐ Mr Title: _____

Forename: _____

Surname: _____

Date of birth: _____

Nationality/Nationalities: ☐ German ☐ other

Legal status: _____

☐ Individual power of attorney (I)

☐ Joint power of attorney (J): _____

Street/no.: _____

Additional address: _____

Postcode: _____ Place: _____

Country: _____

Telephone: _____ Mobile: _____

TIN¹ 2: _____

Signature _____

Item 07

☐ Ms ☐ Mr Title: _____

Forename: _____

Surname: _____

Date of birth: _____

Nationality/Nationalities: ☐ German ☐ other

Legal status: _____

☐ Individual power of attorney (I)

☐ Joint power of attorney (J): _____

Street/no.: _____

Additional address: _____

Postcode: _____ Place: _____

Country: _____

Telephone: _____ Mobile: _____

TIN¹ 2: _____

Signature _____

Item 08

☐ Ms ☐ Mr Title: _____

Forename: _____

Surname: _____

Date of birth: _____

Nationality/Nationalities: ☐ German ☐ other

Legal status: _____

☐ Individual power of attorney (I)

☐ Joint power of attorney (J): _____

Street/no.: _____

Additional address: _____

Postcode: _____ Place: _____

Country: _____

Telephone: _____ Mobile: _____

TIN¹ 2: _____

Signature _____

Those persons who are to be granted an individual power of attorney are to be identified by "I", and those who are to be empowered jointly with another person indicated here are to be identified by "J". If a person is only authorised to represent the account holder jointly with another designated person, the number allocated to the relevant person on this specimen signature sheet is additionally to be indicated (e.g. "J with Item 01").

The bank is legally obligated to record the names and addresses of authorised representatives. Therefore, this data will be stored by the Bank.

In the case of client reference numbers – unless otherwise agreed – the representation authorisation shall apply to all existing and future deposits/accounts under the indicated client reference number.

3. Restrictions

3.1 Restriction of the power of attorney with respect to the Bank in the case of joint representation in accordance with the statutes

If, according to the commercial or partnership register, joint representation pertains for all legal representatives of the deposit/account holder, an individual power of attorney granted in this specimen signature sheet with respect to the Bank shall be restricted to transactions which are directly connected with the management of the deposit/account.

These shall include, in particular, the following:

- Disposal of prevailing credit balances (for example by means of credit transfers);
- Availment of credits granted (including issuing of guarantee orders, use of existing overdraft facilities);
- Opening of additional deposits /accounts for the deposit/account holder under the above-mentioned client reference number;
- Purchase and sale of securities and foreign currencies;
- Receipt and acknowledgement of account statements, bank statements, value instrument statements, deposit and earnings statements as well as other statements and notifications;
- Issuing of collection orders (check, direct debit, etc.).

An individual representation authorisation for all the business transactions can only be granted for legal reasons with respect to the Bank in the case of partnerships and companies limited by shares, if the partnership agreement or the statutes provide(s) provision for an individual representation authorisation for the legal representatives.

3.2 Cancellation or amendment of a representation authorisation

The deposit/account holder is to immediately inform the Bank in text form of the cancellation or amendment of a representation authorisation notified to the Bank. This duty to notify the Bank also pertains, if the representation authorisation is entered in a public register (for example in the commercial register), and the termination or amendment thereof is entered in this register.

4. Signature

Place, date:

Place, date:

x

Signature/company stamp

x

Signature/company stamp

Deposit/Account number: _____

BAADER

Baader Bank Aktiengesellschaft
Weihenstephaner Strasse 4
85716 Unterschleissheim
Germany
T 00800 00 222 337*
F +4989 5150 2442
service@baaderbank.de
https://www.baaderbank.de

* Free telephone number from international and national landlines. Costs may be incurred for calls from other networks.

Information according to tax law on opening an account/deposit with entities¹

Information on tax residency and forwarding this information to the Federal Central Tax Office (Bundeszentralamt für Steuern; BZSt)

The bank collects, saves and processes information of tax residency based on the German Financial Account Information Exchange Act (Finanzkonteninformationsaustauschgesetz; FKAustG) of the German FATCA-USA Implementation Ordinance (FATCA-USA-Umsetzungsverordnung; FATCA-USA-UmsVO) and the German Interest Information Ordinance (Zinsinformationsverordnung; ZIV).

Provided one of the tax residencies you specify is in

- the United States of America,
- another EU member country or
- another State that has agreed a tax-based information exchange with the Federal Republic of Germany,

the data required according to the FKAustG and/or the FATCA-USA-UmsVO shall be forwarded to the BZSt. As part of the legal requirements for client information of the deposit/account holder (name, address, residency/residencies TIN²), deposit/account balances and credited capital gains including redemption amounts and sales proceeds are reported.

For deposits/accounts of entities, the bank must perform a review procedure in order to establish whether the account is held by one or more persons subject to the reporting requirement or by passive NFEs³ with one or more controlling persons who are subject to the reporting requirement. If controlling persons who are subject to the reporting requirement are identified, their information must also be reported to the BZSt (in particular their names, addresses, residency or residencies, TIN² and deposit/account numbers).

The BZSt forwards the information to the relevant foreign tax officials in the state of residency. If they are exclusively tax resident in Germany, there is no report to the BZSt.

Please note that the Bank does not manage any deposits/accounts for US taxpayers.

1. Company information

Company name 1: _____
Company name 2: _____

Company head office
Street/no.: _____
Additional address: _____
Postcode: _____ Place: _____
Country: _____

Reference number: _____

Postal address (if different)
Street/no.: _____
Additional address: _____
Postcode: _____ Place: _____
Country: _____

2. Information on the company's tax residency

The company is a tax resident in:

☐ Germany: Tax number: _____
VAT ID no.: _____
Business identification number: _____

¹ An entity is a legal person or legal construction such as a corporation, partnership, trust or foundation.

² Taxpayer Identification Number. The indication of the TIN is mandatory, unless the state concerned does not issue a TIN or a functionally equivalent identification number. Your eleven-digit German tax identification number (TIN) can be found for example on your income tax assessment. If you do not have the number available, you hereby instruct us to request it for you from the competent authority.

³ An NFE is an entity that is not a financial institution.

and/or a tax resident in:

Tax residency (country):

TIN:

☐ The country of my tax residency does not issue any TIN.

Tax residency (country):

TIN:

☐ The country of my tax residency does not issue any TIN.

Tax residency (country):

TIN:

☐ The country of my tax residency does not issue any TIN.

3. FATCA and AEOI status

3.1 Active entity (Active Non-Financial Entity (active NFE))

An entity is active if the entity earns **less** than half of its entire income from passive income and is simultaneously not a financial institution. Please select a category below:

☐ Active entity according to income and assets

☐ Non-profit organisation

☐ Other active entity (specify exact status):

3.2 Passive entity (Passive Non-Financial Entity (passive NFE))

An entity is passive if the entity earns **more** than half of its entire income from passive income and is simultaneously not a financial institution.

☐ Passive entity (please fill out additional information for passive entities under **Section 4**)

3.3 Exempted entity (Exempted entity)

Please select a category below:

☐ Incorporation traded on the stock exchange or its subsidiary, whose shares are traded on a recognised stock exchange.

Please specify a stock exchange on which the company shares are traded:

☐ National entity

☐ Central bank

☐ International Organisation

☐ According to each applicable FATCA-IGA exempted entity

Please specify exact status:

Please specify exact status:

3.4 Financial Institution (Foreign Financial Institution (FFI))

Please select a category below and fill out the additional information for financial institutions:

Registered FFI: ☐ Participating FFI

☐ Reporting Model 1 FFI

☐ Reporting Model 2 FFI

Please specify the GIIN for every type of registered FFI:

☐ Non-reporting IGA FFI/Other FFIs (Certified Deemed-Compliant FFI, Sponsored FFI, etc.)⁴

☐ Non-participating FFI (NPFFI) (Please note that it is not possible to open an account for non-participating FFIs)

Additional information for financial institutions:

Is the investment company in a participating AEOI country that is managed by another financial institution?

☐ Yes ☐ No

Does the entity have controlling persons?

☐ Yes ☐ No

If yes, please fill out the additional information under **Section 4**.

4. Information on the tax residency of the controlling person(s) of the deposit/account holder

Controlling persons are defined as natural persons who control the company or the shareholders of the company based on the local requirements for the prevention of money laundering. If this company is treated as a passive non-financial institution ("Passive NFE"), a financial institution is required to identify whether these controlling persons are reportable persons.

In the case of a trust, these are the trustor(s), trustee(s), protector(s), beneficiary (beneficiaries) or group(s) of beneficiaries, as well as all other natural persons who ultimately exercise control over the trust (including through a chain of control or ownership). In the case of legal agreements other than trusts, this corresponds to persons in equivalent or similar positions.

⁴ Please additionally submit a form of the W8 series issued by the Internal Revenue Service (IRS).

4.1 Controlling person 1

☐ Ms ☐ Mr Title: _____

Forename: _____

Surname: _____

Birth name: _____

Date of birth: _____

Place of birth: _____

Country of birth: _____

Street/no.: _____

Additional address: _____

Postcode: _____ Place: _____

Country: _____

Nationality/Nationalities: ☐ German ☐ other

Type of controlling person:

- ☐ Controlling person of legal person – ownership
- ☐ Controlling person of legal person – other means
- ☐ Controlling person of legal person – senior managing official
- ☐ Controlling person of legal arrangement – trust – settlor
- ☐ Controlling person of legal arrangement – trust – trustee
- ☐ Controlling person of legal arrangement – trust – protector
- ☐ Controlling person of legal arrangement – trust – beneficiary
- ☐ Controlling person of legal arrangement – trust – other
- ☐ Controlling person of legal arrangement – other – settlor-equivalent
- ☐ Controlling person of legal arrangement – other – trustee-equivalent
- ☐ Controlling person of legal arrangement – other – protector-equivalent
- ☐ Controlling person of legal arrangement – other – beneficiary-equivalent
- ☐ Controlling person of legal arrangement – other – other-equivalent

4.2 Controlling person 2

☐ Ms ☐ Mr Title: _____

Forename: _____

Surname: _____

Birth name: _____

Date of birth: _____

Place of birth: _____

Country of birth: _____

Street/no.: _____

Additional address: _____

Postcode: _____ Place: _____

Country: _____

Nationality/Nationalities: ☐ German ☐ other

Questionnaire to establish tax residencies⁵

☐ Germany

TIN² _____

and/or

Tax residency (country): _____

TIN² _____

☐ The country of my tax residency does not issue any TIN.

Tax residency (country): _____

TIN² _____

☐ The country of my tax residency does not issue any TIN.

Tax residency (country): _____

TIN² _____

☐ The country of my tax residency does not issue any TIN.

Questionnaire to establish tax residencies⁵

☐ Germany

TIN² _____

and/or

Tax residency (country): _____

TIN² _____

☐ The country of my tax residency does not issue any TIN.

Tax residency (country): _____

TIN² _____

☐ The country of my tax residency does not issue any TIN.

Tax residency (country): _____

TIN² _____

☐ The country of my tax residency does not issue any TIN.

⁵ If the controlling person is resident in more than four countries for tax purposes, please use a separate sheet.

Type of controlling person:

- ☐ Controlling person of legal person – ownership
☐ Controlling person of legal person – other means
☐ Controlling person of legal person – senior managing official
☐ Controlling person of legal arrangement – trust – settlor
☐ Controlling person of legal arrangement – trust – trustee
☐ Controlling person of legal arrangement – trust – protector
☐ Controlling person of legal arrangement – trust – beneficiary
☐ Controlling person of legal arrangement – trust – other
☐ Controlling person of legal arrangement – other – settlor-equivalent
☐ Controlling person of legal arrangement – other – trustee-equivalent
☐ Controlling person of legal arrangement – other – protector-equivalent
☐ Controlling person of legal arrangement – other – beneficiary-equivalent
☐ Controlling person of legal arrangement – other – other-equivalent

4.3 Controlling person 3

☐ Ms ☐ Mr Title: _____
 Forename: _____
 Surname: _____
 Birth name: _____
 Date of birth: _____
 Place of birth: _____
 Country of birth: _____
 Street/no.: _____
 Additional address: _____
 Postcode: _____ Place: _____
 Country: _____
 Nationality/Nationalities: ☐ German ☐ other

Type of controlling person:

- ☐ Controlling person of legal person – ownership
☐ Controlling person of legal person – other means
☐ Controlling person of legal person – senior managing official
☐ Controlling person of legal arrangement – trust – settlor
☐ Controlling person of legal arrangement – trust – trustee
☐ Controlling person of legal arrangement – trust – protector
☐ Controlling person of legal arrangement – trust – beneficiary
☐ Controlling person of legal arrangement – trust – other
☐ Controlling person of legal arrangement – other – settlor-equivalent
☐ Controlling person of legal arrangement – other – trustee-equivalent
☐ Controlling person of legal arrangement – other – protector-equivalent
☐ Controlling person of legal arrangement – other – beneficiary-equivalent
☐ Controlling person of legal arrangement – other – other-equivalent

4.4 Controlling person 4

☐ Ms ☐ Mr Title: _____
 Forename: _____
 Surname: _____
 Birth name: _____
 Date of birth: _____
 Place of birth: _____
 Country of birth: _____
 Street/no.: _____
 Additional address: _____
 Postcode: _____ Place: _____
 Country: _____
 Nationality/Nationalities: ☐ German ☐ other

Questionnaire to establish tax residencies⁵

☐ Germany
 TIN² _____
 and/or _____
 Tax residency (country): _____
 TIN² _____
☐ The country of my tax residency does not issue any TIN.
 Tax residency (country): _____
 TIN² _____
☐ The country of my tax residency does not issue any TIN.
 Tax residency (country): _____
 TIN² _____
☐ The country of my tax residency does not issue any TIN.

Questionnaire to establish tax residencies⁵

☐ Germany
 TIN² _____
 and/or _____
 Tax residency (country): _____
 TIN² _____
☐ The country of my tax residency does not issue any TIN.
 Tax residency (country): _____
 TIN² _____
☐ The country of my tax residency does not issue any TIN.
 Tax residency (country): _____
 TIN² _____
☐ The country of my tax residency does not issue any TIN.

Type of controlling person:

- ☐ Controlling person of legal person – ownership
- ☐ Controlling person of legal person – other means
- ☐ Controlling person of legal person – senior managing official
- ☐ Controlling person of legal arrangement – trust – settlor
- ☐ Controlling person of legal arrangement – trust – trustee
- ☐ Controlling person of legal arrangement – trust – protector
- ☐ Controlling person of legal arrangement – trust – beneficiary
- ☐ Controlling person of legal arrangement – trust – other
- ☐ Controlling person of legal arrangement – other – settlor-equivalent
- ☐ Controlling person of legal arrangement – other – trustee-equivalent
- ☐ Controlling person of legal arrangement – other – protector-equivalent
- ☐ Controlling person of legal arrangement – other – beneficiary-equivalent
- ☐ Controlling person of legal arrangement – other – other-equivalent

If there are other controlling persons, please use a separate sheet.

Please be aware that incorrect or incomplete information in States where there is a tax obligation may be legally relevant. The bank is not authorised to give legal consult. Legal questions, in particular regarding tax residency, must therefore be clarified with a tax consultant.

I/We assure that the information stated above is complete and accurate and undertake to communicate any changes to the bank without delay.

Place, date:

x

Signature(s) of the **persons authorised to represent the** deposit/account holder

Deposit/Account number: _____

BAADER

Baader Bank Aktiengesellschaft
Weihenstephaner Strasse 4
85716 Unterschleissheim
Germany
T 00800 00 222 337*
F +4989 5150 2442
service@baaderbank.de
https://www.baaderbank.de

* Free telephone number from international and national landlines. Costs may be incurred for calls from other networks.

Account/deposit power of attorney for an asset manager and for the Bank

Business clients

The following power of attorney (hereinafter the "Power of Attorney") authorizes the asset manager and the Bank to the execution of actions below. The Bank combines client's accounts and deposits into one portfolio (each a "portfolio"). One or more portfolios are in turn assigned to a client reference number.

The power of attorney is granted for the client reference number and applies to all my/our existing and future deposits/accounts under the client reference number to be opened.

We request that you return the signed original of the power of attorney to the address above.

1. Deposit/Account holder(s)

Company name 1: _____

Company name 2: _____

Contact partner: _____

Company head office

Street/no.: _____

Additional address: _____

Postcode: _____

Place: _____

Country: _____

2. Bank empowerment

I/We hereby consent to and authorise the Bank to continue to collect, process and use my/our deposit/account documents or the information contained therein such as deposit/account excerpts and information that I/we give the Bank as part of managing my/our deposit/account to the asset manager named below according to whose strategy my/our deposit/account is managed.

In addition, I/we release the Bank from the obligations of banking secrecy towards the asset manager named below.

This information is forwarded to the asset manager named below and the collection, processing and use of data by the asset manager named below for the purpose of enabling the asset manager to fulfil the financial services provider agreement concluded between him/her and me/us. In particular, this affects the forwarding of information for account statement purposes and for the coordination of strategy for managing my/our deposits/accounts to my/our investment needs and the best possible implementation of this strategy.

3. Empowerment of the asset manager

I/We hereby authorise the asset manager named below

Company name: _____

Postcode: _____

Place: _____

Street/no.: _____

Telephone: _____

to represent me/us in commercial transactions with the Bank in the scope indicated above.

The asset manager is hereby authorised to have access via the respective credit balances and financial instruments to all of my/our deposits/accounts under the same client reference number in the Bank in such a way that he/she is able to issue orders and instructions (dispositions) to the Bank.

The following provisions apply to the scope of this empowerment.

- The asset manager acknowledges that he/she/they is/are not a representative(s) of the Bank and also does not have any power of attorney to make or accept any declarations for or to the Bank.
- The use of electronic access media (e.g. telephone banking, online banking) by the asset manager requires a separate agreement to be concluded between the Bank and the deposit/account holder(s).

7. Signature

Place, date:

Place, date:

x

Signature/company stamp

x

If applicable, signature of second deposit/account holder

Place, date:

x

Signature of asset manager/company stamp

The asset manager confirms he/she/they gave the deposit/account holder(s) all information and clarifications required in accordance with the German Securities Trading Act (Wertpapierhandelsgesetz; WpHG).

Place, date:

x

Signature of asset manager/company stamp

Agreed fee model:

For internal use by the Bank

Legitimation of the asset manager

☐ By presenting a valid identification document

ID number

Valid until

Issued by/on

Nationality

The consistency of the asset manager signature with the identification document is confirmed

Signature of advisor

☐ There is legitimation of the asset manager.

Date

Processing information

Signature of advisor

Bénéficiaire du paiement

First Capital Management Group GmbH
Herzogstraße 60
80803 München
Allemagne

MANDAT DE PRÉLÈVEMENT SEPA

Par la présente, le client remet au gestionnaire de patrimoine le mandat de prélèvement SEPA suivant :

Mandat d'encaissement de la rémunération convenue dans le cadre de la gestion de patrimoine sur le compte de compensation auprès de la banque dépositaire

Numéro d'identification du créancier : DE13ZZZ00001542908

Référence du mandat (n° de compte) : _____

Payeur

Nom de la société (titulaire de compte)

Rue / numéro

Code postal

Lieu

Pays

Name Kreditinstitut

Code pays

Code de contrôle

IBAN

BIC (SWIFT)

J'autorise / nous autorisons / nous autorisons de manière révocable First Capital Management Group GmbH (FCM) à percevoir la rémunération selon le § 7, point 3 du contrat de gestion de patrimoine par prélèvement automatique sur mon / notre compte de compensation susmentionné. Je donne / nous donnons par ailleurs instruction à ma / notre organisme de crédit d'encaisser les prélèvements effectués sur mon / notre compte par FCM. Remarque : Je peux / nous pouvons demander le remboursement du montant débité dans les huit semaines suivant la date du débit. Les conditions convenues avec mon / notre organisme de crédit s'appliquent.

X

Lieu, Date

Signature

X

Lieu, Date

Signature

En cas de résiliation du contrat de gestion de patrimoine, le mandat de prélèvement SEPA susmentionné n'expire qu'après le règlement et le débit des frais restant dus sur le compte de compensation. Un délai raccourci d'un jour calendaire s'applique à la notification préalable des prélèvements SEPA de base.

Extrait des conditions générales et principes commerciaux de la Baader Bank

Frais

Pour les frais prélevés par la banque, la « Liste des tarifs et prestations » ainsi que les « Conditions spéciales des tarifs et prestations » s'appliquent. Les frais sont débités sur le compte de règlement du/des client/s.

Convention De Compte Courant, Période Comptable, Relevé De Compte/Dépôt, Attestation D'imposition Annuelle, Exercice Du Droit De Vote

Selon le n° 7 par. 1 des « Conditions générales de vente », la banque mettra régulièrement à disposition de chaque client un apurement des comptes. La banque n'établit pas de certificat d'imposition unique, mais seulement une attestation d'imposition annuelle. La banque n'exerce pas de droits de vote pour les clients.

Accord pour l'utilisation des outils électroniques pour communiquer les informations

Je/nous donne/donnons mon/notre accord à ce que toutes les informations nécessaires telles que le courrier bancaire, c'est-à-dire les relevés de compte et de dépôt, les apurements des comptes, les factures détaillées, les justificatifs et autres communiqués sur d'autres supports de données durables tels que le papier, soient transmis. Si la forme papier ou écrite est obligatoirement prescrite par la loi, cette exigence n'en est pas affectée et reste valable. Je/nous donne/donnons en particulier mon/notre accord à ce que les informations et les documents sur le portail Internet de la banque (<https://konto.baaderbank.de>) soient gratuitement mis à disposition du/des client/s dans une boîte de réception séparée. Je/nous suis/sommes conscient/s du fait qu'une notification supplémentaire par la banque n'a pas lieu via de nouveaux communiqués (par ex. par e-mail). Je/nous vais/allons donc vérifier régulièrement, au moins une fois par mois, la messagerie afin de voir s'il y a de nouveaux communiqués. Au demeurant, les « Conditions pour l'utilisation du portail Internet de la banque » s'appliquent. En outre, toutes les informations et documents ci-dessus ainsi que les autres documents dans ma/notre messagerie seront mis à ma/notre disposition sur le portail Internet de ThomasLloyd Global Asset Management sur www.thomaslloyd-gestion-de-patrimoine.com. ThomasLloyd Global Asset Management me/nous informera de l'affichage de nouvelles informations et de nouveaux documents dans ma/notre boîte de réception sur le portail Web de la banque et ThomasLloyd Global Asset Management par e-mail à l'adresse e-mail que j'ai/nous avons fournie.

Exclusion des conseils en placement

La banque exécute en principe seulement des ordres d'opérations sur titres dans le cadre de ce compte de dépôt/bancaire (dit service de simple exécution) et ne fournit aucun conseil pour le placement en valeurs mobilières. Une vérification au sens du § 63 par. 10 de la loi allemande sur la négociation de titres (WpHG) et du règlement délégué (UE) 2017/565 si les opérations envisagées ou réalisées par moi/nous, n'a pas lieu de la part de la banque selon le § 63 par. 11 de la loi allemande sur la négociation de titres. Les obligations légales d'information de la banque restent inchangées. Si la banque met à disposition du client des informations suffisantes sur les obligations d'information de la loi allemande sur la négociation de titres (par ex. commentaires sur le marché, analyses, etc.), cela n'est pas un conseil en investissement. Tant que la banque reçoit des ordres d'exécution d'opérations sur titres d'un client ou de son prestataire de services financiers dans le cadre d'un mandat de services financiers, cela ne constitue pas un conseil en investissement et le prestataire de services financiers agit dans ce cas en tant que messenger de la déclaration pour le client ou le représentant.

Collecte, traitement et utilisation des données

Il convient de noter que la banque et les autres sociétés appartenant au groupe Baader collectent, traitent et utilisent aussi mes/nos données dans le cadre de l'ouverture, de la gestion et du maintien de la relation commerciale.

Enregistrement d'entretiens téléphoniques

J'accepte que mes entretiens téléphoniques et ma communication électronique avec la banque soient enregistrés et stockés par la banque à des fins de documentation et afin d'optimiser en permanence la qualité du service. Sous réserve des règles légales, je peux à tout moment m'opposer à l'enregistrement de mes entretiens téléphoniques avec la banque.

Conditions d'exécution des ordres

Le client est habilité à transmettre à la banque des ordres (par ex. virements, transferts de comptes, commandes) par voie électronique (par fax ou ordre scanné par e-mail). Je/Nous déclare/déclarons par la présente que je/nous suis/sommes conscient/s de la possibilité d'usage abusif lors de la transmission d'ordres par voie électronique, par ex. falsification et dénaturation par copie non autorisée, falsification de signature ou modification du document original et retards dus à d'éventuels problèmes techniques. Je/Nous devons veiller à ce qu'aucune erreur de transmission, malentendu, usage abusif ou erreur n'ait lieu dans mon/notre champ de responsabilité lors d'un ordre transmis par voie électronique. La banque n'est pas en mesure de contrôler l'authenticité

des ordres transmis par voie électronique et la conformité avec l'original. Néanmoins, je/nous demande/demandons à la banque d'accepter les ordres transmis par voie électronique sous le régime des « Conditions d'exécution des ordres » ainsi que des « Conditions d'utilisation d'une plateforme commerciale électronique de la Baader Bank AG ».

Renonciation du client à la remise des dons de tiers à la banque (accord de conservation)

Avant la conclusion du contrat, les informations sur les dons perçus et octroyés ont été mises à ma/notre disposition en tant que partie intégrante de l'« Information client sur l'activité de la banque (sans négoce de contrats à terme) » (« Informations générales pour les clients à propos des dons » et informations à propos du « traitement des conflits d'intérêt auprès de la banque »). Il en résulte en particulier des informations à propos du type et du montant des dons de tiers octroyés à la banque. Avec l'attribution de cet ordre, j'/nous approuve/approuvons, par divergence par rapport aux §§ 675, 667 du code civil allemand (BGB), que la banque peut garder les dons de la part de tiers lui étant destinés. La banque conserve les commissions seulement dans la mesure où cela est autorisé par les règlements, c'est-à-dire, en particulier, pas pour la gestion des portefeuilles financiers.

Classification des clients particuliers

La banque classe généralement les personnes physiques comme clients particuliers au sens du § 67 par. 3 de la loi allemande sur la négociation de titres.

Exécution d'un ordre à l'extérieur d'un marché réglementé ou système commercial multilatéral / ordres clients limités

Je/Nous confirme/confirmons par la présente que la banque peut exécuter des ordres à l'extérieur d'un marché réglementé ou d'un système commercial multilatéral, et aussi hors bourse (Cela ne s'applique pas si une telle exécution dans le groupe de titres actions doit avoir lieu dans un centre de négoce selon les exigences de la directive révisée concernant les marchés d'instruments financiers (MiFID II)). Dans de tels cas, dans lesquels je/nous transmets/transmettons les ordres limités à la banque, sous des formes qui peuvent être négociées sur un marché réglementé, avec instruction d'exécution hors bourse, par ex. via une plateforme de négociation opaque, la banque n'a pas l'obligation de publier ces ordres avec la limite correspondante, dans la mesure où ils ne peuvent pas être exécutés immédiatement en raison de leur limitation.

Prise en compte des autres conditions générales et principes commerciaux

Essentiellement pour les relations commerciales entre la banque et le client, les « Informations générales destinées aux clients selon le § 63 par. 7 de la loi allemande sur la négociation de titres » (WpHG) de la banque, la « Fiche d'informations sur la résolution des défaillances bancaires et le renflouement interne », les « Principes de traitement des réclamations clients », les principes de « traitement des conflits d'intérêt auprès de la banque », les « Principes d'exécution pour la réalisation d'ordres pour les instruments financiers de la banque », les « Informations générales destinées aux clients à propos des dons », les « Conditions générales de vente », les « Conditions particulières pour les opérations de titres », les « Conditions de virement », les « Conditions pour les découverts bancaires tolérés auprès de la banque », les « Conditions d'utilisation du portail Internet de la banque », les « Conditions d'utilisation d'une plateforme commerciale électronique de la banque », les « Conditions d'exécution des ordres », les « Informations client sur les paiements », les « Conditions de compte/dépôt joint pour les clients particuliers », ainsi que le formulaire « Obligation d'information pour la collecte de données personnelles auprès de la personne concernée conformément à l'art. 13 du RGPD ». Tous les principes commerciaux et conditions générales mentionnés ci-dessus sont compris dans l'« Information client sur l'activité de la banque (hors négoce de contrats à terme) ». De plus, les « Informations pré-contractuelles pour les contrats conclus en dehors des locaux commerciaux et contrats à distance relatifs à des services financiers » (ici : contrats conclus par voie électronique avec un prestataire financier lié par voie électronique) », les « Informations de base sur les titres et autres placements de capitaux », la « Liste des tarifs et prestations », les « Conditions spéciales des tarifs et prestations » ainsi que le « Formulaire d'information sur la protection de la garantie des dépôts » s'appliquent.

Information for Clients concerning Business with the Bank (without trading in futures transactions)

Status: January 2020

Contents

1. Information of the Bank

- General client information according to Section 63 (7) of the German Securities Trading Act (Wertpapierhandelsgesetz; WpHG) (96.100)
- Information on bank resolution and creditor participation (bail-in) (96.200)
- Guidelines for handling client complaints (96.300)
- Dealing with conflicts of interests at the Bank (97.100)
- Policies of the Bank governing the execution of orders in financial instruments (98.100)
- General information for clients concerning received payments (99.100)
- Client information concerning payments (94.000)
- Disclosure obligation to the relevant parties when collecting personal data in accordance with Article 13 of the General Data Protection Regulation (GDPR) (200.100)
- Information on protecting clients' funds and financial instruments (96.400)

2. Terms and conditions of the Bank

- General Terms of Business (90.100)
- Special conditions governing securities transactions (92.100)
- Conditions governing credit transfers (90.300)
- Conditions governing tolerated overdrafts at the Bank (100.300)
- Conditions governing the use of the Bank's web portal (90.200)
- Conditions governing the use of an electronic trading platform of the Bank (119.000)
- Conditions governing the execution of orders (44.200)
- Conditions governing entries required for tax purposes as part of capital gains tax (300.400)

3. Introduction

Dear Sir or Madam,

we are delighted that you are interested in what we at the Bank are able to offer. We have put together a brochure containing the most important information to keep you informed about matters concerning business in securities and foreign exchange. In this publication you are receiving detailed information about the Bank and its services as well as the relevant terms of business.

The German Securities Trading Act (Wertpapierhandelsgesetz; WpHG) provides rules on information and investor protection which are adapted to various categories of clients for use by banks and financial services providers. Retail Clients are awarded the highest level of protection. Parts of the rules do not apply to Professional Clients or apply to them only in a restricted form.

Eligible Counterparties have most experience of investment services and are therefore afforded the lowest level of protection. You will be sent your client category in a separate document.

We look forward to close and successful collaboration with you.

We shall be available during business hours to answer any questions you may put to us.

Baader Bank Aktiengesellschaft

Board of Directors

General client information according to Section 63 (7) of the German Securities Trading Act (Wertpapierhandelsgesetz; WpHG)

Baader Bank Aktiengesellschaft
Weihenstephaner Strasse 4
85716 Unterschleißheim
Germany
T 00800 00 222 337*
F +4989 5150 2442
service@baaderbank.de
https://www.baaderbank.de

* Free telephone number from international and national landlines. Costs may be incurred for calls from other networks.

Baader Bank Aktiengesellschaft (referred to as the "Bank") is the leading universal bank in its segment of the German market. At present, the specialists of the Bank look after about 930,000 order books at the stock exchanges of Berlin, Frankfurt, Munich and Stuttgart.

The Bank currently employs about 450 staff throughout the Group.

The main focus of its business was formerly classic stock exchange trading. The Bank now offers diverse services which are all concerned with the capital market and is currently expanding its business segments further. Since 1 August 1994, the Bank's shares have been listed and are traded on the open market at stock exchanges in Berlin, Frankfurt, Munich, Hamburg, Düsseldorf and Stuttgart.

The Bank has many years of expertise in trading securities and futures transactions. We offer our clients various powerful online trading platforms. As a universal bank, we are licensed to operate all corresponding banking transactions, allowing us to offer banks, financial services providers, fund companies, issuers and professional traders product solutions for the implementation of alternative investment strategies.

1. Order processes

The client may submit the order to the Bank using the following methods: In writing by email, letter, fax or IM; Electronically via various connections, e.g. FIX; By telephone.

The Bank does not allow clients to submit algorithmically generated orders.

The Bank can currently provide the following services:

- Financial brokerage (purchase and sale of financial instruments in its own name for third-party account)
- Own-account trading for others (purchase and sale of financial instruments for own account as services to clients)
- Contract brokerage (purchase and sale of financial instruments under third-party name for third-party account)
- Investment brokerage (brokerage of transactions for the purchase and sale of financial instruments)
- Financial portfolio management (management of single or several assets invested in financial instruments for others with scope for taking decisions)
- Custody business (safekeeping and administration of securities for others and provision of associated services)
- Lending business (granting of loans and advances for investment services)
- Foreign currency transactions in connection with investment services
- Issuing business (taking financial instruments at own risk for placement or assuming equivalent guarantees)
- Placement business (placing financial instruments without a fixed underwriting commitment)
- Services in connection with issuing business
- Preparation, dissemination or forwarding financial analyses which directly or indirectly include recommendations (research)

The relevant trading expertise, appropriate reporting services and necessary risk control enable us to offer our clients an attractive package of services in the field of Alternative Investments. We are clearly set apart from our competitors by virtue of our inexpensive and technically efficient offers.

In this context we identify suitable products for our clients such as certificates, funds, single hedge funds or managed accounts. This is where we benefit from our excellent, long-term relationships with major banks, capital investment companies and portfolio managers in Germany as well as abroad.

Tasks we take on within these solutions:

- investment manager; execution broker; monitoring of strategies (investment monitoring, pre-trade compliance); management of portfolios and accounts; central collection point and paying and depositary agent; buy-side trading desk; direct routing to the following stock exchange trading platforms: Xetra® Frankfurt; Xetra® Vienna; ALL the regional stock exchanges in Germany; Frankfurt; Munich; Stuttgart; Berlin; Düsseldorf; Hamburg; Hannover; BATS Chi-X Europe® (at present for German, Belgian, French, Dutch, Portuguese and Austrian securities); Euronext Paris; Euronext Amsterdam; Euronext Lisbon; Euronext Brussels; Eurex; Swiss Exchange (SIX); Tradegate; gettex.

The Bank has access to other international markets via external trading systems and other trading partners. You will find a detailed overview of our products (including execution venues) in the relevant information under the heading "Produkt- und Märktekatalog" (list of products and markets).

The electronic trading platforms we offer lead the sector in terms of functionality, reliability and scalability. They give you direct real-time access to the principal stock exchanges worldwide. The trading platforms as well as our portfolio and account management services are designed to handle multiple asset classes and currencies.

The IT infrastructure provided by the Bank for order routing enables there to be a free choice of the means of access to the Baader systems. The following are linked: Bloomberg EMSX; Direct link via a FIX interface (VPN or Point-to-Point); Reuters AUTEX; SWIFT; EZE Software RealTick; Fidessa; ULLink; Fix Hub; Trading Screen; Privé (For asset managers only); Elinvar C (For asset managers only).

As well as standardising the order routing process, routing via the Bank can also result in cost synergies through the bundling of statement generation: all contract notes are produced electronically and at end of day; inexpensive statements can be generated via contract note; a daily summary of trades on an order basis with average rates or based on category per page and day is possible; individual appraisal and analysis of the possibilities for inexpensive clearing and settlement.

The order routing services of the Bank can also be chosen as the basis for a MiFID-conforming structuring of the order handling process at financial services providers.

The following services with MiFID relevance are offered by the Bank to its clients:

1.1 Best execution

- providing advice to the client and joint development of MiFID-conforming client support and client order execution processes
- preparation of best-execution policies for selecting the best order execution venue for the client based on price and execution costs or other individually assessed features of the venue
- research, generation and updating of the database as well as implementation of the procedures for direct comparison with appropriate consideration of prices and fees and evaluation of stock exchange features for best execution (script processing)
- regular verification and, where appropriate, adaptation of best-execution policies
- creation of policy accounts by the Bank specially designed for the client
- order routing: processing of client orders according to the relevant client policies
- documenting obligation: archiving all relevant parameters as the basis for a record of the path to the best-execution decision made for the order
- client transparency: ability to reproduce best execution through a web-based research function on an order basis

1.2 Gettex

In addition, within this framework, the bank offers best executor services for your mandates on the Gettex trading platform on the Munich stock exchange. This is based on a private law agreement with relevant order flow providers regarding the structuring of a better execution or at least the same execution of client orders with respect to certain reference markets that can be determined by the client.

With its package of best-execution services, the Bank offers a complete service covering entry of the order, order routing and order selection and execution policies. For clients of the Bank this means an efficient and inexpensive design of their MiFID-relevant order handling processes under a holistic approach.

On trading days our order desk can generally be reached between 7.45 a.m. and 10.00 p.m.

The Bank's clientele includes investment managers and institutional clients such as banks, insurance companies, financial services providers, commodity trading advisers, fund managers and futures traders. The Bank is a universal bank licensed to operate in Germany.

2. Address

Baader Bank Aktiengesellschaft
Weihenstephaner Strasse 4
85716 Unterschleißheim
Tel. 00800 00 222 337¹
Fax +49 89 5150 2442
Email service@baaderbank.de

3. Members of the Board of Directors

- Nico Baader, CEO
- Dieter Brichmann, Deputy Chairman
- Oliver Riedel

4. Banking licence and competent supervisory authority

The Bank has a banking licence issued by the competent supervisory authority in compliance with Section 32 German Banking Act (KWG).

Federal Financial Supervisory Authority (BaFin)
Institutsaufsicht/Institutional supervision
Graurheindorfer Strasse 108
53117 Bonn
Germany
and
Federal Financial Supervisory Authority (BaFin)
Securities supervision
Marie-Curie-Strasse 24-28
60439 Frankfurt am Main
Germany

5. Notes concerning client complaints

Kindly address client complaints in text form to the Bank's compliance officer.

Out-of-court dispute resolution: It is possible to involve the private banking ombudsman in order to resolve disputes with the Bank. Complaints must be addressed in text form to the client complaints department (Kundenbeschwerdestelle) of Bundesverband deutscher Banken e. V., P. O. Box 04 03 07, 10062 Berlin, Fax: +49 30 1663-3169, E-Mail: ombudsmann@bdb.de.

6. Legal notice

The Bank is entered on the commercial register of the local court of Munich (Handelsregister des Amtsgerichts München) under number HRB 121537. The value added tax registration number of the Bank is DE114123893. All contractual relationships between the Bank and its clients are governed by German law.

For payments into your account from Germany and from the European Union (in):

Credit institution: Baader Bank Aktiengesellschaft
BIC/BIC² code: BDWBDE33XXX
Account holder: Your name
IBAN³: Your IBAN³

For all other deposits please note the information in the document "Information concerning payments" (94.000).

For clients of banks and financial services providers, the German Securities Trading Act (WpHG) provides duties of protection and information which are graduated according to the category of client. Retail clients are allocated the highest level of protection.

7. Information on risk

We should make it clear that the Bank does not offer its clients investment advice. We only execute orders on a "no- counselling" basis (futures transactions) or as "execution only" (shares, bonds, funds and ETFs).

In the case of professional clients and eligible counterparties, the Bank does not carry out an appropriateness test pursuant to § 63 (10) WpHG and

in accordance with Art. 56 of the Delegated Regulation (EU) 2017/565 may assume in its application that these groups of clients are able to understand, assess and evaluate the risks of the selected forms of investment. In this context, we would like to point out that we do not collect any information in accordance with § 63 (10), § 64 (3) WpHG and, except in cases required by law, do not provide any warning notice in accordance with § 63 (10) WpHG.

We specifically point out that various protective rules specified in WpHG are not applied on behalf of the professional client. The law offers the professional client the option to make a separate agreement to be classified as a retail client.

The Bank in its role as broker passes on the collateral (margin) deposited by its clients via its clearing partner to the relevant futures and options exchange. In the event of the clearing partner becoming insolvent as per the German Insolvency Statute or insolvency proceedings as specified by the laws of the state in which the clearing partner has its registered seat, the client must reimburse the Bank for the necessary expenses incurred in respect of the clearing partner. This claim for reimbursement of expenses is in principle limited to the amount of the collateral with which the client has to furnish the Bank at the start of the trading day following the date of opening of the insolvency proceedings. The level of the expenses to be reimbursed shall be charged in the event of insolvency as soon as it has been established. To increase transparency we have broken down the margins per clearing partner and entered them with the depository in client reporting. The current partner list of clearing members/depositories (Partnerliste der Clearing-Mitglieder/Lagerstellen) and abbreviations can be found in the overview in the login area of the website www.baaderbank.de.

8. Third-party support/advice from third parties

Clients can take advice from third parties (e.g. financial services providers). The basis for such collaboration is an authorisation in text form to be provided by the client. In these cases it is the third party which has been authorised by the client and not the Bank which provides investment advice or financial portfolio management for the client and therefore is itself obliged pursuant to the relevant statutory provisions to verify the appropriateness and suitability of the investment decision for the client. By contrast, in such cases the Bank does not examine the appropriateness or suitability of individual investment decisions made for the client by the financial services provider or investment adviser authorised by the client.

The client's account and associated deposit with the bank is automatically closed as soon as the financial services provider informs the bank about the termination of its asset management activity or the financial services provider or the client inform the bank of the termination of the power of attorney for the financial services provider. The Bank shall transfer the remaining equivalent value and any securities/rights still held in the deposit to the client's reference account or deposit at the third party bank.

9. Note concerning deposit guarantee

The system of the statutory deposit protection fund was moved from the EAEG [German Deposit Guarantee and Investor Compensation Act] to a separate Deposit Protection Fund Act (EinSiG) on 3 July 2015. The legal basis is the Act on the Implementation of Directive 2014/49/EU of the European Parliament and the Council of 16 April 2014 regarding deposit protection fund systems (DGSD Implementation Act) dated 28 May 2015 (Federal Law Gazette I. p. 786). The aim of the DGSD Implementation Act is to implement Directive 2014/49/EU of the European Parliament and the Council of 16 April 2014 regarding deposit protection fund systems (Official Journal of the European Union no. L 173/149 dated 12 June 2014). The objective of the new Deposit Protection Fund Directive is an even higher level of protection and maximum harmonisation of the deposit protection fund systems within the EEA. The EAEG that has since then been restricted to investor compensation concerns remains as the German Investor Compensation Act (AnlEntG).

Deposits at Baader Bank AG are protected by: The Compensation Scheme of German Private Banks (Entschädigungseinrichtung deutscher Banken GmbH).

Maximum protection: 100,000.00 Euro per depositor per bank

If you have multiple deposits with the same bank: All of your deposits with the same bank are added and the total amount is subject to the limit of 100,000.00 Euro.

¹ Toll-free telephone number from the (inter-)national fixed-line network. Calls from other networks may entail charges.

² Bank Identifier Code.

³ International Bank Account Number.

If you have a joint account with one or more other people: the maximum limit of 100,000.00 Euro applies to each individual depositor.

Reimbursement deadline in the event of a bank's failure: 7 working days from 1 June 2016.

Currency of reimbursement: Euro (EUR)

Contact details: Entschädigungseinrichtung deutscher Banken GmbH
Burgstraße 28
10178 Berlin
Deutschland

Postal address: Entschädigungseinrichtung deutscher Banken GmbH
Postfach 11 04 48
10834 Berlin
Telefon: +49 30 590011960
E-Mail: info@edb-banken.de

The Bank is further affiliated to the deposit protection fund of Bundesverband deutscher Banken e. V. and Entschädigungseinrichtung deutscher Banken GmbH. This secures all liabilities that are recognised on the balance sheet as "Liabilities to clients". These include sight, term and savings deposits including registered savings bonds. The collateral limit per creditor presently is 20% of the Bank's Allowable equity capital determining the deposit protection. The Bank shall notify the client of the respective collateral limit if so requested. It can also be enquired on the Internet at www.bankenverband.de.

Liabilities for which the Bank has issued bearer papers, e.g. bearer note and bearer certificates of deposit, and liabilities to credit institutions are not protected. Further exclusion criteria (e.g. for depositors, products, terms) may apply. These can be found in the statutes of the banking association. This information can be found on the Internet under <http://www.bankenverband.de>.

9.1 Compensation for deposits

Should compensation be required, depositors will be notified without delay by the institution responsible for compensation, the Compensation Scheme of German Private Banks (Entschädigungseinrichtung deutscher Banken, EdB).

The EdB is responsible for reviewing depositors' compensation claims independently and to fulfil them within seven working days after BaFin [Federal Financial Supervisory Authority] has determined that there has been a payout event. Depositors are not required to make an application for compensation. However, should the EdB require additional information from depositors in order to implement the depositor compensation, the EdB will contact the relevant depositors in writing. Amounts that are subject to a temporarily higher coverage amount must be substantiated by depositors separately proving the facts underlying the claim. These amounts must be compensated for by the EdB within seven working days after receipt of the application for these amounts and their substantiation.

9.2 Compensation for liabilities from securities transactions

If BaFin has determined that a payout event has occurred as a bank is not in the position of meeting the liabilities from securities transactions, creditors must be informed thereof without delay. The client must register the compensation claim with the EdB in writing within one year after having been informed of the payout event. Once this period has expired, compensation claims may no longer be asserted. The EdB is obliged to review without delay registered claims based on compensation for liabilities from securities transactions and settle the claims at the latest three months after having determined the entitlement and the claim amount.

Depositors' claims against the bank are transferred to the EdB on settlement of the compensation claim. Compensation claims become time-barred five years after the depositor has been notified of the payout event. Compensation shall be provided in Euro. Should a depositor's accounts be held in a currency other than the Euro, the European Central Bank's reference rate applying on the day that BaFin determines that a payout event has occurred shall be used as the exchange rate.

10. Means of communication

You may transmit orders to us electronically, by phone or in text form, by fax, email or letter. Our clients may communicate with us in German or English.

An order sent by telefax is only permissible following explicit agreement of this method of communication. If the Bank cannot be reached using one of the mentioned means of communication in order to issue an order, the client is obliged to switch to another of the methods of communication mentioned.

Communication via email, e.g. as part of getting into contact, is not suitable for the encrypted transmission of confidential information. However, should we receive an email from the client/counterparty or an interested party, the

Bank will conclude that we are also entitled to respond by unencrypted email, unless a different form of communication is specifically requested.

11. Recording of telephone conversations and electronic communication

I/we agree to my/our telephone conversations and electronic communication with the Bank being recorded and saved for the purposes of documentation and the constant optimisation of the quality of service the Bank offers. Subject to legal regulations, I/we can at any time refuse the recording of my/our telephone conversations with the Bank.

12. Tied agents

Baader Bank AG currently does not offer a liability umbrella for tied agents but does work with tied agents covered by other liability umbrellas.

13. Information about costs and incidental expenses

We charge our clients a combination of fees, commission and external costs whose level depends on the type and extent of the investment services provided. At your request we will provide you with individually detailed information about costs and incidental expenses.

You will find our comprehensive List of Prices and Services on our homepage www.baaderbank.de under Service.

The current brokerage fees, transaction fees and order fees of the respective stock exchanges as well as clearing and settlement fees incurred may be found on the relevant websites of the stock exchanges or requested from Baader Bank Aktiengesellschaft.

14. Information concerning investment transactions and their settlement

Unless agreed otherwise, the Bank sends its clients after each trade in financial instruments, but at the latest on the first business day after executing an order, a contract note with which the Bank informs the client of the main data of the trade (contract note via the stock exchange systems, trade confirmation or bought/sold note and bank statement [all in principle via the web portal]).

15. Nature and frequency of reporting securities financing transactions

We offer our clients the option to take up Lombard loans to finance their securities trades. The purchase of securities and futures transactions on credit represents an increased risk. The loan has to be repaid regardless of the success of the investment. The loan costs also reduce the income achieved.

We shall inform you regularly on your bank statements and account balancing statements about the development of the loan and the associated costs.

16. Safekeeping of securities

Safekeeping of securities is conducted in accordance with the special conditions governing securities transactions. Domestic securities are held in safekeeping at the German central securities depository Clearstream Banking, Frankfurt, provided they are admitted for collective custody. As a rule, foreign securities are held in safekeeping in the home country of the security and where applicable in the country in which the purchase was effected. We are happy to notify our securities account holders of the country in which their securities are held in safekeeping using the bought/sold note or if so requested. You retain ownership of the securities which we hold for you in safekeeping – as described briefly above – or enjoy the normal legal status of the country of deposit which if possible is equivalent to that in Germany (safekeeping of securities abroad). More details can be found in the "Special conditions governing securities transactions". We should like to point out that in the case of securities on public sale the prospectus can be found on the issuer's website or that of the Federal Financial Supervisory Authority www.bafin.de (heading for consumers – admitted/deposited prospectuses) and a printed version can be requested from the issuer.

17. The Bank is a member of the following stock exchanges and trading systems:

Frankfurt; Stuttgart; Munich; Berlin; Düsseldorf; Hamburg; Hannover; Xetra®; Xetra® Vienna; Euronext Amsterdam; Euronext Brussels; Euronext Paris; Swiss Exchange (SIX); London Stock Exchange (LSE); Eurex®; BATS Chi-X Europe®.

The Bank has access to other international markets via external trading systems.

18. List of products and markets

The following financial instruments may be traded through the Bank:

Instruments group	Product	Execution methods						
		Regulated markets			Non-EU exchanges	MTF		OTC
		Xetra	Trading floor	EU-exchanges		Over-the-counter exchanges	Other(e.g. Turquoise)	
Shares	German shares							
	- DAX	X	X	X	X		X	X
	- MDAX	X	X	X			X	X
	- SDAX	X	X	X		X	X	X
	- Other	X	X			X	X	X
	Foreign shares	X	X	X	X	X	X	X
Bonds	Government bonds/Supras, etc.	X	X	X	X	X		X
	Mortgage bonds	X	X			X		X
	Corporates	X	X	X	X	X		X
	Other e.g. participation certificates,zero bonds	X	X	X	X	X		X
	Bank's own debt securities	X	X					X
Futures transactions (Futures and options)	OTC-forwards							X
	OTC-options							X
	Futures			X	X			X
	Options			X	X			X
	Exchange traded options			X	X			X
	Exchange traded futures			X	X			X
Securitised futures transactions	Structured securities and deposit-taking	X	X			X		X
	Stripped securities	X	X			X		X
	Securities with warrant characteristics							
	- Callable Bonds	X	X			X		X
	- Putable Bonds	X	X			X		X
	- Convertible bonds	X	X			X		X
	Warrants/certificates							
	- Leverage products certificates	X	X			X		X
	- Warrants	X	X			X		X
	- Investment products	X	X			X		X
- Commodity derivatives	X	X						
Forex	Spot							X
	Swaps							
	Forwards							
	Options							
Investment funds	Exchange traded funds	X	X	X	X	X	X	X
	Publicly offered funds (EU- authorised) (EU-zugelassen)	X	X	X		X		X
Money market instruments	CDs, CPs							X

We should point out to clients that the Bank does not offer its clients investment advice. We only execute orders on a "nocounselling" basis (futures transactions) or as "execution only" (shares, bonds, funds and ETFs).

Information on bank resolution and creditor participation (bail-in)

With the entry into force of the **SRM Regulation** (Regulation (EU) No. 806/2014 of the European Parliament and of the Council of 15 July 2014) and the German Recovery and Resolution Act (Sanierungs- und Abwicklungsgesetz, **SAG**), which implements the EU guidelines for bank resolution (Directive 2014/59/EU), European and German legislators have created a resolution regime for credit institutions, securities firms and other institutions which can have a negative impact on the shareholder and creditor in the event of a financial crisis (creditor participation, or bail-in). Investors who have acquired such debt instruments or receivables eligible for bail-in may then be held liable in the event of a financial crisis at an institution, by reducing the value of the debt instruments or receivables or by converting it into equity capital.

The resolution objectives are defined in Article 14 of the SRM Regulation; for the purposes of

- ensuring the continuity of critical functions;
- avoiding significant negative effects on financial stability, particularly by preventing contagion, for example in market infrastructures, and by maintaining market discipline;
- protecting public funds through reduced use of exceptional financial support from public funds;
- protecting depositors covered by Directive 2014/49/EU and investors covered by Directive 97/9/EC;
- protecting clients' funds and assets.

In order to achieve these objectives, the competent authorities may, before opening insolvency proceedings, take various measures if resolution conditions are met. Resolution procedures may differ in some areas depending on the Member State. The following remarks pertain to the legal situation in Germany:

Conditions for a resolution

Resolution is only possible if the following statutory requirements are met:

- The company fails or is likely to fail;
- when considering any time constraints and other relevant circumstances, there is no reasonable prospect of averting the company's failure within a reasonable time frame by alternative private sector measures, including through an institutional protection scheme or measures implemented by the supervisory authorities (including early intervention measures, write down and conversion of relevant capital instruments in accordance with Article 21 of the SRM Regulation, which are agreed with the company).
- resolution measures are required in the public interest.

Possible resolution tools

When conditions for a resolution are met, the competent resolution authorities may take the following measures:

- **Sale of business**
The issued title deed or all or individual assets, rights or liabilities may be transferred to a purchaser.
- **Bridge institution**
The issued title deed or all or individual assets, rights or liabilities may be transferred to a bridge institution.
- **Asset separation**
Assets, rights or liabilities of an institution or bridge institution subject to resolution procedures may be transferred to one or more special purpose vehicles established for asset management.
- **Bail-in**
Creditor participation; exercising write down or conversion powers relating to liabilities of an institute subject to resolution, for example by conversion to equity capital, or write down of the nominal value, of debt instruments and receivables.

In addition, the resolution authority (in Germany, the Financial Market Stabilisation Agency) among other things may:

- change the maturity of debt instruments issued by an institution or by a group of companies and other eligible liabilities, or change the interest payable or the date on which the interest is payable as a result of the relevant debt instruments and other eligible instruments, in particular by temporary suspension of payments;
- waive rights to acquire additional shares or other title deeds at the institution or group of companies;
- arrange that all individual payments or delivery obligations of an institution or group of companies subject to resolution be suspended for the period from the public announcement of such a suspension until the end of the business following this announcement;
- prohibit the security interest of creditors of an institution or group of companies subject to resolution, whose receivables are secured, to be enforced for the period from public announcement of such a restriction until the end of the business following this announcement;
- reserve the right of a party to terminate a contract with an institution or group of companies subject to resolution for the period from public announcement of this action to the end of business following this announcement.

Possible persons affected by resolution tools of creditor participation (bail-in)

Creditor participation (bail-in), which has been decided and carried out by competent authorities, may be taken by creditors, owners of relevant capital instruments, but also by shareholders of the institution which is in difficulty, for instance, shareholders of a German public limited company (AG), of a German private limited company (GmbH), of a limited partnership (KG), of a cooperative, or a creditor of unsecured loans or bonds.

Creditor participation is exempt from, for example, covered deposits up to the level of cover pursuant to Section 8 of the German Law on Deposit Insurance (in principle EUR 100,000) in the case of secured liabilities including liabilities from covered bonds or liabilities from custody of client assets or funds through the institution or group of companies, provided the clients undergoing insolvency proceedings have rights of separation or preferential secured rights concerning assets of the institution and in terms of assets or funds under management.

Special regulations and scope for creditor participation (bail-in)

Depending on how the specific measures taken by competent authorities and how the contractual and legal presentation of the investor's debt securities or receivables eligible for bail-in are framed, a claim may also have various consequences for the investor as a result of a measure for credit participation (bail-in).

For within the framework of credit participation, the claim or liability of the investor follows a legal hierarchy, a 'liability cascade', which is represented as follows:

1. **Shares and other hard core capital instruments** (Common Equity Tier 1 – CET1), e.g. shares, units in GmbHs, KGs or a cooperative
2. **Additional core capital instruments** (Additional Tier 1 – AT1) (in the amount of the nominal value or outstanding balance, i.e. including any amounts which are no longer eligible under the terms of Article 484 et seq. of the CRR (restrictions of grandfather clauses)), e.g. unsecured perpetual subordinated bonds with both a conversion and depreciation clause.
3. **Supplementary capital instruments** (Tier 2 – T2) (in the amount of the nominal value or outstanding balance, i.e. including any amounts which are no longer eligible under the terms of Article 64 of the CRR) (amortisation of Tier 2 Capital instruments) or Article 484 et seq. of the CRR (restrictions of grandfather clauses)), e.g. subordinated loans, silent participations and participation rights.
4. **Unsecured subordinated liabilities**, e.g. subordinated loans, bearer bonds, participation rights, which do not meet the requirements of AT1 or T2 instruments.

5. **Unsecured non-subordinated liabilities (debt securities as defined in Section 46 (f) par. 6 Sentence 1 of the German Banking Act (KWG))**, e.g. bearer bonds, registered bonds, N-bonds, borrowers' note loans, provided that the N-bonds and borrowers' note loans are not preferred deposits under No. 7 or excluded from the write down and conversion as covered deposits.
6. **Unsecured non-subordinated liabilities (no debt securities as defined in Section 46 (f) par. 6 of the KWG; see also Section 46 (f) par. 6 Sentence 2 and Section 46 (f) par. 7 of the KWG)**, e.g. money market securities, structured debt instruments (debt instruments with a derivative component for which the repayment or interest payment depends on an uncertain future event, such as index certificates), debt instruments not subject to the insolvency procedures of institutions governed by public law, futures transactions, opening transactions, swap transactions, deposits which are not covered and not preferred deposits according to No. 7 (provided they are not N-bonds or borrowers' note loans, otherwise No. 5): Deposits of more than EUR 100,000 by large companies, deposits that are not considered as eligible for compensation in accordance with Section 6 of the German Law on Deposit Insurance, as well as deposits from public authorities, insurance companies, financial institutions and deposit-taking credit institutions, loans from other banks, liabilities to banks, e.g. from guarantee business, from documentary credit business or from credit business.
7. **Preferred deposits**, e.g. individual deposits, micro-enterprises and SMEs, for which amounts are not covered (i.e. amounts in excess of EUR 100,000)

Consequences for investors during resolution procedures, particularly creditor participation (bail-in)

Implementing resolution procedures, in particular bail-in instruments, may have consequences for investors, including:

- Resolution procedures may cause investors to suffer financial losses up to the total loss of invested capital;
- As a matter of principle, resolution procedures do not entitle the holder to exercise rights to alter a legal relationship for instance that of a client, of an offsetting payment or right to retention;
- Resolution procedures may limit an institution's ability to meet its payment obligations;
- Resolution procedures may make it difficult to sell receivables or debt securities on the secondary market and may have a negative effect on the market price;
- No shareholder or creditor shall be held in a worse financial state than in the case of regular insolvency proceedings. If shareholders and creditors are disadvantaged by the arrangement and implementation of the resolution procedures compared to the situation which would have arisen in the opening and implementation of insolvency procedures concerning assets of an institution, they may have the right to compensation as per the statutory conditions based on an independent valuation. Any payments made on the basis of such compensation will be made significantly later than in case of nonconformity by the institution undergoing insolvency proceedings.

Guidelines for handling client complaints

BAADER

Baader Bank Aktiengesellschaft
Weihenstephaner Strasse 4
85716 Unterschleissheim
Germany
T 00800 00 222 337*
F +4989 5150 2442
service@baaderbank.de
<https://www.baaderbank.de>

* Free telephone number from international and national landlines. Costs may be incurred for calls from other networks.

The guiding principle for the Bank and its employees is to provide services in the best interests of investors/clients/counterparties and business partners (hereinafter referred to simply as Clients) and to minimise or avoid conflicts of interest to the best of our ability.

The Bank has implemented appropriate internal procedures and arrangements to ensure that clients can fully exercise their rights and that any complaints they may have are dealt with in an appropriate manner.

This primarily includes introducing a complaint management role. This role is performed at the Bank by the Compliance Department.

The overarching objective of the internal regulations is to maintain and improve client satisfaction.

These guidelines outlined by the Bank aim to:

- Handle client complaints in a fair, thorough and prompt manner;
- Use the guidelines as an opportunity for self-reflection and to review the suitability of the process;
- Improve client satisfaction;
- Outline a standardised complaint procedure;
- Increase client transparency and outline the reasons for our approach, taking into account banking and stock exchange regulations;
- Obtain information on optimising the quality of our services;
- Avoid conflicts of interest.
- The employee assigned to the complaint must evaluate it effectively and forward it to the Compliance Department, which will register it in the complaint database. Depending on the subject matter and compliance, the complaint is processed by various departments of the Bank in collaboration with the Compliance Department.
- Receipt of a complaint must be confirmed (in writing or by email) no later than the next working day. The bank will react initially without delay, at the latest within 14 days.
- Mutually agreed and pragmatic solutions are to be sought and implemented promptly for all complaints.

If you as a client or potential client are dissatisfied with the Bank's performance, please contact the Bank's Compliance Department with your concern.

Complaints can be made to the Bank in writing or can be sent electronically to the following email address:

compliance@baaderbank.de

For complaints in writing, please contact:

Baader Bank Aktiengesellschaft
Compliance Department
Weihenstephaner Strasse 4
85716 Unterschleissheim
Germany

We classify a complaint as any dissatisfaction addressed to the bank by private or institutional clients verbally or in writing, directly or through a third party (BaFin or other supervisory authorities, ombudsman for private banks).

In order to process the complaint, we need the following information:

- Full contact details of the complainant (address, telephone number, email address if applicable) including client number (if available);
- Description of issue;
- Wording of the concern, or indication of what the complaint seeks to achieve (e.g. troubleshooting, clarification of an issue, improvement of services);
- Copies of the documents required to understand the issue (if available);
- A right of representation if the complainant is acting on behalf of another person in dealings with the bank.

Complaints are evaluated and checked by the Compliance Department on a regular basis to ascertain whether organisational changes or consequences for staff are necessary. Senior management are informed of the client complaints received, related damages and organisational measures necessary every six months as part of the compliance reports.

The data protection requirements for processing complaints are taken into account and are adequately documented. For complaints relating to data protection, the Compliance Department ensures that the Bank's data protection officer is informed of the issue.

These guidelines are reviewed regularly and their compliance is ensured through external audits. The supervisory authority is informed of any deficiencies.

Complaints are processed free of charge.

Information on the possibility of out of court dispute settlement and civil action in accordance with Article 26 Para. 5 of Delegated Regulation (EU) 2017/565.

In the event of disputes with the Bank, the Ombudsman of private banks may be contacted (Ombudsman Procedure).

The complaint must be made in writing to Bundesverband deutscher Banken e. V., P.O. Box 04 03 07, 10062 Berlin, Germany, Fax: +49 30 1663 3169, Email: ombudsmann@bdb.de.

The Bank shall take part in dispute resolution proceedings before the recognised consumer arbitration authority.

They also have the option to take legal action.

Dealing with conflicts of interests at the Bank

Baader Bank Aktiengesellschaft (referred to as the "Bank") lives from the trust placed by its clients, the general public and its own employees in its integrity, fairness and reliability and the quality of the services it provides. For this reason we appreciate your trust in the fact that the Bank handles sensitive information with due care. This trust largely depends on the conduct on the part of our managerial staff and our employees. As a client of the Bank, you can at all times rely on our employees to provide you with services using optimal expertise and the utmost care and conscientiousness while safeguarding your interests. To this end, the Bank has long imposed rigorous rules of conduct for the purposes of further consolidating our clients' trust in us and ensuring continuous observance of and compliance with the respective statutory and supervisory regulations. These rules of conduct form an integral element of our business operations, for which reason you can at any time expect of our employees that they act with the utmost care, honesty and professionalism while observing the applicable practices and market standards.

Our implementation of these rules of conduct in the provision of securities-related and ancillary services is consolidated by our principles on dealing with conflicts of interests. Conflicts of interests usually arise when a client places an order with us and his/her expectations of proper and due execution clash with the interests of other market participants using the services of the Bank. However, these differing expectations cannot be fully ruled out in view of the fact that we execute orders for a large number of clients and also seek to be of assistance to our clients in other banking services apart from the execution of orders. Since conflicts of interests could put the professionalism and reputation of the Bank in question, we have taken appropriate measures and precautions to ensure the identification of such circumstances in good time and thus be able to deal with them appropriately.

Conflicts of interest at the Bank

Conflicts of interest can arise between clients of the Bank and the Bank itself, other Group member companies, the personnel employed by the Bank including the Management Board or other external companies and persons contractually bound to the Bank or between clients of the Bank.

Further conflicts of interest can rise in particular from personal connections between Management Board members or employees of the Bank (as well as with persons associated with the same) with third parties, e.g. with issuers of financial instruments or with their employees (e.g. as clients of the Bank), for instance as result of having seats on supervisory boards.

Furthermore, conflicts of interests may arise if the Bank

- cooperates on issuances of the respective issuer of financial instruments and other investable assets,
- is the lending or guarantor bank for the respective issuer of financial instruments,
- has entered into cooperational arrangements with the respective issuer of financial instruments,
- acts on the one hand as book-running broker/specialist or designated sponsor for a financial instrument and on the other a client order is to be executed for this financial instrument within the framework of institutional brokerage business or commission trade at the market place in question with or without the client's instruction,
- acts as book-running broker/specialist or designated sponsor for the same financial instrument at several domestic market places,

and in this respect receives commissions or other grants from the issuer.

This applies in particular in the case of liquidation of positions arising from this activity at other market places where the Bank is likewise acting as book-running broker or designated sponsor for the respective financial instruments,

- itself holds a portfolio of the financial instruments it is handling within the framework of its activity as book-running broker/specialist or designated sponsor,
- conducts – in connection with the compilation and publication of finan-

cial analyses – proprietary trading or if employees of the Bank privately conduct transactions in financial instruments,

- conducts stock exchange deals as portfolio manager for more than one client or investment fund, in particular in the allotment of global orders among individual clients.

Conflicts of interests can also arise as a result of

- information becoming known to the Bank or individual, relevant employees of ours which is not in the public domain at the time of a client's transaction (insider information),
- the Bank receives/grants benefits (e.g. placement or trail commissions, non-cash benefits, brokerage remuneration) from/to third parties in connection with securities-related services,
- employees of ours receive a performance-related remuneration,
- the Bank making/receiving payments to/from the respective issuer of financial instruments or trading partner/business partner (so-called kick-back regulation). We shall inform the client groups that are relevant as per the German Securities Trading Act (WpHG) in advance as to the type and magnitude of such kick-back payments.

It is irrelevant as to whether conflicts of interest have actually arisen or there is only a risk of this happening. Our regulations relate to both actual and potential conflicts of interest.

Internal measures for the recognition and prevention of conflicts of interest

The Management Board of the Bank has created a comprehensive compliance organization for far-reaching prevention and avoidance of such conflicts of interests. The Compliance department is permanently commissioned with the management of conflicts of interests; its employees work independently of the Bank's trading, business and handling departments, so they can go about their duties in a neutral and autonomous manner. The compliance organization in place at the Bank embraces the following preventive measures among others for protecting and safeguarding the interests of the Bank's clients:

- Ensuring the competence and reliability of employees
 Our employees are selected carefully. The qualification requirements are stipulated in job descriptions. The competence and reliability of departments with a special responsibility are ensured by annual expert testing. All Bank employees also receive regular training in specialised and, more specifically, compliance-related issues. Conduct in compliance-related issues is regulated in the working instructions, which are updated regularly.
- Reporting obligations
 - Employees are obligated to report immediately to Compliance on any circumstances which could lead to a conflict of interest, such as personal relationships with clients, insider information or unusual transactions. Insider transactions and price manipulation are strictly prohibited.
 - In addition, employees must report secondary activities – both voluntary and paid – immediately. Should a conflict of interest arise, which can't be avoided by internal measures, it shall be disclosed to clients or prohibited.
 - The employees of the Bank are obligated to report to Compliance accordingly in the event of receipt of benefits and the offering and acceptance of gifts. The working instructions provide employees with information on prohibited benefits. The Bank's employees are not permitted to participate in so-called "Friends and Family Programmes". Compliance checks whether or not benefits may be accepted, and whether client interests are safeguarded. As appropriate, Compliance accepts or rejects the benefits. In individual cases, the benefits are disclosed to clients. Authorised benefits are included in the Resources and Benefits Register.
- Controlling the flow of information

- Confidentiality areas have been set up which are partitioned off by what are known as “Chinese walls”. These are virtual or real barriers for limiting the flow of information between different spheres of activity and departments of the Bank. The confidentiality areas are separated off from the other areas and their information and reporting channels in functional and spatial terms and through the allocation of different EDP access authorizations. Each and every employee is strictly prohibited from passing on sensitive information from a confidentiality area to another of the Bank’s areas or to external recipients. Exceptions are only admissible if other departments/employees, complying to the need-to-know principle, have to be involved in the transaction, and must be reported to Compliance. This procedure ensures a targeted control and monitoring of insider information and precise knowledge as to the actions of the persons involved. These restrictions on information are employed to enable the Bank to conduct transactions in the interests of its clients without being influenced by other information possessed by the Bank in other departments which could lead to a conflict of interests.
- The employees are also obligated to maintain banking secrecy and to comply with data protection requirements. The data protection agent ensures that personal data is handled correctly.
- We keep watch lists, blacklists and approval lists in which those financial instruments can be recorded in connection with which conflicts of interests can arise. Transactions in financial instruments from the watch list or the approval list remain permissible as long as there is no conflict of interests with the respective employee transaction; this is monitored and checked centrally on a daily basis. Transactions in financial instruments from the blacklist are prohibited.
- We keep a directory of insiders, in which all relevant Bank employees having insider information are recorded (with point in time and the type of information). All transactions conducted by these employees are strictly controlled.
- **Employee transactions**
Employees are required to disclose all of their private securities transactions. In the event of several transactions, employees must obtain authorisation from Compliance before placing orders as part of an employee transaction; Without such authorisation, the private settlement of transactions in financial instruments is not permitted. The purchase of Bank treasury shares is published on the website by the Managers, and reported to BaFin.
- **Compliance controls**
 - All trading transactions carried out by ourselves (market making, designated sponsorship, client transactions, treasury, Executive Board, and above all transactions in financial instruments in which insider information is disclosed) or our employees are subject to ongoing controls via the Compliance department in order to identify insider trading, market manipulation or other violations of the supervisory law or internal working instructions. Audit procedures can be carried out in selected areas on a random basis. Any anomalies are looked into by Compliance. In particular the Bank’s proprietary trading transactions are examined to ascertain whether they were executed with knowledge of customer orders or whether customer information was exploited by means of front/parallel running or scalping. Violations are not tolerated by our Bank and can lead to disciplinary action.
 - The same team is responsible for managing the order books for both Berlin and Munich. Their market making activity is therefore daily and closely monitored by Compliance.
 - Compliance prepares a risk analysis every six months. Risk-oriented half-yearly or annual reviews or audits are carried out on this basis. This includes an annual inspection, by Compliance, of how conflicts of interest are managed.
 - When new products are introduced, they undergo a strict product approval process, which involves Compliance.
 - Compliance monitors regularly on a random basis the publication of advertising materials and other information to clients, and ensures that there is no misrepresentation therein.
 - The conformity of the prices in clients’ invoices with market conditions is checked daily.
 - Research studies, in particular with rating and/or upside target changes are only published subject to prior approval on the part of Compliance (check for conflicts of interest).
- **Prevention of the preferential treatment of certain clients**

Insofar executable despite limitations, the processing of customers’ orders takes place in the order in which they are received. The transactions are recorded in a timely manner. There is also a “Best Execution Policy”.

- **Treasury**
Proprietary transactions are usually restricted to long-term investments, and are monitored by Compliance on a daily basis.
- **Remuneration**
In-house guidelines determine that, in order to prevent any exercising of influence on the part of sales staff, variable remuneration based on sales success may not be paid to certain employees. Compliance monitors the organisation, structuring and implementation of the Bank’s remuneration system in order to eliminate conflicts of interest.
- **Whistleblowing hotline**
Employees may report any non-compliant conduct to the Whistleblowing department or Compliance. The information is handled confidentially.
- **Complaints management**
If clients are dissatisfied with the provision of services by the Bank, they have the right to make a complaint to their client advisor. Compliance documents and monitors the processing of complaints. Compliance resolves irregularities in the event of systematic errors.
- **Reliability of Compliance**
Compliance itself is audited annually by Internal Auditing and an external auditor.
- **Responsibility of the Board**
The Board is responsible for appropriate risk management and controlling within the company, and aims for good and sustainable corporate governance. Compliance reports twice yearly to the Full Board and the Supervisory Board on anomalies and the observance of and adherence to the prevailing regulations.

Conflicts of interest in relation to our subsidiaries

- Compliance is involved in the acquisition of new investments.
- Concluded business acquisitions are published on both our website and that of the Federal Institute, and in the annual report.
- The Management Board of the subsidiaries is largely independent. The subsidiaries are audited at least once a year by Compliance, pursuant to the regulatory obligations.

Avoidance of conflicts of interest when outsourcing investment services and ancillary investment services

- We work with external asset managers and advisors. In order to ensure that potential asset managers comply with the statutory requirements and internal regulations of the Bank, the latest audit reports are reviewed by Compliance, and a recommendation for the creation of a contractual relationship is submitted to the Board. In addition, asset managers are identified in accordance with the regulations on money laundering.
- Asset managers are also contractually obligated to provide contracts and other legal documents of the Bank to clients.
- Compliance also carries out an annual inspection of the reliability of the cooperation and distribution partners.
- Investment recommendations from our external advisors are checked for their compatibility with the statutory regulations and our investment guidelines.

Dealing with unavoidable conflicts of interest

If in individual and exceptional cases it is not possible to prevent conflicts of interests by means of the aforementioned division of duties or the compliance organisation we will then notify the customer in question of the respective conflict of interests. This is why the escalation process was developed. However, in this connection we draw your attention to the fact that the Bank is under no obligation to disclose significant interests of its own or of its employees insofar as our organisational measures are sufficient to prevent the risk of impairing customer interests. When executing customers’ orders we trade in accordance with our Best Execution policy or the customer’s specific instructions. Customers’ orders always have priority over the Bank’s proprietary trading and employee transactions.

The Bank does not provide investment advice, so no conflicts of interest can arise in this connection.

If you should have any queries or require further information on our handling of conflicts of interests, please do not hesitate to contact our Compliance department at the following eMail address: compliance@baaderbank.de.

Policies of the Bank governing the execution of orders in financial instruments

The following execution principles set out how Baader Bank Aktiengesellschaft (hereinafter the "Bank") consistently guarantees the execution of a client order in the client's best interests when the order is executed on a trading venue (i.e. organised market, multilateral trading system or organised trading system) or an execution venue other than a trading venue (i.e. systematic internaliser, market maker or other provider of liquidity).

The Bank may make the execution principles sufficiently flexible in order to meet the differing needs of individual clients. These can be found in specific order execution policies. Please ask your contact at the Bank if you are interested in individual execution policies.

1. Scope of application

The execution policies apply to the execution of orders for both retail and professional clients as defined by the German Securities Trading Act (Wertpapierhandelsgesetz, WpHG). The execution principles do not apply to transactions with suitable counterparties as best execution regulations pursuant to Section 82 WpHG are not applicable in such situations according to the exemption in Section 68 WpHG.

The Bank's best execution policy only applies if, upon order placement, you do not explicitly specify an execution venue to execute your order or any trading instructions.

In the best execution of a client order where instructions have been issued, we will execute the order on the relevant domestic markets or primary exchanges and/or MTFs and/or OTFs by manually placing the order through the broker on the market with the best price and highest liquidity, or using a smart order router. Trading algorithms can also be used as the client desires in order to execute the order as best possible where orders are executed using the smart order router (e.g. VWAP, TWAP, percentage of volume, simultaneous access to market liquidity on different stock exchanges, MTFs and OTFs to reduce market influence due to the diversified execution of orders). Specific stock exchanges, MTFs, OTFs, systematic internalisers and other liquidity providers can be considered or excluded for the execution of orders in accordance with individual agreements with clients.

Client orders for trading in securities are generally not executed against the Bank's proprietary capital, but are forwarded to an execution venue. The Bank executes client orders against proprietary capital in off-market ETF trading with professional clients and suitable counterparties, provided the client does not instruct otherwise. The Bank acts as a liquidity provider in this process as the quantity requested by clients generally cannot be traded on the relevant stock exchanges, or can only be traded at a significant price disadvantage. The revenue-related quotas provided by the Bank offer without exception an improved execution in comparison with the order book depth of the reference stock exchange.

If the Bank does not have direct access to an execution venue, it will not execute the client's order itself but will forward it in accordance with these execution principles to a suitable intermediary (broker) who will execute this order in line with the Bank's instructions.

2. Priority of client instructions

Specific instructions from a client regarding the execution venue always take priority. The Bank will always follow client instructions in the execution of an order. The client is hereby explicitly advised that the Bank will execute orders as instructed if the client issues instructions regarding the execution venue and is thus not obliged to achieve the best result possible in accordance with these execution principles (best execution). The obligation to achieve the best result possible for the client is always considered fulfilled for client orders that are placed with instructions.

3. Specific information on the execution of fixed price transactions

The Bank offers to conclude fixed-price transactions for its clients. If orders are concluded to purchase or sell financial instruments in a fixed price transaction, the Bank will ensure that this takes place on market terms. There is no best execution obligation within the meaning of the WpHG. The client

order can be executed by means other than a fixed price transaction if the client so desires, provided the relevant financial instruments are traded on a stock exchange and there is sufficient liquidity to execute the order. Unless the client requests otherwise, the Bank may hold some or all of the relevant position on its books for purposes of proprietary trading.

4. Warehouse transactions

The Bank may defer the settlement and delivery of an executed client order on behalf of the client to a subsequent point in time when the first (partial) execution has taken place. Prior approval from the Bank and sufficient trading limits for the client are always required to execute such a warehouse transaction. Unless otherwise agreed, the costs for financing the days other than the standard value date will be invoiced to the client on the acquisition of securities. It is agreed that the settlement day is the trading day. The client ensures that it will take this information into account in its market conformity check. All transactions must be settled; netting is not possible.

5. Deviation from the execution principles in individual cases

If our traders believe a client's purchase or sales order materially deviates from typical orders in its nature and/or scope, the Bank may execute the order in the client's interests in deviation from these principles. The same applies to extraordinary market conditions or disruptions (e.g. order status). The Bank will notify the client by telephone of the differing execution of the trade without delay.

6. Execution of client orders in overseas futures transactions

Where futures transactions are traded exclusively on overseas execution venues, the client engages the Bank to execute its orders through an intermediary (broker). The broker executes the order in accordance with its best judgement on a futures exchange of its choosing. The potential execution venues can be found in the list on the following page under "Futures exchanges".

7. Non-standard futures transactions and forward exchange contracts

Non-standard futures transactions and forward exchange contracts are concluded directly between the client and the Bank, and through an intermediate commission agent where necessary. The individual structure of the transactions and market practices mean there are no other suitable execution venues. The best execution regulations pursuant to the WpHG do not apply to any such individual agreements between the client and the Bank.

8. Subscription rights

Subscription rights can be exercised, purchased and sold for the duration of subscription rights trading. If the Bank does not receive client instructions by the penultimate day of subscription rights trading, all subscription rights in the deposit will be sold at market on the last trading day. The Bank may also sell overseas subscription rights at market or have them sold at market on the last trading day in accordance with the practices applicable in the relevant location. Potential execution venues for subscription rights trading include the domestic exchange in the foreign country, the electronic trading system Xetra, Frankfurt Stock Exchange (Xetra T7) and any regional German stock exchange that trades the subscription right in question.

9. Subscription requests for new issues

The Bank executes requests for newly issued securities as best possible in accordance with these execution principles by accepting the subscription request and potentially allocating or delivering the securities. Pro-rata allocation or delivery is possible if there are several identical subscription requests. If this is not possible, securities are allocated or delivered in the order of the subscription requests.

10. Particular features of orders in the context of financial services

with the Bank, the Bank may, as a financial services provider, forward the order to a different execution venue from that set out in these principles in the client's interests. The Bank may make use of block orders (consolidation of smaller orders into one overall order) in the context of the financial service.

11. Consolidating orders and determining an average price

The Bank may choose, but is not legally obliged, to consolidate your orders and other clients' orders and divide the resulting expenses and/or proceeds among the involved clients in a manner that the Bank deems to be fair and appropriate in accordance with applicable regulations. If the overall consolidated order is not executed at the same price, the Bank may calculate an average of the expenses and/or proceeds and charge or credit a net average price to your account. Details of the average execution prices can be provided to you on request. It cannot be excluded in individual cases that order consolidation will have a negative effect on market pricing.

12. Execution venues designated by the Bank

Execution venues

Our clients currently have access to the following execution venues thanks to a direct connection based on electronic market access or via our trading desk:

Desk = full service brokerage desk, ET = electronic market access

German stock exchanges	Desk	ET
Berlin	X	X
Düsseldorf	X	X
Frankfurt am Main	X	X
Hamburg-Hannover	X	X
Munich	X	X
gettex	X	X
Stuttgart	X	X
Tradegate	X	X
XETRA Frankfurt	X	X

American stock exchanges	Desk	ET
Canada, Toronto Stock Exchange	X	X
Canada, TSX Venture	X	X
Mexico, Mexico Stock Exchange	X	
USA, American Stock Exchange	X	X
USA, Bats	X	X
USA, NASDAQ	X	X
USA, NYSE	X	X

Asian and other stock exchanges	Desk	ET
Australia, Australian Stock Exchange	X	
Hong Kong, Hong Kong Stock Exchange	X	
Japan, Tokyo Stock Exchange	X	

Asian and other stock exchanges	Desk	ET
Singapore, Singapore Stock Exchange	X	
South Africa, JSE Securities Exchange	X	

European stock exchanges	Desk	ET
Belgium, Euronext Brussels	X	X
Denmark, OMX Copenhagen	X	X
Finland, OMX Helsinki	X	X
France, Euronext Paris	X	X
Greece, Athens Stock Exchange	X	
Ireland, Irish Stock Exchange	X	
Italy, Borsa Italiana	X	X
Netherlands, Euronext Amsterdam	X	X
Norway, Oslo Stock Exchange	X	X
Austria, XETRA Wien	X	X
Poland, Warsaw Stock Exchange	X	X
Portugal, Euronext Lisbon	X	X
Sweden, OMX Stockholm	X	X
Switzerland, SIX Swiss Exchange	X	X
Spain, Bolsa de Madrid	X	
Czech Republic, Prague Stock Exchange	X	X
UK, London Stock Exchange	X	X
Hungary, Budapest Stock Exchange	X	X

Other execution venues	Desk	ET
Aquis	X	
BATS Dark	X	
CBOE Periodic Auction	X	
Chi-X Dark	X	
Citadel Connect	X	
Equiduct	X	
Instinet Blockmatch	X	
ITG Posit	X	
Liquidnet	X	
Oslo North Sea	X	
SIGMA X MTF	X	
SwissAtMid	X	
Turquoise	X	
Turquoise Block Discovery	X	
Turquoise Dark	X	
Turquoise Lit Auctions	X	
UBS MTF	X	
Virtu Equities (VEQ)	X	

Futures exchanges

Desk = full service brokerage desk, ET = electronic market access

International futures exchanges	Desk	ET
Australia, ASX	X	X
Brazil, Bolsa de Mercadorias e Futuros	X	
Belgium, Euronext	X	X
China, Hong Kong Futures Exchange	X	X
Germany, EUREX	X	X
Denmark, OMX Nordic Exchange	X	X
England, ICE	X	X
Finland, OMX Nordic Exchange		
France, Euronext	X	X
Italy, IDEM	X	X
Japan, JPX Tokyo & Osaka	X	X
Canada, Montreal Exchange	X	X
Malaysia, Malaysia Derivatives Exchange	X	
Netherlands, Euronext	X	X
Norway, Oslo Stock Exchange	X	X
Portugal, Euronext	X	X
Switzerland, EUREX	X	X
Sweden, OMX Nordic Exchange	X	X
Singapore, Singapore Exchange	X	X
Spain, MEFF	X	X
South Africa, JSE Equity Derivatives Market	X	X
Taiwan, Taiwan Futures Exchange	X	X
Turkey, Borsa Istanbul	X	
USA, CBOE, CFE, CME, CBOT, ICE	X	X

13. Bank publications

The Bank regularly publishes statistics on the five main execution venues (measured by order volume) where it executes client orders (top 5 reporting of Baader Bank). The Bank also regularly publishes information on the execution quality achieved (top 5 quality reporting). This information is published on the Bank's website.

14. Execution via trading algorithms

The Bank offers its institutional clients the opportunity to have their orders executed using the algorithmic methods set out below. These orders may be care orders (semi-automatic orders or orders placed manually via the Bank's trading desk):

SOR: Third-party smart order router. The liquidity available on the market is accessed using low latency technology. The user has numerous configuration options that allow it to access LIT (e.g. traditional marketplaces such as stock exchanges and MTFs) and/or DARK marketplaces (e.g. dark pools) in line with its preference.

LIQUIDITY: Using a liquidity-sourcing logic, LIQUIDITY takes account of the variable trading volumes, increased volatility and increased price sensitivity typically associated with less liquid and difficult-to-trade stocks. As LIQUIDITY does not follow a fixed timeframe and can match the relevant participation rate, it trades at times that it considers optimal and pauses trading at unfavourable times. LIQUIDITY can be used for LIT and DARK markets. Nevertheless, to reduce signal risks, the algorithm does not set limits in LIT markets.

DARK AGGREGATOR: Only uses DARK liquidity by focusing on a dark pool network. An anti-gaming function can also be activated that pauses trading when DARK AGGREGATOR detects unfavourable market conditions.

The DARK AGGREGATOR algorithm does not set limits in LIT markets and it does not work towards achieving a determined rate.

VWAP: The algorithm attempts to minimise the difference between the current and the target volume-weighted average price in consideration of the specific timeframe. It also endeavours not to influence the market/pricing. It uses data analysis to predict volume trends.

TWAP: The algorithm trades orders evenly over a previously defined timeframe and also endeavours not to influence the market/pricing.

ARRIVAL PRICE (implementation shortfall logic): The algorithm attempts to achieve the arrival price by determining an optimum timeframe that balances influences on the market/prices and price risk. Different levels of urgency allow the user to determine how aggressive the strategy is.

PERCENTAGE OF VOLUME (POV): The algorithm anticipates and dynamically responds to traded volumes in order to bring the orders in line with a specific participation rate.

TARGET CLOSE: The algorithm trades orders over a timeframe where the price is as close as possible to the daily closing price.

15. Execution outside a trading venue

In addition to securities exchanges, the Bank can trade client orders or proprietary trading positions resulting from a client order with a different trading partner outside a trading venue, unless the client instructs otherwise. It must be noted in this context that the Bank cannot influence how this trading partner trades its position.

16. Review of the execution principles

The Bank will review the execution principles at least once a year in accordance with statutory requirements. If there are clear indications of significant market changes that mean that client orders can no longer be executed consistently in the client's best interests on the execution venues determined in accordance with the execution principles, the Bank will also review and amend these executions principles as required during the year. The Bank will publish the findings of the review and any material changes made on its website. The Bank will regularly monitor the effectiveness of the execution principles so that it can update them whenever needed.

17. Best execution criteria

When executing your orders for the purchase or sale of financial instruments as defined in the WpHG, the Bank takes all measures to achieve the best possible result for you in the execution process in consideration of the order type and the features of the financial instrument and the execution venue. The Bank naturally follows your express instructions in this process. The Bank generally considers the following factors in the selection of execution venues:

17.1 General static trading venue features:

- Quality of the technical connection (latency)
- Investor protection
- Number of trading participants
- Clearing systems
- Back-up systems

17.2 General dynamic trading venue features:

- Price of the financial instrument
- Waiting period until the trading venue opens
- Remaining trading time until the trading venue closes
- Order execution fees
- Liquidity of the trading venue on the last trading day
- Speed of execution
- Likelihood of execution and settlement

17.3 Trading venue features for each cluster of financial instruments¹:

- Price quality
- Speed of execution
- Likelihood of execution (execution guarantees)
- Partial execution rate
- Liquidity

We have allocated potential execution venues to the following groups of financial instruments:

¹ All securities must be distinguished according to their type and grouped into suitable clusters of financial instruments, whereby one financial instrument can be in several clusters. The following selection and evaluation criteria can be used when grouping securities into a cluster of financial instruments: Product category, product sub-category, quotation, issuer, country, trading currency and index membership.

Group	Potential execution venues
German equities	Berlin, Düsseldorf, Frankfurt, Gettex, Hamburg, Hanover, Munich, Stuttgart, Tradegate, Xetra, Xetra Wien, Euronext (Amsterdam), Euronext (Brussels), Euronext (Paris)
Foreign equities	Berlin, Düsseldorf, Frankfurt, Gettex, Hamburg, Hanover, Munich, Stuttgart, Tradegate, Xetra, Xetra Wien, Euronext (Amsterdam), Euronext (Brussels), Euronext (Paris)
Bonds that can be traded on the stock exchange	Berlin, Düsseldorf, Frankfurt, Gettex, Hamburg, Hanover, Munich, Stuttgart, Tradegate, Xetra
Bonds that cannot be traded on the stock exchange	Interbank trade
Funds	Berlin, Düsseldorf, Frankfurt, Gettex, Hamburg, Hanover, Munich, Stuttgart, Tradegate, Xetra
Participation certificates	Berlin, Düsseldorf, Frankfurt, Gettex, Hamburg, Hanover, Munich, Stuttgart
Warrants	Berlin, Düsseldorf, Frankfurt, Gettex, Hamburg, Hanover, Munich, Stuttgart, Xetra
Certificates	Berlin, Düsseldorf, Frankfurt, Gettex, Hamburg, Hanover, Munich, Stuttgart, Xetra
Subscription rights	Berlin, Düsseldorf, Frankfurt, Gettex, Hamburg, Hanover, Munich, Stuttgart, Tradegate, Xetra, Xetra Wien

18. Weighting

Criteria are weighted using the client classification provided by the client in advance (retail or professional client). The Bank must take the total fee into account as a priority in accordance with Section 82 WpHG when executing or forwarding a client order. The total fee generally comprises the **price** for the financial instrument and all **costs** associated with the order execution.

The costs to be taken into consideration when calculating the total fee include

- the charges and fees at the venue where the transaction is executed,
- fees paid to third parties involved in the order execution,
- clearing and settlement costs and taxes and other public charges,

as well as commissions or fees that the Bank invoices the client for an investment service. The criterion "likelihood of execution and settlement", which may affect the total fee, is also taken into account. The criterion "likelihood of execution and settlement" covers the following qualitative factors (trading times at the individual trading venues, trade monitoring, access to trading venues, provision of trading technology).

For orders with no instructions that are placed electronically, by telephone, by fax or by email, the Bank proceeds as follows in order to achieve the best possible execution:

For delivery clients (the transaction is settled through a third-party institution by delivery against payment as a client deposit is not held at the Bank):

Price	75%
Costs	0%
Likelihood of execution and settlement	25%

For deposit clients:

Price	50%
Costs	25%
Likelihood of execution and settlement	25%

19. Best execution for orders which do not contain any instructions regarding the stock exchange

19.1 Direct comparison procedure

The direct comparison procedure (referred to as "direct comparison" in the following) is used for a selected number of financial instruments ("order classes"). The procedure takes place as follows: on receipt of order, the order books for the trading platforms cleared for the direct comparison in line with the Bank's order execution policy are considered and a consolidated order book is compiled, with the order then being placed on the trading platform where the best execution can be achieved whilst taking into account the fees involved.

The direct comparison is undertaken for the following order classes:

- German index shares (order volume below thresholds defined by us)
- Non-German index shares (order volume below thresholds defined by us)
- Exchange-traded bonds
- Investment funds (order volume below thresholds defined by us)
- Warrants (order volume below thresholds defined by us)
- Certificates (order volume below thresholds defined by us)

Should the direct comparison fail to lead to a result (e.g. all stock exchanges closed, order limit above or below the market quotes, order volumes greater than the volumes of the market quotes) then this is deactivated for the order class in question and the securities order is passed to the "script processing" procedure and is then processed and evaluated anew.

19.2 Script processing procedure

In script processing (hereinafter "script processing"), potential trading venues are ranked based on the abovementioned features and through the formation of classes (market properties). Within classes, venues are ranked on a scale of 1 (worst) to 10 (best). In script processing, either all trading venue features or a sub-quantity thereof are used and these are ranked using the above weighting in accordance with our assessment. Trading venues beneath a limit previously defined by you may be excluded. The sum of all weighted trading venue features taken into account for each trading venue is calculated using the formula

Chosen trading venue – max. (ranking HP1; ranking HP2; ...; ranking HPn), where

- Ranking HPx = sum (HPM1 * g1; ...; HPMm * gm)
- HP = Trading venue
- HPM = Trading venue feature
- g = Weighting

The order is placed at the trading venue with the highest determined value. All trading venue features used and their classes are also stored in log files for subsequent verification purposes.

Above and beyond legal requirements, orders for trading in investment fund units with no instructions are also processed in the above manner. It is also possible to process these orders directly through the management company or the depositary on the basis of special instructions.

General information for clients concerning received payments

Dear Client,

The bank aims to offer high-quality investment services and ancillary investment services at all times, especially in relation to the provision of a broad range of financial instruments. e.g., you can acquire exchange-traded financial instruments or units in investment funds from almost all providers on an execution-only basis. Moreover, our clients have access to a large number of execution locations thanks to direct connections based on exchange memberships, electronic market access and also via our trading desk.

We also offer our clients a variety of additional support services. We provide information on markets, financial instruments and companies on our "Bond-board" website. Videos with explanations of current economic and stock market activities, interviews with capital market experts and product explanations can also be accessed on the site. After they have purchased financial instruments, our clients have a large number of ongoing services at their disposal which improve service quality. These include the provision of technical support services, which allow clients to view their portfolios or deposits, and regular reports. When organising client events, we also ensure that the talks on offer cover a wide range of products and services, creating additional value for clients in terms of both products and services.

We take organisational steps to ensure that these contributions do not conflict with your interests as a client. Instead, they are used for the sole purpose of maintaining and continuously improving the quality of our investment services and ancillary investment services.

This service is a high-cost operation for us in terms of staff and organisation. To cover this cost, we accept contributions from issuers or investment companies or other distribution partners in the form of monetary payments or other non-monetary benefits. We use these contributions to grant reimbursements to our distribution partners in individual cases.

Please find below general information about contributions, which we are providing with a view to ensuring the greatest possible transparency. We will firstly provide information about what kinds of contribution we receive, and then which contributions we make to our business partners.

1. Receiving contributions

We accept monetary contributions and/or free or discounted services and non-cash contributions from issuers, product and service providers.

We accept the following contributions in particular:

1.1 Monetary contributions

Monetary contributions are made in connection with the sale of financial instruments and investment services. We receive either a one-off payment in connection with transactions in financial instruments and/or ongoing, often portfolio-linked payments from product providers.

We predominantly accept the following contributions:

1.1.1 Units in open-ended investment funds

One-off contribution:

Investment companies usually levy an issue surcharge when fund units are issued, which we may receive in part or in whole as a one-off contribution. The issue surcharge is normally between 0.1% and 5.5% of the unit's net asset value for bond funds, while for equity funds, open-ended real estate funds and balanced and umbrella funds, it is usually between 0.1% and 5.75% of the unit's net asset value.

In addition, investment companies may levy an exit charge when fund units are redeemed, which we may receive in part or in whole as a one-off contribution.

Ongoing contribution:

Some investment companies provide us with ongoing contributions from their fund assets. Ongoing contributions are determined based on the value of the fund units held for clients and we receive them, in part or in whole, for the period in which clients have fund units held in their deposits. Ongoing contributions usually amount to between 0.1% and 1.2% p.a. for bond funds, between 0.1% and 1.5% p.a. for equity funds, between 0.1% and 0.6% p.a. for open-ended real estate funds and between 0.1% and 1.7% p.a. for balanced and umbrella funds.

If we also receive ongoing contributions for investment funds with an issue surcharge, these will typically be lower in amount than for funds with no issue surcharge.

With rolling fund concepts, such as guarantee funds, investment companies may charge a restructuring fee at the beginning of a new term (effective date). This is taken from the respective fund assets at the time of the restructuring and may be provided to us in part or in whole as a contribution.

1.1.2 Certificates or structured bonds

One-off contribution:

Issuing houses levy one-off issue surcharges for some of the certificates or structured bonds that they issue, which can be up to 5.0% p.a. of the investment amount depending on the product structure and term. We receive this issue surcharge in part or in whole as a reimbursement. We may receive fees in the form of one-off commissions of up to 5.0% of the investment amount from issuing houses – independently of the issue surcharges.

Ongoing contribution:

In addition, we may receive portfolio-linked reimbursements if the corresponding products are held in your custody account. These fees can amount to up to 1.5% p.a. of the investment amount. We receive an additional fee of up to 0.3% p.a. of total revenue from our partners if we sell a portion of all such partners' products that exceeds a previously determined threshold value.

1.1.3 Interest-bearing securities

One-off contribution:

We may receive one-off contributions from issuers or distribution partners when interest-bearing securities are sold (depending on their term), both in the subscription phase and for secondary market sales.

1.1.4 New equity issues

One-off contribution:

In the subscription phase for new equity issues, we may receive a contribution from some issuers in an amount that is regularly determined based on the ratio of our allocation to the total allocation amount.

1.1.5 Other financial instruments

We may receive a contribution from the client's distribution partner or counterparty in a varying amount, depending on the specific transaction and the order volume, for brokering other financial instruments (e.g. OTC derivatives or exchange-traded derivatives).

1.2 Non-monetary contributions (other non-cash benefits)

We may receive non-monetary contributions or non-cash benefits from product and service providers in the form of free or discounted non-cash contributions and/or services. If certain non-monetary contributions are traditionally accepted or granted in the normal course of business and the contributions do not exceed a certain size, we consider such contributions to be negligible.

We predominantly accept the following types of contribution:

1.2.1 Employee-focused non-cash contributions

Providers of financial instruments and investment services and/or research partners provide us with free or discounted information materials on financial instruments, product and market developments such as publications, analyses or guidelines that are used by institutions to value products and services. Some providers also offer us technical support services in the form of IT hardware and/or software as well as access to databases and analysis programs, either free of charge or at a discount.

Moreover, we receive negligible non-monetary benefits from providers of financial instruments and investment services such as product and service descriptions of a general nature, e.g. newsletters or advertising brochures, and minor non-cash contributions such as pens, notepads, coffee cups, minor hospitality and minor Christmas gifts.

1.2.2 Employee-focused services

Product or service providers offer our employees places at training events, courses or conferences free of charge or at a discount.

We consider attendance at free or discounted training events to be a negligible non-monetary contribution. This also applies to any catering offered within the customary limits.

1.2.3 Client-focused non-cash contributions and services

We receive free or discounted mandatory publications (e.g. product information sheets) from providers of financial instruments and investment services or ancillary investment services, while our clients receive free access to information platforms.

We consider receipt of such services of a general nature and minor non-cash contributions (e.g. pens, notepads or coffee cups) to be negligible.

Your contact at Baader Bank will be happy to provide you with detailed information on all of the aforementioned contributions. Details of the respective product are also available on request or can be seen in the product prospectus. We also provide information annually on the actual amount of accepted or granted contributions to our deposit clients free of charge.

2. Making contributions

2.1 Monetary contributions

2.1.1 Units in open-ended investment funds

Investment companies may levy an issue surcharge when fund units are issued. If we receive one-off or ongoing contributions from this, we pass some or all of these onto our business partners.

2.1.2 Certificates or structured bonds

One-off contribution:

During the subscription phase or when issuing new bonds, issuers of certificates or structured bonds may levy an issue surcharge or premium, which

may vary depending on the product type (e.g. interest rate bonds, reverse convertible bonds, bonus certificates, express certificates, capital protection certificates, etc.) and the term.

We pass on this issue surcharge in part or in full as a one-off contribution to certain contractual partners.

2.2 Non-monetary contributions (other non-cash benefits) for all product categories

We make non-monetary contributions and/or pay non-cash benefits to our business partners. We predominantly make the following types of contribution:

2.2.1 Employee-focused non-cash contributions, e.g.

- technical support services in the form of IT hardware and/or software as well as access to databases and analysis programs, either free of charge or at a discount
- informative material (incl. sample research), in particular on financial instruments, product and market developments
- product and service descriptions of a general nature, such as newsletters (Morning News, Bondboard)
- hospitality in the process of initiating and/or preserving business
- attentions (on special occasions): coupons, 'giveaways' such as pens
- invitations to special events (football matches)

2.2.2 Employee-focused services

- discounted places on training courses or at conferences

2.2.3 Client-focused non-cash contributions and services

- discounted information or discounted attendance of events (e.g. Baader Investment Conference, "BIC")

Client information concerning payments

BAADER

Baader Bank Aktiengesellschaft
Weihenstephaner Strasse 4
85716 Unterschleissheim
Germany
T 00800 00 222 337*
F +4989 5150 2442
service@baaderbank.de
<https://www.baaderbank.de>

* Free telephone number from international and national landlines. Costs may be incurred for calls from other networks.

The Bank offers payment service as part of its range. In principle these service are reserved for clients who maintain a current deposit/account with the Bank.

In principle payments and receipts are only settled via the reference account specified at the opening of the account. Should you expect payments from accounts, kindly inform us beforehand because otherwise an incoming payment might not be correctly allocated.

Kindly direct all payment orders to

Baader Bank Aktiengesellschaft
Client Service Group
Weihenstephaner Strasse 4
85716 Unterschleissheim
Germany
Fax +49 89 51502442
E-Mail service@baaderbank.de

Please use only the following account details for payments into your account.

Payments (Euro) into your account from Germany and from the European Union (SEPA)	
Beneficiary	Your name, address
IBAN ¹	Your IBAN
Bank of beneficiary	Baader Bank Aktiengesellschaft, Unterschleissheim
BIC ²	BDWBDEMMXXX
Purpose	

Payments (Euro) into your account from non-EU states or urgent payments (TARGET2)	
Beneficiary	Your name, address
IBAN ¹	Your IBAN
Bank of beneficiary	Baader Bank Aktiengesellschaft, Unterschleissheim
BIC ²	BDWBDEMMXXX
Purpose	

Payments (USD) into your account		
:59:	Account number	Your USD account number
	Recipient	Your name, address with city and country
:57:	Bank of beneficiary	Baader Bank Aktiengesellschaft, SWIFT code BDWBDEMMXXX
	Account number with correspondent bank	890-1070-254
:56:	Correspondent bank	The Bank of New York Mellon, One Wall Street NY 10286, SWIFT Code IRVTUS3NXXX, ABA-Nummer 021000018
:70:	Purpose	

Should you wish to deposit a different currency, please contact your account officer beforehand.

Please note that for payment orders the cut-off times must be adhered to in order to execute payments on the same day. The current cut-off times can be found on the corresponding order forms which are available for you through our web portal. Should you require access to the web portal, please get in touch with our client service.

¹ International Bank Account Number.

² Bank Identifier Code.

Client data protection notice

BAADER

Baader Bank Aktiengesellschaft
Weihenstephaner Strasse 4
85716 Unterschleißheim
Germany
T 00800 00 222 337*
F +4989 5150 2442
service@baaderbank.de
<https://www.baaderbank.de>

* Free telephone number from international and national landlines. Costs may be incurred for calls from other networks.

The Bank shall process personal data that is collected from the client. We therefore wish to inform you of the following:

Names and contact details of those responsible:

Baader Bank Aktiengesellschaft
Weihenstephaner Straße 4
85716 Unterschleißheim
Germany

Members of the Management Board:

Nico Baader (Chairman), Dieter Brichmann (Deputy Chairman) and Oliver Riedel

Tel.: +49 (0) 89 5150 0

Fax: +49 (0) 89 5150 1111

Email: service@baaderbank.de

Contact details of the Data Protection Officer:

Baader Bank Aktiengesellschaft
Weihenstephaner Straße 4
85716 Unterschleißheim
Germany
Email: datenschutz@baaderbank.de

Data is required to manage current deposits/accounts, and to complete banking and securities transactions. These are based on the current depo-

sit/account opening applications, as well as the Bank's General Terms of Business. The Bank and the asset manager shall receive the personal data. The data shall be stored for the duration of the business relationship and the statutory retention period. Clients are entitled to request information about their stored personal data at any time, and may also request that this personal data be deleted or amended. Clients may also object to the processing of their personal data or request that this processing be limited. In addition, they may request that their personal data be transferred to them using a data carrier.

The relevant party is also entitled to file a complaint to the Bavarian Data Protection Authority. The complaint may be filed in writing, verbally or online using the following contact details:

Bavarian Data Protection Authority (BayLDA)
Promenade 27
91522 Ansbach, Germany
Tel.: +49 (0) 981 53 1300
Fax: +49 (0) 981 53 98 1300
Email: poststelle@lda.bayern.de
Online complaint: www.lda.bayern.de

Data collection is required by law for the conclusion of the contract.

Information on protecting clients' funds and financial instruments

Baader Bank Aktiengesellschaft
 Weißenstephaner Strasse 4
 85716 Unterschleißheim
 Germany
 T 00800 00 222 337*
 F +4989 5150 2442
 service@baaderbank.de
 https://www.baaderbank.de

* Free telephone number from international and national landlines. Costs may be incurred for calls from other networks.

If a client transfers funds to the Bank in the form of deposits, these are posted to the accounts that the client holds with the Bank. With regard to information on deposit protection from the Deposit Protection Fund of the Association of German Banks, please refer to the "General Terms of Business".

If a client concludes derivative transactions with the Bank, these transactions are also posted in the Bank's systems.

If a client holds securities in a securities account at the Bank, these are generally held in a central securities depository. In many cases, these act as central depositories in their respective legal systems, in particular for exchange-traded securities. In this respect, foreign securities in particular are generally held abroad. This primarily applies to securities acquired by clients abroad, which are neither traded on the stock exchange nor over-the-counter in Germany, or those traded on the stock exchange or over-the-counter in Germany but usually purchased abroad.

The special conditions for securities transactions also apply if a client permits any transfer of funds taken from a securities account by another depository.

If the Bank does not hold its clients' securities itself, the Bank shall select, appoint and regularly monitor the appointed depository with the necessary care and diligence. When selecting a depository that has its registered office in a third country, the Bank shall ensure that the depository is governed by these special regulatory provisions regarding custody and that it is supervised. If a third country does not regulate the custody of financial instruments for the account of another person, the Bank shall only permit client financial instruments to be held by a third party in this third country if the type of financial instruments in question or any associated investment services only allow for this third party to undertake custody.

In order to protect clients' rights to their financial instruments, in particular securities, the Bank has taken a series of measures:

- Keeping records and correct accounting ensure that the funds and financial instruments held by the Bank are attributable to individual clients at any time and distinguish them from the Bank's assets.

- The Bank regularly compares its records and accounts with those of all third parties that are appointed as depositories for clients' funds and financial instruments.
- The Bank shall ensure that all client financial instruments held in custody by a third party are distinguishable from the financial instruments of the Bank and from those of the third party, either by using different names for the accounts listed on the accounting records of the third party or by taking measures that guarantee a comparable level of protection.
- The Bank shall make organisational arrangements to minimise the risk of the loss or partial loss of clients' funds or financial instruments, or of any associated rights, as a result of breaches of duty.

In particular, the Bank shall seek assurances from other depositories that these liens, rights of retention and similar rights to clients' funds and financial instruments held in custody may only be asserted on the basis of such claims arising from the acquisition, management and custody of these assets, and that they shall immediately notify the Bank if attachment of assets or other enforcement measures regarding the assets are initiated by third parties or if these are affected by other interventions, and that the assets shall be held either by the depository itself, within the limits imposed by the respective country, or the depository may, conditional on the Bank's approval, entrust a third party with their effective custody or send the assets to a third country.

If the Bank does not hold its clients' financial instruments itself, the Bank shall ultimately be liable for carefully selecting and instructing the respective depository.

It should be noted that, on the basis of the General Terms of Business, the Bank's client shall grant a lien to all assets held in the account/securities account. This lien shall serve to secure all existing and future claims against the client to which the Bank is entitled as a result of the business relationship. The Bank may only withhold the assets subject to this lien in the event of a justified security interest.

General Terms of Business

Baader Bank Aktiengesellschaft
Weihenstephaner Strasse 4
85716 Unterschleißheim
Germany
T 00800 00 222 337*
F +4989 5150 2442
service@baaderbank.de
<https://www.baaderbank.de>

* Free telephone number from international and national landlines. Costs may be incurred for calls from other networks.

Section 1 - Basic rules governing the relationship between the client and the Bank

1. Scope of validity and amendments to these Terms of Business and the special conditions governing individual business relationships

1.1 Scope

The General Terms of Business apply to the entire business relationship between the client and the Bank's domestic branches (referred to below as the "Bank"). In addition to this, special conditions govern individual business relationships (e.g. business in securities, payments and savings) which contain differences from or additions to these General Terms of Business; these special conditions are to be agreed with the client at the time an account is opened or when an instruction is given. If the client also has business connections with foreign branches, the banker's lien (par. 14 of these Terms of Business) also safeguards the claims of the foreign branches.

1.2 Changes

Changes to these Terms of Business and the special conditions are to be offered to the client in text form by no later than two months prior to the proposed date they are to take effect. If the client has agreed an electronic communication route with the Bank as part of the business relationship (e.g. online banking), the changes may also be offered via this route. The client may approve or reject the amendments before the proposed date they are due to take effect. The client's consent shall be deemed to have been granted if the client has not rejected the amendment before the proposed date it is due to take effect. The Bank shall make special reference to this deemed approval within the offer. If changes in the conditions governing payment services (e.g. terms governing credit transfers) are offered to the client, he/she may also terminate the framework agreement for the payment service affected by the changes without notice at no expense before the proposed date on which the changes are to take effect. The Bank shall refer specially to this cancellation right in its offer.

2. Banking secrecy and banking information

2.1 Banking secrecy

The Bank is obliged to maintain secrecy concerning all facts and evaluations relating to clients of which it gains knowledge (banking secrecy). The Bank is only permitted to pass on information about the client if it is obliged to do so by legal requirements or the client has given consent or the Bank is authorised to issue such banking information.

2.2 Banking information

Banking information includes general facts and remarks concerning the financial circumstances of the client, his/her creditworthiness and ability to pay; it shall not provide details of account balances, savings, securities accounts or other assets entrusted to the Bank or give details of the drawing of credit facilities.

2.3 Conditions for the issue of banking information

The Bank is authorised to issue banking information concerning legal entities and business people entered on the commercial register as long as the enquiry relates to their business operation. However, the Bank shall not issue such information if the client has given it an instruction to the contrary. The Bank shall only issue banking information concerning other individuals, particularly retail clients and associations, if they have specifically agreed to this either in general or in a particular instance. Banking information is only provided if the enquirer has credibly presented a justified interest in the desired information and there are no grounds to assume that issues of the client which are worthy of protection preclude the issue of the information.

2.4 Recipients of banking information

The Bank shall only issue banking information to its own clients and to other credit institutions for their own purposes or those of their clients.

3. Liability of the Bank; contributory liability of the client

3.1 Principles governing liability

In the fulfilment of its obligations the Bank is liable for any culpability of its employees and of individuals contracted to fulfil its obligations. Although the

special conditions for individual business relationships or other agreements may specify otherwise, these rules take precedence. If based on culpable actions (e.g. infringing the duties to cooperate as set out in par. 11 of these Terms of Business) the client has contributed to causing a loss, the extent to which the Bank and client must bear the loss or damage shall be determined according to the principles of contributory liability.

3.2 Subcontracted orders

If by reason of its content an order is typically executed in a form requiring the Bank to entrust a third party with its completion, the Bank fulfils the order by the fact that it passes it on to the third party in its own name (subcontracted order). E.g. this concerns the obtaining of banking information from other credit institutions or the safekeeping and administration of securities abroad. In such cases, the Bank's liability shall be limited to the careful selection and instruction of the third party.

3.3 Disruptions to operations

The Bank shall not be held liable for losses caused as a result of force majeure, civil unrest, war or natural disasters or through other events which are not under its control (e.g. strikes, lockouts, traffic disruptions, actions by government authorities within the country or abroad).

4. Limits on the client's right to set off

The client may only offset claims of the Bank if his/her own claims are uncontested or have been legally established.

5. Drawing authorisation following death of client

Following the death of the client, the person who claims to be the client's legal successor must provide suitable evidence to the Bank of his/her claims under inheritance law. If an original copy or a certified copy of the deceased client's last will and testament (will, agreement as to succession) as well as the associated record of opening is submitted to the Bank, it is permitted to treat the individual who features therein as the heir or executor as the entitled person, to allow him/her to dispose freely and in particular to render services to him/her in discharge of its obligations. This shall not apply if the Bank is aware that the individual mentioned (e.g. after challenging the will or on account of its nullity) is not entitled to dispose, or if as a result of negligence it has not become aware of this.

6. Governing law and place of jurisdiction for clients in the commercial and public sectors

6.1 Validity of German law

The business relationship between the client and the Bank is subject to German law.

6.2 Place of jurisdiction for domestic clients

If the client is a business person and the disputed business relationship is attributable to the operation of his/her business, the Bank may bring an action against the client at the court responsible for the account-maintaining branch or at another competent court; the same applies in the case of a legal entity under public law and public funds. These clients may only take action against the Bank itself through the court which is responsible for the account-maintaining branch.

6.3 Place of jurisdiction for foreign clients

The agreement on the place of jurisdiction also applies to clients who run a comparable commercial operation abroad and to foreign institutions which are comparable to domestic legal entities under public law or to a domestic public fund.

Section 2 - Account operation

7. Account balancing statements for current accounts

7.1 Issuing account balancing statements

Unless otherwise agreed, in the case of a current account the Bank issues an account balancing statement at the end of each calendar quarter in which any claims on either side which have arisen during the relevant period (including interest and the Bank's charges) are offset against one another. The Bank may charge interest on the balance resulting from offsetting in accordance with par. 12 of these Terms of Business or another agreement concluded with the client.

7.2 Time limit for objections; tacit approval

The client must raise objections to inaccuracies or omissions in an account balancing statement no later than six weeks after having received it; should he/she present the objections in text form, it is sufficient to have sent the objection within the six-week time limit. Failure to make timely objections shall be deemed to constitute approval. When issuing account balancing statements, the Bank shall make particular reference to this consequence. Even after expiry of the time limit, the client may insist on the correction of the account balancing statement, but must then prove that his/her account was debited incorrectly or a credit to which he/she was entitled was not made.

8. Reversal entries and adjusting entries by the Bank

8.1 Prior to the account balancing statement

The Bank is permitted to reverse inaccurate credits to current accounts (e.g. due to an incorrect account number) by the next account balancing statement by way of a debit entry in case it is entitled to a repayment from the client (reversal entry); in this case the client may not object that he/she has already withdrawn the amount credited.

8.2 After the account balancing statement

Should the Bank only establish that there is an incorrect credit entry after an account balancing statement and it has claim against the client for repayment, it shall debit the client's account for the amount of its claim (adjusting entry). If the client raises objections to the adjusting entry, the Bank shall credit the amount back to the account and assert its claim to repayment separately.

8.3 Notifications to the client; calculation of interest

The Bank shall notify the client of reversal and adjusting entries without delay. The Bank shall process these entries in respect of the calculation of interest retrospectively to the day on which the incorrect entry was made.

9. Direct debit orders

9.1 Granting of conditional credit entries at presentation

When the Bank credits the equivalent amount of cheques and direct debits before they are honoured, this happens subject to their payment, even if they are payable at the Bank itself. If the client presents other papers with the order to procure an outstanding amount from a debtor (e.g. interest coupons), and the Bank issues a credit note for this amount, this is done subject to the Bank actually receiving the amount in question. This reservation also applies if the cheques, direct debits and other papers are payable at the Bank itself. If cheques or direct debits are not honoured or the Bank does not receive the amount concerned of the direct debit, the Bank will reverse the conditional credit entry. This takes place irrespective of whether an account balancing statement has been issued meanwhile.

9.2 Honouring direct debits and cheques made out by the client

Direct debits as well as cheques are honoured as long as the debit entry is not reversed by the second banking day¹ no later than the third banking day for SEPA direct debit payments at the latest after it is made. Open cheques are already honoured on payment to the presenter. Cheques are also honoured if the Bank sends out an advice of payment in the particular case. Cheques which are presented via the Bundesbank clearing house are honoured if they have not been returned by the date set by the Bundesbank.

10. Foreign currency transactions and risks entailed by foreign currency accounts

10.1 Order execution in the case of foreign currency accounts

Foreign currency accounts of the client are used for making payments to the client and withdrawals by the client in foreign currency without the use of cash. Withdrawals of balances on foreign currency accounts (e.g. by credit transfers debited to the foreign currency balance) are settled by banks in the home country of the currency if not entirely executed by the Bank within its own operation.

10.2 Credits in the case of foreign currency transactions with the client

If the Bank concludes a transaction with the client (e.g. a forward exchange deal), from which it is due to furnish an amount in foreign currency, it will fulfil its foreign currency obligation by means of a credit to the client's account in this currency, unless there is a different arrangement.

10.3 Temporary restriction on payment by the Bank

The obligation of the Bank to execute an instruction to debit a foreign currency balance [(1)] or to fulfil a foreign currency liability [(2)] is postponed in terms of its extent for as long as the Bank is unable, or only a limited extent

able, to draw on the currency in which the foreign currency balance or liability is denominated, as a result of political measures or events in the country of the currency in question. To the extent that, and as long as, these measures or events last, the Bank is also not obliged to carry out the obligation at a different place outside the country of the currency, in a different currency (also not in euros) or by acquiring cash. Conversely, the Bank's obligation to execute an instruction to debit a foreign currency balance is not postponed if the Bank is able to execute it entirely within its own operation. The right of the client and of the Bank to set off reciprocal claims in the same currency is not affected by the above rules.

10.4 Exchange rate

The determination of the exchange rate in foreign currency operations is found in the "List of Prices and Services" (Preis- und Leistungsverzeichnis). In the case of payment services the master agreement on payment services (Zahlungsdiensterahmenvertrag) applies in addition.

Section 3 - Duties of the client to cooperate

11. Duties of the client to cooperate

11.1 Notification of changes

In the interests of the orderly processing of business transactions it is necessary for the client to notify the Bank immediately of any changes to his/her name or address as well as the extinguishment or alteration of a power of representation granted to the Bank (particularly a power of attorney). This notification obligation also applies if the power of representation has been entered on a public register (e.g. the commercial register) and its extinguishment or amendment is entered in this register. Additionally more extensive statutory notification obligations may result – particularly those as a result of the Money Laundering Act.

11.2 Clarity of instructions

The content of instructions must be clear. Orders which are not formulated clearly may lead to queries which can result in delays. Above all, the client must ensure the accuracy and completeness of information concerning orders, particularly the account number and bank code or IBAN² and BIC³ as well as the currency. Changes, confirmations or repeats of orders must be clearly marked as such.

11.3 Special note in the case of urgency in the execution of an order

If when executing an order the client considers that particular speed is necessary, he/she must notify the Bank of this separately. In the case of standard order forms, this should be communicated separately from the form.

11.4 Checking and objections to notifications from the Bank

The client must immediately check bank statements, contract settlement notes, statements of securities and income statements, other statements, advices on the execution of orders and information concerning expected payments and consignments (advices) to ensure they are accurate and complete and must immediately raise any objections.

11.5 Notification of the Bank if notifications are missed

If the client does not receive account balancing statements and statements of securities, he/she must notify the Bank immediately. The duty of notification also exists in the case of the absence of other notifications expected by the client (contract settlement notes, bank statements after the execution of the client's orders or concerning payments expected by the client).

Section 4 - Costs of the Bank's services

12. Interest, fees and expenses

12.1 Interest and fees in business with consumers

The level of interest and fees for the normal banking services provided by the Bank to consumers, including the level of payments exceeding the fees agreed for the main service provided, are shown in the Price List - Rates for Standardised Retail Client Business ("Price List") and the List of Prices and Services. When a consumer makes use of one of the main services listed and no deviating agreement is in force, the rates of interest and fees set out in the Price List or List of Prices and Services at this time apply. The Bank may only come to a specific agreement with the consumer concerning a payment by the consumer which exceeds the agreed fee for the main service even if it is shown on the Price List or List of Prices and Services.

Provided no other agreement applies, the statutory provisions apply to payments for services not included on the Price List or List of Prices and Services carried out on behalf of the consumer which, in view of the circumstances, can only be expected in return for a fee.

¹ Banking days are all business days apart from: Saturdays, and 24 and 31 December.

² International Bank Account Number.

³ Bank Identifier Code.

12.2 Interest and fees in business with clients who are not consumers

The level of the interest and fees for the normal banking services provided by the Bank for clients who are not consumers can be found in the Price List and the List of Prices and Services, provided the said lists cover normal banking services for clients who are not consumers (e.g. business clients).

If a client who is not a consumer uses a banking service which is listed and no deviating agreement is in force, the rates of interest and fees applicable at this time in the Price List and List of Prices and Services shall apply.

In other respects, unless a different agreement has been made and in the absence of conflicting statutory provisions, the Bank shall determine the level of interest and fees at its own discretion (Section 315 of the German Civil Code (Bürgerliches Gesetzbuch; BGB)).

12.3 Services provided without fees

The Bank shall not charge a fee for a service to which it is obligated by law or on the basis of an ancillary contractual duty or which it undertakes in its own interest, unless it is permitted and levied in line with the law.

12.4 Changes in interest rates; right of client to cancel in the event of an increase

Changes in the interest charged on variable-rate loans are made on the basis of a loan agreement with the client. The Bank shall notify the client of changes in the rate of interest. In the event of an increase in the rate of interest, unless agreed otherwise, the client may cancel the loan agreement concerned with immediate effect within six weeks of the notification of the change being made. If the client terminates the agreement, the increased rate of interest shall not be used as basis for the cancelled loan agreement. The Bank shall allow a reasonable amount of time to process it.

12.5 Changes in fees for services which are typically used constantly

Changes in the fees for services typically used constantly by clients as part of the business relationship (e.g. account and portfolio management) are offered in text form to the client by no later than two months before the date on which they are due to come into effect. If the client has agreed an electronic communication route with the Bank as part of the business relationship (e.g. online banking), the changes may also be offered by this means. The client may approve or reject the amendments before the proposed date they are due to take effect. The client's consent shall be deemed to have been granted if the client has not rejected the amendment before the proposed date it is due to take effect. The Bank shall make special reference to this deemed approval within the offer. When changes are offered to the client, he/she may also terminate the contract affected by the changes free of charge and with immediate effect before the proposed date the changes are due to be introduced. The Bank shall refer specially to this cancellation right in its offer. If the client terminates the agreement, the altered fees shall not be applied to the terminated business relationship.

The above agreement only applies in respect of consumers if the Bank intends to alter the fees for main services typically used constantly by the consumer as part of the business relationship. The Bank may only specifically make an agreement with the consumer to alter a fee which is aimed at a payment by the consumer which goes beyond the main service.

12.6 Reimbursement of expenses

Possible claims by the Bank to the reimbursement of expenses are governed by the provisions of the law.

12.7 Special features of consumer loan agreements and payment services contracts with consumers for payments inside the European Economic Area (EEA) in an EEA currency

In the case of consumer loan agreements and payment services contracts with consumers for payments inside the European Economic Area⁴ (EEA) in an EEA currency⁵ the rates of interest and costs (fees and expenses) are governed by the relevant contractual agreements and special conditions as well as, in addition, the provisions of the law.

Section 5 - Collateral for the Bank's claims against the client

13. Provision of or increase of collateral

13.1 Claim of the Bank for collateral to be provided

For all claims arising from the banking business connection the Bank may demand that collateral be provided for banking purposes, even if the claims

are conditional (e.g. reimbursement of expenses owing to the use of a surety taken on for the client). If the client has taken on the duty to indemnify the Bank for another client's liabilities (e.g. as a guarantor), the Bank shall only have a claim for collateral to be provided or increased with regard to the debt resulting from the assumption of liability once it becomes due.

13.2 Change of risk

If, at the time claims arise against the client, the Bank has initially refrained partially or entirely from demanding the provision or increase of the collateral, it may still demand further security later on. However, this is contingent upon circumstances arising or becoming known which justify an increased risk assessment of the claims against the client. This may particularly be the case if

- the client's financial circumstances have deteriorated or threaten to deteriorate, or
- the existing value of the collateral has fallen or threatens to be reduced.

The Bank has no entitlement to collateral if it is specifically agreed that the client does not have to furnish collateral or is only required to furnish specifically mentioned collateral. In the case of consumer loan agreements there is only a claim to the provision or increase of collateral insofar as the collateral is specified in the loan agreement; if, however, the net loan amount exceeds 75,000 Euro, the Bank may demand that collateral be provided or increased even if a consumer loan agreement or a general consumer loan agreement within the meaning of Section 491 (2) of the German Civil Code (Bürgerliches Gesetzbuch; BGB) which is concluded, in the former case, before 21 March 2016 and, in the latter case, from 21 March 2016 does not contain any or any exhaustive indications as to collateral.

13.3 Setting a time limit for furnishing or increasing collateral

The Bank shall set an appropriate time limit for the collateral to be furnished or increased. If the Bank intends to use its right to a termination without notice in accordance with par. 19.3 of these Terms of Business in case the client does not punctually comply with his/her duty to furnish or increase the collateral, it shall notify him/her of this beforehand.

14. Agreement on a lien in favour of the Bank

14.1 Reaching agreement on the lien

The client and the Bank are in agreement that the Bank shall hold a lien on the securities and articles of which a domestic branch has or will gain possession during banking operations. The Bank also acquires a lien on the claims of the client against the Bank which have arisen or will arise in future through the banking connection (e.g. account balances).

14.2 Secured claims

The lien serves to secure all existing, future and conditional claims arising for the Bank and all its domestic and foreign branches against the client from the banking operations. If the client has taken on liability towards the Bank for another client's liabilities (e.g. as guarantor), the lien shall only secure the debt arising through the assumption of liability from the date it becomes due.

14.3 Exceptions to the lien

If money or other valuables come under the Bank's control on condition that they are only used for a particular purpose (e.g. cash deposit to honour a bill), the Bank's lien does not cover these valuables. The same applies to the shares issued by the Bank (treasury shares) and to the securities held by the Bank in safekeeping abroad for the client. The lien also does not extend to the participation rights or participation certificates issued by the Bank itself or to the securitised and nonsecuritised subordinated liabilities of the Bank.

14.4 Interest coupons and profit participation certificates

If securities are subject to the Bank's lien the client is not entitled to demand surrender of the interest coupons and profit participation certificates pertaining to these papers.

15. Security interests in collection items and discounted bills

15.1 Transfer of title for security purposes

The Bank acquires a non-possessory lien on the cheques and bills presented to it for collection at the time of their presentation. The Bank acquires unrestricted ownership of discounted bills at the time of negotiation; if it redeems discounted bills to the account, it retains a nonpossessory lien on the bills concerned.

⁴ Currently the European Economic Area includes the following countries: Austria, Belgium, Bulgaria, Cyprus, Czech Republic, Denmark, Estonia, Finland, France (including French Guiana, Guadeloupe, Martinique, Mayotte, Réunion), Germany, Greece, Hungary, Iceland, Ireland, Italy, Croatia, Latvia, Liechtenstein, Lithuania, Luxembourg, Malta, Netherlands, Norway, Poland, Portugal, Romania, Slovakia, Slovenia, Spain, Sweden, United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland.

⁵ Currently the EEA currencies include: euro, British pound sterling, Bulgarian lev, Croatian kuna, Czech koruna, Danish krone, Hungarian forint, Icelandic krone, Norwegian krone, Polish zloty, Romanian leu, Swedish krona, Swiss franc.

15.2 Assignment by way of security

On acquisition of the ownership of cheques and bills the underlying claims also pass to the Bank; there is also a passage of the claim if other papers are presented for collection (e.g. direct debits, commercial negotiable instruments).

15.3 Special-purpose collection items

If collection items are presented to the Bank on condition that the countervalue may only be used for a specific purpose, the transfer of title for security purposes or assignment by way of security shall not affect these items.

15.4 Secured claims of the Bank

The non-possessory lien and assignment by way of security are used to secure all claims of the Bank against the client on presenting collection items from his/her current accounts or which arise in consequence of the redebiting of non-honoured collection items or discounted bills. At the client's request, the Bank undertakes the retransfer to the client of the non-possessory lien on the items and the claims which have been transferred to it in the event that at the time of the request it does not have any claims to be secured against the client or it does not permit him/her to avail him/herself of the countervalue of the items before their final payment.

16. Limitation of the Bank's right to the collateral and mandatory release

16.1 Collateralisation limit

The Bank can assert its claim to the provision or increase of collateral until the realisable value of all the collateral equals the total of all claims arising from the banking connection (collateralisation limit).

16.2 Release

If the realisable value of all collateral does not just exceed the collateralisation limit temporarily, the Bank must release collateral at its discretion at the client's request in the amount of any excess over the collateralisation limit; it will take the justified interests of the client and of any third-party collateral provider who has furnished security for the client's liabilities into consideration when selecting the collateral for release. In this context, the Bank is also obliged to execute orders for the client concerning the values subject to the lien (e.g. selling securities, paying out savings balances).

16.3 Special agreements

If a different method of valuation than the realisable value has been agreed for a particular item of collateral or a different collateralisation limit or a different limit for the release of collateral has been agreed, these shall apply.

17. Realisation of collateral

17.1 Option of the Bank

If the Bank liquidates the collateral, it shall have the choice among several items of collateral. When liquidating and choosing the collateral to be sold, it shall take the justified interests of the client and of any third collateral provider who has furnished security for the client's liabilities into account.

17.2 Credit of the proceeds under the law on value added tax

If the process of liquidation is subject to value added tax, the Bank shall issue the client a credit note for the proceeds which shall serve as an invoice for the delivery of the article serving as collateral and shall be in compliance with the requirements of the law on value added tax.

Section 6 - Cancellation

18. Cancellation rights of the client

18.1 Cancellation right at any time

The client may cancel the entire business connection or individual types of transaction (e.g. the agreement on the use of cheques), for which neither a term nor a deviating rule on cancellation has been agreed, at any time without the need to adhere to a notice period.

18.2 Termination for cause

If a term or deviating cancellation arrangement has been agreed for a business relationship, it is only possible for there to be a termination without notice if there is cause which renders it unreasonable for the client, even taking account of the justified interests of the Bank, to continue the business relationship.

18.3 Statutory cancellation rights

The statutory cancellation rights remain unaffected.

19. Cancellation rights of the Bank

19.1 Cancellation subject to a notice period

The Bank may terminate the entire business relationship or individual lines of business for which neither a term nor deviating cancellation arrange-

ments have been agreed, at any time whilst adhering to an appropriate notice period (e.g. the agreement on the use of cheques providing entitlement to the use of a cheque book). When assessing the notice period, the Bank shall take account of the client's justified interests. The notice period for cancelling a payment services master agreement (e.g. current account or card agreement) and a securities account shall be a minimum of two months.

19.2 Cancellation of undated loans

The Bank may at any time and without keeping to a notice period terminate loans and loan commitments for which neither a term nor a deviating arrangement for termination has been agreed. When exercising this termination right, the Bank shall take account of the justified interests of the client. If special arrangements for the termination of a consumer loan agreement are included in the German Civil Code, the Bank may only issue a termination as defined in those provisions.

19.3 Termination for cause without adhering to a notice period

It is permissible to terminate the entire business relationship or individual lines of business without giving notice if there is cause which renders it unreasonable for the Bank to continue, even taking account of the client's justified interests. Reasonable cause is given in particular

- if the client has made incorrect statements as to the client's financial status, provided such statements were of significant importance for the Bank's decision concerning the granting of credit or other operations involving risks for the Bank (e.g. the delivery of a payment card); for consumer loans, this shall only apply if the client has knowingly withheld or falsified information of relevance for assessing creditworthiness and this has led to a faulty assessment of creditworthiness, or
- if a material deterioration in the client's financial situation or in the fair value of an item of collateral occurs or threatens to occur, and by this means the repayment of the loan of the fulfilment of another obligation in respect of the Bank – even realising collateral existing for this purpose – is jeopardised or
- if the client does not comply with his/her obligation to furnish or increase collateral as per par. 13.2 of these Terms of Business or on the basis of a different agreement within a reasonable time limit set by the Bank.

If cause is found in the breach of a contractual obligation, termination shall only be permitted after a fruitless passing of an appropriate time limit intended to remove the causes of the grievance or after a fruitless written warning, unless this can be dispensed with on the basis of the features of the particular case (Sections 323 (2) and (3) of the German Civil Code (Bürgerliches Gesetzbuch; BGB)).

19.4 Cancellation of consumer loan agreements in the event of default

If the German Civil Code provides special arrangements for termination owing to default on the repayment of a consumer loan agreement, the Bank can only issue a termination as defined by these arrangements.

19.5 Termination of a basic account agreement

The Bank may only terminate a basic account agreement in accordance with the arrangements concluded between the Bank and the client on the basis of the German Payment Accounts Act (Zahlungskontengesetz; ZKG) and with the provisions of the German Payment Accounts Act.

19.6 Procedure following termination

In the event of termination without notice, the Bank shall set the client an appropriate time limit for settlement (in particular for the repayment of a loan), unless immediate action is necessary (e.g. the return of the cheque book on termination of a cheque agreement).

Section 7 - Protection of deposits

20. Deposit protection fund

20.1 Scope of protection

The bank is an affiliate of the Association of German Banks' deposit protection fund. In accordance with its articles of association and subject to the provisions laid down therein, the deposit protection fund shall protect deposits, i.e. balances to be repaid as part of bank transactions from amounts remaining in an account, or which result from intermediate positions and are to be repaid in accordance with the applicable terms and conditions.

The list of unprotected deposits shall include those held within the bank's capital resources, liabilities from bearer bonds and registered bonds, and deposits held by credit institutions as defined by Art. 4 (1) (1) of Regulation (EU) no. 575/2013, by financial institutions as defined by Art. 4 (1) (26) of Regulation (EU) no. 575/2013, by investment firms as defined by Art. 4 (1) (1) of Directive 2004/39/EC, and by regional authorities.

Deposits held by creditors other than natural persons and incorporated foundations shall only be protected if

- (i) the deposit is not a liability arising from a registered bond or a promissory note loan, and
- (ii) the term of the deposit is no longer than 18 months. The term limitation shall not apply for deposits in existence before 1 January 2020. The grandfathering period in connection with the previous sentence shall end after 31 December 2019 if the relevant deposit becomes due, can be terminated or otherwise repaid, or if the deposit is transferred by means of singular or universal succession.

Bank liabilities that already existed before 1 October 2017 shall be protected in accordance with the provisions laid down in the deposit protection fund's articles of associations as per the valid regulations up to 1 October 2017. The grandfathering period in connection with the previous sentence shall end after 30 September 2017 if the relevant liability becomes due, can be terminated or otherwise repaid, or if the liability is transferred by means of singular or universal succession.

20.2 Protection limits

The protection limit per creditor shall be 20% until 31 December 2019, 15% until 31 December 2024, and 8.75% from 1 January 2025 onwards of the bank's relevant capital resources for deposit protection, as defined by Art. 72 of Regulation (EU) no. 575/2013. For deposits made or extended after 31 December 2011, the respective new protection limits for the dates mentioned above shall apply regardless of when the deposit was made. For deposits made before 31 December 2011, the old protection limits shall apply until the deposit becomes due or until the next possible termination date.

Clients shall be made aware of this protection limit by the bank upon request. It can also be consulted online at <https://www.bankenverband.de/>.

20.3 Application of the deposit protection fund's articles of association

Due to further details of the protection, section 6 of the deposit protection fund's articles of association shall apply. This shall be made available upon request.

20.4 Transfer of receivables

Insofar as provided for by the deposit protection fund or any payments made by it to clients, their receivables payable to the bank shall be transferred step-by-step to the deposit protection fund in equal amounts along with all ancillary rights.

20.5 Disclosure of information

The bank is authorised to provide the deposit protection fund or any of its agents with all information required in this context and make any documentation available.

Section 8 - Means of redress; Ombudsman scheme

21. Complaint and Alternative Dispute Resolution procedures

The client has the following options for out-of-court disputes:

- The Client may submit a complaint to the Bank's point of contact indicated in the price and performance list. The Bank will respond to complaints in an appropriate manner; for payment services contracts, it will respond in text form (for example by post, fax or email).
- The German ombudsman for private banks may be called upon to settle disputes for consumers with the Bank. If the grounds for the complaint is a dispute concerning a payment service contract (Section 675f of the German Civil Code (Bürgerliches Gesetzbuch; BGB)), clients who are not consumers may also call upon the German ombudsman of private banks. Further details can be found in the "Procedure for settling client complaints in the German banking industry", which is available upon request or online at <https://www.bankenverband.de/>. The complaint must be made in writing to Bundesverband deutscher Banken e. V., P.O. Box 04 03 07, 10062 Berlin, Germany, Fax: +49 30 1663 3169, email: ombudsmann@bdb.de.
- Furthermore, the client may lodge a complaint orally or in writing at any time to the Bundesanstalt für Finanzdienstleistungsaufsicht (German Federal Credit Institution Supervisory Authority), Graurheindorfer Straße 108, 53117 Bonn, Germany, for any violations made by the Bank to the German Payment Services Supervision Act (Zahlungsdiensteaufsichtsgesetz; ZAG) under Sections 675c to 676c of the German Civil Code (Bürgerliches Gesetzbuch; BGB) or Art. 248 of the Introductory Act to the Civil Code (Einführungsgesetz zum Bürgerlichen Gesetzbuch; EGBGB).
- The European Commission has set up a European Online dispute resolution platform (ODR platform) at <http://ec.europa.eu/consumers/odr/>. The ODR platform may be used by a consumer for an out-of-court settlement for a dispute arising from online contracts with a company established in the EU.

Special conditions governing securities transactions

These special conditions apply to the purchase or sale and the safekeeping of securities, including when the rights are not evidenced in documents (hereinafter "securities").

Section 1 - Transactions in securities

1. Forms of securities transaction

1.1 Brokerage transactions/fixed price transactions

The Bank and the client conclude securities transactions in the form of brokerage transactions (2) or fixed price transactions (3).

1.2 Brokerage transactions

When the Bank executes orders from a client to buy or sell securities as the broker, it concludes a buy or sell trade for the account of the client with another market participant or a central counterparty, or it commissions another broker (interim agent) to conclude a purchase or sale. As part of electronic trading on a stock exchange the client's order can also be directly executed against the Bank or the interim agent if the conditions for stock exchange trading permit this.

1.3 Fixed price transactions

If the Bank and the client agree a fixed or definable price (fixed price transaction) for the individual trade, a contract of sale is created; the Bank accordingly takes the securities from the client as buyer, or delivers the securities to him/her as seller. The Bank charges the client the price agreed, and in the case of interest-bearing debt securities adds the interest accrued.

2. Execution policies for securities transactions

The Bank executes securities transactions according to its execution policies. The execution policies form part of the special conditions. The Bank is entitled to alter the execution policies in line with supervisory rules. The Bank will notify the client about changes in the execution policies.

Section 2 - Special arrangements concerning brokerage transactions

3. Market practices/information/price

3.1 Validity of legal requirements/market practices/terms of business

Purchases and/or sales are subject to the legal provisions and terms of business (market practices) applying to transactions in securities at the execution venue; in addition, the general terms of business of the Bank's counterparty apply.

3.2 Information

The Bank shall notify the client of the execution of the order without delay. No special notification is required if the client's order is executed directly with the Bank or interim agent as part of electronic trading at a stock exchange.

3.3 Price of purchase and sale, fees and expenses

The Bank settles the purchase or sale with the client; it is entitled to invoice its fees and expenses including external costs. Any claim by the Bank for the reimbursement of expenses is subject to the statutory provisions.

4. Requirement for an adequate account balance/portfolio holding

The Bank is only obligated to execute orders or exercise subscription rights as long as the client's balance, a loan utilisable for securities trades or the client's portfolio holdings are sufficient to allow execution.

5. Setting price limits

On issuing orders, the client may set the Bank price limits for purchases and/or sales (orders limited in price).

6. Validity of unlimited client orders

6.1 Orders not limited in price

An order which is not limited in price only applies for one day of trading according to the execution policies (par. 2); if the order was not received punctually enough for a same-day transaction as part of the normal work flow, it is noted for the next trading day. If the order is not executed, the Bank shall immediately notify the client.

6.2 Orders limited in price

An order limited in price is valid until the last trading day of the current month (month-end). An order received on the final trading day of a month, if not executed on the same day, is noted for the next month in accordance with the execution policies (par. 2). The Bank shall immediately notify the client of the period for which the order is valid.

7. Validity of orders to buy or sell subscription rights

Orders not limited in price to buy or sell subscription rights are valid for the duration of rights trading. Orders limited in price to buy or sell subscription rights lapse at the end of the penultimate day of rights trading. The validity of orders to buy or sell foreign subscription rights is determined by the standard practices of the country concerned. Par. 15.1 applies to the treatment of subscription rights belonging to the client's portfolio on the final day of subscription rights trading.

8. Expiration of current orders

8.1 Dividend payments, other distributions, granting of subscription rights, capital increases from the company's financial resources

Orders limited in price to buy or sell shares at domestic execution venues are extinguished on payment of dividends, other distributions, granting subscription rights or a capital increase from the company's financial resources on expiry of the trading day on which the shares were last traded including the aforementioned rights if the relevant rules at the execution venue provide for extinguishment. If there is a change in the percentage paid up of partly paid shares or the par value of shares and in the case of share splitting, orders limited in price shall expire by the end of the trading day prior to the day on which the shares with an increased percentage paid up or with the altered par value or split are quoted.

8.2 Suspension from quotation

If the fixing of prices at a domestic execution venue does not take place owing to special circumstances affecting the issuer (suspension from quotation), all client orders scheduled for execution at this venue shall be extinguished for the securities concerned if the terms of the execution venue provide for this.

8.3 Execution of client orders at foreign execution venues

When executing client orders at foreign execution venues, the market practices of the foreign venues apply.

8.4 Notification

The Bank shall notify the client without delay of the extinguishment of a client order.

9. Liability of the Bank in the case of brokerage transactions

The Bank is liable for the due fulfilment of the purchase or sale by its counterparty or the counterparty of the interim agent. Until completion of the purchase or sale, the Bank shall only be held liable when commissioning an interim agent for carefully selecting and instructing it.

Section 3 - Settlement of securities trades

10. Normal settlement in Germany

The Bank settles securities trades within the country unless the following conditions or another agreement provide for purchase abroad.

11. Purchase in Germany

In the case of settlement in Germany, where the securities are admitted for collective custody at the German central securities depository (Clearstream Banking AG), the Bank acquires for the client shared ownership of this collective holding (collective securities account credit). If securities are not admitted for collective custody, the client acquires sole ownership. The Bank holds these securities in safekeeping for the client separately from its own holdings and from those of other parties (jacketcustody).

12. Purchase abroad

12.1 Purchase agreement

The Bank purchases securities abroad if

- as the broker, it executes buy orders in German or foreign securities abroad, or
- it sells the client foreign securities by way of a fixed price transaction which are traded in Germany neither via a stock exchange nor off the floor, or
- as the broker, it executes buy orders in foreign securities or sells the client foreign securities by way of a fixed price transaction which, although traded in Germany at a stock exchange or off the floor, are normally purchased abroad.

12.2 Involvement of intermediate custodians

The Bank will have the securities held in safekeeping abroad which were purchased abroad. It shall commission another German or foreign custodian (e.g. Clearstream Banking AG) or entrust its own foreign branch with this. The safekeeping of the securities is subject to the legal provisions and market practices of the depository and the general terms of business applying to the foreign custodian(s).

12.3 Securities account credit

The Bank shall at its due discretion while safeguarding the client's interests procure for itself the ownership or joint ownership of the securities or secure a customary equivalent legal status in the country of deposit and keep this legal status in a fiduciary capacity for the client. For this, it shall issue the client a securities account credit stating the foreign country in which the securities are being held (country of deposit).

12.4 Cover holdings

The Bank is only required to fulfil the client's claims to delivery based on the securities account credit issued to him/her out of the cover holdings it maintains abroad. The cover holdings consist of the securities of the same category held in safekeeping for the clients and the Bank in the country of deposit. A client to whom a securities account credit has been issued shall therefore proportionately bear all the financial and legal disadvantages and losses which might affect the cover holdings in consequence of force majeure, civil unrest, war and natural disasters or through other access by third parties abroad over which the Bank has no control or in connection with actions by government authorities in Germany or abroad.

12.5 Treatment of the service rendered in return

If a client suffers disadvantages and losses in the cover holdings pursuant to (4), the Bank is not obliged to refund the purchase price to the client.

Section 4 - Services in the context of safekeeping

13. Securities account statement

The Bank shall issue a securities account statement at least once a year.

14. Redemption of securities/coupon renewal

14.1 Securities held in safekeeping in Germany

In the case of securities held in safekeeping in Germany, the Bank shall deal with the redemption of interest coupons, profit participation certificates and profit coupons as well as redeemable securities when due. The countervalue of interest coupons, profit participation certificates and profit coupons as well as due securities of any category shall be credited on condition that the Bank receives the money, even if the papers are payable at the Bank itself. The Bank shall procure new interest coupons, profit participation certificates and coupons (coupon renewal).

14.2 Securities held in safekeeping abroad

In the case of securities held in safekeeping abroad, these obligations are to be observed and fulfilled by the foreign custodian.

14.3 Drawing and notice of repayment of debt securities

In the case of debt securities held in safekeeping in Germany, the Bank monitors the date of repayment following on from drawing and notice of repayment by observing the announcements in "Wertpapier-Mitteilungen". When drawing lots for redeemable debt securities held in safekeeping abroad by reference to the numbers of the documents (drawing by number), the Bank at its discretion shall either allocate the client document numbers for draw purposes for the securities credited to him/her or, in an internal draw, shall perform the distribution to clients of the amount allocated to the cover holdings. This internal draw shall be performed under the supervision of a neutral auditing entity; it may instead be carried out using an electronic data processing system provided this guarantees a neutral draw.

14.4 Redemption in foreign currency

If interest coupons, profit participation certificates and profit coupons as well as due securities in foreign currencies or accounting units are redeemed, the Bank shall credit the redemption amount to the client's account in this currency if the client maintains an account in this currency. Otherwise it shall issue the client a credit note for this in euros, unless agreed otherwise.

15. Treatment of subscription rights/warrants/ convertible notes

15.1 Subscription rights

The Bank shall notify the client of the granting of subscription rights if an announcement of this has appeared in "Wertpapier-Mitteilungen". If the Bank has not received any other instruction from the client by the end of the penultimate day of subscription rights trading, it shall sell all the domestic subscription rights belonging to the client's portfolio at the best price available; the Bank is permitted to have foreign subscription rights disposed of at the best price available in accordance with the practices of the foreign country.

15.2 Options and convertible rights

The Bank shall notify the client of the lapsing of rights from warrants or conversion rights from convertible notes with the request for instructions if there has been a reference to the expiry date in "Wertpapier-Mitteilungen".

16. Forwarding news

If information relating to the client's securities is published in "Wertpapier-Mitteilungen" or such information is communicated to the Bank by the issuer or its foreign custodian/intermediate custodian, the Bank shall pass on this information to the client if it is capable of having a substantial impact on the legal position of the client and notification of the client is necessary in order to safeguard his/her interests. It shall therefore pass on information concerning

- statutory offers of compensation and exchange,
- voluntary offers to buy and exchange,
- restructuring procedures

in particular. It is possible to omit notification if the information has not reached the Bank in good time or the measures to be taken by the client are not economically reasonable because the costs incurred are disproportionate to the possible claims of the client.

17. Audit obligation of the Bank

The Bank shall verify once by observing the announcements in "Wertpapier-Mitteilungen" when stock certificates are delivered whether they are affected by reports of loss (stopped securities), payment stops or the like. Public notifications for the invalidation of stock certificates are also verified after delivery.

18. Exchange, deletion and destruction of certificates

18.1 Exchange of certificates

Without notifying the client beforehand, the Bank is permitted to comply with an invitation published in "Wertpapier-Mitteilungen" to submit stock certificates if this submission clearly lies within the client's interests and also is not linked to any investment decision (as e.g. after the merging of the issuer with another company or in the case of an inaccuracy within the stock certificates). The client is to be notified of this.

18.2 Deletion and destruction after loss of the characteristics of a security

If the stock certificates held in safekeeping for the client lose the characteristics of a security by the extinguishing of the rights vested in them, they can be deleted from the client's portfolio for the purposes of destruction. Certificates held in safekeeping in Germany are delivered to the client at his/her request where possible. The client is notified of the deletion, the possibility of delivery and the possible destruction. If he/she does not provide any instructions, the Bank may destroy the certificates after a time limit of two months has passed from the date the communication was sent to the client.

19. Liability

19.1 Safekeeping of securities in Germany

While holding securities in safekeeping in Germany, the Bank is liable for any culpability of its employees and of individuals who it contracts to fulfil its obligations. If a collective securities account credit is issued to the client, the Bank is also liable for fulfilling the obligations of Clearstream Banking AG.

19.2 Safekeeping of securities abroad

When holding securities in safekeeping abroad, the Bank's liability shall be limited to the careful selection and instruction of the foreign custodian or intermediate custodian it commissions. In the case of intermediate custody by Clearstream Banking AG or another domestic intermediate custodian and safekeeping by the Bank's own foreign branch, the Bank shall be liable for their culpability.

20. Miscellaneous

20.1 Requests for information

Foreign securities acquired or sold abroad or which a client requests the Bank to hold in safekeeping in Germany or abroad are regularly subject to a foreign legal system. Rights and obligations of the Bank or client are therefore also determined according to this legal system which can also involve disclosure of the client's name. The Bank shall issue corresponding information to foreign entities if obliged to do so; it shall notify the client of this.

20.2 Delivery/transfers

These special conditions also apply if the client effectively delivers domestic or foreign securities to the Bank for safekeeping or has portfolio holdings transferred from another custodian. If the client requires the securities to be held in safekeeping abroad, he/she shall be issued a securities account credit as defined in these special conditions.

Conditions governing credit transfers

The following conditions govern the execution of credit transfers by customers.

1. General

1.1 The main features of credit transfers, including standing orders

The customer may commission the Bank to transfer funds by credit transfer to the payment services provider of a beneficiary without the use of cash. The customer may also request the Bank to transfer a recurring amount of money to the same account of the beneficiary on a particular recurring date (standing order).

1.2 Customer IDs

The customer has to use the following customer ID of the beneficiary in this procedure:

Destination country	Currency	Customer ID of the beneficiary
Domestic	Euro	• IBAN ¹
Across borders within the European Economic Area ²	Euro	• IBAN and, until 31 January 2016, BIC ³
Domestic or within the European Economic Area	Currency other than euro	• IBAN and BIC or • Account number and BIC
Outside the European Economic Area	Euro or other currency	• IBAN and BIC or • Account number and BIC

The information required to execute the transfer is determined in accordance with paragraphs 2.1 and 3.1.

1.2.1 Conversion for consumers in the case of domestic credit transfers in euros

If the customer is a consumer and commissions a domestic credit transfer in euros, he may quote the beneficiary's account number and the bank code of the beneficiary's payment services provider until 31 January 2016 instead of the beneficiary's IBAN, and the Bank will convert them into the corresponding IBAN which is the customer ID of the beneficiary. If conversion is impossible, the credit transfer order will not be executed by the Bank. It shall notify the customer of this in accordance with paragraph 1.7.

1.3 Issuing a credit transfer order and authorisation

(1) The customer issues a credit transfer order to the Bank using a form provided by the Bank or a method otherwise agreed with the Bank (e.g. online banking) and including the required details pursuant to paragraph 2.1 and/or 3.1.

The customer must take care to ensure the legibility, completeness and accuracy of the information. Illegible, incomplete or incorrect information can lead to delays and misdirection of credit transfers; this may result in losses for the customer. In the case of illegible, incomplete or incorrect information, the Bank may refuse to execute the order (see also paragraph 1.7). If when executing the credit transfer the customer considers that particular speed is necessary, he must notify the Bank of this separately. For credit transfer orders set out on forms, this must be done separately from the form in case the form itself does not provide for the corresponding information.

(2) The customer authorises the credit transfer order by applying his signature or by a different method agreed with the Bank (e.g. by online banking PIN/TAN).

(3) At the customer's request, before executing a single credit transfer order the Bank shall notify the maximum execution period for this payment procedure as well as the fees to be charged and if necessary how they are broken down.

(4) The customer is authorised to issue a credit transfer order to the Bank as well as use a payment initiation service as defined by § 1 para. 33 of the German Payment Services Supervision Act (Zahlungsdienststeuergesetz – ZAG), unless the customer's payment account cannot be accessed online.

1.4 Arrival of the credit transfer order at the Bank

(1) The credit transfer order becomes effective when it is received by the Bank. This also applies if the credit transfer order is issued by the payment initiation service provider. Receipt is deemed to be the arrival of the order in the Bank's designated receiving system (e.g. on delivery to the bank's premises or receipt on the online banking server).

(2) If the time the credit transfer order arrives as defined in the second sentence of (1) above does not fall on a business day for the Bank pursuant to the List of Prices and Services, the credit transfer order shall be deemed to have been received on the following business day.

(3) If the credit transfer order arrives after the acceptance time stated on the receiving system of the Bank or in the List of Prices and Services, the credit transfer agreement shall be deemed with respect to the determination of the execution period (see paragraph 2.2.2) only to have been received on the next following business day.

1.5 Cancelling the credit transfer order

(1) Until receipt of the credit transfer order at the Bank (see No. 1.4 para. 1 and 2), the customer may revoke the latter by providing a statement to the Bank. After receipt of the credit transfer order, the order can no longer be revoked as defined by para. 2 and 3. If the customer uses a payment initiation service provider to issue the credit transfer order, as an exception to Sentence 1, the customer can no longer revoke the transfer order to the Bank after the issuer has consented to the payment initiation service provider initiating the transfer.

(2) If the Bank and customer have agreed on a particular deadline for executing the credit transfer (see paragraph 2.2.2 (2)), the customer may cancel the credit transfer or standing order (see paragraph 1.1) up to the end of the Bank's business day prior to the agreed date. The Bank's business days are set out in the List of Prices and Services. After punctual receipt by the Bank of the cancellation of a standing order, no further credit transfers will be executed based on the previous standing order.

(3) After the times stated in (1) and (2) the credit transfer order may only be cancelled if the customer and Bank have agreed to this. The agreement becomes effective if the Bank succeeds in preventing execution or getting back the amount of the credit transfer. If the customer uses a payment initiation service provider to issue the credit transfer order, additional approval is required from both the payment initiation service provider and the payment recipient. For handling the cancellation by the customer the Bank charges the fee stated on the List of Prices and Services.

1.6 Execution of the credit transfer order

(1) The Bank executes the credit transfer order when the information required for execution (see paragraphs 2.1 and 3.1) is available by the agreed means (see paragraph 1.3 (1)), the customer has authorised it (see paragraph 1.3 (2)) and there is a credit balance in the order currency sufficient to execute the credit transfer or sufficient credit has been granted (execution conditions).

(2) The Bank and the other payment services providers involved in executing the credit transfer are entitled to execute the credit transfer exclusively using the customer ID of the beneficiary stated by the customer (see paragraph 1.2).

(3) The Bank notifies the customer at least once a month of the execution of credit transfers by the means agreed for information about the account. With customers who are not consumers, the method and sequence of notifications can be agreed separately.

¹ International Bank Account Number.

² Currently the European Economic Area includes the following countries: Austria, Belgium, Bulgaria, Cyprus, Czech Republic, Denmark, Estonia, Finland, France (including French Guiana, Guadeloupe, Martinique, Mayotte, Réunion), Germany, Greece, Hungary, Iceland, Ireland, Italy, Croatia, Latvia, Liechtenstein, Lithuania, Luxembourg, Malta, Netherlands, Norway, Poland, Portugal, Romania, Slovakia, Slovenia, Spain, Sweden, United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland.

³ Bank Identifier Code.

1.7 Refusal to execute

(1) If the conditions for execution (see paragraph 1.6 (1)) have not been complied with, the Bank may refuse to execute the credit transfer order. The Bank shall immediately notify the customer of this and at any rate within the time limit agreed in paragraph 2.2.1 and/or 3.2. This may also be effected using the method agreed for account information. Where possible, the Bank will state the reasons for the refusal and the possible ways in which the errors which led to the refusal can be corrected.

(2) If a customer ID given by the customer cannot discernibly be attributed by the Bank to a beneficiary, account or payment services provider of the beneficiary, the Bank shall notify the customer of this without delay and return any credit transfer amount to him if already made.

(3) For the notification of a justified refusal the Bank shall charge the fee stated in the List of Prices and Services.

1.8 Transmission of credit transfer data

As part of executing the credit transfer, the Bank shall transmit the data contained in the credit transfer (credit transfer data) directly or via intermediate parties to the payment services provider of the beneficiary. The payment services provider may provide the beneficiary with part of or all the credit transfer data, including the payer's IBAN.

In the case of cross-border credit transfers and urgent credit transfers within Germany the credit transfer data may be forwarded via the communication system Society for Worldwide Interbank Financial Telecommunication (SWIFT) registered in Belgium to the payment services provider of the beneficiary. On grounds of system security, SWIFT temporarily stores the credit transfer data at its computer centres in the European Union, Switzerland and the USA.

1.9 Advice of unauthorised or incorrectly executed credit transfers

The customer must immediately notify the Bank if he discovers an unauthorised or incorrectly executed credit transfer order.

1.10 Fees

1.10.1 Fees for consumers as customers for credit transfers within Germany and in other countries of the European Economic Area² (EEA) in euros or another EEA currency⁴

The fees for credit transfers are shown on the List of Prices and Services. Changes to the fees are to be offered to the customer in text form by no later than two months prior to the date from which they are to apply. If the customer has agreed an electronic communication method with the Bank as part of the business relationship, the changes may also be offered via this route. The customer may approve or reject the amendments before the proposed date on which they are due to take effect. The customer's consent shall be deemed to have been granted if the customer has not rejected the amendment before the proposed date it is due to take effect. The Bank shall make special reference to this deemed approval within the offer.

If changes in the fees are offered to the customer, he may also terminate the business relationship free of charge and with immediate effect before the proposed date they are to apply. The Bank shall refer specially to this cancellation right in its offer.

1.10.2 Fees in other circumstances

In the case of fees and changes made to them

- for credit transfers to countries outside the EEA (third states⁵) or
- for credit transfers inside Germany or to other EEA countries in the currency of a state outside the EEA (third state currencies⁶) and
- for credit transfers by customers who are not consumers, the provisions of paragraph 12 (1) to (6) of the General Terms of Business shall apply.

1.11 Exchange rate

If the customer issues a credit transfer order in a currency other than the currency of the account, the account shall still be debited in the account currency. The determination of the exchange rate for such credit transfers is found from the rules on conversion in the List of Prices and Services.

Any change in the reference exchange rate mentioned in the rules on conversion shall become immediately effective without the requirement to notify the customer beforehand. The reference exchange rate shall be accessible through the Bank or shall be taken from a source which is accessible to the public.

1.12 Reporting obligations under the law on foreign trade

The customer must comply with the reporting requirements of the law on foreign trade.

2. Credit transfers inside Germany and to other countries of the European Economic Area² (EEA) in euros or in other EEA currencies⁴

2.1 Required information

The customer must provide the following information on the credit transfer order:

- Name of beneficiary,
- Customer ID of the beneficiary (see paragraph 1.2) - where the BIC is not known in the case of credit transfers in EEA currencies other than the euro, the full name and address of the payment services provider of the beneficiary must be stated instead,
- Currency (in its short form pursuant to App. 1 where appropriate),
- Amount,
- Name of customer,
- IBAN of customer; if the customer is a consumer and commissions a domestic credit transfer in euros, he may state his account number instead of his IBAN until 31 January 2016.

2.2 Maximum execution period

2.2.1 Length of time limit

The Bank is obliged to ensure that the amount of the credit transfer is received by the payment services provider of the beneficiary at the latest within the execution period stated in the List of Prices and Services.

2.2.2 Start of the execution period

(1) The execution period commences at the time the Bank takes receipt of the customer's credit transfer order (see paragraph 1.4).

(2) Where the Bank and customer agree that the execution of the credit transfer is to commence on a particular day or at the end of a particular period or on the date on which the customer has provided the Bank with the sum of money in the order currency required for execution, the date stated on the order or agreed elsewhere shall determine the start of the execution period. If the agreed date does not coincide with a business day of the Bank, the execution period shall commence on the next business day. The Bank's business days are set out in the List of Prices and Services.

(3) In the case of credit transfer orders in a currency different to that of the customer's account, the execution period shall only commence on the date on which the amount of the credit transfer is held in the order currency.

2.3 Claims of the customer to refunds and compensation

2.3.1 Refund in the case of an unauthorised credit transfer

In the case of an unauthorised credit transfer (see paragraph 1.3 (2)) the Bank has no claim on the customer to have its expenses reimbursed. It is obliged to refund the amount of the credit transfer to the customer immediately and, if the amount has been debited to an account belonging to the customer, to restore this account to its state before being debited with the unauthorised credit transfer. This obligation is to be met no later than the end of the business day as defined in "Price and service schedule", following the day on which the Bank was informed that the transfer was not authorised, or that the Bank was otherwise made aware of the matter. If the Bank has informed a competent authority in writing with reasonable grounds for suspicion of customer fraud, the Bank must fulfil its obligation and investigate the matter immediately, as per Sentence 2, if its suspicions are not confirmed. If the transfer was initiated by a payment initiation service provider, then the obligations under Sentences 2 and 4 are to be borne by the Bank.

2.3.2 Refund in the case of failed or incorrect execution of an authorised credit transfer

(1) In the event of the failed or incorrect execution of an authorised credit transfer, the customer may demand an immediate, full refund of the amount of the credit transfer from the Bank if the payment did not take place or was incorrect. If the sum was debited to the account of the customer, the Bank shall restore it to its state before the failed or incorrectly executed payment transaction. If a transfer via a payment initiation service provider is initiated by the customer, the obligations under Sentences 1 and 2 are to be borne by the Bank. Should fees have been deducted from the amount of the credit transfer by the Bank or intermediaries, the Bank shall immediately transfer the deducted amount in favour of the beneficiary.

(2) The customer may demand that the Bank refund those fees and interest in excess of (1) if they were debited to his account or charged to him in connection with the failed or incorrectly executed credit transfer.

⁴ Currently the EEA currencies include: euro, British pound sterling, Bulgarian lew, Croatian kuna, Czech koruna, Danish krone, Hungarian forint, Icelandic krone, Norwegian krone, Polish zloty, Romanian leu, Swedish krona, Swiss franc.

⁵ Third states are all countries outside the European Economic Area (countries in the European Economic Area currently: see footnote 4).

⁶ e.g. US dollar.

(3) In the event of late execution of an authorised transfer, the customer is entitled to request that the Bank of the payment service provider for the recipient credit the recipient's payment account with the payment amount as if the transfer had been executed correctly. The obligation under Sentence 1 also applies if the transfer is initiated by the customer via a payment initiation service provider. If the Bank can prove that the payment has been received by the payment service provider of the recipient on time, this obligation is waived. The obligation under Sentence 1 shall not apply if the customer is not a consumer.

(4) If a transfer has not been executed or has been executed erroneously, the Bank shall, at the customer's request, trace the payment process and inform the customer of the result.

2.3.3 Compensation

(1) In the case of a failed or incorrectly executed authorised credit transfer or in the case of an unauthorised credit transfer, the customer may demand compensation for a loss that is not already covered by paragraphs 2.3.1 and 2.3.2. This does not apply if the Bank is not responsible for the breach of duty. The Bank shall have the duty to treat the fault of an intermediary as if it were its own, unless the material cause lies with an intermediary stipulated by the customer. If as a result of culpable actions the customer has contributed to causing a loss, the extent to which the Bank and customer must bear the loss shall be determined according to the principles of contributory liability.

(2) Liability as per (1) shall be limited to 12,500 Euro. This monetary limit on liability shall not apply in the case of

- unauthorised credit transfers,
- intent or gross negligence by the Bank,
- risks specifically accepted by the Bank, and
- loss of interest if the customer is a consumer.

2.3.4 Compensation claims by the customer if not a consumer in the case of a failed authorised credit transfer, incorrectly executed authorised credit transfer or unauthorised credit transfer

In derogation of the claims for reimbursement in paragraph 2.3.2 and for compensation in paragraph 2.3.3, customers who are not consumers shall only have a claim to compensation in the case of failed or incorrectly executed authorised credit transfers or unauthorised credit transfers, in addition to any claims for surrender pursuant to § 667 BGB and §§ 812 et seq. BGB, as defined in the following provisions:

- The Bank shall be liable for its own fault. If as a result of culpable actions the customer has contributed to causing a loss, the extent to which the Bank and customer must bear the loss shall be determined according to the principles of contributory liability.
- The Bank shall not be held liable for the fault of intermediaries of the Bank. In such cases, the Bank's liability shall be limited to a careful choice and instruction of the first intermediary (subcontracted order).
- A compensation claim by the customer shall be limited to the amount of the credit transfer plus the fees and interest charged by the Bank. Where it is a case of asserting consequential losses, claims shall be limited to 12,500 Euro per credit transfer. These restrictions on liability do not apply in the case of intent or gross negligence on the part of the Bank and for risks specifically accepted by the Bank.

2.3.5 Exclusion of liability and objections

(1) The Bank's liability under paragraphs 2.3.2 to 2.3.4 is excluded,

- if the Bank proves to the customer that the amount of the credit transfer was received by the beneficiary's payment services provider punctually and in full, or
- if the credit transfer was executed in conformity with the incorrect customer ID of the beneficiary stated by the customer (see paragraph 1.2). In this case, the customer may, however, insist that the Bank makes every effort to recover the amount of the transfer. If the transfer is not possible, the Bank is obliged to provide the customer with all available information upon written request so that the customer can make a claim against the actual recipient of the transfer to reimburse the transfer amount. For recovering it the Bank shall charge the fee stated in the List of Prices and Services.

(2) Claims on the part of the customer pursuant to paragraphs 2.3.1 to 2.3.4 and objections by the customer directed at the Bank due to failed or incorrectly executed credit transfers or unauthorised credit transfers shall be excluded if the customer has not notified the Bank of this within 13 months of the date of being debited with an unauthorised or incorrectly executed credit transfer. The time limit shall only commence when the Bank has notified the

customer of the debit entry for the credit transfer by the method agreed for account information within at the latest one month of the debit entry; otherwise the date of notification shall define the start of the time limit. The customer may also assert claims for compensation pursuant to paragraph 2.3.3 after expiry of the time limit in sentence 1 if he is not at fault for having failed to adhere to the time limit.

(3) The customer's claims shall be excluded if the circumstances giving rise to such claims

- are the result of an unusual and unforeseeable event over which the Bank has no control and whose consequences could not have been avoided despite exercising the required caution, or
- were brought about by the Bank on the basis of a statutory obligation.

3. Transfers within Germany and to other countries of the European Economic Area² (EEA) in currencies of a country outside the EEA (third state currencies⁶) and transfers to countries outside the EEA (third states)⁵

3.1 Transfers within Germany and to other countries of the European Economic Area (EEA) in currencies of countries outside the EEA (third state currency)

3.1.1 Required Information

For the execution of the transfer the customer must provide the following information:

- Name of beneficiary,
- Customer ID of the beneficiary (see paragraph 1.2) - where the BIC is not known in the case of cross-border credit transfers, the full name and address of the payment services provider of the beneficiary must be stated instead,
- Destination country (short form according to Annex 1, if applicable),
- Currency (in its short form pursuant to App. 1 where appropriate),
- Amount,
- Name of customer,
- Customer's account number and BIC, or customer's IBAN.

3.1.2 Execution period

The transfers will be executed as soon as possible.

3.1.3 Reimbursement, correction and compensation claims by the customer

3.1.3.1 Refund for an unauthorised transfer

If a payment is made that has not been authorised (see paragraph 1.3 (2)), the Bank is not entitled to have its expenses reimbursed by the customer. It shall be obliged to reimburse the customer for the amount of the payment or, if the amount has been debited to an account of the customer, to restore this account to the level on which it would have been if it had not been debited by the unauthorised transfer.

This obligation is to be met no later than the end of the business day as defined in "Price and service schedule", following the day on which the Bank was informed that the transfer was not authorised, or that the Bank was otherwise made aware of the matter. If the Bank has notified a competent authority in writing of legitimate grounds for suspecting fraudulent conduct on the part of the customer, the Bank shall review and fulfil its obligation resulting from sentence 2 without delay if the suspected fraud is not confirmed. If the transfer was initiated by a payment initiation service provider, then the obligations under Sentences 2 and 4 are to be borne by the Bank.

3.1.3.2 Claims for the non-execution or erroneous or delayed execution of an authorised transfer

(1) If an authorised transfer is not executed or is executed erroneously, the customer may demand that the Bank reimburse the transferred amount in full without delay provided that the payment was not made or was erroneous. If the amount has been debited to an account of the customer, to restore this account to the level on which it would have been without the payment not executed or erroneously executed. If a transfer via a payment initiation service provider is initiated by the customer, the obligations under Sentences 1 and 2 are to be borne by the Bank. To the extent that fees have been deducted from the transfer amount by the Bank or intermediaries, the Bank shall immediately transmit the amount deducted to the beneficiary.

(2) The customer may demand that the Bank refund those fees and interest in excess of (1) if they were debited to his account or charged to him in connection with the failed or incorrectly executed credit transfer.

(3) In the event of late execution of an authorised transfer, the customer is entitled to request that the Bank of the payment service provider for the recipient credit the recipient's payment account with the payment amount as if the transfer had been executed correctly. The obligation under Sentence 1 also applies if the transfer is initiated by the customer via a payment initiation service provider. If the Bank can prove that the payment has been received by the payment service provider of the recipient on time, this obligation is waived. The obligation under Sentence 1 shall not apply if the customer is not a consumer.

(4) If a transfer has not been executed or has been executed erroneously, the Bank shall, at the customer's request, trace the payment process and inform the customer of the result.

3.1.3.3 Damages for breach of duty

(1) In the event of non-performance, incorrect or delayed execution of an authorised transfer or in the event of an unauthorised transfer, the Customer may demand compensation from the Bank for damage not already covered by sections 3.1.3.1 and 3.1.3.2. This does not apply if the Bank is not responsible for the breach of duty. The Bank shall be held responsible for any fault on the part of an intermediary as if were its own fault, unless the essential cause lies with an intermediary that was specified by the customer. If the customer has contributed to the loss based on its culpable conduct, the extent to which the Bank and the customer bear the loss shall be determined in accordance with the principle of contributory negligence.

(2) The liability according to paragraph 1 is limited to 12,500 Euro. This liability limit does not apply

- unauthorised credit transfers,
- intent or gross negligence by the Bank,
- risks specifically accepted by the Bank, and
- loss of interest if the customer is a consumer.

3.1.3.4 Special arrangements for components of the transfer made outside the EEA

By way of derogation from the entitlements in Nos. 3.1.3.2 and 3.1.3.3, for the components of the transfer made outside the EEA, claims for compensation in the event of the non-execution or erroneous or delayed execution of an authorised transfer or in the event of an unauthorised transfer exist, in addition to any claims for restitution pursuant to Sections 667 and 812 et seqq. of the German Civil Code (BGB), only in accordance with the following regulations:

- The Bank shall be liable for its own fault. If as a result of culpable actions the customer has contributed to causing a loss, the extent to which the Bank and customer must bear the loss shall be determined according to the principles of contributory liability.
- The Bank is not liable for the culpable misconduct of any intermediary institutions. In such cases, the Bank's liability is limited to the careful selection and instruction of the first intermediary institution (subcontracted order).
- The Bank's liability is limited to a maximum of EUR 12,500 per transfer. These liability limits do not apply to intent or gross negligence on the part of the Bank and to risks that the Bank has assumed in a particular case.

3.1.3.5 Claims of customers who are not consumers

By way of derogation from the entitlements in Nos. 3.1.3.2 and 3.1.3.3, customers who are not consumers shall, in addition to any claims for restitution pursuant to Sections 667 and 812 et seqq. of the German Civil Code (BGB), only have claims for compensation in the event of the nonexecution or erroneous or delayed execution of an authorised transfer or in the event of an unauthorised transfer in accordance with the following regulations:

- The Bank shall be liable for its own fault. If as a result of culpable actions the customer has contributed to causing a loss, the extent to which the Bank and customer must bear the loss shall be determined according to the principles of contributory liability.
- The Bank is not liable for the culpable misconduct of any intermediary institutions. In such cases, the Bank's liability is limited to the careful selection and instruction of the first intermediary institution (subcontracted order).
- Any claim for compensation on the part of the customer is limited in amount to the transferred amount plus the fees and interest charged by the Bank. If a claim asserted in this context is a claim for consequential damages, it shall be limited to a maximum of EUR 12,500 per transfer. These liability limits do not apply to intent or gross negligence on the part of the Bank, to risks that the Bank has assumed in a particular case, or to unauthorised transfers.

3.1.3.6 Exclusion of liability and objections

(1) The Bank's liability pursuant to Nos. 3.1.3.2 to 3.1.3.5 is excluded in the following cases:

- The Bank proves to the customer that the transfer amount has been duly received by the beneficiary's payment service provider.
- The transfer was executed using an erroneous Customer ID of the beneficiary (see paragraph 1.2) provided by the customer. In this case, however, the customer may demand that the Bank endeavour where possible to recover the payment amount. If it is not possible to recover the transfer amount in accordance with sentence 2, the Bank is, upon written request, obliged to provide the customer with all available information, so that the customer can assert a claim against the actual recipient of the transfer to reimburse the transfer amount. The Bank charges the fee shown in the "Schedule of prices and services" for the activities pursuant to sentences 2 to 3.

(2) Claims by the customer pursuant to Nos. 3.1.3.1 to 3.1.3.5 and objections raised by the customer vis-à-vis the Bank resulting from the non-execution or erroneous execution of transfers or unauthorised transfers are excluded if the customer did not inform the bank of the matter within 13 months after the day on which the unauthorised or erroneously executed transfer was executed. This 13-month period shall only commence if the Bank informs the customer of the transfer using the communication channel agreed for account information within no more than one month after the debit entry. In all other cases, the period commences on the day of notification. The customer may assert claims for compensation pursuant to No. 3.1.3.3 after the end of the period set out in sentence 1 if it was prevented from meeting this deadline through no fault of its own. Sentences 1 to 3 shall also apply if the transfer is initiated by the customer via a payment initiation service provider.

(3) The customer's claims are excluded if the circumstances giving rise to a claim

- are the result of an unusual and unforeseeable event over which the Bank has no control and whose consequences could not have been avoided despite exercising the required caution, or
- were brought about by the Bank on the basis of a statutory obligation.

3.2 Transfers to countries outside the EEA (third states)⁵

3.2.1 Required Information

For the execution of the transfer the customer must provide the following information:

- Name of beneficiary,
- Customer ID of the beneficiary (see paragraph 1.2) - where the BIC is not known in the case of cross-border credit transfers, the full name and address of the payment services provider of the beneficiary must be stated instead,
- Destination country (short form according to Annex 1, if applicable),
- Currency (in its short form pursuant to App. 1 where appropriate),
- Amount,
- Name of customer,
- Customer's account number and BIC, or customer's IBAN.

3.2.2 Execution period

The transfers will be executed as soon as possible.

3.2.3 Reimbursement and compensation claims by the customer

3.2.3.1 Refund for an unauthorised transfer

(1) If a payment is made that has not been authorised (see paragraph 1.3 (2) above), the Bank is not entitled to have its expenses reimbursed by the customer. It shall be obliged to reimburse the customer for the amount of the payment or, if the amount has been debited to an account of the customer, to restore this account to the level on which it would have been if it had not been debited by the unauthorised transfer. This obligation is to be met no later than the end of the business day as defined in "Price and service schedule", following the day on which the Bank was informed that the transfer was not authorised, or that the Bank was otherwise made aware of the matter. If the Bank has notified a competent authority in writing of legitimate grounds for suspecting fraudulent conduct on the part of the customer, the Bank shall review and fulfil its obligation resulting from sentence 2 without delay if the suspected fraud is not confirmed. If the transfer was initiated by a payment initiation service provider, then the obligations under Sentences 2 and 4 are to be borne by the Bank.

(2) In the case of other damages resulting from an unauthorised transfer, the Bank shall be liable for its own fault. If the customer has contributed to the loss based on its culpable conduct, the extent to which the Bank and the customer bear the loss shall be determined in accordance with the principle of contributory negligence.

3.2.3.2 Liability in the event of non-execution, erroneous or delayed execution of an authorised transfer

In the event of the non-execution or erroneous or delayed execution of an authorised transfer, the customer shall have, in addition to any claims for restitution pursuant to Sections 667 and 812 et seqq. of the German Civil Code (BGB), claims for compensation under the following provisions:

- The Bank shall be liable for its own fault. If as a result of culpable actions the customer has contributed to causing a loss, the extent to which the Bank and customer must bear the loss shall be determined according to the principles of contributory liability.
- The Bank is not liable for the culpable misconduct of any intermediary institutions. In such cases, the Bank's liability is limited to the careful selection and instruction of the first intermediary institution (subcontracted order).
- The Bank's liability is limited to a maximum of EUR 12,500 per transfer. This limitation of liability does not apply to intent or gross negligence on the part of the Bank and to risks that the Bank has assumed in a particular case.

3.2.3.3 Exclusion of liability and objections

(1) The Bank's liability pursuant to Nos. 3.2.3.2 to 3.1.3.5 is excluded in the following cases:

- The Bank proves to the customer that the transfer amount has been duly received by the beneficiary's payment service provider.
- The transfer was executed using an erroneous Customer ID of the beneficiary (see paragraph 1.2) provided by the customer. In this case, however, the customer may demand that the Bank endeavour where possible to recover the payment amount. The Bank charges the fee shown in the "Schedule of prices and services" for the Bank's activities pursuant to sentence 2.

(2) Claims by the customer pursuant to Nos. 3.2.3.1 and 3.2.3.2 and objections raised by the customer vis-à-vis the Bank resulting from the non-execution or erroneous execution of transfers or unauthorised transfers are excluded if the customer did not inform the bank of this matter within 13 months after the day on which the unauthorised or erroneously executed transfer was executed. This 13-month period shall only commence if the Bank informs the customer of the transfer using the communication channel agreed for account information within no more than one month after the debit entry. In all other cases, the period commences on the day of notification. The customer may assert claims for compensation after the end of the period set out in sentence 1 if it was prevented from meeting this deadline through no fault of its own. Sentences 1 to 3 shall also apply if the transfer is initiated by the customer via a payment initiation service provider.

(3) The customer's claims are excluded if the circumstances giving rise to a claim

- are based on an unusual and unpredictable event over which the bank has no control and whose consequences could not have been avoided despite exercise of the necessary care, or
- were caused by the bank as a result of a statutory obligation.

Appendix 1: List of short forms for destination country and currency			
Destination country	Short form	Currency	Short form
Austria	AT	Euro	EUR
Belgium	BE	Euro	EUR

Appendix 1: List of short forms for destination country and currency			
Bulgaria	BG	Bulgarian lew	BGN
Canada	CA	Canadian Dollar	CAD
Croatia	HR	Croatian kuna	HRK
Cyprus	CY	Euro	EUR
Czech Republic	CZ	Czech koruna	CZK
Denmark	DK	Danish krone	DKK
Estonia	EE	Euro	EUR
Finland	FI	Euro	EUR
France	FR	Euro	EUR
Greece	GR	Euro	EUR
Hungary	HU	Hungarian forint	HUF
Iceland	IS	Icelandic krone	ISK
Ireland	IE	Euro	EUR
Italy	IT	Euro	EUR
Japan	JP	Japanese yen	JPY
Latvia	LV	Euro	EUR
Liechtenstein	LI	Swiss franc*	CHF
Lithuania	LT	Euro	EUR
Luxembourg	LU	Euro	EUR
Malta	MT	Euro	EUR
Netherlands	NL	Euro	EUR
Norway	NO	Norwegian krone	NOK
Poland	PL	Polish zloty	PLN
Portugal	PT	Euro	EUR
Romania	RO	Romanian leu	RON
Russian Federation	RU	Russian ruble	RUB
Slovakia	SK	Euro	EUR
Slovenia	SI	Euro	EUR
Spain	ES	Euro	EUR
Sweden	SE	Swedish krona	SEK
Switzerland	CH	Swiss franc	CHF
Turkey	TR	Turkish lira	TRY
UK	GB	British pound	GBP
USA	US	US dollar	USD

* Swiss francs as legal tender in Liechtenstein.

Conditions governing tolerated overdrafts at the Bank

BAADER

Baader Bank Aktiengesellschaft
Weihenstephaner Strasse 4
85716 Unterschleißheim
Germany
T 00800 00 222 337*
F +4989 5150 2442
service@baaderbank.de
<https://www.baaderbank.de>

* Free telephone number from international and national landlines. Costs may be incurred for calls from other networks.

Valid as of 1 January 2017

From 11 June 2010 onwards the following terms are to apply to tolerated overdrafts allowed by Baader Bank Aktiengesellschaft (referred to as the "Bank") throughout the entire business relationship with the retail client:

1. Tolerated overdrafts are overdrafts on a current account without a credit line having been granted or overdrafts of a credit line granted for a current account which go beyond the contractually arranged level. Tolerated overdrafts are not real estate consumer loan contracts, but general consumer loan contracts.

Purpose limitation: The account holder may not use the tolerated overdraft for the purchase or maintenance of ownership rights for plots of land (including residential property), or for existing or future buildings (including the purchase of a prefabricated house), or for the purchase or maintenance of property rights (including heritable building rights and independent building ownership). This also includes using the tolerated overdraft to avert a compulsory or partition auction. The account holder may, however, use the tolerated overdraft to renovate or maintain a property.

No collateralisation through a mortgage/land charge: If a mortgage or land charge is provided or shall be provided as collateral in favour of the Bank or if, in connection with the establishment of this mortgage or land charge, an unconditional promise of payment is taken or shall be taken (mortgage, land charge and unconditional promise of payment collectively referred to as the "collateral"), the collateral shall not be used to secure the Bank's claims arising from this general consumer loan contract. This Agreement shall prevail over the collateral purpose agreement applicable to the collateral, if and insofar as the collateral purpose agreement determines something different.

2. The account holder is obliged not to overdraw the current account and/or to keep to the credit line agreed with the Bank.
3. If the Bank tolerates an overdraft, it must be repaid without delay but within two weeks at the latest, unless a different agreement has been made with the Bank.
4. The account holder has no claim to be allowed a tolerated overdraft.
5. The rate of interest charged on tolerated overdrafts incurred from the time the overdraft comes into being is 14.00% p.a. (as at: December 2016).
6. The rate of interest charged for tolerated overdrafts is variable. Month of latest interest rate adjustment: February 2016 (as at: December 2016). If the minimum bid rate or interest rate for the main refinancing operations of the European Central Bank (hereinafter "ECB interest rate") determined on the penultimate banking day prior to the 30th day of the calendar month increases by more than 0.20 percentage points compared with the interest rate determined in the month of the latest interest rate adjustment, the Bank is entitled to raise the interest rate charged on tolerated overdrafts at its reasonable discretion (§ 315 BGB) by up to the change in the ECB interest rate as a maximum. Accordingly, the Bank shall lower the interest rate charged on tolerated overdrafts at its reason-

able discretion by at least the change in the ECB interest rate if the ECB interest rate has been lowered by more than 0.20 percentage points; the Bank shall exercise its discretion equally whether it is raising or lowering the interest rate. Factors such as changes in the risk of default of the account holder, the Bank's rating or the internal cost calculation are not taken into account in the exercise of due discretion.

The interest rate is adjusted on the 30th day of the calendar month (provided it is a banking day in Munich) on which changes were noted. Should the 30th day of the calendar month not be a banking day, the adjustment of the interest rate shall be postponed until the following banking day. The Bank shall notify the account holder at regular intervals of the adjusted interest rate to be charged. The adjustment of the interest rate may also be notified in the form of a printout on the bank statement or account balancing statement for the account to which the tolerated overdraft applies. The account holder may enquire the level of the ECB interest rate at the Bank's business premises and on the Deutsche Bundesbank website at www.bundesbank.de. In addition, the ECB interest rate is announced in the monthly and annual reports of Deutsche Bundesbank, in the daily press and on other public media. If a different interest rate should take the place of the ECB interest rate to control liquidity on the money market, this interest rate shall govern the interest rate adjustments.

Note: Main refinancing operations are the most important monetary policy instrument of the European Central Bank with which it controls the interest rates and liquidity on the money market and gives signals concerning the direction of its monetary policy course (key interest rates). However, owing to the multi-layered refinancing methodology of the Bank, this interest rate does not accurately reflect the changes in the refinancing conditions.

7. The account holder can find the current debit interest rate for tolerated overdrafts in the account balancing statement issued – unless otherwise agreed – at the end of each calendar month.
 8. A change in the costs of tolerated overdrafts shall be offered to the account holder in text form by no later than two months prior to the proposed date from which it is to apply. The account holder is deemed to have given consent if he/she has not communicated a refusal before the proposed date on which the change is to take effect. The Bank shall make specific reference to this deemed approval. If rejected by the account holder, the change shall not be used as the basis on which to calculate the costs.
- When changes are offered to the account holder, he/she may also terminate the current account to which the tolerated overdraft applies free of charge and with immediate effect before the proposed date on which the changes are to be introduced. The Bank shall refer specifically to this termination right in its offer to the account holder. If the account holder terminates the agreement, the change shall not be used as basis.
9. The account holder can find the current costs of tolerated overdrafts in the account balancing statement which – unless agreed otherwise – is to be issued at the end of each calendar month.

Conditions governing the use of the Bank's web portal

1. Foreword

Baader Bank (referred to as the "Bank") offers its clients the possibility of accessing and downloading account statements, financial reports, financial reports contract notes on transaction in financial instruments, information on securities, advices of deal, custodian account statements etc. and account balancing statements (referred to as "account information") via the Bank's Web portal at <https://www.baaderbank.de>. Online in the Bank's portal, the client may view, download, print out and store said account information. The Bank may at any time increase or reduce the selection of documents available, and shall notify the client accordingly. The Bank provides detailed information concerning security precautions on the Internet at <https://www.baaderbank.de>.

2. Access to the Web portal

The Bank sends the client his/her provisional personal identitynumber (PIN) by post or by email. Having entered this PIN, the client is subsequently granted access to the Bank's portal. When accessing his/her account/deposit ("account") for the first time, the client must change this provisional PIN into one known only to him/her. In other respects, the client may change his/her PIN at any time. PINs which have already been used may not be used anymore.

3. Provision of account statements, notices and information on the web portal

In using the Web portal subject to these Terms and Conditions, the client expressly forgoes the provision by daily post of the deposited account information. Should the law strictly require paper or text form, such a requirement remains unaffected. However, even if the client uses the portal, the Bank may nevertheless continue to send said deposited account information by post or other means if statutory requirements make this necessary or if considered expedient due to other circumstances (e.g. temporary failure of the portal).

The client agrees that the account information as well as the changes to the terms and conditions and special conditions, all necessary information and the bank's notifications, e.g. account and deposit statements, billing statements, invoices, receipts and other notices are available free of charge to the client in a separate postbox in the web portal of the Bank (<https://konto.baaderbank.de>). The client also agrees that there will be no additional notification by the Bank about new account information as well as changes in the general conditions and special conditions (e.g. e-mail). Therefore, the client agrees to regularly and at least monthly check his/her postbox for new notifications.

The obligations in terms of inspection, cooperation and diligence as well as the rules and regulations on objections and complaints shall be subject to the corresponding terms and conditions set down in the Bank's General Terms and Conditions of Business, the Bank's Special conditions for transactions in securities, the Bank's Special conditions for financial futures transactions and the Master agreement for concluding transactions in financial instruments, all of which can be viewed by the client at <https://www.baaderbank.de/Customer-Service/Legal-Documents-Baader-Bank-256>.

It cannot be ruled out that, for technical reasons and due to maintenance work, the provision of the account information in the Bank's portal might temporarily only be possible to a restricted extent. The Bank will do its utmost to ensure – but cannot guarantee that – the account information are made available in the portal. To the legally admissible extent, the Bank will accept no liability for malfunctions arising from circumstances beyond its control.

4. Security of access media

The client shall ensure that no other person gains knowledge of his/her PIN. Each and every person aware of the PIN is able to examine the account statements that have been made available. Particular attention must be paid to ensuring the following:

- The PIN may not be stored electronically or noted in any other form. This does not apply to support software that is provided by the Bank.
- When entering the PIN, the client shall ensure that third parties are not able to see it.
- The client should not respond to any prompts requesting confidential data, such as the PIN, that might appear outside of the original paths of access to the Web portal as provided by the Bank.
- The client should not respond to any prompts made electronically (e.g. e-mail) to the effect that a link sent therewith should be used to log onto the Bank's (supposed) website and his/her PIN is to be used for this purpose.
- The client is requested to regularly visit the Bank's website and be updated on the latest tips and instructions on security in relation to the Web portal.
- Before logging onto the Web portal, the client shall each time ensure that customary security precautions such as an anti-virus program and firewall are installed on the computer system he/she is using and that these, like the system software being used, are updated regularly. The client can find examples of freeware and standard security precautions on the website of the Federal Office for Information Security (<https://www.bsi-fuer-buerger.de>).

In the event of becoming aware that another person has gained knowledge of his/her PIN, the client shall then change this PIN or accordingly notify the Bank without delay and have the corresponding access to the Bank blocked. In the event that the PIN has been misused, the client shall then lodge a complaint with the police without delay.

5. Liability

The Bank's liability in the fulfilment of the obligations to which it is subject under these terms and conditions shall be restricted to intent and gross negligence. The Bank will only accept liability for damage subject to the condition that the client has fulfilled the obligations to which he/she is subject under these terms and conditions. The restriction of liability to intent and gross negligence on the part of the Bank shall not apply in the event that the Bank is under condition of strict liability, e.g. in cases of intent, gross negligence, death and injury to body and health, or damage arising from its breach of essential contractual conditions. However, claims for damages arising from breach of essential contractual conditions shall be restricted to damages which are foreseeable and/or calculable as per standard contract provisions to the extent that said damage is not the result of intent or gross negligence or if the Bank's liability is based on death and injury to body and health.

The Bank will accept no liability for damage arising from force majeure, riot and civil commotion, war and natural disasters or from any other occurrences for which it cannot be held responsible (e. g. strike, lockout, traffic disruption, actions by government authorities at home or abroad, and from disruptions/malfunctioning of technical systems (e.g. telephone, Internet) as result of aforesaid occurrences, and in the event of malfunctioning of the Web portal due to circumstances beyond the Bank's control.

In the event that the client has contributed towards damage as result of culpable behaviour on his/her part, the extent to which the Bank and the client bear liability shall be determined as per the principles of contributory fault. The client shall in particular be deemed to have neglected his/her duties and obligations if he/she discloses his/her PIN number to a third party or, on suspecting that a third party has knowledge of his/her PIN number, he/she fails to change his/her PIN or initiate the blocking of the access to the account in question.

The client shall bear liability for any and all damage arising from his/her disregard of these Terms and Conditions and, in particular, from inappropriate and system-inconsistent use of the Web portal and PIN. The client shall in this respect also bear liability for any and all users who gain access to the Web portal through any action or negligence on his/her part.

Conditions governing use of the Bank's web portal

6. Blocking and unblocking of access to the Web portal

Entering the respective PIN incorrectly three times consecutively will lead to the automatic blocking by the Bank of the electronic access to the Web portal. In such an instance, the client must accordingly contact the Bank without delay. In case account access is blocked, the client shall accordingly notify the Bank without delay and request a new, provisional PIN. The new, provisional PIN will then be sent to him/her by post. The Bank may block the access to the Web portal on suspicion of misuse of the PIN. Such blocking cannot be lifted by the client, and the Bank will promptly notify the client thereof.

7. Termination

The client may terminate the access to the Bank via the Web portal at any time and determine that he/she receives his/her account information by post. The Bank will then block the access via the Web portal for the client when such termination takes effect. The Bank shall have entitlement to ter-

minate the client's use of the Web portal subject to a notice period of six (6) weeks or, for good cause, without notice. The client will then receive his/her account statements by post when such termination takes effect.

8. Application of the Terms and Conditions of the Bank

The Bank's General Terms and Conditions of Business, the Special conditions for dealings in securities, the Special conditions for forward trading and the Framework agreement on the execution of transactions in financial instruments shall otherwise apply.

9. Note

The financial authorities reserve the right to carry out a case-by-case check for recognition of an electronic account statement under fiscal law. If statutorily required to keep accounts, you should first consult your tax office as to whether you will still be required to submit your account statements in paper form. If this is the case, you should arrange with the Bank that the daily account information are sent to you by post for a fee.

Conditions governing the use of an electronic trading platform of the Bank

Baader Bank Aktiengesellschaft (referred to as the "Bank") grants professional clients (hereinafter referred to in the singular as the "Client") access to its online trading platform. The Client can use this access to enter into transactions involving financial instruments (hereinafter referred to as the "Transactions") with third parties.

1. Entitlement to use the trading platform

Only those Clients identified to the Bank, their authorised employees (hereinafter referred to as the "Employees") and the clients of the Clients registered with the Bank (hereinafter referred to as the "Third-Party Clients") shall be entitled to use the trading platform. This right cannot be assigned. The Client shall be obligated to ensure that the Employees and Third Parties also comply with these Terms and conditions.

The Client, the Employees and the Third-Party Clients shall hereinafter collectively be referred to in the singular as the "User".

2. Scope of application

2.1 The Bank shall only grant the User access to and the right to use the trading platform in accordance with these Terms and conditions.

2.2 These Terms and conditions shall be supplemented by the current version of all of the Bank's Terms and conditions, which may be obtained from the latter's website, in particular the current version of the General Terms and Conditions of Business (90.100), the Special terms and conditions for forward trading (91.100), the Special terms and conditions for dealings in securities (92.100) and the Special terms and conditions for the brokerage of financial instruments (92.200). Where the provisions contained herein diverge from the provisions of the aforementioned Terms and conditions, they shall take precedence over the latter.

3. Subject matter of these Terms and conditions

3.1 The Bank shall provide the user with the possibility of entering into transactions with third parties via the trading platform.

4. Identification and security settings for the use of the trading platform

4.1 The Bank shall assign the Client and the Third-Party Client a personalised and non-transferable user name. Access to the trading platform shall be conditional upon the User correctly entering the user name assigned to him/her.

4.2 Each individual who uses a valid user name (irrespective of whether the person in question is actually a duly authorised user) shall be deemed, vis-à-vis the Bank and the Third-Party Client, to have the authority to carry out transactions on behalf of the Client or the Third-Party Client via the trading platform, or to issue other statements or declarations on behalf of the Client or the Third-Party Client.

4.3 The User shall be obligated to ensure, by taking appropriate organisational measures, that his/her user name is used solely by him/her. The User is furthermore obligated to keep the user name secret and not to disclose it to any unauthorised parties. With a view to preventing the inadvertent disclosure of the user name, it may not be stored or kept by the User in a manner which would enable unauthorised parties to make use of it. Where the User believes that unauthorised parties could have access to or could be aware of his/her user name, the User must inform the Bank accordingly without delay. The Bank shall then issue a new user name to the User; until it does so, the User's access to the trading platform may temporarily be blocked for security reasons.

4.4 The User must log off the trading platform once he/she has completed a trading session.

4.5 Should the Bank become aware of circumstances which indicate that a user name has been improperly used, the Bank may block access to the trading platform and take all reasonable measures which it considers necessary to prevent unauthorised parties gaining access to the trading platform.

4.6 The Bank shall be entitled to block access to the trading platform for good cause. This shall be the case, in particular, where (i) the User breaches a material contractual obligation, in particular passes on information to unauthorised third parties; (ii) the Client discontinues its business operations or becomes insolvent, and/or application is made for the commencement of insolvency or comparable proceedings with respect to his/her/its assets or such proceedings are commenced, or the application for the commencement of such proceedings is dismissed for lack of assets.

5. Installation and use of the software

5.1 The User must procure, maintain and operate a terminal or PC, a telephone and internet connection and/or suitable communications software at its own expense for the purposes of obtaining access to the trading platform.

5.2 The Bank shall provide the User with a link for downloading the required trading platform software. The User shall download the current version of the relevant software via this link and shall install the programme as a Web frontend for the trading platform onto his/her terminal or PC. The User can personalise the trading platform software by entering a user name and password once. The User shall identify himself/herself prior to every trading session by entering another user name and another password, and can then carry out trades via the trading platform.

5.3 The User shall himself/herself be responsible for ensuring that he/she is completely familiar with the use and mode of operation of the software. The User shall be provided with a manual on the mode of operation of the trading platform software upon request. In addition, the Bank shall provide the User with technical assistance from 8:00 am until 6:00 pm CET, Mondays to Fridays.

5.4 Access to the trading platform may temporarily be blocked, restricted or revoked upon the giving of reasonable notice to the User, in the event of a system failure or for reasons for which the Bank is not responsible, or limited for the purposes of maintenance and repair. Section 4.6. shall remain unaffected thereby.

6. Services provided by the trading platform

6.1 Transactions shall be implemented directly as between the Client, or the Third-Party Client, and the third party. The Bank shall not be a contractual party to the transaction.

6.2 Transactions will generally be concluded electronically by means of their corresponding submission to the trading platform. Should this not be possible for certain reasons, the Transactions may also be concluded via telephone.

6.3 Once the conclusion of a Transaction has been recorded electronically, a transaction confirmation will be generated for the User and displayed on his/her screen. This transaction confirmation will contain all of the material data relating to the Transaction in question. No such transaction confirmation will be generated in the case of the conclusion of a Transaction via telephone in accordance with the second sentence of par. 6.2 of these Terms and conditions.

6.4 The User is aware that access to and use of the trading platform may be legally restricted or prohibited in certain countries. The User shall be obligated to keep abreast of and comply with any such restrictions or prohibitions.

7. No consultancy services, exclusion of liability

7.1 The Bank shall not provide any consultancy services to the User. To the extent that the Bank receives orders for the carrying out of Transactions from the User which are based on advice provided by an external financial services provider this shall not constitute the provision of investment advice by or for the account of the Bank. Any liability on the part of the Bank for a failure to provide advice or clarification shall be precluded.

7.2 The Bank shall not assume any responsibility for the proper entering into and handling of the Transactions carried out; in particular, it shall not be liable for any lost profits, incurred losses or other damage resulting out of and in connection with the Transactions of the User carried out via the trading platform.

- 7.3** The Bank shall not be liable for any technical deficiencies in the software itself, unless these deficiencies may be attributed to wilful intent or gross negligence on the part of the Bank. The Bank shall not be liable for any lost profits, incurred losses or other damage resulting out of and in connection with Transactions which are not entered into or are not entered into in a proper or timely manner as a result of technical deficiencies.
- 7.4** The availability of the trading platform shall be dependent upon the availability of public internet access. The Bank shall not assume any responsibility for, and makes no guarantees with respect to, the accessibility, speed or availability of the internet or of network services.
- 7.5** The Bank does not in any way guarantee, either explicitly or implicitly, that the trading platform will be compatible with the User's operating system.
- 7.6** Appropriate precautionary measures shall be taken to protect the software in order to prevent computer viruses or similar events having a damaging or destructive effect. However, it cannot be guaranteed that these measures will in fact prevent any such computer viruses or similar events having a damaging or destructive effect. The Bank shall therefore not be liable for any damage, including loss of data, attributable to computer viruses or other anomalies. It is recommended that the User himself/herself take appropriate measures to counteract such threats (e.g., taking responsibility himself/herself for saving his/her own data).
- 7.7** The limitation of the Bank's liability shall not apply where the Bank breaches its duties in a wilful or grossly negligent manner, or is guilty of fraudulent intent in this regard. Furthermore, it shall not apply where the Bank breaches a material contractual obligation or in the case of the incurrence of damage as a result of injury to life, limb or health. Claims for damages arising out of the breach of material contractual obligations shall be limited to foreseeable damage which is typical for the contract in question, unless the Bank is guilty of wilful intent, fraudulent intent or gross negligence or is liable for injury caused to life, limb or health.

8. Compliance, money laundering

- 8.1** The User shall be obligated to comply with the applicable legislation and provisions. This shall particularly apply with respect to the money laundering and/or anti-terrorism provisions in force in Germany and in other countries.

9. Current account

- 9.1** In the event that the User's Transactions are processed via an account/a deposit of the User at the Bank, the User shall be obligated to maintain a current account with the Bank.
- 9.2** Unless otherwise agreed with the Bank, the User's current account may not have a debit balance. Futures transactions shall be entered into solely on a margin basis. Should the Client default on its margin obligations, the execution of the Transactions shall be automatically discontinued.

Conditions governing the execution of orders

1. Placement of orders

1.1 Information to be provided

The client places orders/instructions with the Bank (e.g. transfers/remittances, orders) electronically (by fax or as scan order by eMail) or by telephone; these orders must contain the following information:

- Unambiguous identification of the client through indication of the client's account, the precise designation and number of the securities or contracts and, in the case of options or futures contracts, also the maturity of the contracts to be concluded and, in the case of an option, the type of option concerned (option to buy/sell) and the basic price
- Indication of the market (place of performance or „best execution“) in which the client wishes to be active
- The nature of the transaction (purchase or sale) and the execution price desired by the client („limit“, type of „limit“)
- The period for which the order is to remain valid if it is not only to be executed on the day of the order's placement or during the trading session taking place when the order is placed.

1.2 Placement of order by financial services provider/authorized representative

These terms and conditions also apply in the case that a financial services provider or authorized representative acts on behalf of the client and places electronic orders on behalf of the client. The client herewith undertakes to instruct such financial services provider, portfolio manager or authorized representative to observe and comply with the obligations assumed in and arising from this Agreement.

1.3 Non-acceptance of orders

The Bank reserves the right not to accept orders which do not contain all of the information specified above. Orders placed without explicit specification of the validity period shall only be valid for the trading day on which the order is placed. The Bank reserves the right to refuse to execute orders for a particular market or contract without being under any obligation to provide reasons for doing so. Should the Bank refuse to execute an order, this shall be promptly notified to the client.

1.4 Fax number for credit transfers, account transfers

The placement of general fax orders/instructions (e.g. credit transfers, account transfers) with the Bank must in all cases be made via the following fax number: +49 89 5150 2442

1.5 eMail address of the Bank

The placement of general orders/instructions in the form of a scanned document attached to an eMail (e.g. credit transfers, account transfers) must in all cases be made via the following eMail address: service@baaderbank.de

1.6 Fax number for orders

Orders/instructions issued to the Bank by fax (order for the purchase or sale of a financial instrument) must in all cases be made via the following fax address: +49 89 5150 1920

1.7 Mandates authorizing drawings and dispositions

The client undertakes to ensure that the original documents used for transmitting orders/instructions electronically are signed before transmission in accordance with the mandates authorizing drawings and dispositions as regulated in the account documents.

1.8 No investment advice

The client undertakes to place only such orders/instructions electronically in connection with which no individual advisory services, suggestions or recommendations are necessary or desired. The client shall therefore to the legally admissible extent bear any and all risks relating to the execution of the placed orders/instructions and any and all financial disadvantages which might arise therefrom.

1.9 Misuse of eMails

The client must give the Bank immediate notification if he/she suspects that his/her eMails are being intercepted and viewed, processed, destroyed and,

possibly, used for criminal purposes by third parties. In such case the Bank shall, where applicable, also be obligated in accordance with Article 33 of the General Data Protection Regulation to accordingly notify the supervisory authority with responsibility for data protection and any affected parties. The client shall be liable to the Bank for any costs incurred in connection therewith.

2. Execution of orders

2.1 General aspects

For the purposes of the execution of orders, the client authorizes the Bank to act on his/her behalf in the securities and/or futures markets in which the client wishes to undertake transactions. The client undertakes to promptly confirm by signing any agreement which proves necessary for the Bank or, if applicable, additional contractors, in order to be able to perform said execution.

2.2 No prompt execution

The Bank shall endeavour to execute the electronically transmitted orders/instructions promptly. However, the Bank cannot guarantee prompt execution of the electronically transmitted orders/instructions. To the legally admissible extent this shall not entitle the client to assert any claims for damage or similar demands.

2.3 Non-acceptance of orders/instructions

The Bank shall in justified cases have entitlement not to accept orders/instructions placed electronically. The client shall be given prompt notification in the event that the Bank refuses to accept an order.

2.4 Currency accounts

Should the client place orders for the purchase of securities or contracts, or securities or contracts denominated in foreign currency or traded in foreign places of performance, the Bank shall, as appropriate set up corresponding currency accounts that are to be managed as sub-accounts of the current account.

2.5 Conversion of foreign currency

Should the client place an order with the Bank, for the execution of which it is necessary for the Bank to purchase foreign currency balances or on the execution of which a foreign currency balance is to be credited to the client, the Bank shall be entitled, but not obligated, to convert the required sum or the sum to be credited into the agreed main currency and, as appropriate, to debit or credit the client's main currency account with the Bank. Said conversion shall be performed on the basis of the exchange rate applicable on the trading day following the day on which the client's order is executed.

Should a euro or foreign currency account of the client have a debit balance and the other account has a credit balance, the Bank shall at any time be entitled, but not obligated, to transfer the credit balance in the euro or foreign currency account and credit it to the account having the debit balance.

2.6 Clearing member

The following shall apply unless agreed otherwise in the Clearing Framework Agreement:

The Bank uses the services of a clearing member for the execution of transactions in financial instruments. Such clearing member generally executes the client's transactions in its own name and for the account of the Bank. A clearing member is an institution holding a clearing licence which permits it to participate in the clearing system for transactions involving securities and futures transactions concluded in the respective markets or transactions relating to share issue rights. The Bank performs an internal checking and rating of each clearing member before commissioning its services.

In the statements on transactions in financial instruments the Bank shall give the client notification of which clearing member it has commissioned for the transaction in question. The client shall have no entitlement to having transactions executed by a particular clearing member. The Bank may at any time terminate its cooperation with a clearing member within the framework of the contractual agreements with such clearing member or to commission the services of other clearing members for the execution of transactions in financial instruments.

2.7 Fulfilment of the contracts („settlement“), exercising of options and/or option certificates

The client may only exercise option rights if he/she has previously made either the purchase price to be paid or the underlying asset to be furnished available to his/her current account or securities account held with the Bank. Should the client wish to exercise his/her option rights during the term of the contract, he/she shall accordingly place an order with the Bank to this effect. Should the client's counterparty demand the exercising of an option, the Bank may, in the case of options not covered by deposited securities, cover the respective securities in the market for the account of the client and provide these to the counterparty. The sums of money incurred through such covering shall be cleared by the Bank with the margins deposited by the client.

Should the client still have open positions on expiry of a futures transaction, the Bank shall, unless it has received any instruction to the contrary two days before the last trading day, have entitlement to close such positions and notify the client by way of entering into corresponding countertrades.

For the purposes of exercising options and/or option certificates, the client must issue corresponding instructions to the Bank no later than two days prior to the final maturity date of such options or option certificates. The client shall independently familiarize himself/herself as to the contract, option and option certificate conditions as well as other applicable terms and conditions relating to the securities or futures contracts acquired by him/her. The Bank will not assume any liability in this respect.

As regards futures contracts which are to be fulfilled by way of delivery, the Bank will await the client's instructions as to whether the actual delivery is to be effected. Should the client not have given such instructions by the aforementioned point in time or not have acquired the securities or resources required for such delivery, the Bank shall endeavour to promptly cover the futures contract in order to avoid settlement through actual delivery. In the case of foreign currency forward transactions the client must provide the Bank with proof, no later than 12:00 midday on the second bank workday before maturity of the foreign currency forward transaction in question (the Frankfurt am Main trading centre shall be decisive in this respect), to the effect that the currency to be purchased by him/her (euro or foreign currency) will be available as agreed on the maturity date. Said proof shall not be necessary if the client has a corresponding credit balance at this time in one of his/her accounts (sub-accounts) with the Bank.

Should this not be the case, the Bank shall have entitlement to purchase or sell as appropriate the necessary sum of currency in the interests of the client in a foreign exchange market for the account of the client.

Should the Bank not have closed an open position of the client, it shall be the responsibility of the client to fulfil this by the maturity date of a contract or – depending on the respective terms – let the contract expire. The client shall reimburse the Bank for any costs, or financial damage in addition thereto, sustained by the latter in the execution due to a lack of instructions on the part of the client. Any sums outstanding as result of said obligation of remuneration shall be subject to interest in favour of the Bank, notwithstanding the assertion of further damages, at the interest rates for debit/credit balances agreed in line with the respectively valid version of the schedule of prices and services. The client herewith authorizes the Bank to debit such due amounts – including any penalties set by a stock exchange – to his/her current account.

2.8 Short sales

The client may not enter into what are known as short positions by way of short sales, e.g. sell securities that are not in his/her deposit. Any provision to the contrary shall only apply if the parties have concluded a divergent agreement in text form to this effect prior to conclusion of such transaction. Should such a transaction nevertheless be executed without such a prior agreement having been concluded, the Bank shall, for the purposes of closing the positions, have entitlement to purchase a corresponding number of securities for the account of the client or to cancel such transaction.

2.9 Mistrade regulations

For the purposes of executing commission orders placed by clients, the Bank uses electronic trading systems or order routing systems operated by third parties. The agreements concluded in respect of the use of such electronic systems provide for a reversal option in favour of the Bank's trading partner in respect of the transactions concluded between the latter and the Bank for the event that the trading partner has erroneously concluded the transaction at a price which materially and clearly deviates from the fair market price („reference price“) prevailing when the transaction is effected. This can in particular be the result of a technical malfunction of the trading

system or an operating error. In such case the right of the trading partner to withdraw from or cancel the contract vis-à-vis the Bank will also have an effect vis-à-vis the client, who in this case shall have no entitlement to assert any claims against the Bank or the latter's trading partner. Should the Bank already handed out the proceeds from the execution transaction to the client, the Bank may in such case have entitlement to reverse this transfer. The mistrade regulation set down in this provision shall also apply in the event that the Bank has executed the client's commission order by telephone.

2.10 Compliance with stock exchange regulations

When trading securities and/or undertaking futures transactions on the stock exchange via trading systems, the client must observe and comply with the rules and regulations applicable in the respective stock exchanges, including foreign stock exchanges. The respectively applicable versions of the stock exchange rules and regulations are available on the websites of the respective stock exchanges. The stock exchange rules and regulations include a prohibition on entering opposite commission orders concerning the same security (what is known as crossing) as well as a prohibition on transactions which, following agreement between two trading participants, are effected by entering opposite orders (known as pre-arranged trades). In the event of a violation of the stock exchange rules and regulations, the Bank is obligated to promptly send the client in question a warning in text form, with details of the violation and drawing attention to the fact that, should a further violation be committed, the client will, by way of a partial termination in accordance with Section 19 (3) of the General Terms and Conditions of Business, be excluded for at least 20 trading days from using the order routing system. The Bank shall notify the management of the respective stock exchange accordingly.

2.11 Forged order

The Bank shall have entitlement to debit the client/securities account even if the signatures on the electronically transmitted orders/instructions are forged. The client shall bear any losses or damages sustained unless these are caused by the Bank. Specific attention is drawn in this respect to the Bank's General Terms and Conditions of Business and to the Terms and Conditions for Credit Transfers. The Bank shall to the legally admissible extent be released from any and all liability and from any and all third-party claims for damages/compensation arising from improper use of the aforementioned transmission system, in particular any forging of signatures or any other form of forgery or falsification of the original documents.

2.12 Disclosure of identity to supervisory authorities

The client herewith authorises the Bank and, if applicable, the additional contractors to disclose his/her identity to the supervisory authorities, if this is required of the Bank or the additional contractors.

2.13 Client's confirmation before forwarding of order/instruction

The Bank reserves the right in individual cases to request the client's prompt confirmation before passing on an order/instruction but shall be under no obligation to do so. To the legally admissible extent, delays arising in such cases shall not entitle the client to assert any claims for damages or similar demands. Should it not be possible to contact the client, the Bank will not execute the electronically transmitted order/instruction. Should it have any questions or require information, the Bank will endeavour to contact the client under the telephone or mobile number indicated on the „Fax order/ instruction“ application form (form no. 35.000). The client shall give the Bank prompt notification in the event of any change of telephone or fax number.

2.14 Cancellation of the order

The Bank will debit the client's current account on having purchasing financial instruments. The Bank reserves the right not to execute orders to purchase financial instruments, whether wholly or in part, or to cancel orders which have been executed, if the current account does not have an adequate credit balance or the client does not have an adequate credit line, as referred to below. This provision shall apply correspondingly to options for which the option premiums do not have to be paid in full („futures-styled options“).

2.15 Complaints by the client

The Bank shall notify the client or, as applicable, the latter's representative/financial services provider, of any order it executes. The client must assert any complaints to the Bank promptly, i.e. as a rule by the start of the next trading session following the receipt of notice of execution or, for example, information received earlier by the client by telephone or electronically. Should a complaint not be made promptly as specified, the notice of execution shall be deemed to have been approved.

3. Risks entailed in the execution of orders, limitation of the Bank's liability

3.1 No execution of order

The client is aware of the fact that orders might not be executed due to market conditions and/or the applicable market regulations at the respective places of performance. In such case, the liability of the Bank for execution of the orders shall be excluded to the legally admissible extent.

3.2 Misuse

The client herewith declares that he/she is aware of the possibility of misuse arising in the transmission of orders/instructions placed electronically, for example misuse in the form of forgery and falsification by means of shadowless copying, forgery of signatures or alterations to the original document. The client shall ensure that no transmission errors, misunderstandings, misuse or mistakes occur when placing an order/instruction electronically. The Bank is neither able to check the authenticity of orders/instructions received electronically nor to verify the conformity thereof with the original document.

3.3 Risks entailed in transmission by eMail

The Bank draws the client's attention to the following, non-exhaustive list of risks which can arise in the transmission of orders/instructions by eMail:

- Orders/instructions transmitted by eMail may be intercepted and viewed, processed, destroyed and possibly used for criminal purposes by unknown third parties. This may take place for an undefined period of time without being detected.
- The authenticity of the sender (= client) is not guaranteed where orders/instructions transmitted by eMail are concerned.
- eMails might not be sent or the transmission thereof delayed due to possible technical problems, or they might not be received by the intended recipient for other reasons (e.g. spam filter).

You will find further information on the topic of Internet security at the following websites: www.bsi-fuer-buerger.de and www.polizei-beratung.de

3.4 Prompt notification of the Bank

The client shall give the Bank prompt notification if he/she suspects that his/her electronically placed orders/instructions are being intercepted and

viewed, processed, destroyed or possibly used for criminal purposes by unknown third parties.

3.5 Bank secrecy and Data Protection

There is the possible risk that the provisions of the General Data Protection Regulation and bank secrecy as per Section 2.1 of the Bank's General Terms and Conditions of Business might be violated where electronically transmitted orders/instructions are concerned. The Bank will accept no liability for any damage arising as result thereof, except if such damage is the result of acts of intent or gross negligence. This limitation of liability shall not apply in the case of personal injury, injury to health or loss of life for which the Bank can be held responsible.

3.6 Orders bound by deadlines

The client is aware that, due to the possibility of technical problems, eMails are not suitable for transactions that must be executed by a specific deadline, e.g. credit transfers.

3.7 Computer viruses

The Bank will accept no liability for any damage or losses caused by computer viruses contained in files the client transmits by eMail, except in the case of damage resulting from acts of intent or gross negligence. This limitation of liability shall not apply in the case of personal injury, injury to health or loss of life for which the Bank can be held responsible.

3.8 In connection with the execution of orders, the Bank shall in particular not be liable in the following cases

- in the event of disruptions in the functioning of the markets at the places of performance where the client wishes to be active such as, for example, strikes, lockouts, failure of the stock exchange listing, etc., in the event of incidents affecting the transmission or execution of orders in these markets such as, for example, the failure of the communications systems used by the Bank or by the additional contractors,
- in the case of decisions of the supervisory authorities which result in the Bank being unable to meet its obligations vis-à-vis the client.

3.9 All of the aforementioned limitations on liability shall not apply in the case of personal injury, injury to health or loss of life for which the Bank can be held responsible.

Conditions governing entries required for tax purposes as part of capital gains tax

Baader Bank Aktiengesellschaft
 Weißenstephaner Strasse 4
 85716 Unterschleißheim
 Germany
 T 00800 00 222 337*
 F +4989 5150 2442
service@baaderbank.de
<https://www.baaderbank.de>

* Free telephone number from international and national landlines. Costs may be incurred for calls from other networks.

1. Legal withholding taxes

In the cases provided for by law, the Bank shall deduct capital gains withholding tax for the account of the creditor of the capital gains. In doing so, the Bank shall retain the capital gains tax deducted from the income, the solidarity surcharge and any applicable church tax, and shall pay this to the competent tax office. After deduction of the capital gains tax, solidarity surcharge and, if applicable, church tax, the Bank shall accordingly credit the remaining amount to the client's clearing account.

The Bank shall also credit or debit the clearing account with amounts resulting from subsequent changes to tax measurement bases.

2. Optimal liquidity execution

Within the legal requirements for investments in private assets, the Bank shall consider negative capital gains (e.g. losses from sales or accrued interest paid) for tax-purposes with retroactive effect from the respective start of the calendar year, thereby exempting capital gains already charged with capital gains tax, solidarity surcharge and, if applicable, church tax from withholding tax, if offsetable losses are available ("tax optimisation"). As a result, losses from the sale of shares may only be offset with gains from the sale of shares. The refund shall be paid to the clearing account. If transactions are cancelled, this may also result in a debit (only for already realised losses).

3. Legal withholding taxes for non-cash capital transactions and benefits from material assets

If capital gains are achieved in material assets or the income to cover the capital gains tax paid in cash is not sufficient, the Bank may collect the shortfall from a current or call deposit account that the creditor holds with the Bank. Access to the current account overdraft is excluded if the creditor raises an objection to this access before the accrual of the capital gains. If there are several account beneficiaries, it is sufficient if one account beneficiary objects. The objection applies until it is revoked by the creditor.

The Bank may ask the creditor of the capital gains to make the shortfall available. If the shortfall cannot be accessed from a current or call deposit account of the creditor, or if the available credit balances, including any available current account overdraft, cannot cover or cannot fully cover the shortfall, the Bank must notify the local tax office of the full capital income.

4. Cancellations

The Bank shall reverse factually inaccurate entries by cancelling the entry and shall implement a corrected entry, unless otherwise agreed in individual cases. The client shall receive information about this, either via the posting text or in a separate letter.

Special conditions governing fractions of securities

The client may acquire and sell securities through his financial services provider at a bank or similar institution. If the client receives not only whole securities posted to his securities account, but also fractions of a security, the following special conditions for fractions of securities shall apply. Fractions may only be acquired, sold and managed by clients through an asset manager.

1. Acquisition and sale of fractions of securities through the financial services provider

If the client's financial services provider places an order for the acquisition or sale of securities and the allotment of the client's securities exceeds or falls short of the allotment of a security expressed as a whole number or multiple thereof, the trade will be settled via the client's securities account in fractional amounts up to three decimal places, based on the pro rata allotment of the full security.

In the event that the financial services provider agreement between the client and financial services provider is cancelled, or if the client revokes the power-of-attorney held by the financial services provider, the fractions of securities shall be sold by the financial services provider and the arithmetic equivalent shall be credited to the client's settlement account.

2. Rights to fractions of securities

The client does not acquire any ownership of fractions of securities. Consequently, the client is not entitled to any rights resulting from fractions of securities.

Crediting the fraction constitutes a purely arithmetic procedure and does not have any implications for any ownership structure in relation to these fractions.

In this respect, the client will be placed in such a position, on a purely arithmetic basis, as if he had acquired the fraction of the security. As a result, the client does not have any rights arising from the fractions. In the case of shares, this refers particularly to the right to attend the Annual General Meeting and exercise a voting right, the right to a dividend or any subscription rights. Transfer of ownership or any change in the ownership structure only occurs in relation to a whole share in all cases.

3. Distribution of income / corporate actions

Since the client cannot acquire any ownership of fractions of securities, he is not entitled to any direct claims to any income from such fractions. However, the client will be placed in such a position, on a purely arithmetic basis, as if he had also acquired ownership of the relevant fractions. As a result, the client has a claim against the Bank for the crediting of an amount corresponding to the income that the client would have received if he were the owner of the relevant fraction. Any income from the securities shall be credited pro rata to the client's settlement account. This applies in particular to dividends and accrued interest. Directives for corporate actions relating to holdings with fractions can only be issued, or orders placed, through the financial services provider.

4. Delivery and transfer

The client is not entitled to the delivery or transfer of fractions. If securities are delivered or transferred to a securities account held at an external institution, the Bank shall only transfer whole units. Fractions held in the securities account may only be sold through the financial services provider and the arithmetic equivalent credited to the client's settlement account.

Schedule of prices and services (Status: 1 March 2019)

Baader Bank Aktiengesellschaft
Weihenstephaner Strasse 4
85716 Unterschleißheim
Germany
T 00800 00 222 337*
F +4989 5150 2442
service@baaderbank.de
https://www.baaderbank.de

* Free telephone number from international and national landlines. Costs may be incurred for calls from other networks.

General information on the Bank

A. Fees for services in standardized business transactions with private and corporate clients (generally referred to in the following as Clients)

B. Fees and service features relating to payment transaction services for Clients

C. Fees for securities-related services for Clients

D. Conversion rates in foreign currency transactions for Clients

Unless otherwise stipulated contractually or by law, the Bank may use its own reasonably exercised discretion to determine the level of remuneration for those services which are not indicated in this Schedule of Prices and Services, which are provided on the instructions of the client or in the latter's probable interests and which, judging by the circumstances, are only to be expected in return for a remuneration (Section 315 of the BGB (German Civil Code)).

GENERAL INFORMATION ON THE BANK	
I. Name and address of the Bank	Baader Bank Aktiengesellschaft Weihenstephaner Strasse 4 85716 Unterschleißheim Germany
II. Communication with the Bank	The addresses having direct relevance to the business relationship will be communicated separately by the Bank, as well as other communication addresses.
III. Complaints Office	Baader Bank Aktiengesellschaft Compliance Department Weihenstephaner Straße 4 85716 Unterschleißheim Germany Email: compliance@baaderbank.de
IV. Supervisory authority responsible	Bundesanstalt für Finanzdienstleistungsaufsicht (BaFin) Graurheindorfer Strasse 108 D-53117 Bonn BaFin register number 109664
V. Entry in the commercial register	Munich Local Court HRB 121537
VI. Contract language	The language governing the business relationship with the client is German.

A. FEES FOR SERVICES IN STANDARDIZED BUSINESS TRANSACTIONS WITH CLIENTS	
Account carrying	
Account carrying for Euro account	Free of charge
Account carrying for currency account ¹	Free of charge
Closing an account	Free of charge
Credit balance interest	
Rate of interest for current account balances (EUR)	EONIA ² less 3.00%
Rate of interest for current account balances (other currencies)	Reference interest rate of the respective currency less 3.00%

¹ Negative currency balances shall be automatically converted by the Bank into EURO. Different provisions/regulations must be agreed separately.

² EONIA stands for "Euro Overnight Index Average" and refers to the overnight rate of interest at which European banks lend funds to one another from one TARGET day to the next.

Loans	
Standard services regarding personal loans ³	
Loan on securities (depository credit)	Interbank Reference Interest Rate for the currency in question (3-month-EURIBOR ⁴) plus 3.50% p.a.
Interest on tolerated overdrafts ⁵	14.00% p. a. ⁶
Commission on tolerated overdrafts ⁷	Agreed Interest Rate plus 11.00% p.a. ⁸
Note: In accordance with the provisions of Sections 505 a to d BGB (German Civil Code) and Section 18a KWG (German Banking Act) the Bank is obliged to examine the creditworthiness of a consumer based on appropriate information provided by the borrower or by inspecting independently verifiable documentation. For consumers who are self-employed or have other irregular income, the Bank is obliged to regularly assess the earnings capacity of the borrower.	
Example for a loan on securities	
Loan amount	EUR 100,000.00
Interest rate: (as at: 31/12/2017) ⁹	3.172% p. a.
Charges	Free of charge
Effective annual interest rate ¹⁰	3.264% p. a.
Special services in lending business	
Banker's reference	
- Germany	Free of charge
- Outside Germany	Free of charge
Certification of account or of interest expense/income	EUR 30.00
Supplementary interest rate and repayment schedule	EUR 10.00
Consultation of registers or obtainment of excerpts from registers	
- Real estate register	EUR 20.00
- Commercial register	EUR 10.00
Preparation of notarial declarations/certificates	Pass on third-party costs
Handling of fiduciary operations	EUR 100.00
Account statement	
Account statement, monthly (client portal)	Free of charge
Account statement, monthly (by post)	Free of charge
Account statement, daily (client portal)	Free of charge
Account statement, daily (by post)	EUR 25.00 per month
Copy of statement or document (provided that the Bank has already met its obligation to provide information)	EUR 0.10 per sheet; min. EUR 5.00 per order, incl. VAT

³ The Bank offers its clients no residential loans (real estate consumer loans) within the meaning of Section 491 (3) of the German Civil Code (Bürgerliches Gesetzbuch; BGB).

⁴ Euribor stands for "Euro Interbank Offered Rate" and refers to the average interbank rate at which European banks lend funds in currency to one another. The Euribor rates are determined at 11.00 AM on each working day and publicly communicated to the European Central Bank and the international press.

⁵ Tolerated overdrafts are defined as overdrafts on a current account without granted credit line or as overdrafts on a current account which exceed the contractually stipulated credit line.

⁶ The lending rate for tolerated overdrafts is subject to change and is oriented in line with the "Terms and conditions for tolerated overdrafts" to the interest rate for the main refinancing operations of the European Central Bank (ECB interest rate).

⁷ Tolerated overdrafts are defined as overdrafts on all accounts of the same client which exceed the contractually stipulated credit line. It will be calculated on a daily basis by converting all balances into the agreed main currency taking the currency exchange rate, published by European Central Bank (ECB) into account.

⁸ Commissions on tolerated overdrafts will be calculated based on the agreed interest rate for the main account plus a fixed interest charge.

⁹ 3-month EURIBOR as of 31/12/2017 = - 0.328% plus 3.50% p.a.

¹⁰ With a 12-month maturity (cur/360).

Information and other services ¹¹	
Tax certificate	Free of charge
German Income statement	Free of charge
Foreign tax reporting ^{12 13}	EUR 80.00 plus VAT
Processing of exemption orders	Free of charge
Alteration of client portal access code	EUR 10.00
Balance statement	Free of charge
Balance statement (including all details of the business relationship)	EUR 180.00
Search order	EUR 20.00 per order incl. VAT
Address search	EUR 15.00 per order incl. VAT

B. FEES AND SERVICE FEATURES RELATING TO PAYMENT TRANSACTION SERVICES FOR CLIENTS	
Days of business for payment transaction services	
Days of business are defined as all those days on which the payment service providers involved in the execution of a payment transaction maintain the business operations which are necessary to such execution of payment transactions. Baader Bank AG maintains the business operations necessary to the execution of money transmissions on all working days with the exception of the following:	
- Saturdays	
- 1 January	
- Good Friday	
- Easter Monday	
- 1 May	
- 24 December	
- 25 December	
- 26 December	
- 31 December	
- Working days on which the Bank is closed due to local factors and about which an appropriate notice period has been provided.	
Execution periods for transfer orders	
SEPA ¹⁴ -transfer	On the same day if the transfer order is received by 1.30 pm, otherwise 1 business day after receipt of order
Euro individual transfer (express transfer, TARGET2 ¹⁵ -payment)	On the same day if the transfer order is received by 3.30 pm, otherwise 1 business day after receipt of order or on the indicated transaction date
Transfer in a foreign currency	On the indicated transaction date, but at the earliest 2 business days after receipt of order
Fees for transfers	
SEPA-transfer ¹⁴ (EUR) to reference account	Free of charge
SEPA-transfer ¹⁴ (EUR) to accounts other than known reference account	EUR 20.00
Euro Individual transfer (express transfer, TARGET2 ¹⁵ -payment)	EUR 25.00
Transfers in USD (up to USD 100,000.00)	USD 25.00 + USD 25.00 (external expenses)
Transfers in foreign currency (over USD 100,000.00 and other foreign currencies)	EUR 25.00 + EUR 50.00 (external expenses)
Incoming payments in EUR	Free of charge
Confirmation of outgoing payments (Copy SWIFT-message etc.)	EUR 25.00

¹¹ If applicable plus external expenses (additional fees and commission of third parties which are incurred within the framework of the service performance).

¹² The foreign tax reporting is an income statement drawn up under foreign law.

¹³ The available countries can be inquired at the Bank.

¹⁴ SEPA = Single Euro Payment Area – standard European transfers.

¹⁵ Target2 = Trans-European Automated Real-time Gross settlement Express Transfer – individual interbank payments.

Value dates	
Credits from transfers to EUR accounts and currency accounts	Date of cash receipt
Credits from transfers in foreign currency to EUR accounts (conversion) and vice versa	Date of cash receipt + 1 banking day
Debits from transfers	Posting date
Important note: All payment transaction services on the part of Baader Bank Aktiengesellschaft are only rendered in connection with transactions in securities. Baader Bank Aktiengesellschaft does not provide the following payment transaction services: - Cash inpayments and outpayments - Collection of outstanding money via direct debiting system - Acceptance of orders within the framework of PIN/TAN systems - Issue of cash cards and credit cards	

C. FEES FOR SECURITIES-RELATED SERVICES		
Trading in securities		
	Commission	Minimum
Stock exchange transactions of shares		
Germany	0.30% on market value	EUR 30.00
USA	0.40% on market value	USD 40.00
Canada	CAD 0.10 per share	CAD 40.00
Western Europe (Euro zone, Great Britain, Switzerland, Scandinavia)	0.40% on market value	EUR 50.00 ¹⁶
Other foreign markets	0.50% on market value	EUR 50.00 ¹⁶
BEST-Execution	0.30% on market value	EUR 30.00
Stock exchange transactions of bonds		
Germany	0.15% on nominal value	EUR 30.00
Other foreign markets	0.25% on nominal value	EUR 50.00 ¹⁶
Subscriptions of new issues		
For allocation of a Baader Bank Aktiengesellschaft issue	Free of charge	
For allocation of external issues	Transaction fee see "Stock exchange transactions"	
For non-allocation of external issues	EUR 20.00 per subscription order	
Non-stock exchange transactions		
Purchase of funds via the fund company (excluding Offshore-Funds)	EUR 60.00 per executed order, plus any front-end load	
Sale of funds via the fund company (excluding Offshore-Funds)	EUR 60.00 per executed order, plus any back-end load	
Purchase of funds via the fund company (Offshore-Funds)	EUR 500.00 per executed order, plus any front-end load	
Sale of funds via the fund company (Offshore-Funds)	EUR 500.00 per executed order, plus any back-end load	

¹⁶ Or equivalent in trading currency.

Financial futures and options transactions	
Purchase and sale of futures and options contracts	(Per contract – half turn) All prices plus stock exchange fees
Futures & options products Currently at the following exchanges (Status as of 1 January 2018): - Eurex - ICE Futures Europe - IDEM - MEFF - NYSE Euronext Amsterdam, Paris, Lisbon, Brussels - NASDAQ OMX Copenhagen, Stockholm - Oslo Exchange - Vienna Exchange	EUR 15.00
Futures & options products (CHF) Currently at the following exchange (Status as of 1 January 2018): - Eurex	CHF 20.00
Futures & options products (USD) Currently at the following exchanges (Status as of 1 January 2018): - ICE Futures Europe - ICE Futures US & Europe - CBOE Futures Exchange - Chicago Board of Option Exchange (CBOE) - Chicago Board of Trade (CBOT) - Chicago Mercantile Exchange (CME) - New York Mercantile Exchange (NYMEX) - New York Commodities Exchange (COMEX)	USD 15.00
Futures & options products (GBP) Currently at the following exchange (Status as of 1 January 2018): - NYSE Euronext LIFFE	GBP 10.00
Futures & options products (other currencies) Currently at the following exchanges (Status as of 1 January 2018): - Montreal Exchange - Australian Stock Exchange - Hong Kong Futures Exchange - Korea Exchange - Malaysia Derivatives Exchange - Osaka Securities Exchange - Singapore Mercantile Exchange - Sydney Futures Exchange - Taiwan Futures Exchange - Tokyo Financial Exchange - Tokyo Commodity Exchange - South African Futures Exchange - Borsa Istanbul - Warsaw Stock Exchange - Bolsa de Mercadorias&Futuros	EUR 25.00 ¹⁶
Exercising/drawing of options (Future-styled-options)	Refer to "Special conditions governing forward transactions"
Exercising/drawing of options (other options)	Refer to stock exchange transactions of each underlying (country allocation according to the exchange the option is traded)
Exercising/drawing of options with cash settlement	Refer to "Special conditions governing forward transactions"
Please note that, particularly in the case of stock exchange orders in narrow-market securities, only partial execution may be possible, for which reason an order will then be executed in two or more parts. In such cases, the aforementioned fees will be calculated for each individual accounting operation. Any external expenses (additional fees and commission payments to third parties incurred within the framework of the service performance, for example brokerage in accordance with the prevailing stock market regulations, transaction fees, stock exchange fees, taxes, brokers' fees and delivery costs) will be charged for separately. If the accounting in respect of your orders on international stock markets (non-European countries) is effected via your EURO clearing account, the respective currency will be converted at the exchange rate effective on the accounting day.	

Cancellations/New Accounting at the Client's request	
Cancellation	EUR 25.00
New accounting operation	EUR 25.00
Securities deposit/Deposit management	
Securities deposit/deposit management fee	0.10% of the market value as at 31/12 of each year, minimum EUR 100.00, plus VAT ¹⁷
Deposit account closure	Free of charge
Transfer of securities (internally)	Free of charge
Transfer of securities (externally)	Free of charge
Payment of securities due	Free of charge
Actual depositing/delivering of securities	By arrangement
Payment of actual interest and dividend coupons	By arrangement
Capital measures	Free of charge
Exercising of option certificates/conversion rights/certificates and other rights	0.20% on market value
Entrance cards for shareholders' meeting	Free of charge
Transfer and new registration of registered shares	Free of charge
Adjustment of purchase price after transfer of securities	EUR 2.50 per account position
Depository transfer	EUR 50.00
Trading systems	
REALTICK®	
Connection fee	Free of charge
Fee for provision	From USD 400.00 per month
Please note that we only pass on the provider's system charges directly to our clients. We therefore reserve the right to pass on any price increases made by the provider directly to the client.	

D. CONVERSION RATES IN FOREIGN CURRENCY TRANSACTIONS FOR CLIENTS			
The accounting for transactions executed before 11:00 AM is effected with the exchange rate as at 11:00 AM. The accounting for transactions executed between 11:00 AM and 4:00 PM is effected with the exchange rate as at 4:00 PM. The accounting for transactions executed after 4:00 PM is effected with the exchange rate as at 11:00 AM on the following day.			
Currency pair	Volume < 50,000	Volume 50,000 to 500,000	Volume > 500,000
EUR/USD	30 Pips	20 Pips	10 Pips
EUR/CHF	30 Pips	20 Pips	10 Pips
EUR/GBP	30 Pips	20 Pips	10 Pips
EUR/SGD	30 Pips	20 Pips	10 Pips
EUR/CAD	30 Pips	20 Pips	10 Pips
EUR/AUD	30 Pips	20 Pips	10 Pips
EUR/NZD	30 Pips	20 Pips	10 Pips
EUR/JPY	30 Pips	20 Pips	10 Pips
EUR/HKD	200 Pips	100 Pips	50 Pips
EUR/SEK	200 Pips	100 Pips	50 Pips
EUR/NOK	200 Pips	100 Pips	50 Pips
EUR/DKK	200 Pips	100 Pips	50 Pips
Further currencies		On request	
In contrast, foreign exchange transactions can be settled in connection with securities transactions or currency conversions with the individually calculated buying or selling rates which were calculated at the time of the invoice. The buying and selling rates for the respective currencies with regard to the exchange rates are traded on the international foreign currency market (Reutersfeed). A maximum bid/ask spread from the above-mentioned overview is also used. Exchange rates can be obtained from the Bank at any time.			

¹⁷ The fee is calculated at the end of the year for the past year.

Deposit/Account number: _____

BAADER

Baader Bank Aktiengesellschaft
Weihenstephaner Strasse 4
85716 Unterschleissheim
Germany
T 00800 00 222 337*
F +4989 5150 2442
service@baaderbank.de
<https://www.baaderbank.de>

* Free telephone number from international and national landlines. Costs may be incurred for calls from other networks.

Information sheet on deposit protection

Dear Sir or Madam,

the law on implementing Directive 2014/49/EU of the European Parliament and of the Council of 16 April 2014 on deposit guarantee schemes (abbreviated to "DGSD Implementation Act") entered into force on 3 July 2015. This was accompanied by an amendment to Section 23a of the German Banking Act (Kreditwesengesetz; KWG), imposing greater requirements on credit institutions to provide information to their client on the existing deposit guarantee scheme.

As a result, we are sending you summary information from the Compensation Scheme of German Banks (Entschädigungseinrichtung deutscher Banken GmbH; EdB) on the existing deposit guarantee scheme in which the Bank participates, as well as the information sheet on deposit protection. Please note that, in addition to the statutory deposit guarantee scheme, the Bank also belongs to the Deposit Protection Fund of the Association of German Banks (Entschädigungseinrichtung deutscher Banken GmbH; BdB).

The statutory deposit guarantee provided by the EdB protects your deposits with the Bank up to the amount of 100,000.00 Euro. In addition, due to the Bank's membership of the BdB, your deposits are protected above the guarantee level of 100,000.00 Euro as follows:

- Up to 31 December 2019 the protection ceiling per client is 20%,
- up to 31 December 2024 it is 15% and
- from 1 January 2025 it is 8.75%

of the bank's liable capital relevant to deposit protection. In the case of deposits that were placed or renewed after 31 December 2011, the new protection ceilings shall apply with effect from the above-mentioned cut-off dates, irrespective of the date on which the deposit was made. In the case of deposits that were placed prior to 31 December 2011, the old protection ceilings shall apply until the deposit becomes due or until the next possible withdrawal date.

Protection does not cover liabilities in respect of which the Bank has issued bearer instruments, e.g. bearer bonds or bearer certificates of deposit, as well as liabilities to banks.

You can obtain more detailed information about the relevant protection ceiling on the Internet at <https://www.bankenverband.de/einlagensicherung>.

Please read the information carefully, confirm that you received the Depositor Information Sheet and send it back to the following address:

Yours sincerely

Baader Bank Aktiengesellschaft
Client Service Group

Deposit/Account number: _____

BAADER

Baader Bank Aktiengesellschaft
Weihenstephaner Strasse 4
85716 Unterschleissheim
Germany
T 00800 00 222 337*
F +4989 5150 2442
service@baaderbank.de
<https://www.baaderbank.de>

* Free telephone number from international and national landlines. Costs may be incurred for calls from other networks.

Information sheet on deposit protection

Dear Client,

the following "Depositor information sheet" provides details of the statutory deposit guarantee scheme in accordance with Section 23a (1) sentence 3 of the German Banking Act (Kreditwesengesetz; KWG).

Your deposits are also protected by the Deposit Protection Fund of the Association of German Banks (Entschädigungseinrichtung deutscher Banken GmbH; BdB). You can obtain more detailed information about this on the Internet at the following website:

<https://www.bankenverband.de/einlagensicherung>.

Information sheet on deposit protection

Deposits in the Bank are protected by:	Compensation Scheme of German Banks (Entschädigungseinrichtung deutscher Banken GmbH)
Limit of protection:	100,000.00 Euro per depositor per credit institution ²
If you have more deposits at the same credit institution:	All your deposits at the same credit institution are 'aggregated' and the total is subject to the limit of 100,000.00 Euro.
If you have a joint account with other person(s):	The limit of 100,000.00 Euro applies to each depositor separately. ³
Reimbursement period in case of credit institution's failure:	20 working days until 31 May 2016 or 7 working days from 1 June 2016
Currency of reimbursement:	Euro
Contact: ⁴	Entschädigungseinrichtung deutscher Banken GmbH Burgstraße 28 10178 Berlin Deutschland Postal address: Entschädigungseinrichtung deutscher Banken GmbH Postfach 11 04 48 10834 Berlin Deutschland Telefon: +49 30 590011960 E-Mail: info@edb-banken.de
More information:	https://www.edb-banken.de
Acknowledgment of receipt by the depositor(s) (depositor's legal representative):	No signature is required here. You acknowledge receipt when you sign the account opening documents.

Please note the footnote explanations on the following page.

¹Your deposit is covered by a statutory Deposit Guarantee Scheme and a contractual Deposit Guarantee Scheme. If insolvency of your credit institution should occur, your deposits would in any case be repaid up to 100,000.00 Euro.

²If a deposit is unavailable because a credit institution is unable to meet its financial obligations, depositors are repaid by a Deposit Guarantee Scheme. This repayment covers at maximum 100,000.00 Euro per credit institution. This means that all deposits at the same credit institution are added up in order to determine the coverage level. If, for instance a depositor holds a savings account with 90,000.00 Euro and a current account with 20,000.00 Euro, he or she will only be repaid 100,000.00 Euro.

³In case of joint accounts, the limit of 100,000.00 Euro applies to each depositor. However, deposits in an account to which two or more persons are entitled as members of a business partnership, association or grouping of a similar nature, without legal personality, are aggregated and treated as if made by a single depositor for the purpose of calculating the limit of 100,000.00 Euro. In the cases referred to in Section 8 (2) to (4) of the German Deposit Guarantee Act (Einlagensicherungsgesetz; EinSiG), deposits are protected above 100,000.00 Euro. More information can be obtained at the website of the Deposit Protection Fund of the Association of German Banks (Entschädigungseinrichtung deutscher Banken GmbH; EdB) under <https://www.edb-banken.de>.

⁴Reimbursement

The responsible Deposit Guarantee Scheme is Entschädigungseinrichtung deutscher Banken GmbH
Burgstraße 28
10178 Berlin
Deutschland

Postal address:
Entschädigungseinrichtung deutscher Banken GmbH
Postfach 11 04 48
10834 Berlin
Deutschland

Telephone: +49 30 590011960
E-Mail: info@edb-banken.de

It will repay your deposits (up to 100,00.00 Euro) within 20 working days at the latest up to 31 May 2016, or within 7 working days from 1 June 2016. If you have not been repaid within these deadlines, you should contact the Deposit Guarantee Scheme since the time to claim reimbursement may be barred after a certain time limit. More information can be obtained at the website of the Deposit Protection Fund of the Association of German Banks (Entschädigungseinrichtung deutscher Banken GmbH; EdB) under <https://www.edb-banken.de>.

Other important information

In general, all retail depositors and businesses are covered by Deposit Guarantee Schemes. Exceptions for certain deposits are stated on the website of the responsible Deposit Guarantee Scheme. Your credit institution will also inform you on request whether certain products are covered or not. If deposits are covered, the credit institution shall also confirm this on the statement of account.

For internal use by the Bank

Granting of the power of attorney:

- ☐ The signature of The grantor of the power of attorney was obtained in my presence.
- ☐ The person giving the power of attorney must have previously executed the signature acknowledged by me.

The authoriser was the receipt of the power of attorney

- ☐ with PostIdent procedure confirmed. The signature was verified.

- ☐ Registered letter with advice of receipt

Acknowledgement of receipt received on: _____

Legitimation of the proxies

Name 01: _____		Date of birth: _____	☐ Personal ☐ Postal
Street/no.: _____		Place of birth: _____	ID number _____
Date/time: _____		Nationality: _____	Issued on/by _____
			Valid until _____
Name 02: _____		Date of birth: _____	☐ Personal ☐ Postal
Street/no.: _____		Place of birth: _____	ID number _____
Date/time: _____		Nationality: _____	Issued on/by _____
			Valid until _____
Name 03: _____		Date of birth: _____	☐ Personal ☐ Postal
Street/no.: _____		Place of birth: _____	ID number _____
Date/time: _____		Nationality: _____	Issued on/by _____
			Valid until _____
Name 04: _____		Date of birth: _____	☐ Personal ☐ Postal
Street/no.: _____		Place of birth: _____	ID number _____
Date/time: _____		Nationality: _____	Issued on/by _____
			Valid until _____
Name 05: _____		Date of birth: _____	☐ Personal ☐ Postal
Street/no.: _____		Place of birth: _____	ID number _____
Date/time: _____		Nationality: _____	Issued on/by _____
			Valid until _____
Name 06: _____		Date of birth: _____	☐ Personal ☐ Postal
Street/no.: _____		Place of birth: _____	ID number _____
Date/time: _____		Nationality: _____	Issued on/by _____
			Valid until _____
Name 07: _____		Date of birth: _____	☐ Personal ☐ Postal
Street/no.: _____		Place of birth: _____	ID number _____
Date/time: _____		Nationality: _____	Issued on/by _____
			Valid until _____
Name 08: _____		Date of birth: _____	☐ Personal ☐ Postal
Street/no.: _____		Place of birth: _____	ID number _____
Date/time: _____		Nationality: _____	Issued on/by _____
			Valid until _____

Date _____

Signature of advisor _____

Information regarding documents that domestic business clients have to send to the Bank upon opening a deposit/account

Please provide the Bank with the following additional documents in order to open a deposit/account for domestic companies:

1. German „Aktiengesellschaft(AG); Gesellschaft mit beschränkter Haftung (GmbH); Kommanditgesellschaft (KG); Offene Handelsgesellschaft(OHG); GmbH & Co. KG; Eingetragener Kaufmann (e.K.)“

- “Representation authorisation and specimen signature” form signed by the authorised representatives (in accordance with the shareholders’ agreement/articles of association);
- Excerpt from the commercial register (certified copy of the original; no older than six months); for GmbH & Co. KG, certified copies of both commercial register sections (HRA, HRB)¹;
- Copy of the official copy of the shareholders’ agreement/articles of association, attested by a notary¹;
- Identification of all authorised representatives (by means of a copy of the identity card);
- Evidence of the current financial situation of the company (e.g. business assessment, balance sheet);
- In order to verify the identity of the economic beneficiary/beneficiaries, we are entitled to request simple copies of identification documents (with address specified).

2. German registered association (Eingetragener Verein)

- “Representation authorisation and specimen signature” form signed by the authorised representatives (in accordance with the by-laws);

- Extract from the Register of Associations (officially attested copy of the original, not older than 6 months)¹;
- Copy of the official copy of the by-laws, attested by a notary¹;
- Identification of all authorised representatives (by means of a copy of the identity card);
- Current statements of accounts (confirmation of audit/statement of assets and liabilities).

3. German foundation with legal capacity (Rechtsfähige Stiftung)

- “Representation authorisation and specimen signature” form signed by the authorised representatives (in accordance with the by-laws);
- Extract from the Register of Foundations (officially attested copy of the original, not older than 6 months) or certified copy of the foundation’s charter and of the state approval¹;
- Copy of the official copy of the by-laws, attested by a notary¹;
- Identification of all authorised representatives (by means of a copy of the identity card);
- Current confirmation of audit, statement of accounts, statement of assets and liabilities.

4. Other legal forms; foreign companies

In the case of other legal forms or foreign companies, please consult us via e-mail at service@baaderbank.de or call us on 00800 00 222 337².

¹ Note: Original documents will be immediately returned upon request.

² Toll-free telephone number from the (inter-)national fixed-line network. Calls from other networks may entail charges.

4. Scope of the empowerment of the asset manager

The power of attorney of the asset manager covers the following actions:

- The management of the assets under the aforementioned client reference number and availments of the credit balances and overdraft facilities without first obtaining instructions from the deposit/account holder(s) at his own discretion, and representation with respect to third parties;
- The settlement of transactions in financial instruments of any kind including futures transactions;
- Authorisation to exercise options, subscription rights and exchange rights as well as for conversion;
- Providing guarantees (margin obligations) for these transactions;
- Authorisation to receive information relating to securities on behalf of the deposit/account holder(s);
- The verification and recognition of account statements via the purchase, sale or exchange/regrouping of financial instruments, the verification and recognition of deposit/account excerpts;
- The verification and recognition of earnings statements and other statements, deposit overdrafts, yield distributions, portfolio summaries with overall and individual assessment of the positions, lists of transactions, overview of interim profits and ordinary income;
- Opening of other accounts/custody accounts under this client reference number or one other that named above;
- Cancel deposits/accounts.

The power of attorney of the asset manager does NOT cover the following actions:

- Carry out dispositions in favour of third parties;
- Carry out dispositions in favour of the representative(s), with the exception of the fees and reimbursement of costs to which the representative(s) is/are contractually entitled (account statement), if such a procedure has been agreed with the deposit/account holder(s). The Bank does not check the accuracy of the representative's/representatives' account statement;
- Carry out transfers if this is not in direct connection with the actions covered by the power of attorney. The authorised asset manager may however arrange such transfers and transfers of securities that are made in favour of the deposit/account holder(s) to his/her/their own deposits/accounts, including at third-party financial institutions, that the deposit/account holder(s) deposited at the Bank as a reference deposit/account;
- Conclusion of loan agreements for the purposes of purchasing financial instruments;
- Procure proprietorship or ownership of monies or other financial instruments of the deposit/account holder(s);
- Change of the reference deposit/account deposited at the Bank by the deposit/account holder(s);
- Pledge of the deposits/accounts;
- Granting of substitute powers of attorney or transfer of this power of attorney to third parties.

5. Other regulations

This power of attorney comes into force with the submission of the complete and signed certificate of power of attorney at the Bank to the Bank and the asset manager and applies until the Bank receives revocation.

The deposit/account holder(s) may issue a cancellation of the power of attorney at any time to the Bank. If the deposit/account holder(s) issue(s) a cancellation of the power of attorney to the asset manager, the deposit/account holder(s) must notify the bank thereof without delay.

In the case of several deposit/account holders, the revocation of power of attorney by one of the deposit/account holders leads to the full extinguishing of this power of attorney against the Bank and the asset manager.

Revocation must be made in text form or by email to service@baaderbank.de as well as in text form to the asset manager.

The power of attorney does not extinguish with the death of the deposit/account holder(s); it remains in force for the heirs of each deceased deposit/account holder. Should one of several co-heirs revoke the power of attorney, the asset manager can only continue to represent the co-heirs who did not revoke his/her/their power of attorney. In this case, the asset manager can only still make use of the power of attorney together with the revoking party. The same applies to the Bank empowerment. The Bank can demand that the revoking party identifies himself/herself/themselves as an heir.

6. Declarations and acknowledgements of the deposit/account holder(s) and the asset manager

The deposit/account holder(s) and the asset manager declare and acknowledge:

- I am/We are aware that the asset manager is not a representative of the Bank and has no power of attorney to make any declarations with the effect for or against it. Accordingly, I/we as deposit/account holder(s) cannot derive any claims against the Bank, regardless of legal grounds, from the activity exercised by the asset manager for me/us or any declarations made.
- The Bank is not responsible for nor verifies if, for the purposes of transfers or transfers of securities, the bank details indicated by the deposit/account holder(s) (reference deposit/account) at third-party financial institutions are the same as the deposit/account holder(s); this risk is borne by the deposit/account holder(s). The Bank will exclusively carry out transfers to deposits/accounts of the deposit/account holder(s) at third-party financial institutions to the reference deposit/account filed by the deposit/account holder(s) at the Bank.
- The Bank does not assume any liability for nor verifies if the asset manager is entitled to exercise this activity as an asset manager. The knowledge and experience of the asset manager in financial instrument transactions are assigned to the deposit/account holder(s).
- The asset manager will exclusively and independently manage the assets and, as part of this power of attorney, carry out transactions via the financial instrument credit balances of the deposit/account holder(s).
- It has been pointed out that the asset manager gives counsel and explains risks and the Bank only executes the transactions made by the asset manager and does not provide any advisory services ("execution only" for securities orders and non-consultation services for orders in futures transactions). The Bank is not liable for the violation of any existing information duties of the asset manager as part of the clarification of the planned transactions, e.g. of the risk of significant losses.
- The deposit/account holder(s) know(s) that the Bank shall not carry out any controlling operations, in particular with reference to complying with duties of information and obligations to provide clarification. When the asset manager grants orders, they are only verified for compliance with this power of attorney but not for compliance with any investment principles or strategies of the deposit/account holder(s).
- The asset manager has been commissioned by the deposit/account holder(s). It was not mediated by the Bank. The deposit/account holder(s) know(s) that the Bank cannot assume any liability for the asset manager fulfilling his/her/their duties of proper consulting and care of the deposit/account holder(s).

Brochure explicative

First Capital Management Group GmbH –
Gestion de fortune

(Gestionnaire de portefeuille : ThomasLloyd Global Asset Management
(Americas) LLC)

et de

ThomasLloyd Global Asset Management GmbH –
Intermédiation financière

SOMMAIRE

A. INFORMATIONS CONCERNANT FIRST CAPITAL MANAGEMENT GROUP GMBH ET SES SERVICES	4
B. INFORMATIONS CONCERNANT THOMASLLOYD GLOBAL ASSET MANAGEMENT GMBH ET SES SERVICES	5
C. AUTRES INFORMATIONS CONFORMÉMENT À L'ART. 47 DU RÈGLEMENT DÉLÉGUÉ (UE) 2017/565 QUI S'APPLIQUE À FCM ET À TL, LE CAS ÉCHÉANT	6
I. Moyens de communication et langue	6
II. Agents liés (Tied Agents)	6
III. Notifications concernant les services fournis	6
IV. Protection des instruments financiers et fonds du client, garantie des dépôts	6
V. Services dans le cadre du placement dans des instruments financiers	7
VI. Services proposés par FCM	8
VII. Services proposés par TL	8
VIII. Informations concernant la gestion de portefeuille financier	8
D. INFORMATIONS SUR LES TYPES D'INSTRUMENTS FINANCIERS, Y COMPRIS LES RISQUES LIÉS	10
I. Possibilités de placement dans des instruments financiers chez FCM	10
II. Risques généraux liés au placement dans des instruments financiers	10
III. Différents types de placements financiers et leurs risques spécifiques	20
E. INFORMATIONS SUR LES FRAIS ET LES CHARGES	41
I. Prix	41
II. Exemple d'information sur les coûts d'une intermédiation financière d'une sélection de produits financiers	52
III. Impôts et autres frais	62
F. CONFLICT OF INTERESTS POLICY	63
G. INFORMATIONS RELATIVES AUX GRATIFICATIONS	67
H. BEST EXECUTION POLICY	69
I. Définition de principes d'exécution	69

Madame, Monsieur,

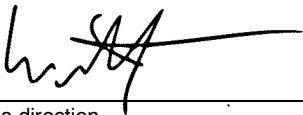
Nous sommes ravis de votre intérêt pour les services de First Capital Management Group GmbH et de ThomasLloyd Global Asset Management GmbH.

Conformément à l'art. 63 par. 7 de la loi allemande sur la négociation de titres (Wertpapierhandelsgesetz), nous voudrions ci-après vous informer à propos de First Capital Management Group GmbH et ThomasLloyd Global Asset Management GmbH, sur la nature des services et opérations que nous proposons, et sur les risques liés ainsi que sur les frais associés à nos services.

Veuillez agréer, Madame, Monsieur, nos meilleures salutations.

First Capital Management Group GmbH

ThomasLloyd Global Asset Management GmbH



La direction



La direction

A. INFORMATIONS CONCERNANT FIRST CAPITAL MANAGEMENT GROUP GMBH ET SES SERVICES

Vous trouverez ci-dessous des informations sur First Capital Management Group GmbH (ci-après « FCM ») et les services que nous proposons.

Informations concernant FCM

Nom et adresse de FCM

First Capital Management Group GmbH
Adresse : Herzogstraße 60, 80803 Munich
Téléphone : +49 89 38 83 85-0
Fax : +49 89 38 83 85-19
E-mail : info@1st-group.com
Internet : www.1st-group.com

Représentants légaux

Gérants : Thomas Doll
Maximilian Prinz zu Sayn-Wittgenstein-Berleburg

Autorité de surveillance compétente

FCM dispose d'une autorisation en tant que gestionnaire de portefeuille financier, conseiller en investissement, gestionnaire de placement et intermédiaire financier et négociateur conformément à l'art. 32 de la loi bancaire allemande (*Kreditwesengesetz*). FCM est surveillé par l'autorité fédérale allemande de surveillance des services financiers (Bundesanstalt für Finanzdienstleistungsaufsicht, BaFin), Graurheindorfer Straße 108, 53117 Bonn et Marie-Curie-Str. 24-28, 60439, Francfort-sur-le-Main. L'identifiant BaFin de FCM est le 116957.

Registre du commerce

FCM est immatriculé au registre du commerce du tribunal de grande instance (Amtsgericht) de Munich sous le numéro HRB 127164.

Numéro de taxe sur la valeur ajoutée

Le numéro de TVA de FCM est le : DE204233263

Informations relatives aux coordonnées bancaires

Les coordonnées bancaires de FCM sont les suivantes :
IBAN : DE46 7346 0046 0000 0230 00
BIC : GENODEF1KFB
Banque : VR Bank Augsburg-Ostallgäu, Augsburg, Allemagne

B. INFORMATIONS CONCERNANT THOMASLLOYD GLOBAL ASSET MANAGEMENT GMBH ET SES SERVICES

Vous trouverez ci-dessous des informations concernant ThomasLloyd Global Asset Management GmbH (ci-après « TL ») et les services que propose TL.

Informations concernant TL

TL agit en tant qu'« agent lié » de FCM. En tant que tel, TL a le droit de fournir des services d'intermédiation financière au nom, pour le compte et sous la responsabilité de FCM. TL est inscrit auprès de l'autorité de surveillance nationale compétente en tant qu'agent lié et immatriculé au registre des agents liés.

Nom et adresse de TL

ThomasLloyd Global Asset Management GmbH
Hanauer Landstraße 291b
60314 Francfort
E-mail : wm.europe@thomas-lloyd.com
Internet : www.thomas-lloyd.com

Représentants légaux

Gérant : Matthias Klein

Registre du commerce

TL est immatriculé au registre du commerce du tribunal de grande instance (Amtsgericht) d'Osnabrück sous le numéro HRB 210524.

Numéro de taxe sur la valeur ajoutée

Le numéro de TVA de TL est le : DE216559660

Informations relatives aux coordonnées bancaires

Les coordonnées bancaires de TL sont les suivantes :
IBAN : DE55 2666 0060 1107 2792 00
BIC : GENODEF1LIG
Banque : Volksbank Lingen eG, Lingen, Allemagne

C. AUTRES INFORMATIONS CONFORMÉMENT À L'ART. 47 DU RÈGLEMENT DÉLÉGUÉ (UE) 2017/565 QUI S'APPLIQUE À FCM ET À TL, LE CAS ÉCHÉANT

I. Moyens de communication et langue

Vous pouvez nous contacter par téléphone, par courrier ou par voie électronique (e-mail) et nous passer des ordres de cette manière. La langue faisant foi pour commencer et exécuter la relation contractuelle est l'allemand. Par conséquent, les conditions contractuelles générales et les présentes informations sont mises à votre disposition également en allemand. En cas de divergences d'interprétation ou dans les traductions, la version allemande des conditions et des informations fait foi.

La communication par e-mail, p. ex. dans le cadre d'une prise de contact, n'est pas adaptée pour le transfert chiffré d'informations confidentielles. Si nous recevons toutefois un e-mail de votre part, nous déduirions que nous avons le droit de répondre également par le biais d'e-mails non chiffrés, sauf si vous demandez expressément un autre mode de communication.

II. Agents liés (Tied Agents)

TL fournit des services d'intermédiation financière, dans la mesure où la réglementation prudentielle l'exige, sous la responsabilité de FCM (art. 2 par. 10 de la loi bancaire allemande).

III. Notifications concernant les services fournis

Notifications en cas de prestation de services de gestion de fortune

FCM met des informations relatives au client à disposition du client. Le client les recevra avant de conclure un contrat de gestion de fortune (informations sur les coûts ex ante), puis régulièrement, au moins une fois par an quand il existe une relation commerciale en cours (informations sur les coûts ex post). Les informations sur les coûts ex ante sont une estimation basée sur l'expérience. Celle-ci peut diverger des coûts effectifs. Dans le cadre de la gestion de fortune, FCM n'a notamment pas la possibilité de prévoir les coûts exacts des transactions qui seront nécessaires à l'avenir dans le dépôt. Cela dépend de l'évolution des marchés boursiers et des opérations nécessaires pour protéger le portefeuille. Les informations sur les coûts ex post sont en revanche établies sur la base des coûts effectivement occasionnés pendant la période sous revue. Les coûts sont présentés sous forme résumée dans les informations sur les coûts afin que le client puisse comprendre à la fois le coût global et l'effet cumulé des coûts sur le rendement du placement. Sur demande du client, celui-ci reçoit une présentation classée selon les différents postes. Les détails du reporting sont régis dans les contrats clients concernés.

Dans le cadre de la gestion de fortune, FCM met à votre disposition au moins une fois tous les 3 mois un rapport financier à propos du trimestre civil précédent (informations sur les coûts ex post), entre autres à propos de la composition et de la valorisation du portefeuille, des revenus générés, de la performance pendant la période sous revue et par rapport à un indice de référence (benchmark), les frais engagés et les opérations effectuées, dans la mesure où ce rapport financier ne vous est pas mis à disposition par une autre personne. Le rapport financier explique également comment les placements effectués correspondent à vos préférences, vos objectifs de placement et autres caractéristiques.

Dans les cas où vous souhaiteriez recevoir les informations concernant les opérations réalisées au cas par cas, FCM vous transmettra immédiatement après exécution d'un ordre, des informations essentielles sur l'opération réalisée et FCM vous communique au plus tard le premier jour ouvré suivant l'exécution de l'ordre, ou, dans la mesure où FCM reçoit la confirmation de l'exécution de la part d'un tiers, au plus tard le premier jour ouvré suivant la réception d'une confirmation de l'exécution de l'ordre de la part du tiers, dans la mesure où vous ne recevez pas cette confirmation de la part d'une autre personne.

Par ailleurs, FCM vous informera de manière appropriée si la valeur totale de votre portefeuille à évaluer au début de la période sous revue baisse de 10%, ainsi qu'ensuite pour chaque perte de valeur par palier de 10%, et ce, au plus tard à la fin du jour ouvré où ce seuil est franchi, ou si le seuil est franchi lors d'un jour non-ouvré, à la fin du jour ouvré suivant. Si votre portefeuille client comprend des positions sur des instruments financiers financés par le crédit ou des opérations avec des engagements conditionnels, FCM vous informera de manière appropriée si la valeur initiale de l'instrument financier concerné baisse de 10%, puis de chaque perte de valeur par palier de 10%. Un rapport est établi individuellement pour tout instrument financier sauf convention contraire avec vous, et au plus tard à la fin du jour ouvré où le seuil est dépassé ou, si le seuil est dépassé un jour de fermeture, à la clôture du jour ouvré suivant.

IV. Protection des instruments financiers et fonds du client, garantie des dépôts

FCM et TL ne sont pas autorisés à devenir propriétaires ou à détenir des actifs de clients. Les actifs des clients sont conservés par la banque dépositaire mandatée par le client concerné qui est affiliée au fonds de garantie des dépôts ou à l'organisme

d'indemnisation prévu par la loi dans le pays concerné. Le client peut consulter les détails à ce sujet dans les informations mises à disposition par la banque dépositaire.

Les clients qui ont recours aux services d'investissement de prestataires de services financiers comme FCM et TL sont protégés par les systèmes d'indemnisation des investisseurs prévus dans les différents pays. L'organisme d'indemnisation des entreprises négociant des valeurs mobilières du pays est compétent pour cela. L'organisme d'indemnisation concerné verse une indemnisation si une entreprise négociant des valeurs mobilières n'est plus en mesure de remplir ses engagements résultant d'opérations sur titres vis-à-vis de ses clients, conformément à l'obligation légale et prudentielle propre au pays, et, dans la mesure où c'est nécessaire, si l'autorité de surveillance nationale a constaté l'événement d'indemnisation. Dans certains pays, le droit à indemnisation peut être limité. Les plafonds maximum fixés dans chaque pays s'appliquent pour le paiement d'une indemnisation.

Le risque de gestion de fortune contraire aux obligations, d'abus de pouvoir ou de transmission erronée d'ordres par FCM ou TL n'est potentiellement pas couvert par l'organisme d'indemnisation concerné. Afin d'éviter que ce risque se réalise, FCM et TL se sont engagés et ont engagés leurs collaborateurs à respecter des normes éthiques. La diligence et l'intégrité, l'honnêteté et le professionnalisme, le respect des normes du marché et notamment le respect du rôle déterminant de l'intérêt du client sont attendus à tout moment.

Vous pourrez trouver des détails sur le champ d'application et les conditions d'un droit à indemnisation dans les règles légales (notamment les lois applicables spécifiques au pays), ainsi que dans les informations disponibles sur Internet.

V. Services dans le cadre du placement dans des instruments financiers

Dans le cadre du placement dans des instruments financiers, les entreprises négociant des valeurs mobilières comme FCM et TL proposent souvent différents services. Le périmètre des obligations de conduite existant du côté des entreprises négociant des valeurs mobilières, notamment concernant les informations clients à collecter, ainsi que concernant l'obligation de vérifier que les instruments financiers ou les services sont adaptés ou appropriés pour le client est déterminé selon le service fourni au cas par cas.

Gestion de portefeuille financier

La gestion de portefeuille financier (ou gestion de fortune) désigne la gestion de la fortune du client placée dans des instruments financiers, le gestionnaire de portefeuille financier disposant d'une marge de manœuvre discrétionnaire concernant le placement de la fortune du client dans le cadre du mandat de placement défini avec le client.

Le client donne au gestionnaire de fortune le pouvoir de procéder aux décisions de placement à sa discrétion dans le cadre des directives de placement définies avec le client, si elles lui semblent pertinentes pour la gestion de la fortune du client. Dans ce cadre, le gestionnaire de fortune peut disposer des actifs correspondants, p. ex. par l'achat et la vente sur les marchés boursiers ou en dehors de la bourse, au moyen d'opérations à prix fixe ou de commissions, sans devoir obtenir au préalable une instruction du client.

Dans le cadre de la gestion de fortune, il existe pour l'entreprise négociant des valeurs mobilières des obligations complètes de défense des intérêts du client, car celle-ci gère et surveille la fortune du client compris dans ce service. Par conséquent, la gestion de fortune suppose que l'entreprise négociant des valeurs mobilières assimile des connaissances complètes sur la situation personnelle du client lors de la conclusion d'un contrat de gestion de fortune et mène un examen complet sur le caractère adéquat des services ou d'une décision de placement dans le cadre de la gestion de fortune. Dans ce contexte, l'entreprise négociant des valeurs mobilières collecte des informations sur la situation financière et les objectifs de placement du client qui lui permettent de prendre des décisions de placement adaptées au client.

Pour le client, un dépôt propre et un compte de règlement sont créés sur lequel les actifs sous-jacents de la gestion de fortune du client sont conservés et les opérations effectuées dans le cadre de la gestion de fortune sont comptabilisées. Seul le client est titulaire du dépôt et du compte et peut effectuer des virements et des retraits. Le gestionnaire de fortune reçoit un pouvoir de disposition qui lui permet de procéder dans le cadre des directives de placement à des transactions concernant le dépôt et le compte du client au nom et pour le compte de celui-ci. Il n'a toutefois pas le droit de s'approprier les actifs du client ou de transférer ces derniers sur des dépôts ou comptes n'appartenant pas au client.

Lors des décisions de placement, le gestionnaire de fortune est lié par les directives de placement convenues au préalable, qui définissent ses compétences ainsi que la nature et le périmètre de la gestion de fortune, et il doit prendre les décisions de placement dans l'intérêt du client.

La gestion de fortune est normalement destinée à l'augmentation ou à la préservation de la fortune à long terme. Le client devrait donc avoir un horizon de placement à long terme, car cela augmente la probabilité que le portefeuille puisse se remettre en cas

de performances négatives. Il est conseillé d'utiliser uniquement des actifs pour la gestion de fortune qui ne sont pas nécessaires pour la couverture du coût de la vie à court et moyen terme ou pour régler d'autres engagements. La gestion de fortune s'accompagne de risque pour la situation de fortune du client. Bien que le gestionnaire de fortune soit tenu d'agir constamment dans l'intérêt du client, il peut prendre de mauvaises décisions ou même faire une faute. Le gestionnaire de fortune ne peut donner aucune garantie de résultat ou d'absence de pertes. Même sans faute intentionnelle ou négligence grave de la part du gestionnaire de fortune, les directives de placement convenues avec le client peuvent être enfreintes p. ex. à cause de changements sur le marché.

La gestion de fortune a besoin de l'autorisation de la BaFin. Dans la demande d'autorisation, la BaFin contrôle entre autres le caractère adéquat de la direction de l'entreprise négociant des valeurs mobilières pour la gestion de fortune, elle n'autorise ou n'approuve toutefois expressément pas les produits ou services proposés concrètement dans le cadre de la gestion de fortune.

VI. Services proposés par FCM

FCM propose actuellement les services suivants :

- Gestion de portefeuille financier

FCM a sous-traité la gestion de portefeuille financier à ThomasLloyd Global Asset Management (Americas) LLC sise 427 Bedford Road, Pleasantville, New York 10570, États-Unis.

- Intermédiation de courtage

VII. Services proposés par TL

TL propose actuellement les services suivants :

- Intermédiation financière sous la responsabilité de FCM (art. 2 par. 10 KWG) ou conformément à son autorisation commerciale d'après l'art. 34 f du Règlement allemand du commerce (GewO).

VIII. Informations concernant la gestion de portefeuille financier

Les informations suivantes concernent la gestion de portefeuille financier (ou gestion de fortune) fournie par FCM.

1. Méthode d'évaluation pour évaluer la prestation du gestionnaire de fortune (benchmark)

Afin que le client puisse évaluer la prestation du gestionnaire de fortune, un benchmark est indiqué comme critère de comparaison lorsque la stratégie de placement est définie pour le portefeuille du client. Le benchmark est défini en tenant compte des objectifs de placement du client et du type d'instruments financiers utilisés dans le cadre de la gestion de fortune. Les indications des indices ou d'un taux d'intérêt sont par exemple pris en considération comme benchmark. Un benchmark concret pour le portefeuille du client n'est fixé que lors de la convention de la stratégie de placement individuelle dans le cadre de la conclusion du contrat.

Le benchmark sert uniquement de critère de comparaison dans le cadre des rapports établis sur la gestion de fortune. Le gestionnaire de fortune ne garantit pas que le benchmark sera atteint en termes de performance du portefeuille géré du client.

2. Objectifs de gestion, niveau de risque à respecter par le gestionnaire de fortune et limitations spécifiques du pouvoir discrétionnaire

Le client peut consulter les différentes stratégies de placement et les directives de placement en vigueur en Annexe 2 du contrat de gestion de fortune, qui est mise à sa disposition sous forme de document séparé. La stratégie de placement concrète en plus des directives de placement pour le portefeuille du client n'est définie que dans le cadre de la conclusion du contrat.

3. Méthode et fréquence de l'évaluation des instruments financiers présents dans le portefeuille du client

Pour les instruments financiers qui sont négociés sur un marché organisé, des prix sont disponibles chaque jour de bourse, de sorte qu'une évaluation de ces instruments financiers est effectuée chaque jour de bourse. Pour les instruments financiers non cotés en bourse, l'évaluation est effectuée si les prix sont fixés par l'émetteur de l'instrument financier concerné ou par la société de fonds concernée sur la base des règles légales. Les instruments financiers détenus dans le portefeuille du client sont également évalués à la fin d'une période sous revue dans le cadre du rapport concernant le portefeuille du client. Le rythme des rapports peut être consulté au paragraphe C.III [ainsi que dans les conditions contractuelles générales].

4. Détails concernant une délégation de gestion de fortune

Conformément à l'art. 80 par. 6 de la loi allemande sur la négociation de titres (WpHG) en lien avec l'art. 32 du Règlement délégué (UE) 2017/565, FCM a sous-traité la gestion de portefeuille financier à ThomasLloyd Global Asset Management (Americas) LLC sise 427 Bedford Road, Pleasantville, New York 10570, États-Unis.

5. Type d'instruments financiers pouvant être achetés pour le portefeuille du client et type d'opérations pouvant être réalisées avec ces instruments

Il peut exister des risques particuliers si des instruments financiers qui ne sont pas autorisés sur un marché réglementé, des dérivés ou des instruments financiers illiquides ou particulièrement volatils sont achetés pour le portefeuille du client ou si des ventes à découvert ou des achats à crédit sont effectués pour le compte du portefeuille du client. Des informations complètes sur les risques liés aux différents types d'instruments financiers se trouvent au paragraphe D. Le type d'instruments financiers pouvant être achetés pour le portefeuille du client et le type d'opérations pouvant être réalisées avec ces instruments, ainsi que d'éventuelles restrictions dépendent de la stratégie de placement suivie pour le portefeuille du client. Cette stratégie est convenue avec le client lors de la conclusion du contrat, et des directives de placement sont fixées pour la stratégie de placement choisie.

D. INFORMATIONS SUR LES TYPES D'INSTRUMENTS FINANCIERS, Y COMPRIS LES RISQUES LIÉS

Nous vous informons ci-dessous à propos du type et des risques des instruments financiers qui peuvent être achetés dans le cadre d'un service de FCM.

I. Possibilités de placement dans des instruments financiers chez FCM

FCM place l'argent de ses clients en actions, obligations, titres de participations et droits de participation, certificats, bons de souscription, options et contrats à terme et en parts de fonds d'investissement ouverts et fermés, y compris des fonds d'investissement alternatifs, p. ex. hedge funds, fonds de Private Equity/Debt, fonds d'infrastructures et fonds immobiliers. Dans les paragraphes suivants, les différentes catégories sont décrites et les risques généraux et spécifiques d'un placement dans chacune des catégories de placement sont présentés.

II. Risques généraux liés au placement dans des instruments financiers

Il existe des risques généraux valables pour toutes les catégories de placement et services en lien avec le placement dans des instruments financiers lors du placement dans des instruments financiers. Certains de ces risques sont décrits ci-après.

1. Risques généraux liés au placement dans des instruments financiers et autres valeurs

Il existe des risques généraux valables pour toutes les catégories de placement et services en lien avec le placement dans des instruments financiers lors du placement dans des instruments financiers. Certains de ces risques sont décrits ci-après.

2. Risque conjoncturel

Le risque conjoncturel désigne le risque de pertes occasionnées du fait que l'investisseur ne prend pas en compte l'évolution de la conjoncture, ou pas de façon pertinente, dans ses décisions de placement et réalise un placement financier au mauvais moment ou détient ou ne cède pas des instruments financiers dans une phase défavorable de la conjoncture.

L'évolution économique globale d'un pays se produit normalement selon un mouvement ondulatoire, dont les phases peuvent être classées entre reprise, phase haute, récession et phase basse. Ces cycles conjoncturels et les interventions des gouvernements et banques centrales qui sont souvent liés peuvent durer plusieurs années ou plusieurs décennies et avoir une influence significative sur la performance de différentes catégories de placement. Les phases conjoncturelles défavorables peuvent donc affecter négativement un placement financier à long terme.

Les changements de l'activité économique d'un pays ont par exemple toujours des effets sur l'évolution des cours des titres : les cours fluctuent au rythme des phases conjoncturelles de reprise et de récession de l'économie.

Les investisseurs doivent donc noter que les formes de placement qui sont recommandées dans certaines phases conjoncturelles et permettent d'attendre des bénéfices sont moins appropriées dans une autre phase et peuvent générer des pertes.

3. Risque d'inflation

Le risque d'inflation désigne le risque de subir une perte financière du fait d'une dépréciation monétaire. Si l'inflation, soit le changement positif des prix pour les produits et services, est supérieure au taux nominal d'un placement financier, cela entraîne une perte de pouvoir d'achat du montant de la différence. On parle dans ce cas de taux réels négatifs. Le taux réel peut servir de repère pour une perte de pouvoir d'achat possible. Si le taux nominal d'un placement financier est de 4% pendant une période donnée et si l'inflation est de 2% pendant cette même période, le taux réel est alors de +2% par an. Si l'inflation était de 5%, le taux réel ne serait que de -1%, ce qui correspondrait à une perte de pouvoir d'achat de 1% par an.

4. Risque pays

Un pays étranger peut influencer sur la circulation des capitaux et la capacité de transfert de sa monnaie. Si un débiteur domicilié dans ce pays n'est pas en mesure pour ce motif malgré sa solvabilité personnelle de remplir un engagement (dans les délais), on parle d'un risque pays ou risque de transfert. Un investisseur peut subir des pertes financières de ce fait.

Les motifs d'ingérence sur les marchés financiers et/ou de restrictions de transfert malgré une solvabilité suffisante peuvent être p. ex. le manque de devises, des événements politiques et sociaux, comme un changement de gouvernement, des grèves ou des conflits de politique extérieure.

Facteurs de risque spécifiques en lien avec un investissement dans un autre pays

Les investissements, notamment dans un autre pays, présentent le risque d'évolutions politiques négatives, y compris une nationalisation, la saisie sans indemnisation appropriée et les actes terroristes ou actions belliqueuses, ainsi qu'un changement de politique nationale. En outre, les juridictions étrangères peuvent décider de restrictions afin d'empêcher la fuite des capitaux, ce qui peut compliquer ou rendre impossible le change ou la restitution d'autres monnaies. A cela s'ajoute le fait que les lois et dispositions réglementaires d'autres pays peuvent prévoir des restrictions ou des autorisations qui n'existent pas dans le pays d'origine de l'investisseur et qu'elles promeuvent d'autres financements et structures qui divergent considérablement de ceux utilisés habituellement dans le pays d'origine de l'investisseur. Il ne peut y avoir de certitude qu'un climat politique ou économique ou certains risques juridiques ou réglementaires n'affecteront pas négativement un placement. Ainsi, pour différents véhicules de placement, il pourrait être impossible d'investir dans certaines structures parce que celles-ci ou certains investisseurs ou investisseurs potentiels seraient sinon exposés à des conséquences fiscales, réglementaires ou autres négatives ; cela peut limiter les possibilités de placement des différents véhicules.

Les émetteurs sont généralement soumis dans les différents pays du monde à des normes différentes en matière de comptabilité, d'audit et de rapports financiers. Par ailleurs, les volumes négociés, la volatilité des prix et la liquidité des investisseurs peuvent varier d'un marché à l'autre dans les différents pays. Les horaires d'ouverture, les us et coutumes et l'accès à ces marchés pour les investisseurs externes sont souvent variables. A cela s'ajoute le périmètre variable selon les pays de la surveillance gouvernementale et de la régulation des bourses, courtiers et des entreprises cotées et non cotées. Les lois de certains pays peuvent limiter la capacité d'investir dans des titres de certains émetteurs se trouvant dans ces pays. Par ailleurs, il manque jusqu'ici des possibilités juridiques adéquates pour résoudre les conflits et dans certains pays, les procédures judiciaires ont lieu dans un système juridique caractérisé par une forte partialité. Ces risques peuvent être renforcés sur les marchés émergents.

Marchés émergents

Les investisseurs devraient être conscients que les placements sur les marchés émergents à la suite d'une évolution économique et politique en cours dans certains de ces pays comportent des risques plus élevés qui peuvent influencer négativement la valeur des placements. Ainsi, les investissements sur les marchés émergents entraînent entre autres des risques comme le risque de restriction des investissements étrangers, les risques de contrepartie, mais aussi le risque de volatilité plus forte du marché et d'illiquidité des actifs des entreprises, selon la situation concrète sur le marché émergent. Les entreprises peuvent être confrontées à une surveillance gouvernementale beaucoup plus limitée et à une jurisprudence peu différenciée. La comptabilité et l'audit ne correspondent pas toujours aux normes des marchés développés. Les placements dans certains marchés émergents sont en outre exposés à des risques plus élevés liés à la détention et à la conservation de titres. La propriété d'entreprise est largement déterminée par l'inscription dans les livres de la société. Souvent, la banque dépositaire du véhicule de placement, l'une des banques correspondantes ou l'un des dépositaires centraux effectifs ne dispose d'aucun certificat justifiant de la propriété des sociétés. Par conséquent et en l'absence d'une réglementation efficace par des organismes gouvernementaux, les véhicules de placement peuvent perdre la propriété ou l'inscription des parts des sociétés par fraude, malversation ou négligence grave.

5. Risque de change

Pour les placements qui sont cotés dans une autre monnaie que celle du pays d'origine de l'investisseur, le revenu généré ne dépend pas exclusivement du revenu nominal du placement dans la monnaie étrangère. Il est également influencé par l'évolution du taux de change de la monnaie étrangère avec la monnaie locale. Outre les facteurs à long terme, comme l'inflation, des facteurs à moyen terme comme les chiffres de la balance commerciale et des opérations courantes, et des facteurs à court terme comme le consensus actuel du marché ou des conflits politiques peuvent influencer sur le cours des devises. Il peut y avoir une perte financière pour l'investisseur si la monnaie étrangère dans laquelle l'investissement a été réalisé est dévaluée par rapport à la monnaie locale. Dans ce cas, la perte causée par la dévaluation peut clairement dépasser le rendement obtenu sinon avec le placement et donc entraîner une perte globale pour l'investisseur. À l'inverse, une appréciation de la monnaie locale peut produire un avantage pour l'investisseur.

6. Volatilité

Les cours des instruments financiers affichent des fluctuations au fil du temps. L'ampleur de ces fluctuations sur une période donnée est appelée volatilité. Le calcul de la volatilité est effectué à l'aide de données historiques selon des procédés statistiques définis. Plus la volatilité d'un instrument financier est élevée, plus le cours oscille à la hausse et à la baisse. Un placement financier dans des instruments affichant une forte volatilité est donc plus risqué, car il comporte un potentiel de perte plus élevé.

7. Risque de liquidité

Le risque de liquidité d'un placement décrit le risque pour un investisseur de ne pas pouvoir vendre ses titres à tout moment au prix de marché. En principe, l'offre et la demande d'un marché sont déterminantes pour le règlement des transactions sur titres. Dans la mesure où il n'existe que peu d'ordres, et très différents, pour un titre sur le marché, ce marché est qualifié d'illiquide. Dans ce cas, l'exécution d'ordres d'achat ou de vente n'est pas possible immédiatement, ou seulement en partie ou seulement à des conditions défavorables. En général, un important ordre de vente en moyenne entraîne des fluctuations de cours sensibles ou peut être exécuté à un niveau de cours nettement plus faible.

8. Risque de charges

Lors de l'achat et de la vente d'instruments financiers, outre le prix actuel de l'instrument financier, des charges sont dues. Les charges peuvent être classées en trois catégories. La première catégorie correspond aux coûts liés directement à l'achat. Ce sont les coûts de transaction et les commissions répercutées aux clients par les institutions de crédit. La deuxième catégorie est constituée par les coûts ultérieurs, p. ex. les frais de gestion du dépôt. La troisième catégorie prend en compte les frais courants supplémentaires, par exemple les frais de gestion dans le cas de parts de fonds d'investissement. Le montant des charges influence directement le rendement qu'un investisseur peut réaliser avec un instrument financier. Plus les charges sont élevées, plus le rendement doit être élevé pour couvrir les coûts.

9. Risques fiscaux

Les revenus générés à partir d'investissements financiers sont en général imposables et/ou taxés pour l'investisseur. Les changements de conditions-cadres fiscaux pour les revenus des capitaux peuvent entraîner un changement de charge fiscale. Pour les placements à l'étranger, il peut également y avoir une double imposition. Les impôts et taxes amputent le rendement effectivement généré par l'investisseur. Par ailleurs, les décisions en matière de politique fiscale peuvent avoir un effet positif ou négatif sur l'évolution des cours des marchés de capitaux dans leur ensemble.

10. Risque de placements financiers financés par un crédit

Dans certaines circonstances, les investisseurs peuvent obtenir des fonds supplémentaires pour leur placement en souscrivant un crédit ou en mettant en gage leurs instruments financiers dans le but d'augmenter le montant du placement. Cette procédure produit un effet de levier du capital placé et peut entraîner une augmentation considérable du risque. Cet effet de levier se multiplie encore si l'instrument financier financé par un crédit produit lui-même un effet de levier, par exemple avec les opérations sur options ou les contrats à terme. En cas de perte de valeur d'un instrument financier, dans certaines circonstances, les obligations de versements complémentaires de la mise en gage ou les créances d'intérêts ou de remboursement du crédit ne peuvent plus être honorées et l'investisseur est forcé de vendre (partiellement) les instruments financiers. Les investisseurs devraient exclusivement utiliser un capital librement disponible pour le placement financier, dont ils n'ont pas besoin pour le coût de la vie courante et pour couvrir les engagements courants. Les investisseurs ne devraient jamais compter sur le fait qu'ils pourront rembourser le crédit souscrit et les intérêts à partir des revenus du placement financier, mais s'assurer qu'ils peuvent aussi faire face au crédit et aux intérêts si le placement financier entraîne des pertes, jusqu'à la perte totale.

11. Risque d'informations erronées

Des informations pertinentes constituent la base du succès des décisions de placement. Des décisions erronées peuvent être prises sur la base d'informations erronées, incomplètes ou fausses, ainsi qu'en cas d'absence de transmission d'informations ou de transmission retardée. Pour ce motif, il peut être judicieux dans certains cas de ne pas se fier à une seule source d'informations en cas d'intérêt pour un placement financier, mais d'obtenir d'autres informations.

12. Risque de transmission

Les ordres de l'investisseur pour acheter ou vendre des instruments financiers doivent contenir certaines informations absolument nécessaires pour que l'investisseur ait droit à l'exécution de l'ordre vis-à-vis de la société négociant des valeurs mobilières et afin d'éviter les malentendus. En font notamment partie l'instruction d'achat ou de vente, la quantité ou le montant nominal et la désignation exacte de l'instrument financier.

13. Risque de conservation des titres par le propriétaire lui-même

La conservation des titres par le propriétaire lui-même expose au risque de perte des documents, par exemple en cas d'incendie ou de vol. L'acquisition de nouveaux titres physiques incarnant les droits de l'investisseur peut s'avérer longue et coûteuse. Les investisseurs qui conservent leurs titres sous leur propre garde risquent en outre de manquer des échéances et délais importants de sorte que certains droits découlant des titres ne peuvent être exercés qu'avec du retard ou ne peuvent plus être exercés.

14. Risque de garde des titres à l'étranger

Les titres acquis à l'étranger sont la plupart du temps conservés par un tiers à l'étranger choisi par la banque dépositaire. Cela implique des frais supplémentaires, des délais de livraison plus longs et des aléas liés aux législations étrangères. Dans le cas d'une procédure collective ou d'autres mesures d'exécution forcée à l'encontre du dépositaire étranger notamment, l'accès aux titres peut être restreint ou même exclu.

15. Risque en cas d'investissements dans des actifs d'infrastructures

Avant d'investir dans des actifs d'infrastructures (les actifs d'infrastructures sont des actifs qui couvrent la mise à disposition élémentaire de services de base, d'équipements et d'institutions dont dépendent la croissance et le développement d'une communauté, comme les énergies renouvelables, les services publics, le transport, l'infrastructure sociale et la communication, ainsi que d'autres actifs d'intérêt social ou économique), les investisseurs potentiels devraient examiner avec soin les facteurs de risques spécifiques.

L'investissement dans des actifs d'infrastructures comporte beaucoup de risques. La valeur des placements pourrait diminuer et augmenter et les investisseurs pourraient ne pas récupérer le montant qu'ils ont investi au départ par le biais d'une restitution ou d'une autre manière, ou même ne rien récupérer du tout.

Les investissements dans les infrastructures sont généralement soumis aux risques inhérents à la propriété et à l'exploitation des différents placements, par exemple (i) les risques liés au climat économique général localement et à l'étranger ; (ii) les données fondamentales dans le secteur local des infrastructures ; (iii) les risques dépendant des flux de trésorerie ; (iv) les risques et problèmes d'exploitation en l'absence de certaines matières premières ou d'autres ressources ; (v) les changements de disponibilité des financements ; (vi) les pénuries d'approvisionnement ; (vii) les changements dans les lois et dispositions concernant les impôts, les infrastructures, l'environnement et l'occupation de l'espace ; (viii) différents risques non assurés ou non assurables ; (ix) les catastrophes naturelles ; (x) la capacité à gérer les placements d'infrastructures et à en sortir avec succès ; et (xi) la disponibilité et le (xii) coût d'emprunt. Concernant les investissements dans des actions ou des titres de créance, les fonds d'investissement alternatifs dépendent largement de la capacité de tiers à gérer avec succès les actifs sous-jacents. Il n'existe pas de certitude qu'un marché existe pour la revente rapide des placements, car les placements dans les infrastructures ne sont en général pas liquides.

Actifs d'infrastructures en général

Les actifs d'infrastructures peuvent comporter des risques qui proviennent largement d'aspects de la concentration géographique ou de la concentration du marché, de l'instabilité financière de sous-traitants et clients tiers, de dispositions légales, de problèmes techniques, de l'offre, de la demande et des variations de prix, d'une mauvaise performance opérationnelle, de la fin de projets et du climat économique, y compris les fluctuations de taux. Ces risques peuvent avoir un impact négatif important sur la valeur des actifs d'infrastructures qui sous-tendent les investissements.

Risques économiques

Les actifs d'infrastructures sont sensibles aux changements négatifs des conditions économiques dans les pays dans lesquels ils sont implantés, ainsi qu'aux récessions économiques mondiales. Étant donné que les projets dans ce domaine tendent à être à long terme, les projets qui ont été jugés intéressants à une époque où les conditions étaient favorables peuvent être touchés à la suite de changements négatifs sur les marchés financiers, dans le consensus des investisseurs ou d'une récession économique générale.

Risques écologiques

Les entreprises d'infrastructure (il s'agit d'entreprises cotées ou non cotées en bourse, du secteur public ou du secteur privé, qui détiennent directement ou indirectement un ou plusieurs actifs d'infrastructures et développent ou exploitent, y compris l'ensemble des actifs qui sont en lien avec l'actif d'infrastructures concerné ou en font partie) peuvent être tenues responsables des infractions aux lois, règles et dispositions de protection écologique, ou peuvent être engagées par des obligations écologiques qui apparaîtront à l'avenir en lien avec des terrains qui appartiennent à cette entreprise d'infrastructures ou qu'elle utilise. L'obligation potentielle comprend le paiement de frais d'analyse, de surveillance, d'élimination et de réparation, ainsi que des amendes en cas de non-respect des lois, règlements et dispositions correspondantes. Il peut y avoir une indemnité à payer si une obligation apparaît pour les dommages corporels, matériels ou d'autres dommages privés qui peuvent être réclamés. Souvent, cette obligation apparaît indépendamment de la connaissance du propriétaire ou de l'exploitant du terrain et indépendamment du fait qu'il ait causé par exemple la pollution, ou non. Une obligation de cette nature peut affecter négativement la valeur de l'actif d'infrastructures.

Construction et risque opérationnel

La rentabilité à long terme des placements d'infrastructures concernés dépendra de la conception, de la construction, de l'exploitation et de l'entretien efficaces des actifs d'infrastructures sous-jacents. La construction et l'exploitation de ces actifs d'infrastructures sont souvent sous-traitées à des partenaires contractuels tiers et l'ensemble des défauts de conception ou de construction possibles et/ou une exploitation et un entretien inefficaces par ce partenaire contractuel tiers et/ou le dépassement des limites de responsabilité de ces partenaires contractuels peuvent amputer le rendement. Si les risques décrits ci-dessus se réalisent, cela pourrait avoir un impact négatif considérable sur la valeur des actifs d'infrastructures. De même, pendant la durée de vie d'un actif d'infrastructures, des parties intégrantes de ce dernier ou un bâtiment pourraient devoir être remplacés ou soumis à une rénovation intégrale. L'ensemble de l'impact des coûts qui ne sont pas répercutés d'une autre manière aux sous-traitants sont supportés en général par l'entreprise d'infrastructure concernée et peuvent avoir un effet négatif sur la capacité à régler ses dettes principales. D'autres risques opérationnels sont liés à la fin de contrats de projet. Les contrats pour les projets d'infrastructures, y compris, sans s'y limiter, les Public Private Partnerships (PPP) / Private Finance Initiative (PFI), les projets d'énergie renouvelable et conventionnelle, les structures en leasing, et le financement d'acquisition autorisent la contrepartie concernée et l'entreprise d'infrastructures à résilier. La résiliation de contrats de projet peut avoir des conséquences importantes sur la capacité de l'emprunteur à régler ses dettes principales.

Risques souverains / risques pays

Les concessions pour certains actifs d'infrastructures sont accordées par des organismes gouvernementaux et sont soumises à des risques spécifiques, y compris le risque que les organismes gouvernementaux correspondants exercent leur souveraineté et prennent des mesures en contradiction avec les droits du détenteur des actifs en vertu du contrat de concession. Il ne peut y avoir aucune garantie que les organismes gouvernementaux correspondants n'éditent pas une loi, un règlement ou n'introduisent pas un impôt, ne modifient pas les lois applicables ou agissent d'une manière contraire au droit qui toucherait l'activité de l'actif de façon importante et défavorable.

Risque régional ou géographique

Ce risque apparaît si les actifs d'une entreprise d'infrastructures ne sont pas mobiles. S'il se produisait un événement qui empêche la performance d'un actif d'une entreprise d'infrastructures sur le lieu géographique où l'entreprise exploite cet actif, la performance de l'entreprise d'infrastructures peut être affectée négativement.

Risque lié au deal flow

Les possibilités de placement qui offrent un rendement financier correspondant aux objectifs de placement du véhicule concerné pourraient manquer, de sorte que celui-ci ne parvient pas à investir les revenus tirés de la souscription. Ce risque peut principalement résulter d'une reprise du marché pour les actions d'infrastructures et/ou de la concurrence avec d'autres fonds d'investissement dans les infrastructures.

Risque par rapport aux revenus de l'entreprise d'infrastructures

Les revenus générés par le véhicule de placement concerné grâce à une entreprise d'infrastructures sont principalement tirés des dividendes, intérêts et revenus de capitaux qui peuvent beaucoup varier entre les revenus à court terme et à long terme. Surtout, les revenus de l'entreprise d'infrastructures peuvent être affectés négativement si des intérêts à court terme existants augmentent et si l'entreprise d'infrastructures fait appel à un emprunt à intérêt variable.

Risque de performance

La rentabilité à long terme d'une entreprise d'infrastructures dépend en partie de la construction dans les délais sans dépassement des coûts et de l'exploitation efficace et de l'entreprise de ses actifs d'infrastructures. Si une entreprise d'infrastructures ne parvient pas à entretenir et exploiter ses actifs de façon efficace, la capacité de l'entreprise à payer des dividendes ou des intérêts aux investisseurs peut être dégradée. La destruction ou le déclin d'un actif d'infrastructures peut avoir un effet important sur l'entreprise d'infrastructures. Si l'entreprise d'infrastructures n'a pas souscrit une assurance adéquate ou n'exploite pas l'actif de manière appropriée, cela peut entraîner des pertes considérables.

Risque de changement de réglementation

Les entreprises d'infrastructures et leurs valeurs sont soumises en général à un environnement fortement réglementé, notamment si elles sont de natures stratégiques, ont un impact environnemental, sont à disposition du public, ont accès à des aides publiques ou à des règles fiscales avantageuses, ou sont pratiquement en position de monopole. Bien que les entreprises protègent en

principe leurs actifs contre les changements de lois et règles applicables, notamment si ces changements étaient discriminants, les flux de trésorerie et le rendement pour les investisseurs peuvent être considérablement affectés par ces changements.

Impôts dans les pays concernés

Le véhicule de placement concerné, les structures d'investissement qui sous-tendent ce véhicule de placement (y compris d'éventuelles filiales) et les associés peuvent être soumis à l'impôt sur le revenu, ou un autre impôt dans d'autres pays dans lesquels les véhicules concernés sont domiciliés et/ou où des placements ont été effectués. Par ailleurs, des impôts anticipés ou des impôts sur les filiales peuvent être prélevés sur les revenus du véhicule de placement concerné tirés des placements dans ces pays. En outre, les impôts dus localement par un véhicule de placement ou une filiale dans ces pays ne peuvent être déduits ou imputés par les associés dans leur propre pays.

Risque relatif aux actifs stratégiques

Les entreprises d'infrastructures peuvent contrôler des actifs stratégiques majeurs. Les actifs stratégiques sont des actifs ayant un profil national ou régional et ayant parfois un caractère monopolistique. Ces placements pourraient comporter des risques supplémentaires qui n'existent pas dans d'autres secteurs en raison de leur nature. Compte tenu de leur profil national ou régional et/ou parce qu'ils sont irremplaçables, les placements stratégiques peuvent constituer une cible plus attirante pour les attaques terroristes ou les mesures politiques. Parce que les produits et services fournis par les entreprises d'infrastructures sont si importants, la probabilité que la demande pour les services fournis par les entreprises d'infrastructures soit constante augmente. Si une entreprise d'infrastructures devait échouer à mettre à disposition ces services, et ne parvenait pas à corriger la mauvaise performance dans un délai raisonnable, il existe un risque que des déductions soient faites du flux des revenus de l'entreprise en raison de la performance ou que le contrat de projet sous-jacent soit résilié, et donc le risque de perte potentielle pour les investisseurs est renforcé.

Risque relatif aux incidents (« Relief Events »)

Les incidents, comme les atteintes causées par le mauvais temps, une grève, des manifestants et personnes qui pénètrent sans autorisation sur le terrain d'exploitation, etc. qui peuvent entraver à tout moment la performance de ses obligations par l'entreprise d'infrastructures et pour lesquels l'entreprise d'infrastructures supporte le risque financier au sens des frais supplémentaires et des pertes de revenus et/ou revenus différés (mais pour lesquels une décharge pour la résiliation en cas de non-exécution du service complet est accordée) peuvent affecter lourdement le placement du véhicule concerné, ce qui pourrait entraîner une violation conformément aux prêts liés qui sont détenus par le véhicule de placement.

Risque par rapport aux distributions pour les instruments de capitaux propres

Lors de la sélection des instruments de capitaux propres dans lesquels les véhicules de placement concernés investiront, le gestionnaire de placement peut prendre en compte l'historique de l'entreprise d'infrastructures concernant les distributions périodiques régulières (p. ex. dividendes) effectuées à ses actionnaires. L'historique d'un émetteur concernant les distributions effectuées ne constitue toutefois pas une garantie que l'émetteur continuera à l'avenir à verser des dividendes. La distribution de revenus en lien avec des instruments de capitaux propres n'est pas garantie et sera subordonnée aux obligations de paiement de l'émetteur pour ses dettes et autres obligations. Par conséquent, si l'émetteur ne génère pas de revenus de manière suffisante sur une période donnée pour régler ses obligations et verser des dividendes pour ses instruments de capitaux propres, il peut renoncer à verser des dividendes pour ses instruments de capitaux propres et peut être soumis à un cas de retard au sens technique et/ou à un cas d'accélération d'exigibilité de la dette (« debt acceleration event »). De plus, le paiement peut être suspendu en principe à la discrétion de l'émetteur, car les émetteurs ne sont pas tenus de verser des paiements périodiques aux détenteurs de leurs instruments de capitaux propres. Par ailleurs, une partie des dividendes représenteront les revenus des capitaux. Ceux-ci peuvent dépendre non seulement de la situation sous-jacente de l'émetteur, mais aussi des conditions générales du marché.

Risques relatifs à la documentation et aux litiges

Les entreprises d'infrastructures sont souvent soumises à une série de documents juridiques et contrats complexes. C'est pourquoi le risque de litige relatif à l'interprétation ou à l'applicabilité de la documentation peut être plus élevé qu'avec d'autres émetteurs et actifs, y compris le risque de litige avec un organisme gouvernemental, avec lequel un contrat à long terme avait été conclu ou qui agit en tant qu'autorité de régulation pour les actifs d'infrastructures.

Risque client

Les entreprises d'infrastructures peuvent avoir une base de clients étroite. Si ces clients ou partenaires contractuels n'ont plus besoin des services fournis par un actif d'infrastructures ou s'ils ne procèdent plus aux paiements conformément à leurs obligations contractuelles, cela peut faire disparaître des recettes importantes et ne pas être remplaçable. Cela affecterait la rentabilité de l'entreprise d'infrastructures et la valeur des titres ou autres instruments qu'elle a émis.

Risque de refinancement

Les entreprises d'infrastructures peuvent avoir besoin de refinancer des parties ou la totalité de leur emprunt avant la fin d'un projet afin de payer les engagements du projet à l'échéance de ces derniers. S'il existe un besoin de refinancement pour un projet, il existe un risque que ce refinancement ne puisse pas être garanti aux coûts de financement prévus. Cela pourrait affecter le calendrier et/ou le montant des distributions ou d'autres paiements liés au capital propre de l'entreprise d'infrastructures. Si le refinancement ne peut être garanti aux coûts de financement prévus, les distributions découlant de ce projet pourraient être réduites considérablement. Si un refinancement pour un ou plusieurs de ces projets ne peut absolument pas être garanti, le projet (dépendant de mesures limitées de garantie dans la documentation du projet) pourrait totalement être annulé.

Risque de levier au niveau de l'entreprise d'infrastructures

Les entreprises d'infrastructures utilisent probablement un levier (leverage) pour le financement des actifs d'infrastructures. Le levier comporte des risques et des réflexions spécifiques pour le véhicule de placement concerné, y compris :

- la probabilité d'une volatilité plus élevée de la valeur de l'entreprise d'infrastructures ;
- le risque que des fluctuations des intérêts entraînent des fluctuations des dividendes versés au véhicule de placement ou limitent le rendement pour le véhicule de placement ;
- dans un marché en recul, l'effet de levier entraîne un recul plus grand de la VL des entreprises d'infrastructures que si celles-ci n'avaient pas eu recours au levier ;
- le risque d'une violation des contrats entraîne l'exécution des droits ou des droits à exigibilité anticipée par les débiteurs et/ou les principaux créanciers.

Risques de restructuration

Si une entreprise d'infrastructures a besoin d'une restructuration en raison d'un cas de force majeure, d'une attaque terroriste ou d'un conflit armé, d'un incident (« Relief Event ») et/ou pour d'autres motifs, il existe un risque que cette restructuration ne soit pas dans l'intérêt du véhicule de placement ou ne puisse être réalisée avec succès. Un tel échec peut entraîner un risque renforcé et des coûts pour le véhicule de placement concerné et provoquer un rendement réduit pour les actionnaires ou des pertes d'actionnaires.

Risque par rapport à un cas de force majeure

Les cas de force majeure, comme les troubles sociaux, émeutes, conflits, guerres, inondations, tremblements de terre, impacts de foudre, intempéries et cyclones peuvent lourdement affecter le rendement sur le placement du véhicule de placement. Alors que la construction et l'exploitation des actifs d'infrastructures sont en principe encadrées par des documents juridiques et contrats, la réduction des flux de trésorerie à la suite de cas de force majeure est essentiellement à la charge des partenaires contractuels, comme les assureurs, prestataires, exploitants et autorités publiques, il existe des situations de force majeure dans lesquelles une entreprise d'infrastructures pourrait subir de lourdes pertes, voire l'insolvabilité. Ces situations peuvent se produire si les risques liés à la force majeure ne sont que partiellement à la charge de tiers d'après les règles contractuelles applicables, si les partenaires contractuels ne remplissent pas leurs obligations pour cause de force majeure et, de façon plus générale, si les cas de force majeure ébranlent l'économie et la stabilité d'une région ou d'un pays en raison de leur ampleur et/ou de leur durée.

Attaques terroristes ou conflits armés

Les attaques terroristes peuvent être préjudiciables pour les placements du véhicule concerné. Il n'y a pas de garantie qu'il n'y aura pas d'autres attaques terroristes contre les pays dans lesquels se trouvent les actifs d'infrastructures ou contre les actifs d'infrastructures eux-mêmes. Ces attaques ou conflits armés peuvent avoir un effet direct sur les actifs d'infrastructures sous-jacents aux placements du véhicule ou sur le marché des titres en général. Les pertes découlant de ce type d'événements ne sont pas assurables. De façon plus générale, tout événement de ce type peut avoir pour conséquence que la confiance des consommateurs et leur comportement de dépense se réduise ou entraîne une volatilité plus grande sur les marchés financiers et dans l'économie. Les conditions économiques défavorables pourraient affecter la valeur des actifs d'infrastructures sous-jacents aux placements du véhicule ou le marché des titres en général, ce qui pourrait nuire à la performance financière du véhicule de placement et pourrait causer une hausse de la volatilité de la valeur du placement. En outre, ces événements pourraient causer

une réduction des revenus générés par les actifs liés, et une hausse des défaillances selon les instruments de créance détenus par le véhicule de placement.

Risques environnementaux

Les actifs d'infrastructures peuvent être soumis à de nombreuses lois, règles et dispositions réglementaires dans le cadre de la protection de l'environnement. Certaines lois, règles et dispositions réglementaires peuvent exiger que les placements se chargent de la remise en état des contaminations antérieures, par exemple celles du sol et de la nappe phréatique qui résultent de fuite de carburants, substances dangereuses ou autres substances toxiques pour l'environnement. Un propriétaire ou exploitant antérieur des biens immobiliers peut être responsable du non-respect des règles environnementales et d'hygiène et de sécurité et des coûts d'analyses, de surveillance, d'élimination ou d'assainissement de substances dangereuses sur la base de différentes lois environnementales, règles et dispositions réglementaires. Ces lois prévoient souvent une responsabilité indépendamment du fait que le propriétaire ou l'exploitant ait eu connaissance de l'existence des substances dangereuses ou ait été responsable de ces substances, ou non. L'existence de substances dangereuses sur un terrain pourrait également entraîner des recours de personnes privées pour des dommages physiques ou matériels. Les personnes qui organisent l'élimination ou le traitement des substances dangereuses peuvent également être responsables des coûts d'élimination ou d'assainissement de ces matériaux dans l'installation d'élimination ou de traitement, indépendamment du fait que cet institut soit ou n'ait jamais été possédé ou exploité par la personne concernée. Les entreprises d'approvisionnement en énergie sont soumises dans chaque pays dans lequel elles opèrent à de nombreuses lois environnementales et dispositions réglementaires. Certaines des dispositions les plus contraignantes régulent les émissions de substances polluantes comme le dioxyde de soufre, l'oxyde d'azote et la poussière fine. Les normes d'émission pour le dioxyde de soufre, l'oxyde d'azote et la poussière fine peuvent être strictes et devraient être encore renforcées dans les prochaines années. De nouvelles dispositions devraient également être introduites pour les générateurs et leurs émissions de gaz à effet de serre, notamment le dioxyde de carbone. L'environnement réglementaire incertain et changeant en permanence dans lequel les générateurs sont utilisés rend probable que les coûts d'exploitation des générateurs augmentent dans les années à venir et que la position de différents types de carburants et technologies de production change. Certains changements possibles de lois environnementales et dispositions réglementaires pour les générateurs pourraient avoir un effet important sur la performance d'un ou plusieurs investissements du fonds, de sorte qu'ils affecteraient fortement le fonds. Le fonds peut être exposé à un risque important de perte à cause des exigences environnementales qui s'appliquent aux actifs d'infrastructures du fonds et ces pertes peuvent dépasser la valeur de l'investissement. Par ailleurs, des changements de lois environnementales ou de la situation environnementale d'un placement du fonds peuvent entraîner des obligations qui n'existaient pas à la date d'acquisition du placement ou qui n'étaient pas prévisibles. Par exemple, de nouvelles dispositions environnementales peuvent nécessiter des procédures de conformité onéreuses pour les actifs d'infrastructures.

En outre, les actifs d'infrastructures ont potentiellement un impact écologique considérable. Par conséquent, ils pourraient déclencher des protestations de groupes communaux et environnementaux en raison du développement ou de l'exploitation des actifs d'infrastructures, et ces protestations peuvent provoquer des mesures publiques aux dépens des propriétaires des actifs d'infrastructures. L'exploitation habituelle ou la survenance d'un accident dans un actif d'infrastructures pourrait entraîner des dégâts écologiques importants qui pourraient mettre le placement concerné dans une situation de grande difficulté financière. De plus, les coûts d'assainissement, si nécessaire, des dégâts environnementaux occasionnés et le rinstitut de bonnes relations avec les communes concernées pourraient être très lourds.

Risque de coûts supplémentaires et plus élevés d'un projet d'investissement

En général, les activités d'investissement sont associées au risque que les coûts liés au projet concret d'investissement selon le plan et le budget d'investissement (p. ex. coûts de production, coûts des installations) soient dépassés en conséquence de changements imprévus ou d'informations incomplètes ou inexactes qui ont été utilisées pour la décision de placement concernée. Si le véhicule de placement concerné participe à l'appel d'offres concernant un investissement, il existe un risque, si son offre ne remporte pas le marché, que le véhicule de placement, en plus de ses propres coûts, doive supporter également les coûts de tiers dans le cadre de l'appel d'offres.

Risque d'exécution du contrat

Le résultat économique des projets d'investissement des véhicules de placement dépend entre autres du fait que les partenaires contractuels impliqués remplissent leurs obligations découlant des contrats conclus avec eux. Les violations du contrat des partenaires contractuels, ainsi que leur insolvabilité, peuvent entraîner la résiliation des contrats, ce qui peut avoir pour conséquence que les projets d'investissement ne puissent être achevés ou exécutés, ou uniquement à des coûts plus élevés ou avec des pertes.

Risques de financement

Les projets et les entreprises du domaine des infrastructures sont souvent largement financés par l'emprunt et pour cette raison, sont plus sensibles aux changements défavorables de taux, à une conjoncture en recul, aux changements sur le marché des capitaux et à un service de la dette plus élevé que les projets et les entreprises qui ne sont pas financés par l'emprunt, ou qui sont seulement financés par l'emprunt de façon limitée. Cela peut aussi conduire à ce que les participations détenues par les véhicules de placement concernés ou les projets d'investissement auxquels ils participent ne puissent être achevés ou ne soient plus en mesure de financer l'exploitation future et le besoin de capitaux. Cela peut avoir pour conséquence des exigences financières et opérationnelles trop restrictives de la part des banques fournissant le financement, p. ex. la demande de ne plus effectuer (temporairement) de distributions ou de paiements de dividendes. Les changements de taux d'intérêt ont également des effets dans certaines circonstances sur le taux d'escompte appliqué pour l'évaluation des projets et des entreprises. C'est pourquoi cette évaluation peut être exposée à des variations. Cela peut affecter négativement les prix qui sont obtenus en cas de cession des participations. De plus, pour les projets et entreprises qui sont soumis à la surveillance publique, les autorités de régulation se repèrent souvent sur les taux d'intérêt du marché pour le calcul des prix qu'elles approuvent.

Risque de disponibilité de l'emprunt

Afin de parvenir à une structure optimisée du capital, pour l'acquisition ou le refinancement de projets et d'entreprises dans le domaine des infrastructures, outre la disponibilité des capitaux propres, il est surtout question de pouvoir accéder à l'emprunt sur le marché en quantité suffisante et à des conditions appropriées. Les difficultés touchant la disponibilité de l'emprunt peuvent avoir pour conséquence que les investissements ne puissent pas être réalisés dans le volume prévu ou seulement avec un coût élevé de l'emprunt. Cela peut avoir un effet négatif sur les résultats et la position financière des véhicules de placement concernés et leur capacité à remplir leurs obligations.

Risques juridiques et politiques

Les projets d'infrastructures sont exposés à des risques politiques et juridiques dans le pays dans lequel ils sont construits. Est notamment entendu par risque politique le risque d'incertitude concernant l'orientation politique future d'un pays particulier, son implication dans les systèmes supranationaux, la signature et la mise en œuvre de traités internationaux ainsi que le risque de chute d'un gouvernement et la perturbation de l'ordre social général et de la stabilité d'un tel pays (p. ex. conflits avec les syndicats, les groupes d'intérêts et les organisations publiques ou privées qui peuvent potentiellement mener des grèves, blocages ou autres actions qui peuvent nuire à l'achèvement dans les délais, à l'exploitation ou à l'exécution des projets d'investissement). Les risques juridiques sont des risques de changement possible des normes applicables dans un pays, ce qui peut avoir des effets sur les projets d'investissement. Ces risques peuvent entraîner la prolongation ou des retards dans l'exécution du projet, l'interruption d'un projet ou des coûts supplémentaires ou des pertes par rapport à un projet d'investissement. En raison des intérêts parfois largement publics qui existent dans les services, projets et entreprises du domaine des infrastructures, il ne faut pas exclure que l'approche des institutions publiques agissant en tant que concédant ou bailleur soit influencée par des motifs politiques. De tels intérêts politiques ne s'alignent pas nécessairement avec ceux des participations détenues et peuvent donc entraîner la prolongation ou des retards dans l'exécution du projet, l'interruption d'un projet, des coûts supplémentaires ou des pertes par rapport à un projet d'investissement.

Contrôles de la circulation des capitaux

Dans la mesure où les véhicules de placement investissent dans des pays dans lesquels il existe des contrôles de la circulation des capitaux ou dans lesquels ils vont être introduits, on ne peut exclure qu'en raison de l'existence ou de l'introduction de contrôles de la circulation des capitaux, un retour vers l'Allemagne des investissements ou une distribution des revenus des projets d'investissement soit impossible. Cela peut entraîner une dégradation nette de la position financière des véhicules de placement et influencer négativement sur leur capacité à remplir leurs obligations.

Risque de restrictions et de discrimination vis-à-vis des investisseurs étrangers

Dans divers pays, les activités des entreprises étrangères sont soumises à certaines restrictions. Il est par exemple fréquent que la majorité du capital d'une entreprise qui travaille dans un secteur défini comme clé par l'Etat, p. ex. le secteur de l'énergie, doivent être détenue par une société locale (ou des sociétés locales). Les entreprises étrangères n'ont souvent pas le droit de détenir la majorité des droits de vote et elles ne sont pas autorisées à exercer des droits de contrôle négatifs. La représentation d'un investisseur étranger au conseil d'administration ou dans la direction d'une entreprise locale doit correspondre au volume de la participation de l'investisseur. Typiquement, les pays émergents appliquent des restrictions et diverses mesures dans le but d'empêcher que des investisseurs étrangers aient le contrôle de domaines stratégiques et de moyens de production essentiels, ou afin de protéger les entreprises locales. La mise en œuvre ou le renforcement de telles restrictions et mesures protectionnistes dans les différents pays ne peut être exclu à l'avenir. De tels changements peuvent influencer de façon importante et défavorable la position financière ainsi que la capacité à remplir ses obligations.

Subvention d'autres technologies

Il ne peut être exclu que des organismes publics ou autres subventionnent d'autres technologies que celles qui ont été favorisées par les véhicules de placement concernés. Dans ce cas, l'exploitation des infrastructures et projets d'infrastructures peut s'avérer non rentable, ce qui peut avoir des effets défavorables sur les résultats commerciaux.

Risques liés à la documentation

Une grande partie des investissements dans des actifs d'infrastructures sont réalisés dans des projets et des entreprises dont l'activité est largement soumise à la surveillance publique. De telles activités dépendent souvent de concessions et de contrats avec des autorités administratives ou des entités publiques qui sont en général très complexes et peuvent entraîner des litiges concernant l'interprétation et l'applicabilité. La violation de tels contrats ou concessions peut mener à des amendes ou même à la perte du permis d'exploitation pour l'infrastructure concernée. Si l'exploitation d'une infrastructure nécessite un contrat de concession avec le secteur public, il peut arriver que ce contrat de concession soumette l'exploitation de l'installation à des restrictions, ce qui peut empêcher ou restreindre les possibilités d'organiser l'exploitation de l'installation de manière à générer le bénéfice le plus élevé possible. Les contrats de concession peuvent comprendre des clauses qui favorisent les autorités administratives ou les entités publiques plus que ce qui est habituel entre des parties privées dans les contrats économiques normaux. Par exemple, le contrat de concession peut autoriser l'autorité ou la partie contractuelle publique à résilier le contrat de concession dans certaines conditions (p. ex. en cas de violations mineures d'obligations d'investissement ou d'entretien) sans qu'un paiement compensatoire approprié doive être versé. Par ailleurs, il peut arriver qu'il faille donner le droit aux autorités administratives ou aux agents publics de modifier les dispositions de l'exploitation à leur discrétion. En outre, le pays peut adopter des lois, des dispositions ou des décrets qui peuvent influencer sur l'exploitation d'une installation. Cela peut être le cas indépendamment des droits contractuels qui doivent être accordés aux autorités ou aux entités publiques. Les autorités et entités publiques et gouvernementales ont une marge de manœuvre relativement large pour introduire des dispositions et règlements qui peuvent fortement influencer sur les investissements dans les infrastructures. De telles décisions et mesures peuvent être influencées par des intérêts politiques et peuvent conduire à des décisions qui impactent négativement les entreprises concernées et leur exploitation. Par ailleurs, il ne peut être exclu que des domaines qui ne sont pas encore soumis à la surveillance publique à la date d'institut et d'approbation du prospectus soient réglementés à l'avenir. Il existe aussi le risque que des autorités des pays dans lesquels il est possible d'investir introduisent ou modifient la réglementation qui régit les frais, tarifs autorisés ou d'autres paramètres économiques par rapport à l'exploitation d'infrastructures.

Informations et déclarations de tiers

Dans le cadre de l'évaluation des possibilités d'investissement, les gestionnaires des véhicules de placement font appel à des conseillers externes, par exemple des conseillers financiers, juridiques et fiscaux, ainsi que des conseillers techniques et des experts environnementaux. Les véhicules de placement fondent souvent leur processus de décision sur des estimations, expertises et autres rapports de conseillers sans être toujours en mesure eux-mêmes de juger par eux-mêmes si un tel rapport est complet et correct. Il faut également tenir compte du fait que les conclusions de conseillers externes contiennent souvent une partie d'avis subjectifs.

Investissements dans des projets Greenfield

Dans la mesure où on investit dans des projets qui sont en phase de développement et/ou de construction (les « projets Greenfield »), l'investisseur prend le risque que le projet ne soit pas achevé dans le budget prévu, dans le calendrier convenu ou conformément aux spécifications convenues. Les véhicules de placement peuvent être exposés au risque de coûts supplémentaires ou de pertes qui peuvent résulter de l'ajustement du calendrier ou du budget. Les projets Greenfield sont habituellement acquis sur la base de certaines hypothèses par rapport à la demande potentielle, à l'environnement de marché, à la rentabilité, etc. Concernant la longue phase préparatoire entre le début du projet et son achèvement, un projet classé initialement comme intéressant économiquement peut devenir un investissement sans intérêt économique après des changements sur le marché, p. ex. dans le comportement des investisseurs, sur les marchés financiers ou dans la demande de service.

Risque d'évolution des prix des matières premières

Pour l'exploitation d'infrastructures, notamment des usines de production d'énergie, des contrats de livraison des matières premières nécessaires pour cela sont indispensables. Il peut arriver que des fournisseurs rompent le contrat ou qu'une usine ne puisse pas être alimentée avec suffisamment de matières premières pour un autre motif. Dans certains cas, cela peut entraîner une réduction de la production (électricité et chaleur), ce qui peut avoir un effet négatif sur les résultats de la société d'investissement et donc indirectement sur les résultats et la position financière des véhicules de placement. Par ailleurs, il n'existe souvent aucun contrat à long terme concernant la livraison de carburant (avec garantie des volumes livrés, de la qualité et du prix). En outre, il n'existe pas de certitude que les taux d'augmentation des prix d'achat de matières premières pourront être compensés par les augmentations correspondantes des prix de vente.

Risques de construction et d'exploitation

La rentabilité à long terme des infrastructures dépend de l'efficacité de leur conception, de leur construction, de leur exploitation et de leur entretien. La construction et l'exploitation d'infrastructures sont souvent sous-traitées à des partenaires contractuels tiers. D'éventuels défauts de conception ou de construction et/ou une exploitation inefficace et un entretien défectueux des installations par des parties contractuelles tiers et/ou le dépassement d'éventuelles limites de responsabilité de sous-traitants peuvent nuire à la rentabilité des infrastructures. Dans la mesure où ces risques se réaliseraient, cela peut avoir un effet négatif important sur la valeur et la rentabilité du placement. Pendant la durée de vie d'une infrastructure, le remplacement ou une rénovation complète ou la maintenance des composants ou des bâtiments ou parties de bâtiments peuvent être nécessaires. Les conséquences financières qui ne peuvent être transférées à un sous-traitant sont dans ce cas à la charge de la société détenant une participation. La résiliation possible des contrats de projet doit également être considérée comme un risque d'exploitation. Les contrats relatifs aux projets d'infrastructures, y compris les contrats d'approvisionnement en énergie, les contrats de leasing et de location et les contrats de financement prévoient en général des droits de résiliation des parties. La résiliation de tels contrats peut considérablement impacter l'exploitation et la rentabilité d'une infrastructure.

III. Différents types de placements financiers et leurs risques spécifiques

1. Possibilités de placement dans des instruments financiers

Il existe différents types d'instruments financiers dans lesquels le gestionnaire de fortune investit l'argent de ses clients. Dans la présente brochure, nous voudrions vous présenter une vue d'ensemble des investissements dans les instruments financiers, des placements sur le marché monétaire, des actions, des obligations, des parts de fonds d'investissement ouverts et fermés, y compris les hedge funds, les produits structurés (par exemple les certificats) et des fonds d'investissement. En outre, nous voudrions vous présenter les possibilités d'investissement dans les métaux précieux et les matières premières, ainsi que dans l'immobilier. Dans les paragraphes suivants, les différentes catégories sont décrites et les risques généraux et spécifiques d'un placement dans chacune des catégories de placement sont présentés.

2. Placement sur le marché monétaire

Le marché monétaire est aussi connu comme le marché des dépôts à terme. Les placements sur le marché monétaire sont constitués de créances à court terme avec un taux d'intérêt et des durées librement choisies pouvant atteindre un an. Le débiteur est souvent une banque. Pour les placements sur le marché monétaire, un montant minimum défini est souvent prévu. Sous le terme de « placements sur le marché monétaire » sont souvent compris les créances non titrisées (placements sur le marché monétaire au sens strict) ainsi que les titres à court terme. Cela désigne des créances conçues comme des titres et qui sont librement négociables en général, de sorte qu'elles peuvent être vendues sur le marché secondaire avant échéance.

Risques spécifiques des placements sur le marché monétaire

Risque important

Il existe notamment un risque important en cas de concentration sur un ou plusieurs débiteurs. Dans ce cas, en cas de défaut de paiement, le risque de perte est beaucoup plus élevé qu'avec un portefeuille soigneusement diversifié.

Risque de corrélation

Il peut notamment exister un risque de corrélation si un investisseur est fortement orienté côté banque, par exemple si ses actifs sont largement concentrés sur les avoirs en compte, les placements sur le marché monétaire et/ou les actions de la banque.

Risque de règlement et de conservation

Un risque de règlement désigne le risque que l'acheteur paye par avance le prix d'un titre à court terme, mais qu'à la suite de la cessation des paiements du vendeur, il ne reçoive pas le titre à court terme. Le risque de conservation concerne le risque que le dépositaire des titres à court terme devienne insolvable.

3. Actions

Une action est un titre qui représente un droit d'un investisseur sur une société anonyme. Un actionnaire est copropriétaire de l'actif de la société anonyme et donc, participe au succès et à l'échec économiques de l'entreprise. Le succès ou l'échec de l'entreprise se reflète dans l'évolution positive ou négative du cours de l'action, ainsi que dans d'éventuelles distributions de dividendes.

Il existe différentes formes d'actions, qui sont dotées de différents droits. Les principales versions sont les actions ordinaires, actions préférentielles, les actions au porteur et les actions nominatives. Les actions ordinaires sont dotées de droits de vote et sont le type d'actions le plus largement répandu en Allemagne. En revanche, les actions préférentielles sont généralement conçues sans droits de vote. En compensation de l'absence de droit de vote, les actionnaires détenant des actions préférentielles ont un traitement privilégié, p. ex. lors de la distribution de dividendes. Pour les actions au porteur, aucune inscription de l'actionnaire au registre des actions n'est nécessaire. L'actionnaire peut exercer ses droits sans inscription. Les actions au porteur sont donc plus faciles à transmettre, ce qui améliore généralement leur négociabilité. Pour les actions nominatives, le nom du titulaire est inscrit dans un registre des actions. Sans inscription, il n'est pas possible d'exercer les droits découlant de la détention des actions.

Risques spécifiques des actions

Risque d'insolvabilité

Un actionnaire n'est pas un créancier, mais un bailleur de fonds propres et un copropriétaire de la société anonyme et donc exposé à tous les risques de l'entreprise. Dans un cas extrême, soit en cas d'insolvabilité de la société anonyme, les actionnaires participent donc au produit de la liquidation seulement une fois que tous les droits des créanciers ont été satisfaits.

Risque de fluctuation des cours

Les cours des actions sont touchés par des fluctuations imprévisibles. Du point de vue de l'actionnaire, le risque de fluctuation des cours est différent du risque de marché général et du risque spécifique à l'entreprise. Les deux pris individuellement ou cumulés influent sur l'évolution du cours des actions. On entend par risque de marché général pour une action le risque de changement de prix à la suite de la tendance générale sur le marché des actions. Le changement de prix n'est donc pas directement lié à la situation économique de l'entreprise. Toutes les actions sont soumises à un risque de marché de ce type. L'ampleur peut varier. Le risque spécifique à l'entreprise désigne le risque de recul du cours pour une entreprise spécifique en raison de facteurs qui concernent directement ou indirectement l'entreprise considérée. On peut par exemple mentionner les décisions de la direction parmi les facteurs. Le risque spécifique à l'entreprise peut donc avoir pour conséquence que les cours des actions suivent un cheminement totalement individuel à l'encontre de la tendance générale.

La confiance des acteurs du marché dans l'entreprise concernée peut également influencer sur l'évolution du cours. C'est notamment le cas pour les entreprises dont les actions sont cotées en bourse ou sur un autre marché organisé depuis une période courte ; dans ce cas, des changements limités des prévisions peuvent déjà entraîner de fortes variations de cours. Pour une action, si la part des actions librement négociables appartient à de nombreux actionnaires (le « flottant ») est faible, des ordres d'achat et de vente de faible ampleur peuvent déjà avoir un effet important sur le cours du marché et donc entraîner de fortes fluctuations du cours.

De plus, l'évolution du cours des actions est déterminée par les attentes des acteurs du marché vis-à-vis de l'entreprise spécifiquement et de l'évolution de marché générale, ainsi que par le comportement d'investissement des acteurs du marché. Le comportement d'investissement des acteurs du marché peut aussi être influencé par des facteurs irrationnels, comme les ambiances, les avis et les rumeurs, des considérations irrationnelles et un comportement de psychologie des masses, comme l'instinct grégaire ou l'orientation par rapport à certains acteurs du marché ou certaines bourses. Cela peut avoir pour conséquence que les tendances existantes sur le marché soient encore renforcées et soient décorréliées de la situation économique globale ou de celle de l'entreprise et ne reflètent plus cette dernière.

Risque de dividendes

Les dividendes désignent la participation des actionnaires au bénéfice d'une entreprise. Les dividendes d'une action sont principalement définis en fonction du bénéfice généré par l'entreprise et peuvent augmenter, baisser ou être supprimés en fonction de la situation financière d'une entreprise sur une année.

Risque de variation des taux

A la suite d'une hausse des taux, il peut arriver que les cours d'une action, généralement avec un certain retard, évoluent à la baisse. C'est justifié p. ex. par le fait que les entreprises doivent souscrire des crédits à des taux plus élevés. D'autre part, les investisseurs disposent le cas échéant de possibilités de placement attractives du fait de la hausse des taux.

Risque prévisionnel

L'investisseur peut évaluer de façon erronée pendant une période limitée l'évolution future des actions, y compris en utilisant une ou différentes techniques d'analyse (analyses fondamentales ou analyses de graphiques) et acheter ou vendre des actions à une date défavorable pour l'investisseur.

Risque de perte ou de changement des droits de sociétariat et d'un delisting

Par des mesures de l'entreprise, comme un changement de forme juridique, des fusions, des scissions ou des contrats d'entreprise, les droits de l'actionnaire peuvent changer ou être partiellement ou totalement supprimés. Par ailleurs, les actionnaires minoritaires peuvent être exclus de la société en cas d'existence d'un actionnaire principal dans certaines conditions, dans le cadre d'un squeeze out. Ces mesures de l'entreprise peuvent avoir pour conséquence que l'investisseur doive céder ses parts de façon anticipée avec des pertes et ne puisse réaliser la durée de placement prévue dans l'action. De plus, les mesures peuvent entraîner des pertes de cours pour l'action. En cas de perte de droits d'associé, l'investisseur peut prétendre à un dédommagement de l'entreprise en vertu des règles légales, qui peut toutefois rester inférieur en valeur au droit d'associé perdu.

Par ailleurs, l'entreprise peut décider de faire révoquer l'autorisation des actions à être négociées en bourse (delisting). Dans ce cas, les actions ne peuvent être négociées que difficilement et souvent avec des réductions nettes de cours par rapport au cours antérieur. En raison de cette négociabilité restreinte, l'annonce d'un delisting entraîne fréquemment des pertes de cours nettes pour l'action concernée.

Risque de négociabilité limitée pour les actions non cotées

Pour les actions que ne sont pas négociées sur une bourse, il existe un risque de ne pas pouvoir procéder immédiatement à la vente des actions.

4. Obligations

Les obligations désignent une large palette de titres produisant des intérêts, aussi appelés titres à revenu fixe. Cela comprend, outre les obligations « classiques », les obligations indexées, les obligations hypothécaires et les obligations structurées. Le fonctionnement de base est le même pour toutes les obligations. À l'inverse des actions, les obligations sont émises tant par des entreprises (cotées en bourse et non cotées) que par des institutions publiques et des états (les émetteurs). Les obligations peuvent avoir une notation « investment grade » donnée par une agence de notation, ou pas. Elles ne donnent pas au titulaire de parts sociales de l'émetteur, mais le titulaire devient créancier de l'émetteur. Par l'émission d'obligations, un émetteur emprunte du capital. Les obligations sont des titres négociables avec un montant nominal (montant de la dette), un taux d'intérêt (coupon) et une durée fixe.

Comme avec un crédit, l'émetteur s'engage à verser à l'investisseur des intérêts correspondants. Les intérêts peuvent être payés à intervalles réguliers pendant la durée de vie ou cumulés à la fin de la durée de vie. À la fin de la durée de vie, l'investisseur reçoit également le remboursement du montant nominal. Le montant des intérêts à payer dépend de différents facteurs. Les principaux paramètres pour le montant des intérêts sont en général la solvabilité de l'émetteur, la durée de vie de l'obligation, la monnaie sous-jacente et le niveau général des taux sur le marché.

En fonction de la méthode de paiement des intérêts, les obligations peuvent être classées en différents groupes. Si le taux d'intérêt est fixé par avance pour toute la durée de vie, on parle de « Straight Bonds ». Les obligations pour lesquelles le taux d'intérêt est couplé à un taux de référence variable et dont le taux peut varier pendant la durée de vie de l'obligation sont appelées « Floater » (en anglais, float = flotter). Une hausse ou une baisse possible propre à l'entreprise par rapport au taux de référence est généralement orientée en fonction du risque de crédit de l'émetteur. Un taux plus élevé signifie en principe que le risque de crédit est plus grand. Exactement comme les actions, les obligations peuvent être négociées en bourse ou de gré à gré.

Les revenus que les investisseurs peuvent obtenir grâce à des investissements dans des obligations résultent des intérêts du montant nominal de l'obligation, ainsi que de la différence éventuelle entre le cours d'achat et de vente.

Risques spécifiques des obligations

Risque d'émetteur / risque de crédit

On entend par risque de crédit le risque d'incapacité de paiement ou d'illiquidité de l'émetteur. Cela signifie que l'émetteur est potentiellement, temporairement ou définitivement dans l'incapacité de remplir dans les délais ses obligations en matière d'intérêts et/ou de remboursement du principal. En cas de doute, un investisseur est donc menacé par une perte totale du capital investi. La solvabilité d'un émetteur peut résulter de changements conjoncturels, de changements chez l'émetteur lui-même (p. ex. crise économique dans un pays) ou d'évolutions politiques. La solvabilité de nombreux émetteurs est évaluée à intervalles réguliers par les agences de notation et hiérarchisée en classes de risque. Un émetteur avec une solvabilité limitée doit en général payer aux acheteurs des obligations un taux d'intérêt plus élevé en compensation du risque de crédit qu'un émetteur avec une solvabilité exceptionnelle. Dans le cas des obligations garanties (« Covered Bonds »), la solvabilité dépend en premier lieu du périmètre et de la qualité de la garantie (fonds de garantie) et pas exclusivement de la solvabilité de l'émetteur.

Risque d'inflation

On appelle risque d'inflation la variation du pouvoir d'achat du remboursement final et/ou des intérêts découlant d'un placement. Si pendant la durée de vie d'une obligation, l'inflation change au point qu'elle est supérieure au taux d'intérêt, le pouvoir d'achat effectif de l'investisseur baisse (taux réel négatif).

Risque de variation des taux et risque de cours

Le taux directeur fixé par la Banque centrale a une influence considérable sur la valeur d'une obligation. En cas d'augmentation du taux, la rémunération d'une obligation à taux fixe semble par exemple relativement peu attractive et le prix de l'obligation chute. En général, une hausse des taux du marché va également de pair avec une baisse des cours des obligations. Même si un émetteur paye tous les intérêts et le montant nominal à la fin de la durée de vie, il peut se produire une perte pour l'investisseur dans l'obligation s'il vend par exemple avant la fin de la durée de vie à un cours inférieur au prix d'émission ou au prix d'achat de l'obligation.

Risque de résiliation

Dans les conditions d'émission, l'émetteur d'une obligation peut se réserver un droit de résiliation anticipée. Les obligations sont souvent dotées d'un tel droit de résiliation unilatéral dans les phases de taux élevés. Si les taux du marché baissent, le risque pour un créancier que l'émetteur fasse usage de son droit de résiliation augmente. L'émetteur peut ainsi diminuer ses obligations ou se refinancer en émettant une nouvelle obligation à meilleur prix. Pour un créancier, il existe dans ce cas un risque de réinvestissement, car un nouveau placement peut être moins avantageux en raison du changement des conditions de marché.

Risque de négociabilité limitée

Pour les obligations que ne sont pas négociées sur une bourse, il existe le risque de ne pas pouvoir procéder immédiatement à la vente des obligations.

Risques spécifiques avec les titres à revenu fixe

En investissant dans des titres à revenu fixe, il existe un risque que les taux du marché existant à la date d'émission d'un titre changent. Si les taux du marché augmentent par rapport aux taux à la date de l'émission, les cours des titres à revenu fixe baissent en général. En revanche, si le taux du marché diminue, le cours des titres à revenu fixe augmente. Cette évolution a pour conséquence que le rendement actuel du titre à revenu fixe correspond à peu près au taux du marché actuel. Ces fluctuations de cours varient toutefois fortement en fonction de la durée de vie (restante) des titres à revenu fixe. Les titres à revenu fixe avec des durées de vie plus courtes présentent des risques de cours plus limités que ceux ayant des durées de vie plus longues. En revanche, en général, les titres à revenu fixe avec des durées de vie plus courtes présentent des rendements plus limités que ceux ayant des durées de vie plus longues. Les instruments du marché monétaire ont généralement des risques de cours plus limités en raison de leur durée de vie courte de 397 jours maximum. En outre, les taux d'intérêt d'instruments financiers liés aux taux d'intérêt différents libellés dans la même monnaie avec des durées de vie restantes comparables peuvent évoluer différemment.

Risques spécifiques des obligations convertibles et à option

Les obligations convertibles et à option représentent le droit de convertir les obligations en actions ou d'acquérir des actions. L'évolution de la valeur des obligations convertibles et à option dépend donc de l'évolution du cours de l'action, comme valeur de base. Les risques liés à l'évolution de la valeur des actions sous-jacentes peuvent donc aussi influencer sur l'évolution de la valeur de l'obligation convertible et à option. Les obligations à option qui accordent à l'émetteur le droit d'offrir à l'investisseur un nombre fixé par avance d'actions à la place du remboursement d'un montant nominal (Reverse Convertibles) dépendent encore plus fortement du cours de l'action correspondante.

5. Produits structurés (certificats)

Du point de vue juridique, les certificats font partie des obligations au porteur. L'acheteur est donc le créancier de l'émetteur du certificat.

Les certificats s'orientent sur une valeur de base, c'est-à-dire que l'évolution de leur valeur dépend d'une valeur de base. Les valeurs de base peuvent par exemple être des matières premières, mais aussi des actions ou des indices boursiers, par exemple le DAX. Les certificats constituent une possibilité de suivre des stratégies de placement complexes et d'investir ainsi dans différentes catégories de placement.

Les certificats ne représentent pas un droit de propriété ou d'actionnaire, mais le droit au remboursement d'un montant ou à la livraison de la valeur de base. Le type et le montant de la valeur de base dépendent d'un ou plusieurs paramètres définis (p. ex. de la valeur de base à une date de référence).

En général, les certificats ont une durée de vie de plusieurs années. En fonction de la conception du certificat, il peut y avoir une date fixe d'échéance finale. Souvent, des « certificats open-end » sont proposés, qui ne comprennent pas de limitation de la durée de vie. L'émetteur peut disposer d'un droit de résiliation qui peut entraîner un remboursement anticipé du capital investi par l'investisseur.

Les certificats sont cotés à l'unité ou en pourcentage. En cas de cotation à l'unité, il n'est possible d'acheter que des unités complètes.

Pour le prix d'émission, plusieurs facteurs fixés dans les conditions du certificat (p. ex. valeur de la valeur de base) entrent en jeu. La banque peut facturer des frais de souscription en plus du prix d'émission.

Le prix d'un certificat pendant la durée de vie dépend de l'évolution de la valeur de base et de la structure choisie. Mais d'autres aspects, comme la volatilité, la monnaie, les dividendes/distributions ou l'évolution des taux jouent également un rôle.

Les certificats sont négociés en bourse et/ou de gré à gré. L'émetteur ou un tiers fixent en général des cours d'achat et de vente pour les certificats pendant toute la durée de vie. Les investisseurs peuvent donc régulièrement acheter et vendre les certificats dans des conditions de marché normales.

Le remboursement du certificat se fait en général sous forme de paiement en espèces. Pour certains certificats, il peut également y avoir livraison de la valeur de base, p. ex. l'action concernée, à l'échéance.

L'évolution de la valeur de base est décisive pour le prix du certificat pendant la durée de vie ainsi que pour le montant du remboursement du certificat. Les principales valeurs de base sont rapidement présentées ci-dessous.

Risques spécifiques des produits structurés (certificats)

Risques spécifiques pour tous les types de certificats

Risque d'émetteur

Le risque d'émetteur est le risque que l'émetteur du certificat ne soit pas en mesure pendant la durée de vie ou à la fin de la durée de vie de remplir ses obligations découlant du certificat. Pour l'investisseur, il existe dans ce cas un risque de perte partielle ou totale du capital investi, car il n'obtient pas de revenus sous forme d'intérêts et/ou le montant du remboursement ne lui est pas versé à la fin de la durée de vie. Outre le risque d'incapacité de paiement de l'émetteur du certificat, il existe un risque d'insolvabilité des entreprises dont les titres sont sous-jacents au certificat. Dans ce cas également, en fonction de la conception du certificat, cela peut entraîner une perte totale du capital investi.

Risque de fluctuation des cours

Les certificats se rapportent à des valeurs de base qui peuvent être soumises à des fluctuations de cours. Si le cours de la valeur de base change, le prix du certificat change également. La baisse des cours des valeurs de base peut signifier des pertes sensibles pour l'investisseur en fonction des conditions du certificat. Les variations de cours à la baisse ne peuvent plus être compensées dans certaines circonstances, si un seuil inférieur convenu (barrière) a été atteint ou dépassé. Après cela, l'investisseur ne bénéficie plus non plus d'une forte hausse ultérieure de la valeur de base. Une valeur de base dont le cours fluctue fortement constitue donc un risque plus grand pour l'investisseur, parce que les seuils inférieurs convenus, le cas échéant, peuvent être atteints plus rapidement.

Risque de corrélation

Outre la valeur de base, d'autres facteurs influent sur l'évolution du cours du certificat. En font partie les variations de taux d'intérêt, des attentes du marché, les dividendes non distribués par l'émetteur ou les éventuels risques de change qui surviennent si les certificats sont libellés dans des monnaies étrangères. Le prix du certificat ne reflétera donc pas exactement l'évolution de la valeur de base pendant la durée de vie. Cet effet, qui est difficile à calculer par avance, est appelé risque de corrélation.

Risque de perte de valeur

Le montant de compensation ou de remboursement à la fin de la durée de vie est déterminé en fonction de la valeur de base sous-jacente à la date d'échéance. Par conséquent, le montant de compensation peut aussi être inférieur au prix d'achat du certificat. Cela peut entraîner une perte totale du capital investi pour l'investisseur. Ce risque n'est totalement ou partiellement exclu qu'avec un capital garanti. Étant donné que le capital garanti dépend de la solvabilité de l'émetteur, il faut aussi prendre en compte le risque d'émetteur.

Risque de liquidité

Lors de l'achat d'un certificat, les investisseurs devraient veiller à ce qu'il existe un marché secondaire suffisamment liquide et à ce qu'un prix ferme soit fixé en permanence pour le certificat par l'émetteur ou un tiers. L'émetteur fixe en général des prix d'achat et de vente pour le certificat en permanence, mais il n'y est pas légalement tenu. L'absence de demande sur le marché secondaire peut avoir pour conséquence qu'un certificat ne puisse être vendu immédiatement ou seulement avec des réductions de cours.

Risque de livraison de la valeur de base

Pour les certificats basés sur des valeurs uniques, la livraison de la valeur de base est régulièrement possible. Si une valeur de base n'évolue pas aussi favorablement que supposé lors de l'acquisition du certificat, la valeur de base est souvent livrée elle-même à la place du montant de compensation à l'échéance. L'investisseur reçoit par exemple dans ce cas une action. La valeur de marché actuelle de la valeur de base peut être inférieure au prix d'achat payé par l'investisseur pour le certificat. Cela peut entraîner une perte partielle ou totale dans les cas extrêmes du capital investi pour l'investisseur, s'il souhaite vendre la valeur de base. Si l'investisseur ne vend pas la valeur de base, il est soumis aux risques de cours liés à la détention de la valeur de base, qui peuvent entraîner d'autres pertes pour lui si le cours de la valeur de base continue de baisser.

Risque de change

Parmi les certificats reposant sur des valeurs de base en monnaies étrangères, il existe des produits couverts contre les risques de change, et des produits non couverts. On appelle aussi les certificats dotés d'une couverture des risques de change des certificats Quanto. Avec eux, le risque de change est couvert, ce qui peut comporter des coûts internes et des frais cachés pour l'investisseur. Avec les certificats non couverts contre les risques de change, il existe des risques de change que l'investisseur doit directement supporter, tant en cas de vente anticipée que lors du remboursement à l'échéance.

Influence des opérations de couverture de l'émetteur sur les certificats

L'émetteur se couvre souvent en totalité ou en partie contre les risques financiers liés aux certificats par des opérations de couverture sur la valeur de base sous-jacente du certificat. Ces opérations de couverture peuvent avoir un impact sur le cours de la valeur de base qui se forme sur le marché et donc avoir une influence défavorable sur la valeur des certificats ou sur le montant de compensation dû à l'échéance. Cela peut entraîner une perte partielle du capital investi pour l'investisseur.

Risques spécifiques liés aux certificats du fait de leur structure

Risque de perte du capital à l'échéance

Avec les certificats bonus et les certificats express, une perte de capital peut se produire à l'échéance si une barrière fixe a été atteinte ou dépassée pendant la durée de vie. Dans ce cas, l'investisseur reçoit un montant payé qui correspond à la valeur de base à l'échéance. Cela peut être inférieur au prix d'achat du certificat. Dans les cas extrêmes, cela peut entraîner une perte totale du capital investi pour l'investisseur.

Risque de corrélation

Le cours du certificat est défini en fonction du cours de la valeur de base, mais il ne le reflète pas exactement en général.

Avec les certificats bonus, si la valeur de base est cotée près de la barrière, cela peut entraîner des variations de cours plus fortes du certificat bonus, surtout proche de l'échéance, car ensuite de faibles variations de cours de la valeur de base peuvent décider si le bonus est payé ou non.

Avec les certificats express, le potentiel de hausse du cours est limité au montant de remboursement fixé. Les montants de remboursement en cas d'échéance anticipée sont fixés dans les conditions d'émission, de sorte que même de fortes fluctuations de cours de la valeur de base au début ou pendant la durée de vie ne sont pas reprises de façon linéaire.

En général, les certificats Discount ne reflètent pas non plus exactement l'évolution de la valeur de base, car avec eux, la possibilité de gain est limitée par le plafond.

Risque de liquidité

Avec les certificats bonus et les certificats express, la négociabilité du certificat peut être limitée pendant la durée de vie si la valeur de base plonge largement sous la barrière. Dans ce cas, il ne reste le cas échéant que l'émetteur comme partenaire commercial.

Risques spécifiques liés aux certificats à levier

Risque de perte totale par Knock-Out

Les certificats à levier comportent un risque particulièrement important de perte totale. S'il est prévu dans les conditions du certificat que celui-ci expire sans valeur en cas de survenance de l'événement de knock-out, la conséquence pour l'investisseur est une perte totale du capital investi.

Risque de l'effet de levier

Les certificats à levier comportent des risques de perte plus élevés parce que la valeur de base fluctue de manière disproportionnée du fait de l'effet de levier, qui renforce les fluctuations.

Influence des charges

Avec les certificats à levier, les commissions dues par transaction associées à une valeur de l'ordre limitée peuvent faire en sorte que la charge financière dépasse largement la valeur du certificat à levier dans les cas extrêmes. Cela peut entraîner une perte totale du capital investi pour l'investisseur.

Risque de liquidité avant l'échéance

La possibilité de vendre des certificats sur le marché secondaire n'est pas garantie. Par conséquent, il n'est pas non plus garanti qu'une vente d'un certificat à levier soit possible à temps avant le déclenchement du seuil de knock-out. Dès que la valeur de base se rapproche de ce seuil, une vente peut devenir impossible.

Risques spécifiques liés aux certificats sur matières premières

Les facteurs influant sur les prix des matières premières sont très complexes, si bien que seuls quelques facteurs pouvant avoir un impact spécifiquement sur les cours des matières premières seront brièvement exposés ci-dessous.

Ententes et changements réglementaires

S'il existe des ententes entre les producteurs de matières premières, ceux-ci influent généralement sur le cours des matières premières. Le commerce des matières premières est également soumis à certaines règles des autorités de surveillance ou des bourses. Un changement de ces règles peut avoir un effet sur l'évolution du cours des matières premières.

Comportement cyclique de l'offre et la demande

Certaines matières premières sont produites toute l'année, mais la demande est plus forte à certaines saisons (p. ex. l'énergie). D'autres matières premières sont demandées toute l'année, mais produites uniquement pendant une saison particulière (p. ex. produits agricoles). Cela peut entraîner de fortes fluctuations des cours.

Coûts directs d'investissement

L'acquisition de matières premières est liée à des coûts de stockage, d'assurance et à des impôts. En revanche, il n'y a pas d'intérêts ou de dividendes versés sur les matières premières. Cela a un impact sur le rendement global des matières premières et influe donc sur le cours des certificats sur matières premières.

Risques politiques

Les matières premières sont souvent produites dans des pays émergents. Cela comporte des risques politiques, p. ex. des embargos, conflits armés ou tensions économiques et sociales pouvant avoir un effet sur les prix des matières premières.

Intempéries et catastrophes naturelles

Les conditions climatiques défavorables peuvent temporairement ou tout au long de l'année influencer sur l'offre de certaines matières premières. Les catastrophes naturelles peuvent durablement endommager les installations de production et de transport. Si une crise de l'offre se produit de ce fait, cela peut entraîner de fortes fluctuations des prix.

6. Fonds d'investissement ouverts

Généralités

Un fonds d'investissement permet de placer collectivement le capital de nombreux investisseurs. Les fonds d'investissement sont proposés et gérés par une société de gestion. Celle-ci a besoin d'une autorisation délivrée par l'autorité allemande de contrôle bancaire (Bundesanstalt für Finanzdienstleistungsaufsicht, BaFin). Les fonds d'investissement et leur gestion sont soumis en Allemagne aux règles du Code allemand sur les fonds de placement (Kapitalanlagegesetzbuch). La BaFin veille au respect de ces dispositions.

La société de gestion collecte les fonds des investisseurs dans un fonds d'investissement afin de le placer au bénéfice des investisseurs conformément à une stratégie de placement fixe. Lorsqu'un investisseur achète des parts dans un fonds d'investissement, il ne devient pas associé de la société de gestion. Les fonds des investisseurs sont utilisés afin d'acquérir les actifs du fonds qui sont strictement séparés des actifs de la société de gestion pour des raisons de protection des investisseurs et sont conservés par un dépositaire. Les actifs du fonds ne répondent pas des dettes de la société de gestion.

La société de gestion place les actifs du fonds selon le principe d'atténuation des risques. Le niveau minimum d'atténuation des risques, les actifs qui peuvent être achetés pour le fonds d'investissement, et les limites de placement à respecter sont spécifiés dans les conditions de placement. Ces dernières prennent en compte les dispositions relatives aux placements et limites de placement présentes dans le Code sur les fonds de placement.

Les actifs du fonds d'investissement sont conservés par un dépositaire. Celui-ci assure certaines fonctions de contrôle et de surveillance concernant les actifs du fonds.

Les conditions de placement du fonds d'investissement contiennent les conditions d'émission et de rachat de parts du fonds, ainsi qu'une description de la stratégie de placement suivie par le fonds d'investissement. S'il s'agit d'un fonds d'investissement ouvert, la société de gestion peut émettre de nouvelles parts à tout moment. En principe, l'investisseur peut donc acheter de nouvelles parts de fonds à tout moment. La société de gestion a toutefois la possibilité de restreindre temporairement, suspendre ou arrêter définitivement l'émission de parts de fonds.

Dans un fonds d'investissement ouvert, les investisseurs ont régulièrement la possibilité de faire racheter leur part du fonds conformément aux règles prévues par les conditions de placement. L'investisseur peut liquider son placement dans le fonds d'investissement en faisant racheter les parts du fonds par la société de gestion à la date de rachat et au prix de rachat officiel. Si les parts de fonds sont négociées sur les marchés, l'investisseur peut également vendre ses parts sur ceux-ci. En cas de circonstances extraordinaires, la société de gestion peut suspendre le rachat de parts du fonds d'investissement, dans la mesure où cela semble nécessaire et en tenant compte des intérêts des investisseurs. Pendant cette période, l'investisseur ne peut pas liquider son placement dans le fonds d'investissement par restitution des parts du fonds. En outre, la société de gestion ne peut émettre de nouvelles parts du fonds pendant cette période.

Des frais peuvent être imputés aux investisseurs peuvent devoir des frais tant lors de l'acquisition que lors la restitution ou la cession de parts de fonds (p. ex. frais de souscription ou frais de rachat). La valeur de chaque part de fonds se calcule en fonction de la valeur des actifs du fonds divisée par le nombre de parts de fonds émises. La valeur des actifs du fonds est calculée selon une procédure d'évaluation déterminée à l'avance. Pour les fonds d'investissement négociés en bourse, les transactions boursières sont également disponibles pour déterminer le prix, le cours boursier des parts du fonds pouvant diverger du prix de rachat calculé par la société de gestion.

Les informations clés pour l'investisseur mises à disposition pour le fonds d'investissement, le prospectus de vente et les conditions de placement contiennent des informations sur la stratégie de placement, les frais courants (frais de gestion, rémunération en fonction de la performance, frais du dépositaire, etc.) et d'autres informations clés concernant le fonds d'investissement. Les informations concernant l'activité de placement du fonds se trouvent dans les rapports semestriels et annuels publiés pour le fonds d'investissement.

Concernant le cercle des investisseurs, on distingue les fonds ouverts au public et les fonds spécialisés. Les fonds ouverts au public sont accessibles à tous les investisseurs, alors que les parts de fonds spécialisés ne peuvent être achetées que par des investisseurs semi-professionnels et professionnels.

Les fonds étrangers ne sont pas soumis aux mêmes conditions que les fonds implantés nationalement. Les fonds étrangers qui sont commercialisés en Allemagne ont toutefois besoin d'un agrément de la BaFin.

Critères possibles de sélection

Les critères suivants permettent de décrire plus en détail un fonds d'investissement et peuvent aider dans le cadre de la décision de placement dans un fonds :

Catégories de placement du fonds d'investissement

Les actifs du fonds peuvent être investis dans différentes catégories de placement. Les fonds en actions investissent l'actif principalement dans des actions. Les fonds de pension investissent l'actif principalement dans des titres produisant des intérêts de durées différentes. Les fonds indiciels, ou Exchange Traded Funds, ont pour objectif de refléter aussi exactement que possible la performance d'un indice particulier. Les fonds de fonds investissent l'actif essentiellement dans des parts d'autres fonds d'investissement ouverts. Les fonds du marché monétaire investissent l'actif dans des fonds à vue et à terme ainsi que dans des titres à court terme et des titres à durée restante courte. Les fonds immobiliers investissent l'actif principalement dans des biens immobiliers, des droits relatifs à des biens immobiliers et des participations à des sociétés immobilières.

Composition géographique

Les fonds d'investissement peuvent se concentrer sur des investissements dans certains pays ou certaines régions ou investir partout dans le monde.

Horizon de placement temporel

Les fonds d'investissement peuvent avoir une durée illimitée ou une durée fixe. Dans la mesure où la durée de vie du fonds d'investissement est limitée, celle-ci s'achève à une date définie. Après l'échéance, l'actif du fonds encore disponible est réalisé dans l'intérêt des investisseurs et versé à ces derniers.

Garantie de remboursement ou de revenus

La société de gestion peut créer des fonds d'investissement avec et sans garantie. Si une garantie est accordée, elle peut valoir sur les distributions pendant une certaine durée ou être destinée au remboursement du capital investi ou à une performance définie des parts du fonds.

Comportement de distribution

Les revenus de l'actif du fonds peuvent être distribués régulièrement (p. ex. annuellement) ou servir à l'acquisition d'autres actifs du fonds (fonds à thésaurisation).

Monnaie

Les prix des parts de fonds peuvent être libellés en euros ou dans une monnaie étrangère.

Types particuliers de fonds d'investissement ouverts : Fonds immobiliers ouverts

Les fonds immobiliers ouverts investissent l'argent des investisseurs dans des terrains, des bâtiments et des projets de construction selon le principe de l'atténuation des risques. Concernant la restitution des parts de fonds, il existe une particularité pour les fonds immobiliers ouverts : les investisseurs doivent en principe détenir leurs parts au moins 24 mois. Pour la restitution des parts, il existe un délai de restitution de 12 mois. La valeur de chaque part de fonds se calcule en fonction de la valeur des actifs du fonds divisée par le nombre de parts de fonds émises. La valeur des actifs du fonds est donc calculée selon une procédure d'évaluation déterminée à l'avance. Les valeurs calculées des biens immobiliers sont essentielles pour la valeur des actifs du fonds. Ces valeurs correspondent au prix d'achat du bien, ou sont calculées par des experts externes. L'indépendance des experts externes doit être garantie par des règles légales particulières.

Risques spécifiques d'un placement dans un fonds d'investissement ouvert

Direction du fonds

Si le résultat des placements du fonds est très positif sur une période donnée, ce résultat dépend potentiellement de l'aptitude des personnes en charge et donc des bonnes décisions des gestionnaires. La composition personnelle de la direction du fonds peut toutefois changer. Les nouveaux décisionnaires peuvent potentiellement agir ensuite avec moins de succès.

Frais d'émission et de rachat

Les majorations de souscription et les frais de gestion du fonds constituent des frais globaux plus élevés dans un premier temps pour un investisseur que s'il achetait directement les actifs détenus dans le fonds. Pour une durée de conservation courte, l'acquisition de fonds avec des frais de souscription élevés peut donc être plus chère que l'acquisition de fonds sans frais de souscription. Par ailleurs, lors de la restitution du fonds, des frais de rachat sous forme de majorations de rachat peuvent être dus. Une majoration de souscription débitée lors de l'acquisition de parts ou une majoration de rachat débitée lors de la cession des parts, notamment en cas de durée de placement courte, peuvent réduire ou même anéantir le résultat d'un placement.

Fluctuation de la valeur des parts du fonds

La valeur des parts du fonds est calculée à partir de la valeur des actifs du fonds, divisée par le nombre de parts en circulation. La valeur des actifs du fonds correspond au total des valeurs de marché de tous les actifs du fonds, moins le total des valeurs de marché de tous les engagements du fonds. La valeur des parts du fonds dépend donc de la valeur des actifs détenus dans le fonds et du montant des engagements du fonds. Les actifs détenus dans le fonds sont soumis aux risques du marché qui peuvent causer des pertes de valeur.

Pour les fonds communs immobiliers, les fluctuations sont causées entre autres par des évolutions différentes sur les marchés immobiliers. Des performances négatives sont possibles. Si la valeur de ces actifs baisse ou si la valeur des engagements augmente, la valeur de la part du fonds diminue.

Risque d'intérêts créditeurs négatifs

La société de gestion place les liquidités du fonds auprès du dépositaire ou d'autres banques pour le compte du fonds. Pour ces avoirs en banque, un taux d'intérêt est parfois convenu, qui correspond à l'Euribor (European Interbank Offered Rate), moins une certaine marge. Si l'Euribor passe sous la marge convenue, cela entraîne des intérêts négatifs sur le compte correspondant. En fonction de l'évolution de la politique en matière de taux de la Banque centrale européenne, les avoirs à court, moyen et long terme peuvent générer des intérêts négatifs.

Risques liés aux opérations de prêt de titres effectuées par le fonds

Si la société de gestion accorde un prêt sur des titres pour le compte du fonds, elle les transfère à un emprunteur qui transfère en retour des titres de même nature, de même quantité et qualité à la fin de l'opération (prêt de titres). La société de gestion n'a aucune possibilité de disposer des titres prêtés pendant la durée de l'opération. Si le titre perd de la valeur pendant la durée de l'opération, et si la société de gestion veut vendre le titre dans son ensemble, elle doit résilier l'opération de prêt et attendre le cycle de règlement habituel, ce qui peut générer un risque de perte pour le fonds.

Risques liés aux opérations de pension effectuées par le fonds

Si la société de gestion met des titres du fonds en pension, elle les vend et s'engage à les racheter contre une majoration à la fin de la durée de vie. Le prix de rachat à payer par le vendeur à l'échéance, en plus de la majoration, est fixé lors de la conclusion de la transaction. Si les titres mis en pension perdaient de la valeur pendant la durée de l'opération, et si la société de gestion voulait les vendre pour limiter les pertes, elle ne peut le faire qu'en exerçant son droit de résiliation anticipée. La résiliation anticipée de l'opération peut avoir un préjudice financier pour le fonds. En outre, il peut s'avérer que la majoration à payer à l'échéance soit plus élevée que les revenus que la société de gestion a générés en réinvestissant les espèces reçues au titre du prix de vente.

Si la société de gestion prend en pension des titres pour le compte du fonds, elle les vend et doit les racheter à la fin d'une durée de vie. Le prix de rachat, plus une majoration, est fixé dès la conclusion de la transaction. Les titres pris en pension servent de sûretés pour la mise à disposition du partenaire contractuel des liquidités. D'éventuelles augmentations de valeur des titres ne bénéficient pas au fonds.

Risques dans le cadre de la réception de sûretés par le fonds

La société de gestion reçoit des sûretés pour les opérations sur dérivés, les opérations de prêt de titres et de pension. Les dérivés, les titres prêtés ou les titres donnés en pension peuvent prendre de la valeur. Les sûretés reçues pourraient alors ne plus suffire pour couvrir entièrement le droit à livraison ou à restitution de la société de gestion vis-à-vis de la contrepartie.

La société de gestion peut placer les sûretés en espèces sur des comptes bloqués, dans des obligations souveraines de haute qualité ou dans des fonds du marché monétaire ayant une structure d'échéance courte. L'institut de crédit auprès duquel est détenu l'avoir en banque peut toutefois faire défaut. Les obligations souveraines et les fonds du marché monétaire peuvent évoluer négativement. À la fin de l'opération, les sûretés investies pourraient ne plus être disponibles entièrement, bien qu'elles doivent être restituées par la société de gestion pour le fonds dans le montant accordé initialement. Le fonds devrait alors prendre en charge les pertes subies par les sûretés.

Suspension du rachat de parts

La société de gestion a le droit de suspendre temporairement le rachat de parts, dans la mesure où il existe des circonstances extraordinaires qui rendent nécessaire une suspension en prenant en compte les intérêts des investisseurs. Les circonstances extraordinaires en ce sens peuvent être p. ex. des crises économiques ou politiques, des demandes de rachat d'une ampleur exceptionnelle, ainsi que la fermeture des bourses ou marchés, les restrictions commerciales ou d'autres facteurs qui empêchent de calculer la valeur d'une part. Il existe alors le risque que les parts ne puissent éventuellement pas être restituées par l'investisseur à la date souhaitée. En cas de suspension du rachat des parts, la valeur des parts peut baisser ; p. ex. si la société de gestion est obligée de vendre des actifs en dessous de la valeur vénale pendant la suspension du rachat des parts. Le prix des parts après la reprise du rachat peut être inférieur à celui avant la suspension du rachat des parts.

La société de gestion est en outre obligée de refuser et suspendre le rachat des parts pour une durée déterminée si, en cas de demande de rachat complet, les liquidités ne suffisent plus pour payer le prix de rachat et pour garantir une gestion conforme ou ne sont plus disponibles. Cela signifie que les investisseurs ne peuvent pas restituer leurs parts pendant cette période.

L'acquisition des parts n'est pas limitée par un total maximum de placement. Les demandes de rachat complet peuvent affecter la liquidité du fonds et nécessiter une suspension du rachat des parts. En cas de suspension du rachat des parts, la valeur des parts peut baisser ; p. ex. si la société de gestion d'un fonds immobilier est obligée de vendre des immeubles et sociétés immobilières en dessous de la valeur vénale pendant la suspension du rachat des parts. Une suspension temporaire peut entraîner une suspension durable du rachat des parts et à une liquidation de l'actif du fonds, par exemple si les liquidités nécessaires pour la reprise du rachat des parts ne peuvent être obtenues par la vente des biens immobiliers. Une liquidation du fonds peut nécessiter plus de temps, le cas échéant plusieurs années. Il existe alors le risque pour les investisseurs de ne pas pouvoir réaliser la durée de conservation prévue et que des parties potentiellement importantes du capital investi soient indisponibles pour une durée indéterminée ou soient perdues.

Changement de la politique de placement ou des conditions de placement

La société de gestion peut changer les conditions de placement. Cela peut également affecter les droits de l'investisseur. La société de gestion peut ainsi changer la politique de placement du fonds en changeant les conditions de placement, ou elle peut augmenter les charges pesant sur le fonds.

Liquidation du fonds

La société de gestion a le droit de résilier la gestion du fonds. La société de gestion peut liquider le fonds entièrement après résiliation de la gestion. Le droit de disposer des actifs du fonds est transféré au dépositaire moyennant un préavis de six mois. Pour l'investisseur, il existe alors le risque qu'il ne puisse pas réaliser la durée de conservation prévue. Lors du transfert des actifs du fonds au dépositaire, d'autres impôts que l'impôt allemand sur le revenu peuvent être prélevés sur les actifs du fonds. Si les parts du fonds sont sorties du dépôt de l'investisseur à la fin de la procédure de liquidation, l'investisseur peut être soumis à l'impôt sur le revenu.

Transfert de tous les actifs du fonds à un autre fonds d'investissement (fusion)

La société de gestion peut transférer l'ensemble des actifs du fonds à un autre fonds. L'investisseur peut dans ce cas échanger gratuitement ses parts pour des parts de l'autre fonds, qui est compatible avec les anciens principes de placement, ou restituer ses parts sans frais supplémentaires. Ceci s'applique également si la société de gestion transfère l'ensemble des actifs d'un autre fonds dans ce fonds. L'investisseur doit donc prendre de façon anticipée une nouvelle décision de placement dans le cadre du transfert. En cas de restitution de la part, des impôts sur le revenu peuvent être dus. En cas de transformation des parts en parts d'un fonds aux principes de placement comparables, l'investisseur peut être soumis à l'impôt, par exemple si la valeur des parts obtenues est supérieure à celle des anciennes parts à la date d'acquisition.

Cession du fonds à une autre société de gestion

La société de gestion peut transférer la gestion du fonds à une autre société de gestion. Le fonds n'en est pas affecté, ni la position de l'investisseur. L'investisseur doit toutefois décider dans le cadre de la cession s'il considère que la nouvelle société de gestion est aussi apte que l'ancienne. S'il ne souhaite pas conserver son investissement dans le fonds avec la nouvelle gestion, il doit restituer ses parts. Il peut être soumis à l'impôt sur le revenu dans ce cadre.

Risques liés à l'investissement dans des parts de fonds

Les risques des parts détenues dans d'autres fonds d'investissement qui sont achetées pour le fonds (les « fonds cibles ») sont étroitement liés aux risques des actifs détenus par ce fonds cible ou aux risques des stratégies de placement suivies par ce fonds. Étant donné que les gestionnaires des différents fonds cibles agissent en fonction les uns des autres, il peut également arriver que plusieurs fonds cibles suivent la même stratégie de placement, ou des stratégies opposées. Cela pourrait cumuler les risques existants et les opportunités éventuelles pourraient s'annuler mutuellement. Il n'est généralement pas possible pour la société de gestion de contrôler la direction du fonds cible. Leurs décisions de placement ne doivent pas impérativement concorder avec les hypothèses ou les prévisions de la société de gestion. La société de gestion ne connaîtra souvent pas rapidement la composition actuelle du fonds cible. Si la composition ne correspond pas à ses hypothèses ou prévisions, elle peut le cas échéant réagir clairement avec du retard, en restituant les parts du fonds cible.

Les fonds d'investissement ouverts dans lesquels le fonds achète des parts pourraient en outre suspendre temporairement le rachat des parts. Ensuite, la société de gestion ne peut plus vendre les parts au fonds cible en les restituant à la société de gestion ou au dépositaire du fonds cible contre paiement du prix de rachat.

Rentabilité et réalisation des objectifs de placement de l'investisseur

Il n'est pas possible de garantir que l'investisseur réalise le résultat souhaité avec le placement. La valeur des parts du fonds peut chuter et entraîner des pertes pour l'investisseur. Les investisseurs pourraient ainsi récupérer un montant plus faible que celui qu'ils ont investi. Une majoration de souscription débitée lors de l'acquisition de parts, notamment en cas de durée de placement courte, peut réduire ou même anéantir le résultat d'un placement.

Risques spécifiques liés aux fonds immobiliers ouverts

Les risques ci-dessous peuvent nuire à la performance de l'actif du fonds ou des actifs détenus dans le fonds et donc avoir un effet négatif sur la valeur des parts et sur le capital investi par l'investisseur.

Principaux risques liés à l'investissement immobilier, à la participation dans des sociétés immobilières et à la garantie avec un bail emphytéotique

Les investissements immobiliers sont exposés à des risques qui peuvent influencer sur la valeur des parts en raison de variations des revenus, des dépenses et de la valeur vénale du bien immobilier. Ceci s'applique aussi aux investissements dans des biens immobiliers qui sont détenus par des sociétés immobilières. Les risques énumérés à titre d'exemple ci-dessous ne sont pas exhaustifs.

Outre le changement des conditions économiques générales, il existe des risques inhérents à la propriété foncière, comme la vacance, les retards de loyer et les pertes de loyer qui peuvent résulter entre autres du changement de qualité de l'emplacement, ou de la solvabilité du locataire. Les changements de qualité de l'emplacement peuvent avoir pour conséquence que l'emplacement ne soit plus adapté à l'usage choisi. L'état du bâtiment peut rendre des dépenses d'entretien nécessaires qui ne sont pas toujours prévisibles. Afin de limiter ces risques, la société aspire à une forte capacité d'utilisation par des tiers des biens immobiliers et à une structure des locataires comprenant de nombreux secteurs. Par l'entretien et la modernisation permanents ou la restructuration des biens immobiliers, leur compétitivité doit être conservée ou améliorée.

Les risques découlant des dommages causés par des incendies ou des tempêtes, ainsi que les dommages causés par les éléments (inondation, crue, séismes) sont couverts internationalement par des assurances, dans la mesure où des capacités d'assurance correspondantes sont disponibles et où c'est économiquement justifié et objectivement nécessaire.

Les biens immobiliers, notamment dans les agglomérations, peuvent être éventuellement exposés à un risque de conflit et de terrorisme. Sans être concerné directement par une action terroriste, un bien immobilier peut perdre de sa valeur économique si le marché immobilier des environs concernés souffre durablement et si la recherche de locataires est plus difficile ou impossible. Le risque de terrorisme est également couvert par des assurances, dans la mesure où des capacités d'assurance correspondantes sont disponibles et où c'est économiquement justifié et objectivement nécessaire.

Les risques découlant des sites contaminés (comme la pollution des sols, les bâtiments contenant de l'amiante) sont examinés soigneusement lors de l'acquisition des biens (le cas échéant en faisant appel aux experts correspondants). Malgré toute la diligence possible, des risques de ce type ne peuvent être totalement exclus.

Lors du développement des projets, des risques peuvent résulter p. ex. de changements de schéma directeur et de retards dans l'octroi du permis de construire. Les augmentations du coût de la construction et les risques d'achèvement sont contrecarrés si possible par des règles correspondantes avec les partenaires contractuels, et leur choix minutieux. Il faut toutefois mentionner les risques restants, par exemple que le succès de la première location dépend de la situation de la demande à la date d'achèvement.

Les biens immobiliers peuvent présenter des défauts de construction. Ces risques ne peuvent pas être totalement exclus grâce à un examen technique soigneux du bien et le cas échéant en faisant appel à des experts dès l'acquisition.

Lors de l'acquisition de biens immobiliers à l'étranger, il faut prendre en compte les risques découlant de la localisation des biens (p. ex. systèmes juridiques et fiscaux différents, interprétation différente des conventions en matière de double imposition, approches différentes pour le calcul des prix de transfert ou pour déterminer les revenus et les variations du change). En outre, l'évolution de la jurisprudence peut avoir des effets négatifs ou favorables sur les investissements immobiliers. Pour les biens immobiliers étrangers, le risque de gestion plus élevé ainsi que d'éventuelles difficultés techniques y compris le risque de transfert pour les revenus courants ou les produits de la vente doivent être considérées. Pour les opérations en monnaie étrangère, il existe des opportunités et des risques de change.

En cas de vente d'un bien, il peut y avoir, même après avoir fait preuve de la plus grande diligence professionnelle, des recours en garantie de l'acheteur ou d'autres tiers pour lesquels les actifs du fonds doivent répondre.

En cas d'achat de participations dans des sociétés immobilières, il faut tenir compte des risques résultant de la forme juridique de la société, des risques liés à la défaillance possible des associés et des risques de changement des conditions fiscales et juridiques. C'est notamment valable si les sociétés immobilières sont domiciliées à l'étranger. Par ailleurs, il faut noter qu'en cas d'achat de participations dans des sociétés immobilières, celles-ci peuvent être grevées d'obligations difficilement identifiables. Enfin, en cas de vente prévue de la participation, un marché secondaire suffisamment liquide peut manquer.

Les investissements immobiliers peuvent être financés par l'emprunt. Ceci est effectué en ayant recours à l'effet de levier (augmentation du rendement des capitaux propres en souscrivant un emprunt à un taux plus faible que le rendement du bien) et/ou, pour les biens ou sociétés immobilières situés à l'étranger, par couverture du risque de change (crédit souscrit dans la monnaie étrangère du pays où se trouve le bien). Les intérêts du prêt peuvent être exonérés fiscalement, dans la mesure où le code des impôts applicable le permet. Pour l'emprunt utilisé, les variations de valeur du bien immobilier ont un effet plus important sur le capital propre investi de l'actif du fonds, p. ex. en cas de financement de 50 % par le crédit, l'effet d'une baisse de valeur du bien sur le capital investi du fonds serait doublé par rapport à un financement complet par des capitaux propres.

Si un bien immobilier est grevé par un bail emphytéotique, il existe le risque que l'emphytéote ne satisfasse pas ses obligations, notamment ne paye pas la redevance. Dans ce cas et dans d'autres, cela peut conduire à une fin anticipée du bail emphytéotique. La société de gestion doit ensuite trouver un autre usage économique pour le bien immobilier, ce qui peut être difficile selon les cas. Ceci s'applique mutatis mutandis en cas de fin après expiration du contrat. Enfin, grever le bien immobilier avec un bail emphytéotique peut restreindre la fongibilité, ce qui signifie que le bien peut potentiellement ne plus être aussi facile à vendre que sans cette charge.

Principaux risques liés au placement des liquidités

Dans la mesure où le fonds immobilier ouvert détient des titres, instruments du marché monétaire ou parts de fonds d'investissement dans le cadre de ses placements en liquidités, il faut noter que ces placements comportent aussi des risques.

Risques spécifiques liés aux fonds d'investissement alternatifs ouverts

Evaluation

Les évaluations des différents placements des fonds alternatifs peuvent comporter des incertitudes et des règles d'évaluation et si ces évaluations devaient s'avérer fausses, cela pourrait avoir des effets négatifs sur la valeur nette d'inventaire des parts. Toutes les décisions concernant l'évaluation de l'actif et du passif, ainsi que la détermination de la valeur nette d'inventaire sont prises sous la direction et la surveillance du gestionnaire de placements alternatifs. La détermination de la valeur nette d'inventaire est définitive et contraignante et peut avoir des effets sur le montant des frais de gestion et de la commission de performance.

Difficulté d'acquisition et garantie des placements appropriés

L'identification, la souscription et la réalisation de placements attractifs sont parfois extrêmement compétitives et comportent une certaine part d'incertitude. Les fonds concernés se trouvent en concurrence pour les opportunités de placement avec d'autres véhicules, comme les investisseurs individuels, les institutions financières (par ex. les banques hypothécaires, les fonds de pension et les trusts) et d'autres investisseurs institutionnels qui disposent éventuellement de ressources financières et personnelles plus importantes que le fonds dans lequel on investit ou d'un meilleur accès aux fournisseurs, bailleurs de fonds et autres personnes. Alors que le gestionnaire de fonds alternatifs est bien placé pour mettre en œuvre la stratégie, il n'y a pas de certitude que les fonds concernés seront en mesure de trouver et réaliser des placements correspondant à leur TRI cible ou dont la valeur est réalisable ou dans lesquels ils pourront investir la totalité du capital disponible.

Manque de diversification

Les investisseurs n'ont aucune certitude quant à l'ampleur de la diversification des investissements du fonds entre régions géographiques ou types de placements. Par ailleurs, les transactions dans lesquels le gestionnaire de FIA a l'intention de refinancer la totalité ou une partie du capital investi comportent le risque en soi que ce refinancement ne puisse être achevé, ce qui pourrait entraîner des risques plus élevés pour le fonds concerné en raison d'investissements involontairement plus longs et/ou d'une diversification plus limitée.

Passifs éventuels en cas de vente d'investissements

Dans le cadre de la vente d'un placement, les fonds peuvent être tenus de donner certaines garanties concernant la situation commerciale et financière du placement qui sont habituelles pour la vente des investissements. Les fonds peuvent également être obligés d'indemniser les acheteurs d'un tel investissement contre les pertes, si ces garanties sont erronées. De tels accords peuvent entraîner des passifs éventuels pour lesquels le gestionnaire de FAI peut constituer des réserves ou des dépôts afin d'être paré à de telles éventualités ou qui doivent être en dernier recours financés par les investisseurs avant ou après la fin de la durée de vie des fonds.

Utilisation de filiales

Les placements des fonds concernés peuvent être détenus directement ou indirectement par des filiales. Avant une acquisition, une vérification préalable (due diligence) complète est réalisée, mais en cas de sociétés ad hoc, il ne peut y avoir de garantie que ces placements pourront effectivement être vendus sans problème à l'avenir. Alors qu'en plus la vente d'une société ad hoc peut entraîner un chiffre d'affaires exonéré, lors des négociations, l'acheteur vise dans ce cas souvent une baisse de prix du montant de la dette fiscale potentielle qui reste à la société, si celle-ci vendait l'actif concerné à l'avenir.

Absence de pouvoirs de direction

Les investisseurs ne participent pas à la direction du fonds ou des actifs du fonds sous-jacents. Ils n'ont donc pas la possibilité de contrôler les opérations courantes, comme les placements et décisions de vente du fonds.

Sauf dans des circonstances très précises qui peuvent être décrites dans les conditions générales, il relève de la discrétion du gestionnaire de FAI d'organiser la structuration, la négociation et l'achat, le financement et les éventuels désinvestissements pour le fonds. Par conséquent, les investisseurs ne peuvent évaluer eux-mêmes en général les avantages de certains placements avant que le fonds les réalise. Les investisseurs ne peuvent prendre de décisions de placement pour les fonds et n'ont pas non plus la possibilité d'évaluer ou approuver certains actifs avant l'investissement.

Les décisions de gestion, de financement, de leasing et de vente du fonds et sa politique concernant certaines autres activités, y compris leur politique de distribution et leur politique commerciale, sont prise par le gestionnaire de FAI concerné. Dans la mesure où la documentation juridique du fonds le permet ou sous réserve de l'accord du conseil d'administration, ces directives peuvent être modifiées à la discrétion du gestionnaire de FAI sans droit de vote des investisseurs du fonds. Toutes ces modifications peuvent aller à l'encontre des intérêts de l'investisseur concernant les fonds.

Politique de couverture

Concernant le financement de certains placements, les fonds peuvent appliquer des techniques de couverture afin de protéger les fonds contre des évolutions de change et/ou de taux défavorables. Certes, ces transactions peuvent limiter certains risques, mais les transactions elles-mêmes comportent éventuellement d'autres risques. Bien que les fonds bénéficient éventuellement de l'application de ces mécanismes de couverture, des changements de change ou de taux inattendus peuvent aussi nuire à la performance globale des fonds.

Investissements en commun avec des tiers

Les fonds peuvent réaliser des investissements communs avec des tiers par le biais de sociétés en nom collectif, de joint ventures ou d'autres sociétés. Dans ces circonstances, les fonds détiennent éventuellement une participation minoritaire dans certains investissements. Les risques liés à l'implication de tiers dans un investissement comportent également le risque que l'associé ou l'investisseur tiers ne soit éventuellement pas en mesure financièrement de poursuivre l'investissement, ou qu'il subisse une défaillance, ce qui aurait donc des effets défavorables sur l'investissement, qu'il poursuive des intérêts ou objectifs économiques ou commerciaux qui ne correspondent pas à ceux du fonds, qu'il prenne des mesures qui ne sont pas conformes à la stratégie de placement du fonds.

Par ailleurs, les fonds peuvent dans certaines circonstances être responsables des actions des associés ou co-investisseurs tiers. Les investissements réalisés avec des tiers dans des joint ventures ou d'autres sociétés peuvent déclencher des participations aux bénéfices particulières (carried interests) et/ou d'autres versements à ces tiers ou co-investisseurs.

Effets des changements de réglementation administrative et des changements législatifs

Les autorités officielles de tous niveaux (y compris les niveaux national et européen) sont activement impliquées dans la promulgation et l'application de dispositions réglementaires concernant les impôts, l'occupation des sols, les restrictions de planification, la protection de l'environnement et la sécurité et d'autres questions. Le vote et l'application de dispositions réglementaires pourraient augmenter les frais et limiter les revenus ou le rendement et s'avérer défavorables pour la valeur des actifs du fonds.

Toute adoption d'une loi et son interprétation ainsi que les règles juridiques et réglementaires applicables pour les fonds et/ou un investissement des fonds peuvent changer pendant la durée de vie des fonds. La pratique de bilan peut aussi changer, ce qui peut notamment avoir des effets sur la manière dont les placements des fonds sont évalués et/ou sur la manière dont les revenus et gains de capital du fonds concernés sont comptabilisés et/ou affectés.

Il existe également une incertitude concernant les coûts futurs de l'énergie et des autres ressources, la sécurité de l'approvisionnement en énergie et en ressources ainsi que concernant le niveau et l'ampleur des dispositions réglementaires officielles de plus en plus nombreuses et les réactions du marché qui peuvent atténuer ou renforcer les variations de prix de l'énergie et des ressources ou les réactions aux problèmes de disponibilité ou de liquidité du marché.

7. Fonds d'investissement fermés

Généralités

Les fonds d'investissement fermés sont une forme de placement collectif de capitaux à long terme dans des actifs physiques. Comme les fonds d'investissement ouverts, les fonds d'investissement fermés sont proposés et gérés par des sociétés de gestion. Les fonds d'investissement fermés et leur gestion sont soumis en Allemagne aux règles du Code allemand sur les fonds de placement (Kapitalanlagegesetzbuch). La BaFin veille au respect de ces dispositions.

La participation dans un fonds d'investissement fermé se fait pas l'acquisition de parts dans une société. Celle-ci a en général la forme juridique d'une société de placement en commandite fermée. La participation de l'investisseur s'étend généralement sur une période de plusieurs années.

La participation à un fonds d'investissement fermé nécessite souvent une participation minimale. Lors de l'acquisition d'une part de fonds d'investissement fermé, l'investisseur doit en général payer un supplément (agio). Celui-ci est calculé en pourcentage de la somme placée. En achetant une part de fonds d'investissement fermé, l'investisseur, en fonction de la forme juridique du fonds d'investissement fermé, deviendra associé du point de vue économique, fiscal et de la responsabilité d'une société de placement en commandite fermée ou d'une société d'investissement à capital fixe. Les effets fiscaux d'un placement dans un fonds fermé peuvent jouer un rôle considérable pour l'investisseur.

Avec une société de placement en commandite fermée, l'investisseur participe en tant qu'associé commanditaire. En tant que tel, il est inscrit dans le registre du commerce. Avec une société de placement en commandite publique fermée, la participation peut aussi se faire indirectement avec un fiduciaire qui est inscrit comme associé commanditaire dans le registre du commerce (commanditaire fiduciaire) et les droits d'associés des investisseurs sont exercés sur la base d'un contrat, le contrat de fiducie, en nom propre, mais pour le compte et aux risques des investisseurs. Le commanditaire fiduciaire est en général lié aux instructions des investisseurs. À la différence d'une participation directe en tant que commanditaire, l'investisseur reste alors largement anonyme et n'est pas inscrit au registre du commerce.

Les fonds d'investissement fermés investissent principalement dans des actifs physiques, par exemple des biens immobiliers, des avions, des navires, des containers, des installations de production d'énergies renouvelables, des forêts, des terrains forestiers et agricoles, ou des parts dans des entreprises qui ne sont pas négociables en bourse (ci-après les « biens d'investissement »). Les fonds fermés génèrent des revenus avec l'exploitation courante d'un ou plusieurs biens d'investissement. À la fin de la durée de vie, il est possible de générer un produit supplémentaire en vendant les biens d'investissement. Le succès économique des investisseurs dépend pour l'essentiel du succès de l'exploitation et le cas échéant, le de la vente de ces biens d'investissement. La société de gestion doit mandater un dépositaire pour le fonds qui prend en charge les fonctions de contrôle et de surveillance concernant les actifs du fonds. Cela comporte notamment le contrôle de la structure propriétaire des actifs du fonds et la surveillance des flux financiers.

Le capital versé par les investisseurs dans la société de fonds est utilisé comme capitaux propres de la société pour acheter les biens d'investissement et pour les dépenses et rémunérations uniques pour la création du fonds. En outre, les fonds fermés souscrivent fréquemment des emprunts. Pour les fonds publics fermés, ces emprunts ne doivent pas représenter plus de 150% des capitaux propres disponibles pour investir, y compris les promesses fermes de capitaux non encore versées.

À la différence des fonds d'investissement ouverts, pour les fonds d'investissement fermés, le ou les objets d'investissement à acquérir sont en général déjà prévus, au moins le type et le montant, de sorte que le montant des capitaux propres nécessaires pour l'achat est déjà déterminé. Les investisseurs peuvent rejoindre le fonds lors de la phase de placement pendant laquelle les capitaux propres nécessaires sont collectés. Si les capitaux propres nécessaires sont entièrement collectés, il n'est souvent plus possible de participer et le fonds est fermé. L'exploitation des objets d'investissement a généralement lieu après la fermeture du fonds. À la fin de la durée de vie du fonds, les actifs du fonds sont vendus, le produit de la vente est divisé entre les investisseurs en déduisant les passifs et la société de fonds est liquidée.

Pour les fonds publics fermés, des obligations d'évaluation complètes s'appliquent. Une évaluation à l'achat et une évaluation courante sont prévues. L'évaluation à l'achat se rapporte à l'achat d'un actif physique. Celui-ci doit être évalué avant l'investissement par au moins un expert externe. Le prix d'achat qui est payé par le fonds pour l'achat de l'actif physique ne peut dans tous les cas dépasser beaucoup la valeur calculée par l'expert dans son rapport. En outre, au moins une fois par an a lieu une évaluation de suite de l'objet.

Alors qu'avec un fonds d'investissement ouvert, l'investisseur peut en principe restituer ses parts selon les dispositions des conditions de placement, les parts des fonds d'investissement fermés ne peuvent généralement pas être restituées pendant la durée de vie du fonds, c'est-à-dire pas avant le début de la phase de liquidation ou d'effacement progressif du fonds d'investissement. L'investisseur ne peut liquider sa participation au fonds d'investissement fermé qu'en la cédant à un tiers. Souvent, la cession de la part nécessite toutefois l'approbation de la société de fonds. En outre, il n'existe pas de marché secondaire réglementé pour les parts de fonds fermés. La cessibilité des parts à un tiers n'est donc pas garantie et souvent, n'est possible qu'avec une décote considérable.

Les informations clés pour l'investisseur mises à disposition pour le fonds d'investissement fermé, le prospectus de vente et les conditions de placement contiennent des informations sur la structure concrète du fonds, les frais courants et d'autres informations clés concernant le fonds. Les frais courants du fonds sont entre autres la rémunération de la société de gestion pour la gestion du fonds, les frais du dépositaire, les frais de gestion des objets d'investissement, les frais de transaction en cas d'achat et de vente d'actifs, les frais des experts externes, etc. Un rapport annuel doit également être établi chaque année pour le fonds d'investissement.

Les fonds d'investissement publics fermés sont accessibles à tout type d'investisseurs. Les fonds d'investissement spécifiques fermés sont en revanche réservés aux investisseurs professionnels et semi-professionnels.

Les fonds fermés étrangers ne sont pas soumis aux mêmes conditions que les fonds implantés nationalement. Les fonds fermés étrangers qui sont commercialisés en Allemagne ont toutefois besoin d'un agrément de la BaFin.

Possibilités de placement des fonds fermés

Les fonds fermés se distinguent en général par un projet d'investissement limité et clairement défini. Les conditions de placement du fonds, qui sont les documents essentiels avec l'acte constitutif et le cas échéant le contrat de fiducie, les documents d'adhésion et le prospectus de vente contiennent une description plus détaillée des objectifs du fonds.

Les fonds d'infrastructures fermés participent indirectement à des infrastructures par l'intermédiaire de sociétés de projet ou directement. Les fonds d'infrastructures peuvent investir dans des développements de projet ou dans des infrastructures achevées. Les investisseurs participent aux revenus des infrastructures et/ou aux produits de la vente des installations. En cas de vente des installations, le produit de la vente est souvent réparti entre les investisseurs après déduction des passifs.

Les fonds immobiliers fermés achètent généralement un ou plusieurs biens immobiliers. Pendant la durée de conservation des biens, les investisseurs participent aux revenus de l'exploitation des biens immobiliers, p. ex. découlant de leur location. En cas de vente des biens immobiliers, le produit de la vente est souvent réparti entre les investisseurs après déduction des passifs.

Avec les fonds d'énergie renouvelable fermés, les investisseurs participent aux revenus tirés de l'exploitation des installations de production d'énergie, de gaz ou de chaleur à partir de sources renouvelables, comme l'énergie solaire, éolienne, la géothermie, le biogaz ou l'eau. Si les installations sont vendues, selon l'offre de participation, l'investisseur peut participer au produit de la vente après compensation du passif du fonds.

Les fonds Private Equity prennent des participations dans des entreprises dont les parts ne sont pas négociées en bourse. L'investisseur participe aux revenus des participations et au produit de la vente si les participations sont vendues, ce qui a souvent lieu à la fin de la durée de vie du fonds.

Risques spécifiques d'un placement dans un fonds d'investissement fermé

Risque d'entreprise

Les participations dans des fonds fermés sont des participations d'entreprise par leur caractère. En raison de la répartition généralement limitée du capital investi, qui sert à investir dans un ou plusieurs actifs physiques, l'évolution de la participation de l'investisseur dépend fortement du succès de l'exploitation et de la performance du ou des objets d'investissement. En fonction du type d'objets achetés, la performance peut largement dépendre des évolutions de l'économie générale ou de l'évolution d'un marché particulier. Des risques sectoriels ou liés à l'objet peuvent aussi influencer négativement sur la performance d'un objet d'investissement. Il existe donc le risque que l'évolution économique de la participation au fonds fermé ne soit pas positive. Cela peut entraîner la perte du capital investi pour l'investisseur, jusqu'à la perte totale.

Négociabilité restreinte de la participation

Les parts de fonds d'investissement fermés ne peuvent généralement pas être restituées pendant la durée de vie du fonds. Une résiliation ordinaire de la participation dans la société de fonds n'est souvent pas possible. L'investisseur ne dispose que d'un droit légal de résiliation pour motif grave. Il n'est en général pas possible de disposer du capital investi pendant la durée de vie du fonds. L'investisseur ne peut liquider sa participation dans le fond d'investissement fermé pendant sa durée de vie qu'en la vendant à un tiers. Souvent, la cession de la part nécessite toutefois l'accord de la société de fonds. En outre, il n'existe pas de marché secondaire réglementé pour les parts de fonds fermés comparable à une bourse des valeurs. Il existe donc le risque qu'en l'absence d'accord de la société de fonds ou en l'absence de demande de la part des acheteurs, il soit impossible de vendre la part, ou qu'une vente des parts soit retardée à cause d'une demande limitée de la part des acheteurs et ne soit possible qu'avec des décotes considérables sur le prix d'achat par rapport au capital initialement investi.

Résurgence de la responsabilité

Si l'investisseur acquiert une participation dans une société d'investissement en commandite, il est responsable personnellement en tant qu'associé commanditaire à concurrence de l'engagement convenu dans l'acte constitutif pour le passif de la société de fonds. La responsabilité personnelle de l'investisseur disparaît toutefois dès qu'il a versé son apport (souscription plus le cas échéant les frais d'émission/agios) à la société de fonds. La responsabilité personnelle peut resurgir à une date ultérieure à concurrence de l'engagement convenu si l'investisseur reçoit des versements alors que sa participation au capital est diminuée par des pertes de la société de fonds en dessous du montant de l'engagement, ou dans la mesure où sa participation au capital tombe en dessous du montant de l'engagement en raison du versement. En cas d'insolvabilité de la société de fonds, il existe le risque que l'investisseur doive rembourser à la société de fonds les versements reçus par le biais de restitution de l'apport.

Si l'investisseur acquiert une participation dans une société d'investissement en commandite, il n'existe pas de risque de résurgence de la responsabilité sous cette forme.

Risque de financement par l'emprunt

Les fonds fermés souscrivent souvent des crédits (emprunt) pour financer l'investissement prévu, en plus du capital des participations. Les crédits sont généralement garantis par les objets d'investissement. Pour les investisseurs, l'emprunt utilisé en plus est donc une sorte de levier qui renforce positivement ou négativement l'effet relatif des variations de valeur se produisant sur les capitaux propres investis.

En cas de perte de valeur de l'objet d'investissement, la perte des investisseurs dépend également du rapport entre capitaux propres et emprunt. Plus la part de l'emprunt est élevée par rapport aux capitaux propres, plus une perte de valeur aura un effet

notable sur la perte de capitaux propres investis affectant l'investisseur. L'emprunt renforce donc le risque pour l'investisseur de subir des pertes plus élevées. Il génère toutefois des opportunités équivalentes grâce à des gains relatifs plus élevés.

Outre l'effet de levier décrit, il existe avec l'emprunt le risque qu'en cas d'évolution négative des recettes courantes du fonds, les intérêts des crédits souscrits ne puissent plus être payés conformément au contrat ou que les crédits ne puissent plus être remboursés. Dans ce cas, il existe un risque que le prêteur ordonne la vente forcée des produits d'investissement. Pour l'investisseur, cela peut entraîner des pertes élevées, jusqu'à la perte totale du capital investi. Si des financements supplémentaires sont nécessaires, et s'ils ne peuvent pas être obtenus, ou uniquement à des conditions défavorables, cela peut également avoir un effet négatif sur le résultat du fonds et sur les versements aux investisseurs.

Risque d'inflation et risque de change, risque pays

Les actifs physiques peuvent également être soumis à un risque d'inflation, soit le risque que le fonds subisse une perte de valeur effective à la suite d'une dévaluation. Cela peut avoir un effet négatif sur les versements aux investisseurs. Dans la mesure où un fonds d'investissement fermé est coté en monnaie étrangère, ses principaux revenus sont générés dans l'espace monétaire étranger ou si ses recettes et dépenses ou engagements ont lieu dans différentes monnaies, il peut exister un risque de change pour le fonds. Ainsi, une appréciation de l'euro par rapport aux monnaies étrangères peut faire perdre de la valeur aux actifs physiques étrangers évalués en euros. Dans la mesure où la société de fonds investit à l'étranger ou si des flux financiers importants provenant de débiteurs étrangers sont prévus, cela peut ajouter un risque pays et un risque de transfert. L'instabilité politique, le manque de devises ou les restrictions de transfert de paiements en espèces en provenance de l'étranger peuvent avoir des effets considérables sur l'évolution du fonds.

Risque lié à la défaillance de partenaires contractuels

Dans le cadre de la conception, de la distribution et de la gestion, la société de fonds conclut des contrats avec des prestataires. Il existe le risque que les partenaires contractuels ne se comportent pas conformément au contrat et ne remplissent pas, ou pas suffisamment, leurs obligations. Cela peut notamment être le cas si la solvabilité des partenaires contractuels se détériore. La défaillance des partenaires contractuels peut entraîner des retards d'exploitation et causer des dépenses plus élevées et des recettes limitées, ce qui ont un effet négatif sur les versements aux investisseurs. Il existe également le risque que l'utilisateur de l'objet d'investissement ne soit pas en mesure de remplir ses obligations de paiement. Cela peut entraîner des pertes de recettes et de valeur du fonds. Pour l'investisseur, il existe dans ce cas un risque de perte totale du capital investi.

Risque lié au changement de conditions-cadres juridiques et économiques

Il existe le risque que les conditions-cadres juridiques et économiques dans lesquelles le fonds a été créé changent défavorablement pendant la durée de vie du fonds, généralement plusieurs années. Cela vaut également pour de potentiels risques fiscaux. Cela peut également avoir des effets négatifs sur les revenus du fonds et entraîner des versements plus faibles pour les investisseurs.

Insolvabilité de la société de fonds

En tant qu'associés, les investisseurs supportent le risque d'insolvabilité de la société de fonds. Leurs droits vis-à-vis de la société de fonds ont une priorité plus faible par rapport aux créances d'autres créanciers de la société de fonds en cas d'insolvabilité. Les règles légales de garantie des dépôts ne s'appliquent pas en cas de placement dans un fonds fermé. Les pertes du capital investi sont à la seule charge des investisseurs.

Risque lié aux personnes clés

Le placement et la cession avec succès des actifs du fonds dépend parfois des capacités et des recommandations de placement du conseiller en placement / gestionnaire du FIA. Les investisseurs eux-mêmes ne peuvent prendre aucune décision concernant l'acquisition, la vente ou autre réalisation d'un placement, ou, à l'exception de certaines situations, de décisions concernant l'activité et les opérations du fonds.

Il n'existe pas de certitude que les experts du conseiller en placement / gestionnaire du FIA resteront les mêmes pendant toute la durée d'existence du fonds chez le conseiller en placement / gestionnaire du FIA. La perte de collaborateurs clés pourrait avoir des effets négatifs importants sur la performance potentielle du fonds. Même si le conseiller en placement / gestionnaire du FIA emploie normalement des équipes expérimentées de spécialistes qualifiés, la fonction des principaux collaborateurs sera décisive à l'avenir pour le succès du fonds, et en cas de décès, d'incapacité ou de manque de disponibilité de collaborateurs importants, quelle qu'en soit la raison, la performance du fonds peut être affectée.

Risque d'endettement

Les fonds d'investissement alternatifs peuvent obtenir un effet de levier en souscrivant des crédits, y compris au niveau de filiales ou de sociétés d'infrastructures dans le cadre de leurs placements. Les fonds d'investissement alternatifs peuvent octroyer des garanties ou d'autres sûretés appropriées pour les filiales ou sociétés d'infrastructures afin d'obtenir ce prêt. Certes, le recours à l'endettement peut améliorer les revenus et le nombre de placements pouvant être réalisés, mais cela peut considérablement augmenter le risque de perte. Pour un fonds d'investissement alternatif, le recours à l'endettement au niveau d'une filiale ou d'une société d'infrastructures entraîne des risques habituels dans le cadre d'un emprunt, y compris le risque que les flux de trésorerie de la filiale ne suffisent pas pour effectuer les remboursements nécessaires du principal et des intérêts, le risque que le prêt du bien immobilier ne puisse être refinancé et le risque que les conditions de ce refinancement ne soient pas aussi avantageuses que les conditions de l'endettement existant. Un tel endettement peut être soumis à des taux d'intérêt variables. Les taux variables entraînent des obligations du service de la dette plus élevées si les taux du marché augmentent, ce qui aurait des effets négatifs sur les filiales ou sociétés d'infrastructures (et indirectement sur le fonds d'investissement alternatif qui a réalisé l'investissement). Les fonds d'investissement alternatifs ou filiales peuvent accomplir des actes juridiques afin de limiter leur risque lié à la hausse des taux d'intérêt, comme cela semble raisonnable et efficace, les actes juridiques pouvant alors les exposer au risque que les partenaires contractuels de ces actes ne puissent remplir leurs obligations et que le fonds d'investissement alternatif (ou une filiale ou société d'infrastructures) puisse alors perdre les avantages prévus, ce qui aurait des effets négatifs dans le cadre de la hausse des taux du marché.

Risques spécifiques liés aux fonds d'investissement alternatifs fermés

Ces risques spécifiques correspondent à ceux des fonds d'investissement alternatifs ouverts. Il est donc renvoyé à ces explications.

8. Métaux précieux et matières premières

Il est possible d'investir directement et indirectement dans les matières premières, des biens physiques. Les matières premières sont classées en quatre catégories principales : les métaux précieux (p. ex. l'or, le palladium et le platine), les métaux industriels (p. ex. l'aluminium, le cuivre), l'énergie (p. ex. l'électricité, le pétrole et le gaz), les matières premières agricoles (p. ex. le blé et le maïs). Le concept de « matières premières » comprend habituellement aussi des marchandises. Les matières premières sont négociées sur des bourses spécialisées ou directement entre acteurs du marché, de gré à gré. Cela se produit généralement par le biais de contrats à terme largement standardisés.

Métaux précieux - l'or, l'argent, le platine et le palladium sont les principaux métaux précieux. Pour la demande en métaux précieux, on distingue la demande physique (industrie et secteur de la bijouterie) et la demande à des fins de placement de capitaux (demande des investisseurs). La demande physique dépend principalement de la croissance économique, alors que la demande des investisseurs dépend essentiellement des évolutions des taux, des fluctuations du change (principalement du dollar américain, en raison des gros volumes négociés en USD) et du niveau de l'inflation. Par ailleurs, l'or est un placement attractif dans les périodes de marchés incertains, même s'il faut noter que l'or n'offre pas de protection complète dans les périodes de pression pour le désendettement.

Risques spécifiques des investissements dans les matières premières et les métaux précieux

Fluctuations de valeur

Les placements en matières premières peuvent être soumis à de fortes fluctuations de valeur. Un risque de contrepartie est possible pour certaines formes de placement. Les prix des matières premières réagissent aux variations de taux et aux mouvements des marchés des devises. Les placements dans les contrats futurs ou les dérivés OTC peuvent entraîner des cautions plus élevées (« margin call ») si la performance du dérivé est défavorable. La livraison physique de matières premières peut occasionner des frais élevés.

Manque de transparence

Un manque de transparence peut constituer un problème sur certains marchés des matières premières et compliquer l'analyse.

Faible liquidité du marché / acteurs spéculatifs du marché

Sur les marchés des matières premières à faible liquidité, une action spéculative de quelques acteurs peut déjà entraîner de fortes fluctuations de cours qui se répercutent sur l'évolution du cours des dérivés avec cette valeur de base. La liquidité peut être très réduite dans des situations de marché extrêmes.

Cartels et réglementation

Les producteurs de matières premières sont généralement organisés en organisations ou en cartels. Ils régulent les prix des marchés des matières premières par l'offre. Les autorités de surveillance peuvent exercer une influence sur la formation des prix en changeant les règles. Les réglementations politiques, p. ex. nationalisation ou limitations d'exportation, s'y ajoutent.

Risques liés aux événements naturels et cycles

Le climat et les catastrophes naturelles peuvent entraîner un changement de la situation de l'offre sur les marchés des matières premières. Par ailleurs, les matières premières agricoles sont notamment soumises à des cycles saisonniers d'offre et de demande.

Risques politiques

Les fortes fluctuations de cours de la valeur de base peuvent être causées par un embargo, une guerre, une révolution, etc.

Inflation

La hausse des prix des produits (inflation) peut entraîner un recul de la demande des consommateurs, notamment pour le pétrole, p. ex. Il peut y avoir différentes causes : l'élargissement de la masse monétaire par les Banques centrales (baisse des taux), la baisse de la vitesse de circulation de l'argent (baisse de la demande de produits, de services, de crédits) ou la baisse de la production en raison de problèmes de l'économie réelle.

Déflation

Le recul significatif et durable du niveau des prix des produits et services (déflation) peut entraîner un recul de la consommation et de l'investissement, une réduction des subventions publiques, des évolutions économiques externes (crise économique mondiale), des appréciations des monnaies ou une politique monétaire plus restrictive (hausse significative du taux d'intérêt). Cela peut également provoquer la baisse de la demande de matières premières. En revanche, les métaux précieux p. ex. peuvent connaître une hausse de la demande.

9. Investissements dans l'immobilier

Le point B. 6. présente les instruments d'investissement indirect dans l'immobilier (« fonds immobiliers ouverts »). Outre les investissements indirects, il existe les possibilités de l'investissement immobilier direct.

En raison de la stabilité de leur valeur, les investissements directs en immobilier sont généralement un placement apprécié. Ils ne sont pas directement négociés en bourse, il n'y a pas de prix de rachat quotidien, aucun propriétaire immobilier ne doit prendre en compte d'aussi fortes fluctuations de valeur qu'avec des actions et d'autres titres. Pour ces raisons, les biens immobiliers sont particulièrement adaptés pour la prévoyance retraite.

Les revenus locatifs ou le prêt du patrimoine immobilier propre génèrent un revenu complémentaire bienvenu au moment de la retraite. De plus, les investissements immobiliers se prêtent bien à la diversification du patrimoine. Avec des placements immobiliers, l'excès de transactions et donc les pertes de rentabilité inhérentes, comme avec les dépôts de titres, sont exclus dès le départ, on peut compter sur un rendement immobilier stable sur de nombreuses années.

L'investissement direct dans l'immobilier comprend, comme tous les investissements, des opportunités et des risques. L'achat d'un bien immobilier peut être une décision d'investissement très rentable si l'emplacement fait ses preuves sur la durée. Pour ce faire, le lieu, le prix d'achat, le bâti, la possibilité de location, la desserte en transports, l'économie locale et régionale et le potentiel d'avenir, la structure économique, etc. sont décisifs.

Risques spécifiques liés aux investissements immobiliers directs

Risque d'information

Les marchés immobiliers manquent souvent de transparence et supposent des connaissances précises de la situation locale. En outre, des connaissances en bâtiment, opérateur immobilier et un savoir-faire spécifique sont nécessaires. Cela peut provoquer des erreurs d'évaluation ayant un impact considérable sur la performance du placement.

Risque de concentration

En cas d'investissement direct, en raison du montant lié à un seul placement, aucune diversification n'est possible. Avec le même montant, il est possible avec un placement indirect dans l'immobilier ou avec des formes de placement non alternatives de réaliser une plus large diversification et donc de mieux atténuer le risque.

Risque de taux d'intérêt

Les biens immobiliers réagissent comme les obligations, les taux faibles bénéficient aux hypothèques et permettent des revenus supérieurs à la moyenne, des taux plus élevés les réduisent.

Besoin de capitaux

Un placement direct dans des immeubles de bureaux, un immeuble commercial, industriel, d'habitation ou un bien immobilier spécial (p. ex. hôpitaux, hôtels, immeubles logistiques, etc.) signifie un achat et nécessite donc plus de capitaux qu'un placement indirect, p. ex. par le biais de fonds immobiliers. Parallèlement, le risque au sens de la perte maximum possible est plus grand qu'avec un placement indirect, ne serait-ce que parce qu'avec les fonds immobiliers cotés en bourse, il est toujours possible de sortir en cas de performance négative.

Performance

Un bien immobilier constitue une forme de placement à long terme. Toutefois, la vente du bien immobilier est juridiquement possible à tout moment. Les conditions de marché à la date de la vente déterminent le prix de vente. Il existe le risque qu'en cas de vente à une date défavorable, il y ait des pertes ou que la recherche d'un acheteur dure plus longtemps. La valeur du bien immobilier peut donc éventuellement ne pas être convertie rapidement en espèces. De plus, une pression à la vente peut entraîner des réductions considérables du prix.

Revenus locatifs

L'évolution future des loyers dépend d'une série de facteurs très divers et ne peut donc pas être garantie. Sur la durée de l'investissement, les hausses de loyers sont difficiles à évaluer. Les évolutions imprévisibles, p. ex. les changements légaux, les nouveaux besoins des locataires ou les changements structurels d'une région économique peuvent influencer positivement ou négativement les revenus locatifs.

Loyers garantis

La valeur intrinsèque des loyers garantis dépend en permanence de la solvabilité du garant des loyers, qui doit être le cas échéant contrôlée séparément avant l'achat du bien. Les loyers effectivement générés après expiration du délai de garantie sont déterminés par le marché. Ils peuvent donc être supérieurs ou inférieurs aux loyers garantis.

Frais d'entretien et de rénovation

Afin de couvrir les mesures de rénovation ou d'entretien, etc., des provisions d'entretien sont généralement constituées. Le montant des provisions d'entretien peut le cas échéant ne pas suffire pour payer les frais d'entretien plus élevés dus au bout de 10 à 20 ans, d'après l'expérience. Des participations supplémentaires de la copropriété peuvent alors être nécessaires. En cas d'achat d'un logement en propriété de seconde main, outre une visite méticuleuse du logement et des parties communes, il faut également consulter les procès-verbaux des dernières assemblées de copropriétaires dans lesquels les travaux votés ou à prévoir apparaissent.

Coûts d'emprunt

Si l'achat d'un bien immobilier nécessite un emprunt, cela constitue un risque. Le prix du bien ne doit pas être élevé par rapport aux revenus locatifs, tout euro supplémentaire de capital propre fait baisser l'endettement de l'investisseur. Le crédit doit être remboursé au plus tard à l'âge de la retraite. En chemin, des loyers peuvent être perdus, les prix baisser, des avantages fiscaux être supprimés ou de nouveaux impôts fonciers être prélevés.

Manque de liquidité

Les placements immobiliers directs ne sont pas rapidement liquidables. Si le marché immobilier est sous pression en raison de surcapacités et de baisse des prix, le bien peut être invendable. C'est également valable si la demande est inexistante en raison d'une mauvaise localisation.

E. INFORMATIONS SUR LES FRAIS ET LES CHARGES

Nous vous informons ci-après sur les frais et charges dus dans le cadre d'un service de FCM.

I. Prix

FCM et TL facturent à leurs clients une rémunération pour leurs services. Celle-ci se compose d'une combinaison de frais, de commissions et de frais de tiers, dont le montant dépend du type et de l'ampleur du service fourni. Vous trouverez dans la présentation des coûts ex ante ci-dessous ou dans les contrats concernés, le contrat de gestion de fortune et le contrat d'intermédiation financière les prix actuels pour les services de FCM et de TL ainsi qu'une présentation des effets des frais sur le rendement du placement et des détails concernant les modalités de paiement.

1. Exemple d'information sur les coûts d'une gestion de fortune avec la stratégie de placement Liquidité PLUS

I. Données de base

Service d'investissement	Gestion de fortune	Frais uniques d'ouverture pour la gestion de fortune (maximum)	1,25%
Stratégie de placement	Liquidité PLUS	Frais uniques d'ouverture pour la gestion de fortune (maximum) TVA incluse	1,49%
Banque dépositaire	Banque dépositaire modèle	Honoraires de gestion de fortune (fixes)	1,20%
Montant (supposé) du placement en EUR	100 000,00	Honoraires de gestion de fortune (fixes) TVA incluse	1,43%
Durée de conservation en années	2	Rémunération en fonction de la performance (variable)	0,00%
Performance annuelle estimée avant frais	3,85%	rémunération en fonction de la performance (variable) TVA incluse	0,00%
		Conditions de la banque dépositaire-Forfait tout compris en % (TVA incluse)	0,15%
		Frais pour résiliation avant la fin de la durée de détention recommandée	0,00%

II. Composition des frais

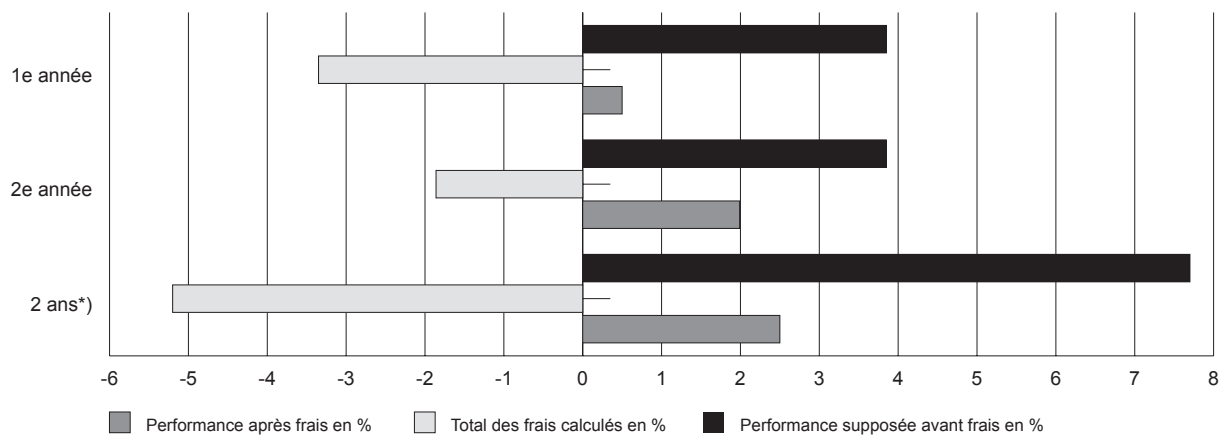
	1e année		2e année		sur l'horizon de placement à 2 ans	
	EUR	%	EUR	%	EUR	%
1) Frais de service						
Frais d'ouverture uniques pour la gestion de fortune (fixes)	1 487,50	1,49%	0,00	0,00%	1 487,50	1,49%
Honoraires de gestion de fortune (fixes)	1 428,00	1,43%	1 428,00	1,43%	2 856,00	2,86%
Rémunération en fonction de la performance (variable)	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%
Forfait tout compris de la banque dépositaire	150,00	0,15%	150,00	0,15%	300,00	0,30%
Total des frais de service	3 065,50	3,07%	1 578,00	1,58%	4 643,50	4,64%
2) Frais de produit						
Frais uniques placements sur le marché monétaire (1)	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%
Frais courants placements sur le marché monétaire (1)	40,00	0,04%	40,00	0,04%	80,00	0,08%
Frais uniques obligations (2)	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%
Frais courants obligations (2)	240,00	0,24%	240,00	0,24%	480,00	0,48%
Frais de transaction	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%
Charges	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%
Total des frais de produit	280,00	0,28%	280,00	0,28%	560,00	0,56%
3) Total des frais	3 345,50	3,35%	1 858,00	1,86%	5 203,50	5,20%
4) Effet des frais sur le rendement	-3 345,50	-3,35%	-1 858,00	-1,86%	-5 203,50	-5,20%

(1) Part estimée des placements sur les marchés monétaires dans le dépôt global		20,00%
Montant estimé des frais courants	0,20%	
Montant estimé des frais uniques	0,00%	
(2) Part estimée des obligations dans le dépôt global		80,00%
Montant estimé des frais courants	0,30%	
Montant estimé des frais uniques	0,00%	
Veillez tenir compte des explications et informations au numéro 6.	Total	100,00%

III. Présentation de l'effet des frais sur le rendement

	Fin de la 1e année	Fin de la 2e année	Fin de l'horizon de placement à 2 ans*)
Performance supposée avant frais en %	3,85%	3,85%	7,70%
Total des frais calculés en %	-3,35%	-1,86%	-5,20%
Performance après frais en %	0,50%	1,99%	2,50%

*) sans l'effet des intérêts composés



2. Exemple d'information sur les coûts d'une gestion de fortune avec la stratégie de placement Stabilité PLUS

I. Données de base

Service d'investissement	Gestion de fortune	Frais uniques d'ouverture pour la gestion de fortune (maximum)	3,00%
Stratégie de placement	Stabilité PLUS	Frais uniques d'ouverture pour la gestion de fortune (maximum) TVA incluse	3,57%
Banque dépositaire	Banque dépositaire modèle	Honoraires de gestion de fortune (fixes)	1,60%
Montant supposé du placement en EUR	100 000,00	Honoraires de gestion de fortune (fixes) TVA incluse	1,90%
Durée supposé de conservation en années	2	Rémunération en fonction de la performance (variable)	0,11%
Performance annuelle estimée avant frais	6,98%	rémunération en fonction de la performance (variable) TVA incluse	0,13%
		Conditions de la banque dépositaire-Forfait tout compris en % (TVA incluse)	0,15%
		Frais pour résiliation avant la fin de la durée de détention recommandée	0,00%

II. Composition des frais

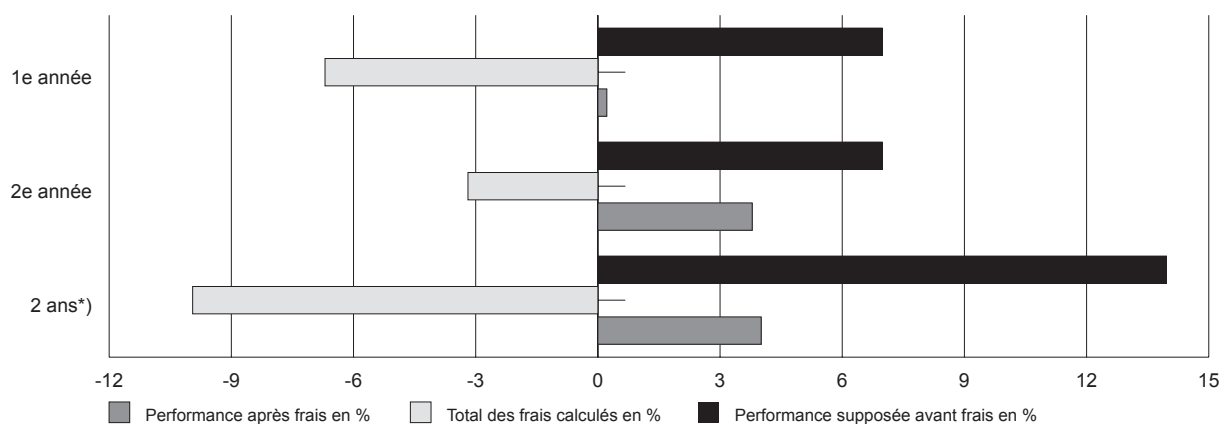
	1e année		2e année		sur l'horizon de placement à 2 ans	
	EUR	%	EUR	%	EUR	%
1) Frais de service						
Frais d'ouverture uniques pour la gestion de fortune (fixes)	3 570,00	3,57%	0,00	0,00%	3 570,00	3,57%
Honoraires de gestion de fortune (fixes)	1 904,00	1,90%	1 904,00	1,90%	3 808,00	3,81%
Rémunération en fonction de la performance (variable)	126,53	0,13%	126,53	0,13%	253,06	0,25%
Forfait tout compris de la banque dépositaire	150,00	0,15%	150,00	0,15%	300,00	0,30%
Total des frais de service	5 750,53	5,75%	2 180,53	2,18%	7 931,06	7,93%
2) Frais de produit						
Frais uniques placements sur le marché monétaire (1)	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%
Frais courants placements sur le marché monétaire (1)	20,00	0,02%	20,00	0,02%	40,00	0,04%
Frais uniques obligations (2)	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%
Frais courants obligations (2)	150,00	0,15%	150,00	0,15%	300,00	0,30%
Frais uniques fonds d'investissement (5)	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%
Frais courants fonds d'investissement (5)	630,00	0,63%	630,00	0,63%	1 260,00	1,26%
Frais uniques investissements immobiliers (8)	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%
Frais courants investissements immobiliers (8)	210,00	0,21%	210,00	0,21%	420,00	0,42%
Total des frais de produit	1 010,00	1,01%	1 010,00	1,01%	2 020,00	2,02%
3) Total des frais	6 760,53	6,76%	3 190,53	3,19%	9 951,06	9,95%
4) Effet des frais sur le rendement	-6 760,53	-6,76%	-3 190,53	-3,19%	-9 951,06	-9,95%

(1) Part estimée des placements sur les marchés monétaires dans le dépôt global		10,00%
Montant estimé des frais courants	0,20%	
Montant estimé des frais uniques	0,00%	
(2) Part estimée des obligations dans le dépôt global		50,00%
Montant estimé des frais courants	0,30%	
Montant estimé des frais uniques	0,00%	
(5) Part estimée des fonds d'investissement ouverts dans le dépôt global		30,00%
Montant estimé des frais courants	2,10%	
Montant estimé des frais uniques	0,00%	
(8) Part estimée des investissements immobiliers dans le dépôt global		10,00%
Montant estimé des frais courants	2,10%	
Montant estimé des frais uniques	0,00%	
Veuillez tenir compte des explications et informations au numéro 6.		Total 100,00%

III. Présentation de l'effet des frais sur le rendement

	Fin de la 1 ^e année	Fin de la 2 ^e année	Fin de l'horizon de placement à 2 ans*)
Performance supposée avant frais en %	6,98%	6,98%	13,96%
Total des frais calculés en %	-6,76%	-3,19%	-9,95%
Performance après frais en %	0,22%	3,79%	4,01%

*) sans l'effet des intérêts composés



3. Exemple d'information sur les coûts d'une gestion de fortune avec la stratégie de placement Revenu PLUS

I. Données de base

Service d'investissement	Gestion de fortune	Frais uniques d'ouverture pour la gestion de fortune (maximum)	5,00%
Stratégie de placement	Revenu PLUS	Frais uniques d'ouverture pour la gestion de fortune (maximum) TVA incluse	5,95%
Banque dépositaire	Banque dépositaire modèle	Honoraires de gestion de fortune (fixes)	1,80%
Montant (supposé) du placement en EUR	100 000,00	Honoraires de gestion de fortune (fixes) TVA incluse	2,14%
Durée de conservation en années	5	Rémunération en fonction de la performance (variable)	0,45%
Performance annuelle estimée avant frais	9,21%	rémunération en fonction de la performance (variable) TVA incluse	0,54%
		Conditions de la banque dépositaire-Forfait tout compris en % (TVA incluse)	0,15%
		Frais pour résiliation avant la fin de la durée de détention recommandée	0,00%

II. Composition des frais

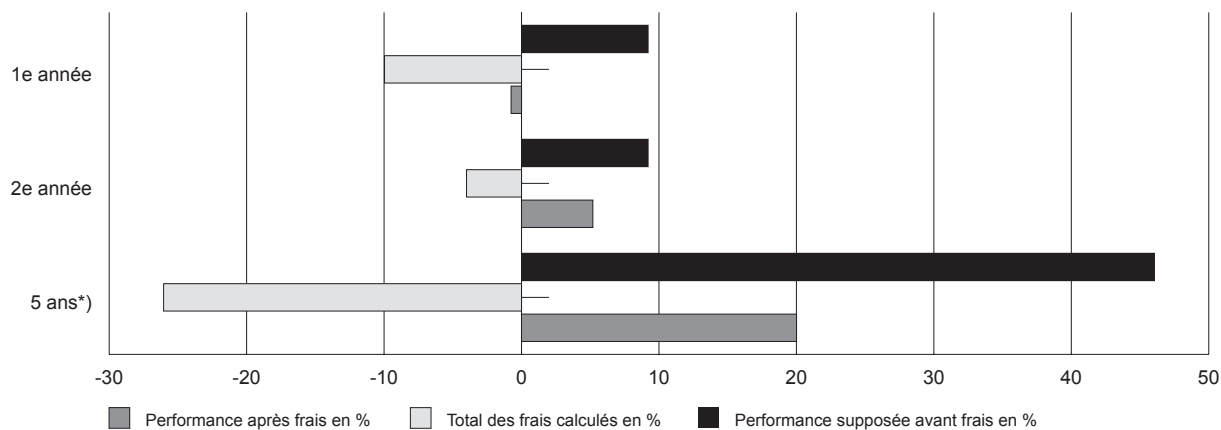
	1e année		2e année		sur l'horizon de placement à 5 ans	
	EUR	%	EUR	%	EUR	%
1) Frais de service						
Frais d'ouverture uniques pour la gestion de fortune (fixes)	5 950,00	5,95%	0,00	0,00%	5 950,00	5,95%
Honoraires de gestion de fortune (fixes)	2 142,00	2,14%	2 142,00	2,14%	10 710,00	10,71%
Rémunération en fonction de la performance (variable)	540,30	0,54%	540,30	0,54%	2 701,50	2,70%
Forfait tout compris de la banque dépositaire	150,00	0,15%	150,00	0,15%	750,00	0,75%
Total des frais de service	8 782,30	8,78%	2 832,30	2,83%	20 111,50	20,11%
2) Frais de produit						
Frais uniques placements sur le marché monétaire (1)	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%
Frais courants placements sur le marché monétaire (1)	20,00	0,02%	20,00	0,02%	100,00	0,10%
Frais uniques obligations (2)	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%
Frais courants obligations (2)	90,00	0,09%	90,00	0,09%	450,00	0,45%
Frais uniques produits structurés / certificats (4)	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%
Frais courants produits structurés / certificats (4)	25,00	0,03%	25,00	0,03%	125,00	0,13%
Frais uniques fonds d'investissement (5)	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%
Frais courants fonds d'investissement (5)	840,00	0,84%	840,00	0,84%	4 200,00	4,20%
Frais uniques investissements immobiliers (8)	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%
Frais courants investissements immobiliers (8)	210,00	0,21%	210,00	0,21%	1 050,00	1,05%
Total des frais de produit	1 185,00	1,19%	1 185,00	1,19%	5 925,00	5,93%
3) Total des frais	9 967,30	9,97%	4 017,30	4,02%	26 036,50	26,04%
4) Effet des frais sur le rendement	-9 967,30	-9,97%	-4 017,30	-4,02%	-26 032,50	-26,04%

(1) Part estimé des placements sur les marchés monétaires dans le dépôt global		10,00%
Montant estimé des frais courants	0,20%	
Montant estimé des frais uniques	0,00%	
(2) Part estimé des obligations dans le dépôt global		30,00%
Montant estimé des frais courants	0,30%	
Montant estimé des frais uniques	0,00%	
(4) Frais uniques produits structurés / certificats		10,00%
Frais courants produits structurés / certificats		
Montant estimé des frais courants	0,25%	
Montant estimé des frais uniques	0,00%	
(5) Part estimé des fonds d'investissement ouverts dans le dépôt global		40,00%
Montant estimé des frais courants	2,10%	
Montant estimé des frais uniques	0,00%	
(8) Part estimé des investissements immobiliers dans le dépôt global		10,00%
Montant estimé des frais courants	2,10%	
Montant estimé des frais uniques	0,00%	
Veillez tenir compte des explications et informations au numéro 6.		Total 100,00%

III. Présentation de l'effet des frais sur le rendement

	Fin de la 1e année	Fin de la 2e année	Fin de l'horizon de placement à 5 ans*)
Performance supposée avant frais en %	9,21%	9,21%	46,05%
Total des frais calculés en %	-9,97%	-4,02%	-26,04%
Performance après frais en %	-0,76%	5,19%	20,01%

*) sans l'effet des intérêts composés



4. Exemple d'information sur les coûts d'une gestion de fortune avec la stratégie de placement Croissance PLUS

I. Données de base

Service d'investissement	Gestion de fortune	Frais uniques d'ouverture pour la gestion de fortune (maximum)	5,85%
Stratégie de placement	Croissance PLUS	Frais uniques d'ouverture pour la gestion de fortune (maximum) TVA incluse	6,96%
Banque dépositaire	Banque dépositaire modèle	Honoraires de gestion de fortune (fixes)	2,00%
Montant (supposé) du placement en EUR	100 000,00	Honoraires de gestion de fortune (fixes) TVA incluse	2,38%
Durée de conservation en années	8	Rémunération en fonction de la performance (variable)	1,28%
Performance annuelle estimée avant frais	13,10%	rémunération en fonction de la performance (variable) TVA incluse	1,52%
		Conditions de la banque dépositaire Forfait tout compris en % (TVA incluse)	0,15%
		Frais pour résiliation avant la fin de la durée de détention recommandée	0,00%

II. Composition des frais

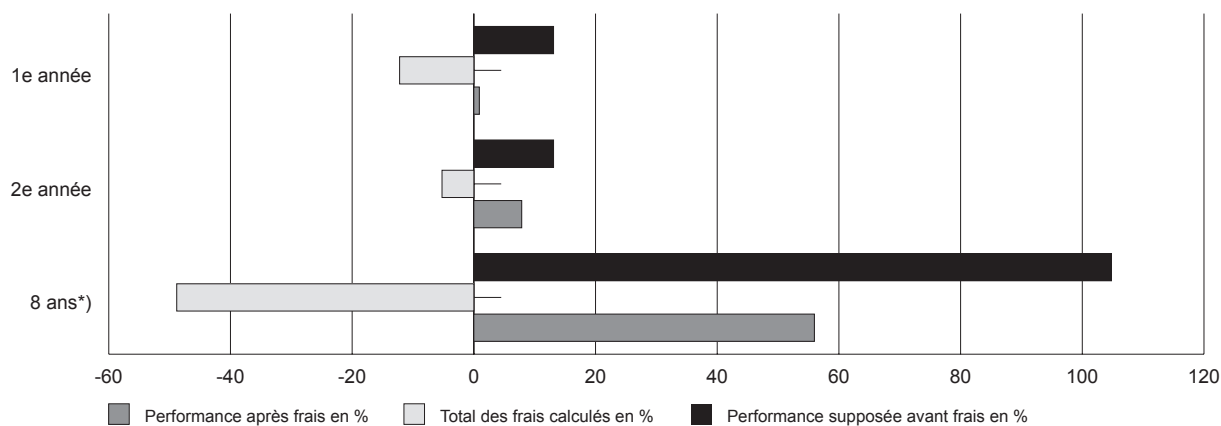
	1e année		2e année		sur l'horizon de placement à 8 ans	
	EUR	%	EUR	%	EUR	%
1) Frais de service						
Frais d'ouverture uniques pour la gestion de fortune (fixes)	6 961,50	6,96%	0,00	0,00%	6 961,50	6,96%
Honoraires de gestion de fortune (fixes)	2 380,00	2,38%	2 380,00	2,38%	19 040,00	19,04%
Rémunération en fonction de la performance (variable)	1 521,00	1,52%	1 521,00	1,52%	12 168,00	12,17%
Forfait tout compris de la banque dépositaire	150,00	0,15%	150,00	0,15%	1 200,00	1,20%
Total des frais de service	11 012,50	11,01%	4 051,00	4,05%	39 369,50	39,37%
2) Frais de produit						
Frais uniques placements sur le marché monétaire (1)	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%
Frais courants placements sur le marché monétaire (1)	10,00	0,01%	10,00	0,01%	80,00	0,08%
Frais uniques obligations (2)	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%
Frais courants obligations (2)	30,00	0,03%	30,00	0,03%	240,00	0,24%
Frais uniques produits structurés / certificats (4)	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%
Frais courants produits structurés / certificats (4)	75,00	0,08%	75,00	0,08%	600,00	0,60%
Frais uniques fonds d'investissement (5)	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%
Frais courants fonds d'investissement (5)	840,00	0,84%	840,00	0,84%	6 720,00	6,72%
Frais uniques investissements dans les matières premières et métaux précieux (7)	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%
Frais courants investissements dans les matières premières et métaux précieux (7)	17,50	0,02%	17,50	0,02%	140,00	0,14%
Frais uniques investissements immobiliers (8)	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%
Frais courants investissements immobiliers (8)	210,00	0,21%	210,00	0,21%	1 680,00	1,68%
Total des frais de produit	1 182,50	1,19%	1 182,50	1,19%	9 460,00	9,46%

3) Total des frais	12 195,00	12,20%	5 233,50	5,23%	48 829,50	48,83%
4) Effet des frais sur le rendement	-12 195,00	-12,20%	-5 233,50	-5,23%	-48 829,50	-48,83%
(1) Part estimée des placements sur les marchés monétaires dans le dépôt global						5,00%
Montant estimé des frais courants	0,20%					
Montant estimé des frais uniques	0,00%					
(2) Part estimée des obligations dans le dépôt global						10,00%
Montant estimé des frais courants	0,30%					
Montant estimé des frais uniques	0,00%					
(4) Part estimée des produits structurés (certificats) dans le dépôt global						30,00%
Montant estimé des frais courants	0,25%					
Montant estimé des frais uniques	0,00%					
(5) Part estimée des fonds d'investissement ouverts dans le dépôt global						40,00%
Montant estimé des frais courants	2,10%					
Montant estimé des frais uniques	0,00%					
(7) Part estimée des investissements dans des matières premières et métaux précieux dans le dépôt global						5,00%
Montant estimé des frais courants	0,35%					
Montant estimé des frais uniques	0,00%					
(8) Part estimée des investissements immobiliers dans le dépôt global						10,00%
Montant estimé des frais courants	2,10%					
Montant estimé des frais uniques	0,00%					
Veuillez tenir compte des explications et informations au paragraphe IV.					Total	100,00%

III. Présentation de l'effet des frais sur le rendement

	Fin de la 1e année	Fin de la 2e année	Fin de l'horizon de placement à 8 ans*)
Performance supposée avant frais en %	13,10%	13,10%	104,80%
Total des frais calculés en %	-12,20%	-5,23%	-48,83%
Performance après frais en %	0,90%	7,87%	55,97%

*) sans l'effet des intérêts composés



5. Exemple d'information sur les coûts d'une gestion de fortune avec la stratégie de placement Dynamique PLUS

I. Données de base

Service d'investissement	Gestion de fortune	Frais uniques d'ouverture pour la gestion de fortune (maximum)	7,00%
Stratégie de placement	Dynamique PLUS	Frais uniques d'ouverture pour la gestion de fortune (maximum) TVA incluse	8,33%
Banque dépositaire	Banque dépositaire modèle	Honoraires de gestion de fortune (fixes)	2,00%
Montant (supposé) du placement en EUR	100 000,00	Honoraires de gestion de fortune (fixes) TVA incluse	2,38%
Durée de conservation en années	10	Rémunération en fonction de la performance (variable)	1,64%
Performance annuelle estimée avant frais	15,41%	rémunération en fonction de la performance (variable) TVA incluse	1,96%
		Conditions de la banque dépositaire Forfait tout compris en % (TVA incluse)	0,15%
		Frais pour résiliation avant la fin de la durée de détention recommandée	0,00%

II. Composition des frais

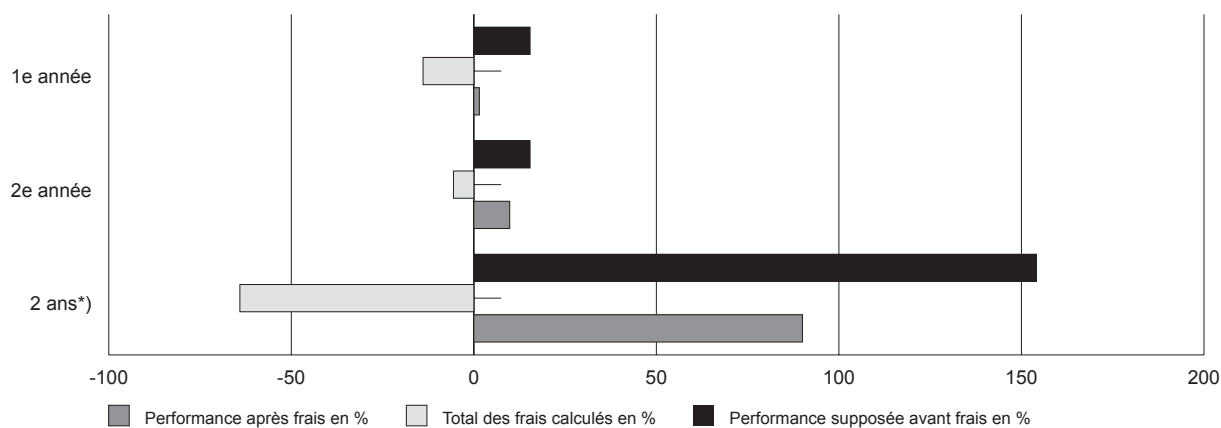
	1e année		2e année		sur l'horizon de placement à 10 ans	
	EUR	%	EUR	%	EUR	%
3) Frais de service						
Frais d'ouverture uniques pour la gestion de fortune (fixes)	8 330,00	8,33%	0,00	0,00%	8 330,00	8,33%
Honoraires de gestion de fortune (fixes)	2 380,00	2,38%	2 380,00	2,38%	19 040,00	19,04%
Rémunération en fonction de la performance (variable)	1 955,57	1,96%	1 955,57	1,96%	19 555,70	19,56%
Forfait tout compris de la banque dépositaire	150,00	0,15%	150,00	0,15%	1 200,00	1,20%
Total des frais de service	12 815,57	12,82%	4 485,57	4,49%	53 185,70	53,19%
4) Frais de produit						
Frais uniques obligations (2)	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%
Frais courants obligations (2)	15,00	0,02%	15,00	0,02%	150,00	0,15%
Frais uniques produits structurés / certificats (4)	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%
Frais courants produits structurés / certificats (4)	112,50	0,11%	112,50	0,11%	1 125,00	1,13%
Frais uniques fonds d'investissement (5)	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%
Frais courants fonds d'investissement (5)	945,00	0,95%	945,00	0,95%	9 450,00	9,45%
Frais uniques investissements dans les matières premières et métaux précieux (7)	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%
Frais courants investissements dans les matières premières et métaux précieux (7)	17,50	0,02%	17,50	0,02%	140,00	0,14%
Total des frais de produit	1 090,00	1,09%	1 090,00	1,09%	10 900,00	10,90%
3) Total des frais	13 905,57	13,91%	5 575,57	5,58%	64 085,70	64,09%
4) Effet des frais sur le rendement	-13 905,57	-13,91%	-5 575,57	-5,58%	-64 085,70	-64,09%

(2) Part estimée des obligations dans le dépôt global		5,00%
Montant estimé des frais courants	0,30%	
Montant estimé des frais uniques	0,00%	
(4) Part estimée des produits structurés (certificats) dans le dépôt global		45,00%
Montant estimé des frais courants	0,25%	
Montant estimé des frais uniques	0,00%	
(5) Part estimée des fonds d'investissement ouverts dans le dépôt global		45,00%
Montant estimé des frais courants	2,10%	
Montant estimé des frais uniques	0,00%	
(7) Part estimée des investissements dans des matières premières et métaux précieux dans le dépôt global		5,00%
Montant estimé des frais courants	0,35%	
Montant estimé des frais uniques	0,00%	
Veillez tenir compte des explications et informations au paragraphe IV.		Total 100,00%

III. Présentation de l'effet des frais sur le rendement

	Fin de la 1e année	Fin de la 2e année	Fin de l'horizon de placement à 10 ans*)
Performance supposée avant frais en %	15,41%	15,41%	154,10%
Total des frais calculés en %	-13,91%	-5,58%	-64,09%
Performance après frais en %	1,50%	9,83%	90,01%

*) sans l'effet des intérêts composés



6. Explications et remarques :

L'information sur les coûts présentée dans les points 2 à 4 doit vous donner une vue d'ensemble du montant des frais liés à une gestion de fortune. Nous avons calculé les frais possibles et coûts ultérieurs de la gestion de fortune, et de la stratégie de placement concernée, sous forme de tableau agrégé. L'exemple d'informations sur les coûts a été calculé sur la base de certaines hypothèses et estimations. Sur la base d'un certain montant de placement (supposé), les coûts classiques sont présentés pour la 1^{re} année de placement, l'année suivante et la durée également supposée du placement ou horizon de placement. Les frais mentionnés pour une résiliation avant la fin de la durée de détention recommandée peuvent être facturés si la durée de détention recommandée de la stratégie respective n'est pas respectée.

Veuillez noter que les frais effectifs dont nous vous informerons dans notre rapport régulier peuvent différer des exemples de coûts. En effet, les frais effectifs sont influencés entre autres par le montant effectif du placement, la durée individuelle de détention, les coûts liés au produit du titre, son évolution de cours et le cas échéant, en plus par le change de la monnaie étrangère en cas de titres libellés dans d'autres monnaies, ainsi que par un changement éventuel des prix des produits et services pendant la durée de conservation.

Dans la mesure où nous avons convenu avec vous des honoraires de gestion de fortune dépendant du résultat, cela peut également augmenter les frais effectifs. Ce n'est toutefois le cas que si la performance de la gestion de fortune a dépassé les seuils en % convenus avec vous.

Les coûts changent en général proportionnellement au montant placé. Pour de faibles montants de placement, ce n'est cependant pas le cas en cas de prix minimum. En cas de montants de placement plus élevés, des prix maximums peuvent limiter les coûts.

Dans le cadre de la présentation des effets des coûts sur le rendement, nous avons également pris un exemple de performance qui peut dans les faits diverger à la hausse ou à la baisse. Par conséquent, après les coûts, la performance peut aussi être plus élevée ou plus faible par rapport à l'exemple présenté.

II. Exemple d'information sur les coûts d'une intermédiation financière d'une sélection de produits financiers

1. Informations générales

Dans le cadre de la directive MIFID II, pour les instruments financiers, il est requis de publier les coûts de manière transparente (présentations ex ante de l'ensemble des frais et charges) pour la prestation de services d'investissement en lien avec les instruments financiers. Les exemples de coûts exposés ci-dessous se rapportent en principe à différents instruments financiers. En fonction de la solution de placement choisie (p. ex. gestion de fortune numérique), les coûts peuvent être d'un montant variable, sur la base d'un forfait convenu par contrat. De ce fait, en plus de la présentation générale des coûts, il y aura également lieu de se référer à la présentation individuelle des coûts de la solution de placement choisie.

Concernant cette présentation, les dispositions prévoient en principe les catégories suivantes :

- Frais et charges pour la prestation de service(s) d'investissement (CSI) :
il s'agit de tous les frais et charges qui sont facturés par les banques ou autres parties, dans la mesure où le client a été renvoyé vers ces autres parties, pour la prestation de service(s) d'investissement et/ou de service(s) accessoire(s) vis-à-vis du client.
- Frais et charges en relation avec les instruments financiers (CIF) :
il s'agit de tous les frais et charges en lien avec la conception et la gestion des instruments financiers.
- Paiements reçus de la part de tiers, les banques ou d'autres parties (PT) :
il s'agit de tous les frais, commissions et autres avantages financiers que les banques ou d'autres parties ont reçus dans le cadre de la prestation d'un service d'investissement de tiers et qui sont généralement appelés « rétrocessions ».

2. Placement sur le marché monétaire

HYPOTHÈSES DE PLACEMENT

- Durée de conservation du placement : 5 ans
- 10 000 EUR (valeur moyenne des actifs sur la durée de vie complète)
- Capitalisation
- Majoration d'émission : 0,1% (CSI)
- Frais de rachat : 0% (CSI)
- Frais de dépôt : 0% (CSI)
- Frais de développement : 0,45% par an (CIF)

APERÇU DES FRAIS ET CHARGES EN LIEN AVEC CE PLACEMENT POUR UNE DURÉE DE CONSERVATION DE 5 ANS

Frais et charges pour la prestation de service(s) d'investissement		Frais et charges en relation avec les instruments financiers		Frais globaux et charges	
en EUR	en %	en EUR	en %	en EUR	en %
50,00	0,50	225,00	2,25	275,00	2,75

Le calcul repose sur l'hypothèse que l'instrument financier est conservé 5 ans. Les frais effectifs peuvent changer en fonction de la durée de conservation et de la performance du produit et du montant investi. Les chiffres indiqués sont des estimations et peuvent donc changer à l'avenir.

EFFET CUMULATIF DES FRAIS GLOBAUX ET CHARGES SUR LE RENDEMENT DE CE PLACEMENT PAR AN

	1 an		2 ans		3 ans		4 ans		5 ans	
	en EUR	en %	en EUR	en %	en EUR	en %	en EUR	en %	en EUR	en %
Frais et charges pour la prestation de service(s) d'investissement	50,00	0,50	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Frais et charges en relation avec les instruments financiers	45,00	0,45	45,00	0,45	45,00	0,45	45,00	0,45	45,00	0,45
Frais globaux et charges	95,00	0,95	45,00	0,45	45,00	0,45	45,00	0,45	45,00	0,45

Les frais et charges réduisent le rendement pendant la durée de conservation de 5 ans comme le point « Frais globaux et charges » l'explique. La présentation se limite à des informations sur les effets des frais et charges et ne donne pas d'indications sur le rendement imprévisible.

3. Obligations

HYPOTHÈSES DE PLACEMENT

- Durée de conservation du placement : 5 ans
- 10 000 EUR (valeur moyenne des actifs sur la durée de vie complète)
- Frais de transaction : 0,5% (KWD)
- Frais de dépôt : 0,25% + 14% MwSt (KWD)
- Coupon : 3% par an
- Investisseur : domicilié au Luxembourg
- Impôt luxembourgeois à la source : 20% (CSI)

APERÇU DES FRAIS ET CHARGES EN LIEN AVEC CE PLACEMENT POUR UNE DURÉE DE CONSERVATION DE 5 ANS

Frais et charges pour la prestation de service(s) d'investissement		Frais et charges en relation avec les instruments financiers		Frais globaux et charges	
en EUR	en %	en EUR	en EUR	en %	en EUR
242,50	2,43	300,00	3,00	542,50	5,43

Le calcul repose sur l'hypothèse que l'instrument financier est conservé 5 ans. Les frais effectifs peuvent changer en fonction de la durée de conservation et de la performance du produit et du montant investi. Les chiffres indiqués sont des estimations et peuvent donc changer à l'avenir.

EFFET CUMULATIF DES FRAIS GLOBAUX ET CHARGES SUR LE RENDEMENT DE CE PLACEMENT PAR AN

	1 an		2 ans		3 ans		4 ans		5 ans	
	en EUR	en %	en EUR	en %	en EUR	en EUR	en %	en EUR	en %	en EUR
Frais et charges pour la prestation de service(s) d'investissement	78,50	0,79	28,50	0,29	28,50	0,29	28,50	0,29	78,50	0,79
Frais et charges en relation avec les instruments financiers	60,00	0,60	60,00	0,60	60,00	0,60	60,00	0,60	60,00	0,60
Frais globaux et charges	138,50	1,39	88,50	0,89	88,50	0,89	88,50	0,89	138,50	1,39

Les frais et charges réduisent le rendement pendant la durée de conservation de 5 ans comme le point « Frais globaux et charges » l'explique. La présentation se limite à des informations sur les effets des frais et charges et ne donne pas d'indications sur le rendement imprévisible.

4. Actions

HYPOTHÈSES DE PLACEMENT

- Durée de conservation du placement : 5 ans
- 10 000 EUR (valeur moyenne des actifs sur la durée de vie complète)
- Actions d'une société luxembourgeoise
- Frais de transaction : 1% (KWD)
- Frais de dépôt : 0,25% + 14% MwSt (KWD)
- Dividendes : 250 EUR par an
- Imposition sur les dividendes : 15% (CSI)

APERÇU DES FRAIS ET CHARGES EN LIEN AVEC CE PLACEMENT POUR UNE DURÉE DE CONSERVATION DE 5 ANS

Frais et charges pour la prestation de service(s) d'investissement		Frais et charges en relation avec les instruments financiers		Frais globaux et charges	
en EUR	en %	en EUR	en EUR	en %	en EUR
342,50	3,43	187,50	1,88	530,00	5,30

Le calcul repose sur l'hypothèse que l'instrument financier est conservé 5 ans. Les frais effectifs peuvent changer en fonction de la durée de conservation et de la performance du produit et du montant investi. Les chiffres indiqués sont des estimations et peuvent donc changer à l'avenir.

EFFET CUMULATIF DES FRAIS GLOBAUX ET CHARGES SUR LE RENDEMENT DE CE PLACEMENT PAR AN

	1 an		2 ans		3 ans		4 ans		5 ans	
	en EUR	en %	en EUR	en %	en EUR	en EUR	en %	en EUR	en %	en EUR
Frais et charges pour la prestation de service(s) d'investissement	128,50	1,29	28,50	0,29	28,50	0,29	28,50	0,29	128,50	1,29
Frais et charges en relation avec les instruments financiers	37,50	0,38	37,50	0,38	37,50	0,38	37,50	0,38	37,50	0,38
Frais globaux et charges	166,00	1,66	66,00	0,66	66,00	0,66	66,00	0,66	166,00	1,66

Les frais et charges réduisent le rendement pendant la durée de conservation de 5 ans comme le point « Frais globaux et charges » l'explique. La présentation se limite à des informations sur les effets des frais et charges et ne donne pas d'indications sur le rendement imprévisible.

5. Produits structurés (Certificat)

HYPOTHÈSES DE PLACEMENT

- Durée de conservation du placement : 5 ans
- 10 000 EUR (valeur moyenne des actifs sur la durée de vie complète)
- Capitalisation
- Majoration d'émission : 1% (KWD)
- Frais de rachat : 0% (KWD)
- Frais de dépôt : 0% (KWD)
- Frais de développement : 0,90% par an (KFI)

APERÇU DES FRAIS ET CHARGES EN LIEN AVEC CE PLACEMENT POUR UNE DURÉE DE CONSERVATION DE 5 ANS

Frais et charges pour la prestation de service(s) d'investissement		Frais et charges en relation avec les instruments financiers		Frais globaux et charges	
en EUR	en %	en EUR	en EUR	en %	en EUR
100,00	1,00	450,00	4,50	550,00	5,50

Le calcul repose sur l'hypothèse que l'instrument financier est conservé 5 ans. Les frais effectifs peuvent changer en fonction de la durée de conservation et de la performance du produit et du montant investi. Les chiffres indiqués sont des estimations et peuvent donc changer à l'avenir.

EFFET CUMULATIF DES FRAIS GLOBAUX ET CHARGES SUR LE RENDEMENT DE CE PLACEMENT PAR AN

	1 an		2 ans		3 ans		4 ans		5 ans	
	en EUR	en %	en EUR	en %	en EUR	en EUR	en %	en EUR	en %	en EUR
Frais et charges pour la prestation de service(s) d'investissement	100,00	1,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Frais et charges en relation avec les instruments financiers	90,00	0,90	90,00	0,90	90,00	0,90	90,00	0,90	90,00	0,90
Frais globaux et charges	190,00	1,90	90,00	0,90	90,00	0,90	90,00	0,90	90,00	0,90

Les frais et charges réduisent le rendement pendant la durée de conservation de 5 ans comme le point « Frais globaux et charges » l'explique. La présentation se limite à des informations sur les effets des frais et charges et ne donne pas d'indications sur le rendement imprévisible.

6. Fonds immobiliers ouverts

HYPOTHÈSES DE PLACEMENT

- Durée de conservation du placement : 5 ans
- 10 000 EUR (valeur moyenne des actifs sur la durée de vie complète)
- Capitalisation
- Majoration d'émission : 1,5% (KWD)
- Frais de rachat : 0% (KWD)
- Frais de dépôt : 0% (KWD)
- Frais de développement : 1,2% par an (KFI)

APERÇU DES FRAIS ET CHARGES EN LIEN AVEC CE PLACEMENT POUR UNE DURÉE DE CONSERVATION DE 5 ANS

Frais et charges pour la prestation de service(s) d'investissement		Frais et charges en relation avec les instruments financiers		Frais globaux et charges	
en EUR	en %	en EUR	en EUR	en %	en EUR
150,00	1,50	600,00	6,00	750,00	7,50

Le calcul repose sur l'hypothèse que l'instrument financier est conservé 5 ans. Les frais effectifs peuvent changer en fonction de la durée de conservation et de la performance du produit et du montant investi. Les chiffres indiqués sont des estimations et peuvent donc changer à l'avenir.

EFFET CUMULATIF DES FRAIS GLOBAUX ET CHARGES SUR LE RENDEMENT DE CE PLACEMENT PAR AN

	1 an		2 ans		3 ans		4 ans		5 ans	
	en EUR	en %	en EUR	en %	en EUR	en EUR	en %	en EUR	en %	en EUR
Frais et charges pour la prestation de service(s) d'investissement	150,00	1,50	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Frais et charges en relation avec les instruments financiers	120,00	1,20	120,00	1,20	120,00	1,20	120,00	1,20	120,00	1,20
Frais globaux et charges	270,00	2,70	120,00	1,20	120,00	1,20	120,00	1,20	120,00	1,20

Les frais et charges réduisent le rendement pendant la durée de conservation de 5 ans comme le point « Frais globaux et charges » l'explique. La présentation se limite à des informations sur les effets des frais et charges et ne donne pas d'indications sur le rendement imprévisible.

7. Fonds immobiliers fermés

HYPOTHÈSES DE PLACEMENT

- Durée de conservation du placement : 5 ans
- 10 000 EUR (valeur moyenne des actifs sur la durée de vie complète)
- Capitalisation
- Majoration d'émission : 2% (KWD)
- Frais de rachat : 0,25% (KWD)
- Frais de dépôt : 0,25% + 14% MwSt (KWD)
- Frais de développement : 1,2% par an (KFI)
- Paiements de tiers reçus par la banque ou d'autres parties : 0,5% par an (PT)

APERÇU DES FRAIS ET CHARGES EN LIEN AVEC CE PLACEMENT POUR UNE DURÉE DE CONSERVATION DE 5 ANS

Frais et charges pour la prestation de service(s) d'investissement		Paiements de tiers reçus par la banque		Frais et charges en relation avec les instruments financiers		Frais globaux et charges	
en EUR	en %	en EUR	en %	en EUR	en %	en EUR	en %
392,50	3,93	250,00	2,50	350,00	3,50	992,50	9,93

Le calcul repose sur l'hypothèse que l'instrument financier est conservé 5 ans. Les frais effectifs peuvent changer en fonction de la durée de conservation et de la performance du produit et du montant investi. Les chiffres indiqués sont des estimations et peuvent donc changer à l'avenir.

EFFET CUMULATIF DES FRAIS GLOBAUX ET CHARGES SUR LE RENDEMENT DE CE PLACEMENT PAR AN

	1 an		2 ans		3 ans		4 ans		5 ans	
	en EUR	en %	en EUR	en %	en EUR	en EUR	en %	en EUR	en %	en EUR
Frais et charges pour la prestation de service(s) d'investissement	228,50	2,29	28,50	0,29	28,50	0,29	28,50	0,29	78,50	0,79
Paiements de tiers reçus par la banque	50,00	0,50	50,00	0,50	50,00	0,50	50,00	0,50	50,00	0,50
Frais et charges en relation avec les instruments financiers	70,00	0,70	70,00	0,70	70,00	0,70	70,00	0,70	70,00	0,70
Frais globaux et charges	348,50	3,49	148,50	1,49	148,50	1,49	148,50	1,49	198,50	1,99

*Les paiements de tiers que la banque a reçus ont été déduits des frais et charges en relation avec l'instrument financier.

Les frais et charges réduisent le rendement pendant la durée de conservation de 5 ans comme le point « Frais globaux et charges » l'explique. La présentation se limite à des informations sur les effets des frais et charges et ne donne pas d'indications sur le rendement imprévisible.

8. Métaux précieux et matières premières

HYPOTHÈSES DE PLACEMENT

- Durée de conservation du placement : 5 ans
- 10 000 EUR (valeur moyenne des actifs sur la durée de vie complète)
- Frais de transaction : 1% (KWD)
- Frais de dépôt : 0,25% + 14% MwSt (KWD)
- Frais de développement : 0,20% par an (KFI)
- Investissement dans des matières premières et dans des énergies renouvelables en prenant en compte des critères ESG

APERÇU DES FRAIS ET CHARGES EN LIEN AVEC CE PLACEMENT POUR UNE DURÉE DE CONSERVATION DE 5 ANS

Frais et charges pour la prestation de service(s) d'investissement		Frais et charges en relation avec les instruments financiers		Frais globaux et charges	
en EUR	en %	en EUR	en EUR	en %	en EUR
342,50	3,43	100,00	1,00	442,50	4,43

Le calcul repose sur l'hypothèse que l'instrument financier est conservé 5 ans. Les frais effectifs peuvent changer en fonction de la durée de conservation et de la performance du produit et du montant investi. Les chiffres indiqués sont des estimations et peuvent donc changer à l'avenir.

EFFET CUMULATIF DES FRAIS GLOBAUX ET CHARGES SUR LE RENDEMENT DE CE PLACEMENT PAR AN

	1 an		2 ans		3 ans		4 ans		5 ans	
	en EUR	en %	en EUR	en %	en EUR	en EUR	en %	en EUR	en %	en EUR
Frais et charges pour la prestation de service(s) d'investissement	128,50	1,29	28,50	0,29	28,50	0,29	28,50	0,29	128,50	1,29
Frais et charges en relation avec les instruments financiers	20,00	0,20	20,00	0,20	20,00	0,20	20,00	0,20	20,00	0,20
Frais globaux et charges	148,50	1,49	48,50	0,49	48,50	0,49	48,50	0,49	148,50	1,49

Les frais et charges réduisent le rendement pendant la durée de conservation de 5 ans comme le point « Frais globaux et charges » l'explique. La présentation se limite à des informations sur les effets des frais et charges et ne donne pas d'indications sur le rendement imprévisible.

9. Investissements dans l'immobilier

HYPOTHÈSES DE PLACEMENT

- Durée de conservation du placement : 5 ans
- 10 000 EUR (valeur moyenne des actifs sur la durée de vie complète)
- Frais de transaction : 1% (KWD)
- Frais de dépôt : 0,25% + 14% MwSt (KWD)
- Frais de développement : 1% par an (KFI)

APERÇU DES FRAIS ET CHARGES EN LIEN AVEC CE PLACEMENT POUR UNE DURÉE DE CONSERVATION DE 5 ANS

Frais et charges pour la prestation de service(s) d'investissement		Frais et charges en relation avec les instruments financiers		Frais globaux et charges	
en EUR	en %	en EUR	en EUR	en %	en EUR
342,50	3,43	500,00	5,00	842,50	8,43

Le calcul repose sur l'hypothèse que l'instrument financier est conservé 5 ans. Les frais effectifs peuvent changer en fonction de la durée de conservation et de la performance du produit et du montant investi. Les chiffres indiqués sont des estimations et peuvent donc changer à l'avenir.

EFFET CUMULATIF DES FRAIS GLOBAUX ET CHARGES SUR LE RENDEMENT DE CE PLACEMENT PAR AN

	1 an		2 ans		3 ans		4 ans		5 ans	
	en EUR	en %	en EUR	en %	en EUR	en EUR	en %	en EUR	en %	en EUR
Frais et charges pour la prestation de service(s) d'investissement	128,50	1,29	28,50	0,29	28,50	0,29	28,50	0,29	128,50	1,29
Frais et charges en relation avec les instruments financiers	100,00	1,00	100,00	1,00	100,00	1,00	100,00	1,00	100,00	1,00
Frais globaux et charges	228,50	2,29	128,50	1,29	128,50	1,29	128,50	1,29	228,50	2,29

Les frais et charges réduisent le rendement pendant la durée de conservation de 5 ans comme le point « Frais globaux et charges » l'explique. La présentation se limite à des informations sur les effets des frais et charges et ne donne pas d'indications sur le rendement imprévisible.

10. Frais, dépenses et coûts de production tiers ¹

Impôts et taxes	Minimum/Maximum ²	en %
Droit de timbre suisse		0.15% à 0.30%
Droits de timbre, titres britanniques et irlandais		0.50% à 1.00%
Autres taxes / droits de timbre		0.0325% à 1.50%
Taxe française sur les transactions financières		0.30%
Taxe italienne sur les transactions financières		0.10%
Impôt sur le chiffre d'affaires boursier (en fonction de la bourse)		0.00% à 0.50%
Frais de courtage		
Xetra	EUR 1.50 à EUR 50	0.0073% à 0,15%
Certificats Francfort	EUR 0 à EUR 20	0.01% à 0.11%
Bourses HK, SG, IND, PHI, etc.		0.01% à 0.054%
Frais SEC États-Unis		0.00231%
Courtages étrangers		
Actions, marchés liquides	EUR 12 à EUR 30	0.08% à 0.12%
Actions, Euwax et corbeilles en Allemagne	EUR 15 à EUR 40	0.08% à 0.12%
Actions, autres marchés liquides	EUR 15 à EUR 40	0.12% à 0.15%
Actions, « emerging and frontier markets »	EUR 30 à EUR 225	0.25% à 1.20%
Traded Options Eurex	EUR 50	0.60%
Futures Eurex	EUR 50	10 EUR par contrat
Options sur devises	EUR 75	0.40% à 0.60%
Opérations sur métaux précieux	EUR 20	0.10%
Frais de compte métaux		0,20% (or) à 0,50% (reste)
Titres à revenu fixe - non négocié en bourse	EUR 75 à EUR 100	
Fonds et produits assimilés aux fonds (hors ETF)	EUR 50 à EUR 75	
Private Equity et hedge funds	EUR 225 à EUR 300	
Frais de fonds		
Majorations d'émission		0.00% à 5.00%
Frais de rachat		0.00% à 5.00%
Frais de gestion		0.00% à 3.00%
Frais de produit		
Frais de structuration		0.00% à 3.00%
Frais de performance		0.00% à 25.00%
Frais de transaction		0.00% à 0.50%
Autres frais de produit		en fonction de l'émetteur

¹ Les frais ou fourchettes de frais indiqués sont des estimations non contraignantes fondées sur des valeurs empiriques

² Minimum en fonction de la place boursière

III. Impôts et autres frais

Outre les tarifs indiqués ci-dessus, nos clients peuvent encourir d'autres frais et impôts du fait des opérations en lien avec les instruments financiers ou nos services qui ne sont pas payés par l'intermédiaire de FCM ou facturés par FCM. Il s'agit par exemple des frais et impôts suivants :

- 1.1 Les frais de négociation des instruments financiers sont à la charge du client et sont débités par la banque dépositaire sur le dépôt du client. Cela comprend également des majorations de souscription pour l'acquisition de parts de fonds d'investissement. Si la négociation des instruments financiers a lieu dans le cadre d'un service de FCM pour le client (p. ex. gestion de fortune ou intermédiation financière), ces frais sont pris en compte dans le calcul de la rémunération de FCM pour le service.
- 1.2 Les revenus des instruments financiers sont généralement imposables. Ceci s'applique également aux bénéfices tirés de l'acquisition et de la vente d'instruments financiers. En fonction du droit fiscal applicable (national ou étranger), des impôts sur les plus-values et/ou d'autres impôts peuvent être dus lors du versement des revenus ou des produits de vente qui sont transférés à l'administration fiscale concernée et donc imputés du montant à verser au client. Les impôts sont en partie transférés directement à l'administration fiscale concernée par la banque dépositaire. Pour toute question, le client doit s'adresser à l'administration fiscale compétente pour lui ou à son conseiller fiscal.
- 1.3 Si le client achète des parts de fonds d'investissement, cela entraîne des frais de gestion du fonds d'investissement et une éventuelle rémunération en fonction de la performance de la société de fonds, qui viennent diminuer la valeur des parts. Les frais sont à la charge du client. Ils sont dus au niveau du fonds d'investissement et sont publiés par la société de fonds.
- 1.4 Le client doit prendre à sa propre charge ses frais (p. ex. pour les appels, frais de port).

F. CONFLICT OF INTERESTS POLICY

Principes de traitement des conflits d'intérêts

Nous vous informons ci-dessous du traitement des potentiels conflits d'intérêts par FCM et TL. Eu égard aux principes de gestion des conflits d'intérêt, « TL » ne recouvre pas uniquement les sociétés ThomasLloyd Global Asset Management (Americas) LLC et ThomasLloyd Global Asset Management GmbH précédemment citées, mais l'ensemble des sociétés appartenant au groupe ThomasLloyd, de ses filiales et des sociétés auxquelles elle est liée.

Si vous avez d'autres questions concernant le traitement des conflits d'intérêts, FCM ou TL tiennent à tout moment des détails supplémentaires sur les principes présentés à votre disposition. A cette fin, veuillez-vous adresser à info@1st-group.com ou wm.europe@thomas-lloyd.com

Conformément à l'art. 63 par. 2 de la loi allemande sur la négociation de titres (*Wertpapierhandelsgesetz*), toute société négociant des valeurs mobilières doit s'efforcer d'éviter les conflits d'intérêts et informer ses clients sur le type et l'origine de potentiels conflits d'intérêts ainsi que sur ses principes pour traiter ces conflits d'intérêts.

Les conflits d'intérêts peuvent avoir pour conséquence que les institutions n'agissent pas dans l'intérêt du client. Il existe alors la possibilité que le client puisse subir un revers financier.

Les explications suivantes s'appliquent tant à FCM qu'à TL. Les deux sont appelés ci-après « l'institutions ». Des conflits d'intérêt ne peuvent toutefois pas toujours être exclus. Dans les instituts, la direction est directement responsable de l'identification, de l'évitement et de la gestion des conflits d'intérêts.

Origine ou sources de conflits d'intérêts :

Il peut y avoir des conflits d'intérêts entre :

- l'institut et un client ;
- les collaborateurs, la direction, les associés de l'institut concerné (y compris les personnes qui contrôlent directement ou indirectement l'institut) et un client ;
- deux clients ou plus d'un institut et ce, dans le cadre de la prestation de services de l'institut vis-à-vis de ces clients ;
- un agent lié (ainsi que ses employés, sa direction, etc.) de l'institut concerné et un client ; ou
- des personnes physiques qui sont impliquées dans la prestation de services par les institutions (p. ex. dans le cadre d'un contrat de sous-traitance), et un client.

Les conflits d'intérêts effectifs et potentiels sont compris, dans la mesure où ces derniers ont des effets sur la prestation conforme d'un service d'investissement ou un service auxiliaire. Il existe un conflit d'intérêts si les possibilités d'action d'un collaborateur des institutions ne sont pas compatibles avec les intérêts légitimes du client ou si les intérêts de plusieurs clients entrent potentiellement en conflit. Il ne faut pas conclure à un potentiel conflit d'intérêts à cause d'un gain, d'un avantage ou de l'évitement d'un désavantage. Ce qui est déterminant est qu'un désavantage possible pour un client soit simultanément identifiable.

Exemples de conflits d'intérêts :

Dans un institut, les conflits d'intérêts peuvent se produire dans différentes situations. Dans les institutions qui fournissent des services de gestion de fortune et d'intermédiation financière, les départements suivants sont particulièrement affectés :

- la rédaction d'analyses financières
- la gestion de portefeuille
- les opérations des collaborateurs

Différents exemples sont exposés ci-dessous, qui sont considérés comme des conflits d'intérêts classiques par rapport aux services d'un gestionnaire de fortune ou d'un intermédiaire financier, la liste ne prétendant nullement à l'exhaustivité :

- dans la gestion de fortune et dans l'intermédiation financière, dans l'intérêt propre (de vente) d'instruments financiers, notamment les produits du groupe ou les produits des sociétés liées à l'entreprise ou à des entreprises liées ;
- dans l'exécution des ordres des clients, par le regroupement de plusieurs ordres de clients ou d'ordres de clients avec des opérations propres (p. ex. opérations pour compte propre) ;
- dans le cadre de la réception ou de l'octroi de gratifications (p. ex. commissions de placement/de distribution/avantages financiers) de tiers ou à des tiers dans le contexte des services d'investissement pour vous ;
- par la rémunération en fonction de la performance des collaborateurs et agents ;

- en octroyant des gratifications à des collaborateurs et agents de l'institut ;
- en demandant des informations qui ne sont pas connues publiquement (informations d'initiés) ;
- dans les opérations sur titres privées des collaborateurs ;
- dans les relations personnelles des collaborateurs ou de la direction ou des personnes liées avec ces derniers dans l'institut ; ou

Principes généraux :

Les institutions fournissent des services aux clients et mènent leurs propres opérations d'une manière qui permet que les conflits d'intérêts existants et potentiels soient traités de façon conforme, et ce, tant concernant les conflits d'intérêts entre les institutions et les clients que concernant ceux entre les clients. Dans le traitement des conflits d'intérêts, les institutions respectent les dispositions légales à ce sujet et les règles édictées par les autorités de surveillance sur le traitement des conflits d'intérêts. Afin d'éviter que des intérêts étrangers influencent par exemple la gestion de fortune ou l'exécution des ordres, les institutions se sont engagées, ainsi que leurs collaborateurs et les autres personnes concernées, à respecter des normes déontologiques élevées.

Les institutions attendent à tout moment de la diligence et de l'intégrité, de l'honnêteté et du professionnalisme, le respect des normes du marché et notamment le respect de l'intérêt du client.

S'il existe un conflit d'intérêts entre des clients de l'institut, le principe de l'égalité de traitement s'applique, un traitement différent étant autorisé sur la base de paramètres objectifs et corrects.

En cas d'identification d'un conflit d'intérêts, les institutions examinent soigneusement et scrupuleusement toutes les données effectives et prendront entre autres en considération si l'institut concerné (y compris les collaborateurs et membres de la direction), un prestataire externe ou un agent lié

- obtient un avantage financier ou évite une perte financière selon toute vraisemblance aux dépens du client ;
- a un intérêt au résultat d'un service fourni pour le client ou d'une transaction effectuée pour le compte du client qui n'est pas conforme à l'intérêt du client à ce résultat ;
- a une incitation financière ou autre à faire passer les intérêts d'un autre client ou d'un autre groupe de clients avant les intérêts d'un client ;
- travaille dans le même domaine d'activité que le client ; ou
- reçoit ou recevra une incitation d'une personne qui n'est pas le client qui est en lien avec un service fourni pour le client, et ce, sous forme de montants en espèces, de produits ou services qui se distinguent de la rémunération pour ce service.

Mesures organisationnelles pour éviter les conflits d'intérêts :

Les institutions mettront les mesures suivantes en place :

- Concernant le propre intérêt de vente de produits financiers (du groupe) : Création de procédures organisationnelles pour défendre l'intérêt du client dans la gestion de fortune et l'intermédiation financière : Les produits financiers qui font l'objet d'une gestion de fortune ou d'une intermédiation financière doivent figurer sur une liste d'allocation interne ; les produits financiers ne sont ajoutés à la liste d'allocation que si cela semble justifié pour des raisons de transparence, durabilité et qualité des produits (p. ex. procédure d'approbation pour les nouveaux produits). Les produits en nom propre sont acquis sans majoration sur titre.
- Concernant le regroupement de plusieurs ordres de clients : Traitement des ordres de clients dans l'ordre de leur arrivée chez FCM ou TL ; traitement des ordres de clients avant les opérations pour compte propre.
- Concernant les gratifications de ou pour des tiers : Paiement ou encaissement de gratifications de tiers seulement à la condition que celles-ci améliorent la qualité du service vis-à-vis du client ; dans le cadre d'un service de gestion de fortune, l'encaissement de gratifications est interdit.
- Concernant la rémunération en fonction de la performance des collaborateurs et agents : Le système de rémunération de FCM et TL prévoit une forte proportion de rémunération fixe des collaborateurs. Les collaborateurs sont peu incités à prendre des risques disproportionnés pour les clients.
- Concernant les informations d'initiés : Tenue de listes de surveillance ou des listes noires concernant les instruments financiers avec lesquels pourraient se produire des conflits d'intérêts ; donc surveillance des entrées d'informations sensibles et empêchement d'usage abusif des informations d'initiés.
- Concernant les opérations sur titres privées des collaborateurs : divulgation des opérations sur titres demandées à titre privé ou professionnel par les collaborateurs vis-à-vis du service Compliance (les opérations de collaborateurs) par rapport aux instruments financiers dans lesquels des conflits d'intérêt surviennent
- En général, des formations doivent être suivies à intervalles réguliers afin d'accroître la prise de conscience des collaborateurs et des autres personnes concernées sur le traitement correct des conflits d'intérêts.

Mesures spécifiques pour éviter les conflits d'intérêts :

- Contrôle des grilles d'objectifs dans la politique de rémunération par rapport à des conflits d'intérêts ;
- Implémentation de structures de commercialisation appropriées pour la préservation des intérêts des clients ;
- Agrégation neutre des ordres des clients sans privilégier certains groupes de clients et transfert des ordres sur la base de règles ;
- Formation des collaborateurs et instructions de travail concrètes pour détecter et éviter les conflits d'intérêts ;
- Divulgence et contrôles des opérations des collaborateurs ;
- Introduction de « Murailles de Chine » entre les services exposés à des conflits ;
- Traitement des ordres conformément à notre Best Execution Policy pour éviter des conflits d'intérêts de clients ;
- Collecte et prise en compte des informations client pour procéder à des évaluations individuelles de l'adéquation et du caractère approprié ;
- Séparation organisationnelle et physique de l'activité de Marché et de Post-marché ;
- Contrôle de la conformité des prix fixes avec le marché ;
- Interdiction de précéder, suivre ou s'opposer (*Front running, Parallel running, Counter running*)

Exemples d'opérations non autorisées :

Les mesures suivantes sont interdites en raison des conflits d'intérêts qui y sont associés :

- La recommandation d'opérations sur des instruments financiers que l'institut (en cas de recommandation d'achat) s'est déjà procurés lui-même ou (en cas de recommandation de vente) prévoit d'acheter (« scalping »), ou
- La recommandation d'un nombre trop élevé de transactions afin de générer des commissions (« churning »).

Certaines des mesures énumérées ci-dessus pour lutter contre les conflits d'intérêts ne suffisent pas pour garantir une sécurité suffisante que les intérêts des clients ne seront pas affectés. Dans cette mesure, il peut exister le risque que le client subisse un préjudice financier du fait que l'institut agisse en sa défaveur en raison d'un conflit d'intérêts.

Malgré les contrôles des collaborateurs et des autres personnes concernées effectués en permanence par l'institut, il peut arriver que ces personnes contournent sciemment les mesures prises pour surmonter les conflits d'intérêts en raison d'une malversation personnelle ou ne les respectent pas par négligence et que ce délit ne soit pas découvert par l'institut.

On peut par exemple imaginer que ces personnes consciemment ou inconsciemment :

- Tiennent la liste d'allocation interne de façon erronée.
- Ne traitent pas les ordres des clients dans l'ordre de leur arrivée, par exemple pour privilégier un client en particulier
- Des collaborateurs prennent des risques disproportionnés pour un client, bien qu'il n'existe pas d'incitation financière pour cela grâce à la prévention appropriée
- Des collaborateurs réalisent une transaction sur un titre qui se trouve sur la liste noire des institutions afin d'obtenir un avantage personnel par l'utilisation des informations d'initiés disponibles
- Des collaborateurs ne divulguent pas leurs opérations sur titres privées et l'institut ne peut donc pas identifier une malversation particulière du collaborateur
- Des collaborateurs acceptent des gratifications directes de tiers qui dépassent une valeur limitée, bien que ce soit interdit

Conflits d'intérêts à cause de paiements incitatifs :

Dans le cadre de contrats (de distribution) conclus avec des émetteurs, des banques dépositaires, des sociétés de fonds d'investissement ou d'autres fournisseurs tiers de placements sur le marché monétaire, d'obligations, d'actions, de produits structurés, de fonds d'investissement de type ouvert ou fermé (les « Fournisseurs de produits »), FCM et/ou TL peuvent recevoir des rémunérations (de distribution) ponctuelles et liées au chiffre d'affaires (ou une indemnité à la désignation similaire) de la part de ces Fournisseurs de produits. Par ailleurs, FCM et/ou TL peuvent recevoir des rémunérations récurrentes, périodiques, liées à la durée de détention et/ou au chiffre d'affaires et/ou à la performance (par ex. des commissions sur le volume d'actif, des participations à des Performance Fees) de la part de ces Fournisseurs de produits. Concernant ces gratifications, FCM et TL s'assurent du respect des dispositions légales : dans le cadre de la prestation de services d'investissement ou de services auxiliaires d'investissement, les institutions n'ont pas le droit d'accepter des gratifications de tiers ou d'en accorder à des tiers qui ne sont pas clients de ce service, à moins que la gratification ne soit destinée à améliorer la qualité du service fourni au client. Le paiement incitatif ne peut s'opposer à la prestation conforme du service dans l'intérêt du client et l'existence, le type et l'ampleur de la gratification, ou dans la mesure où l'ampleur ne peut encore être évaluée, le type et la méthode de son calcul, doivent être divulgués au client avant la prestation du service d'investissement ou du service auxiliaires d'investissement de manière complète, pertinente et compréhensible.

Le client est informé dans les temps du montant exact des gratifications. Étant donné que les gratifications sont parfois versées en permanence aux institutions, le client est informé au moins une fois par an du montant effectif des versements reçus. Les gratifications sont destinées à améliorer la qualité des services pour le client. Elles n'affectent pas l'obligation des institutions d'agir dans l'intérêt du client. Tant qu'ils encaissent ces gratifications, les institutions ou le conseiller concerné prennent des mesures d'amélioration de la qualité pour le client.

Dans le cadre de la gestion de fortune, les institutions n'acceptent pas de gratifications financières de la part de tiers. Si par exception, p. ex. parce qu'un instrument financier n'est pas disponible sans gratification, des gratifications financières sont versées aux institutions, celles-ci sont entièrement transférées aux clients après réception, dès que possible, en raison du cours des affaires. Cela se fait par une restitution automatique au client des gratifications financières directement par l'intermédiaire de la banque dépositaire. Il n'y a pas de compensation d'éventuels droits des institutions des institutions vis-à-vis du client. En cas d'insolvabilité, les gratifications monétaires relèvent de la masse de l'insolvabilité, dans la mesure où elles n'ont pas déjà été restituées.

Ces dispositions sont appliquées par les institutions, les versements incitatifs (gratifications) au sens ci-dessus sont notamment divulgués au client. Les institutions reçoivent des gratifications gratuites de la part d'autres prestataires dans le cadre des opérations sur titres, p. ex. des documents d'informations ou des formations. Les institutions tirent parti de ces gratifications pour fournir des services dans la qualité demandée et les améliorer en permanence. Dans le cadre d'une gestion de portefeuille financier, les institutions reçoivent des avantages non financiers limités destinés à améliorer la qualité de la gestion de fortune fournie au client et qui sont justifiés et proportionnels dans leur volume et leur nature, p. ex. des informations ou documentations sur les instruments financiers ou services d'investissement, dans la mesure où elles sont conçues en général ou destinées spécifiquement à la situation d'un client particulier, un support d'information écrit sur les émetteurs ou émetteurs potentiels du secteur des entreprises, la participation à des conférences, séminaires et autres sessions de formation, qui sont organisés au sujet des avantages et caractéristiques d'un instrument financier particulier ou d'un service d'investissement particulier ; ainsi que des repas dont la valeur ne dépasse pas un seuil de minimis acceptable.

Particularités de la gestion de fortune :

Dans le cadre de la gestion de fortune, les institutions prennent des décisions d'achat et de vente de titres au sein des directives de placement, sans obtenir l'approbation du client à chaque occasion. Cette organisation peut renforcer un conflit d'intérêts existant. Les institutions contrent les risques qui en résultent pas des mesures organisationnelles appropriées, notamment par un processus de sélection des placements orienté sur l'intérêt du client.

Un autre conflit d'intérêts classique dans le cadre de la gestion de fortune peut résulter de la convention d'une rémunération dépendant de la performance. Il ne faut pas exclure alors que le gestionnaire prenne des risques disproportionnés afin d'obtenir une performance aussi élevée que possible et donc une rémunération plus élevée. Les risques sont réduits entre autres par la surveillance interne des décisions de placement prises et par la combinaison avec d'autres composants fixes de la rémunération.

Information et formation des collaborateurs :

Les institutions informent leurs collaborateurs (y compris les collaborateurs des sociétés liées et les membres de la direction) des procédures qui doivent être respectées pour remplir correctement leurs tâches. Par ailleurs, les collaborateurs (y compris les collaborateurs des sociétés liées et les membres de la direction) sont formés au sujet de l'obligation d'éviter et de traiter les conflits d'intérêts.

Questions et explications :

Les institutions restent à votre disposition pour les questions supplémentaires et les explications plus précises et vous communiqueront sur demande des détails sur les principes ci-dessus.

Munich, février 2020

G. INFORMATIONS RELATIVES AUX GRATIFICATIONS

Remarque préliminaire

Conformément à l'art. 32 de la loi bancaire allemande (*Kreditwesengesetz*), FCM peut de manière générale fournir des services de gestion de portefeuille financier, de conseil en investissement, de gestion de placement, d'intermédiation de placement et d'intermédiation financière, ainsi que mener des opérations pour compte propre, et recevoir des rémunérations à cet effet. Dans le cadre de la gestion de portefeuilles financiers (gestion de fortune), FCM ne recevra et ne conservera aucune gratification de tiers tant qu'il ne s'agit pas seulement d'avantages non financiers mineurs. Dans la mesure où dans le cadre de son activité de gestionnaire de portefeuilles financiers, FCM est légalement tenue de vous reverser des rémunérations reçues, FCM vous informera des frais, commissions et autres avantages financiers qui vous sont transférés, par exemple dans le cadre des rapports réguliers.

TL peut agir en tant qu'agent lié (art. 2 par. 10 de la loi bancaire allemande) de FCM et a donc le droit de fournir des services d'intermédiation financière au nom, pour le compte et sous la responsabilité de FCM et de recevoir des rémunérations à cet effet.

Gratifications reçues :

Dans le cadre de contrats (de distribution) conclus avec des émetteurs, des banques dépositaires, des sociétés de fonds d'investissement ou d'autres fournisseurs tiers de placements sur le marché monétaire, d'obligations, d'actions, de produits structurés, de fonds d'investissement de type ouvert ou fermé (« **Fournisseurs de produits** »), FCM et/ou TL peuvent recevoir des rémunérations (de distribution) ponctuelles et liées au chiffre d'affaires (ou une indemnité à la désignation similaire) de la part de ces Fournisseurs de produits. Cette rémunération ponctuelle est calculée en pourcentage du montant net du placement versé par le client pour acquérir l'instrument financier concerné resp. l'apport versé, hors d'éventuels frais de distribution et/ou de gestion prélevés. Cette rémunération se compose habituellement d'une rémunération de base sous forme de tout ou d'une partie de la prime d'émission, majorée le cas échéant de frais d'intermédiation indépendants de la prime d'émission. Par ailleurs, FCM et/ou TL peuvent recevoir des rémunérations récurrentes, périodiques, liées à la durée de détention et/ou au chiffre d'affaires et/ou à la performance (par ex. des commissions sur le volume d'actifs, des participations à des Performance Fees) de la part de ces Fournisseurs de produits. Cette rémunération est calculée en pourcentage de la valeur respective des parts conservées resp. de leur augmentation de valeur réalisée, en fonction du Fournisseur de produits et du type de l'instrument financier.

Placements sur le marché monétaire : pour les placements sur le marché monétaire, la prime d'émission est comprise entre 0 % et 1 % et/ou une rémunération indépendante de la prime d'émission comprise entre 0 % et 1 % s'applique. Par ailleurs, FCM et/ou TL reçoivent des rémunérations annuelles liées à la durée de conservation et/ou au chiffre d'affaires comprises entre 0 % et 0,5 % du montant moyen investi sur l'exercice concerné.

Obligations : pour les obligations, la prime d'émission est comprise entre 0 % et 3 % et/ou une rémunération indépendante de la prime d'émission comprise entre 0 % et 2 % s'applique pour des obligations à taux fixe et entre 0 % et 7 % pour des obligations convertibles et des obligations indexées. Par ailleurs, FCM et/ou TL reçoivent des rémunérations annuelles liées à la durée de conservation et/ou au chiffre d'affaires comprises entre 0 % et 1,3 % pour des obligations à taux fixe et entre 0 % et 0,8 % pour des obligations convertibles et des obligations indexées, calculées sur le montant nominal investi resp. la valeur moyenne du cours sur l'exercice concerné.

Actions : pour les actions, la prime d'émission est comprise entre 0 % et 5 % et/ou une rémunération indépendante de la prime d'émission comprise entre 0 % et 7 % s'applique. Par ailleurs, FCM et/ou TL reçoivent des rémunérations annuelles liées à la durée de conservation et/ou au chiffre d'affaires comprises entre 0 % et 1 % de la valeur nette d'inventaire moyenne sur l'exercice concerné ainsi que des rémunérations liées à la performance comprise entre 0 % et 10 % de l'augmentation de valeur générée.

Produits structurés : pour les produits structurés, la prime d'émission est comprise entre 0 % et 5 % et/ou une rémunération indépendante de la prime d'émission comprise entre 0 % et 7 % s'applique. Par ailleurs, FCM et/ou TL reçoivent des rémunérations annuelles liées à la durée de conservation et/ou au chiffre d'affaires comprises entre 0 % et 1,5 % de la valeur nette d'inventaire moyenne sur l'exercice concerné ainsi que des rémunérations liées à la performance comprise entre 0 % et 10 % de l'augmentation de valeur générée.

Fonds d'investissement de type ouvert : pour les fonds d'investissement de type ouvert, la prime d'émission et/ou une rémunération indépendante de la prime d'émission est comprise entre 0 % et 5 %. Par ailleurs, FCM et/ou TL reçoivent des rémunérations annuelles liées à la durée de conservation et/ou au chiffre d'affaires comprises entre 0 % et 1 % de la valeur nette d'inventaire moyenne sur l'exercice concerné ainsi que des rémunérations liées à la performance comprises entre 0 % et 10 % de l'augmentation de valeur générée.

Fonds d'investissement de type fermé : pour les fonds d'investissement de type fermé, la prime d'émission est comprise entre 0 % et 5 % et une rémunération indépendante de la prime d'émission comprise entre 0 % et 7 % s'applique. Par ailleurs, FCM et/ou TL reçoivent des rémunérations annuelles liées à la durée de conservation et/ou au chiffre d'affaires comprises entre 0 %

et 1 % de la valeur nette d'inventaire moyenne sur l'exercice concerné ainsi que des rémunérations liées à la performance comprises entre 0 % et 10 % de l'augmentation de valeur générée.

Dans la mesure où les fourchettes indiquées sont dépassées dans un cas particulier, vous en serez informé en conséquence. La perception des rémunérations permet à FCM et/ou TL de créer et de développer des infrastructures nécessaires à la prestation des services. Ce faisant, il convient de veiller à ce que ces rémunérations ne s'opposent pas à vos intérêts, mais servent à maintenir et améliorer la qualité des services d'investissement et services auxiliaires fournis par FCM et/ou TL.

FCM et/ou TL perçoivent également les rémunérations liées à la durée de conservation et/ou au chiffre d'affaires susmentionnées en cas de transferts d'instruments financiers et/ou de parts d'investissement non vendus par l'intermédiaire de FCM et/ou TL vers des plateformes d'investissement et/ou des banques dépositaires avec lesquelles FCM et/ou TL coopèrent.

Gratifications versées :

Dans la mesure où FCM agit en tant que gestionnaire de fortune pour ses clients, les règles suivantes s'appliquent :

FCM accorde sur la base d'un contrat (de distribution) aux agents liés (TL entre autres), aux partenaires de distribution et à d'autres tiers tout ou une partie des frais d'ouverture prélevés une seule fois par FCM dans le cadre de la gestion de fortune. Le pourcentage des frais d'ouverture versé aux agents liés, partenaires de distribution ou autres tiers est compris entre 0% et 100%. Par ailleurs, FCM verse une partie des honoraires courants de gestion de fortune prélevés par FCM dans le cadre de la gestion de fortune aux agents liés, partenaires de distribution et à d'autres tiers pour des prestations de services. Le pourcentage de l'indemnité versée aux agents liés, partenaires de distribution et autres tiers est compris entre 0% et 50%.

Dans la mesure où TL agit en tant qu'intermédiaire financière pour ses clients, les règles suivantes s'appliquent :

TL accorde sur la base d'un contrat (de distribution) aux partenaires de distribution et à d'autres tiers tout ou une partie des frais d'ouverture prélevés une seule fois par TL dans le cadre du compte d'investissement (compte titres). Le pourcentage des frais d'ouverture versé aux partenaires de distribution ou autres tiers est compris entre 0% et 100%. Par ailleurs, TL verse dans le cadre de l'intermédiation financière tout ou une partie des frais courants de service prélevés par TL dans le cadre du compte d'investissement aux partenaires de distribution et à d'autres tiers pour des prestations de services. Le pourcentage de l'indemnité versée aux partenaires de distribution et aux autres tiers est compris entre 0% et 100%. Par ailleurs, TL accorde aux partenaires de distribution et à d'autres tiers une partie des frais de transaction prélevés une seule fois par TL. Le pourcentage de l'indemnité versée aux partenaires de distribution et autres tiers est compris entre 0% et 100%.

Sur la base d'un contrat (de distribution), les partenaires de distribution et d'autres tiers peuvent recevoir des rémunérations de la part de TL pour leur activité. À cet effet, tout ou une partie de la commission d'intermédiation (ou d'une indemnité à la désignation similaire) prélevée pour les instruments financiers achetés par le biais du compte d'investissement est versée aux partenaires de distribution et autres tiers. Le pourcentage de l'indemnité versée aux partenaires de distribution et autres tiers est compris entre 0% et 100%.

Par ailleurs, le partenaire de distribution et d'autres tiers peuvent également recevoir pour leur activité tout ou une partie de la rémunération liée à la durée de conservation et/ou au chiffre d'affaires versée à TL par les Fournisseurs de produits. Le montant effectif dépend du Fournisseur de produits et du type d'instrument financier. Le pourcentage de l'indemnité versée aux partenaires de distribution et autres tiers est compris entre 0% et 100%.

Le versement des rémunérations aux agents liés, partenaires de distribution et autres tiers leur permet entre autres de développer, maintenir et améliorer les infrastructures et l'exécution des prestations de services.

Lorsque certains objectifs de chiffre d'affaires sont atteints et/ou indépendamment de cela, les agents liés, partenaires de distribution et d'autres tiers peuvent dans certaines circonstances recevoir des invitations à des voyages, des billets pour des événements, des prix en argent ou en nature.

Gratifications en nature :

FCM et/ou TL reçoivent et accordent des gratifications en nature et/ou d'autres avantages non pécuniaires, par exemple sous forme de mesures de formation continue relative aux produits (par ex. des supports de formation, des supports d'informations, des subventions pour des événements, etc.) ou des gratifications acceptables (par ex. des invitations à des sessions de formation continue ou à des repas dont la valeur ne dépasse pas un seuil raisonnable, des cadeaux publicitaires gratuits, comme des stylos, des calendriers, des blocs-notes, etc.). Le montant des gratifications en nature reçues dépend du Fournisseur de produits/partenaire de distribution, l'allocation des gratifications dépend du partenaire de distribution respectif.

L'ensemble des gratifications susmentionnées sert à améliorer la qualité des services qui vous sont fournis.

Si vous souhaitez de plus amples renseignements sur les rémunérations concrètement accordées par FCM et/ou TL, vous pouvez vous adresser à info@1st-group.com ou wm@thomas-lloyd.com.

H. BEST EXECUTION POLICY

Remarque : FCM a sous-traité la gestion de portefeuille à ThomasLloyd Global Asset Management (Americas) LLC sise 427 Bedford Road, Pleasantville, New York 10570, États-Unis.

Best-Execution Policy de FCM et de ThomasLloyd Global Asset Management (Americas) LLC (ci-après « l'institut » ou les « institutions ») :

La présente Execution Policy est régulièrement contrôlée à l'aide des critères décrits, au moins une fois par an. Les principaux changements sont immédiatement communiqués au client.

Si le client a besoin de plus amples renseignements au sujet de la présente Best Execution Policy, ils lui seront volontiers communiqués dans un délai de réponse approprié.

Dans le cadre de la gestion de fortune, FCM exécute régulièrement des ordres de clients et des décisions de placement sur un marché réglementé, sur un MTF, sur les OTF ou de gré à gré (OTC). Les opérations qui sont effectuées de gré à gré comportent toujours un risque de contrepartie. Ce risque peut entraîner une perte pour le client, dans le pire des cas, même une perte totale, si la contrepartie n'est pas en mesure de remplir ses obligations contractuelles. Les institutions doivent faire en sorte d'obtenir le meilleur résultat possible pour leur client dans le cadre de l'exécution des décisions de placement ou ordres de clients qui ont pour objet l'achat ou la vente des instruments financiers, c'est-à-dire dans le cadre des opérations sur titres (« **Best Execution** »).

L'obligation de Best Execution existe également pour les gestionnaires de fortune qui n'exécutent pas eux-mêmes les décisions de placement, mais confient l'exécution des ordres à un tiers. Les principes s'appliquent alors au choix d'un tiers qui sera chargé de l'exécution des décisions de placement des institutions. La sélection des tiers est effectuée selon que les tiers peuvent garantir constamment une exécution des ordres optimale dans l'intérêt du client.

Prise en compte des instructions des clients

Le client peut donner des instructions aux institutions de manière générale ou au cas par cas, qui dégagent les institutions de l'obligation d'agir selon les principes d'exécution qui s'appliquent sinon. L'instruction du client bénéficie en permanence d'une priorité sur les principes d'exécution. Dans le cadre de la gestion de fortune, les instructions des clients concernent soit l'exécution d'une décision de placement des institutions, ou un ordre de client en particulier, soit en général la sélection d'un tiers pour exécuter les ordres (banque dépositaire).

Le client peut charger les institutions de mandater certaines banques dépositaires de l'exécution des décisions de placement de l'institut en question. Si le client indique un compte auprès d'une seule banque dépositaire aux institutions, c'est compris comme une instruction de traiter les décisions de placement par l'intermédiaire de cette banque dépositaire. Ces instructions prévalent dans tous les cas sur les présents principes d'exécution.

Remarque : S'il existe une instruction du client, l'institut ne procédera pas au mandat de tiers ou à leurs choix selon les dispositions des présents principes. Une instruction du client dégage donc les institutions de l'obligation de prendre des mesures qu'ils ont définies et appliquées dans le cadre de leurs principes d'exécution afin d'obtenir le meilleur résultat possible dans le cadre de l'exécution des ordres par rapport aux éléments compris dans l'instruction concernée.

I. Définition de principes d'exécution

Etape 1 : pondération des critères de sélection

D'abord, les critères déterminants dans le cadre de la sélection des lieux d'exécution doivent être choisis et pondérés. Vis-à-vis des clients privés, le critère du meilleur prix total possible (prix de l'instrument financier et ensemble des frais liés à l'exécution de l'ordre, y compris les frais propres) est constamment prioritaire. D'autres critères sont au moins :

- Probabilité de l'exécution et du traitement
- Rapidité de l'exécution et du traitement complets
- Sécurité du traitement
- Volume et type des ordres
- Conditions du marché

D'autres critères peuvent également être intégrés dans le processus de sélection de l'institut.

Etape 2 : Base d'information pour la sélection des lieux d'exécution

Dans le cadre de la sélection des lieux d'exécution, outre les systèmes de compensation et sécurités d'urgence disponibles des lieux de négociation, l'institut se base sur les informations publiées chaque trimestre par les lieux de négociation sur la qualité de l'exécution des ordres avec les instruments financiers négociés. Les lieux de négociation mettent les informations suivantes à disposition :

- Type, nombre et durée moyenne des défaillances sur la période d'échange normale ;
- Type, nombre et durée moyenne de ventes aux enchères programmées sur la période d'échange normale ;
- Nombre de transactions échouées ;
- Valeur des transactions échouées en pourcentage de la valeur totale des opérations réalisées ;
- Prix moyen et valeur totale de toutes les opérations avec les différents instruments financiers qui ont été réalisées dans les deux premières minutes après les horaires de références fixés ;
- Prix de la première opération réalisée si aucune opération n'a eu lieu dans les deux minutes, et l'horaire d'exécution, la taille de l'opération, le système et le mode de négociation, la plateforme de négociation, ainsi que la meilleure enchère et offre ou le prix de référence approprié au moment de l'exécution pour chacune de ces opérations réalisées ;
- Informations quotidiennes : prix de transaction simple, moyen et pondéré, ainsi que le prix maximum et minimum réalisé ;
- Type et niveau des composants des frais, des réductions de prix et remises, des versements non monétaires, des impôts et taxes du lieu d'exécution, et des différences en fonction de l'utilisateur, de l'instrument financier et du montant ;
- Nombre d'ordres reçus, nombre et valeur des ordres réalisés et des ordres annulés et modifiés, largeur effective moyenne et volumes moyens, largeur moyenne, nombre d'annulations, nombre de modifications et vitesse moyenne des meilleures enchères et offres ;
- Nombre et durée moyenne des périodes (plus de 15 minutes) pendant lesquelles aucune enchère ou offre n'a été soumise.

Etape 3 : Définition des principes d'exécution pour certains types d'instruments financiers

Sur la base des facteurs présentés dans l'étape 1 ci-dessus pour la sélection des lieux d'exécution pour les clients privés et les clients professionnels, ainsi qu'en tenant compte des informations des lieux de négociation sur la qualité de l'exécution, telles que décrites dans l'étape 2, par rapport à sélection des voies d'exécution possibles pour la plus grande partie des types existants d'instruments financiers, l'institut a fixé les principes d'exécution suivants pour les différents groupes d'ordres (cluster).

Dans la mesure où une situation de marché exceptionnelle ou une perturbation du marché (p. ex. défaillance du système de négociation) impose une exécution divergente de ces principes d'exécution, l'institut la sélectionnera en préservant l'intérêt du client.

Type d'instrument financier	Lieu d'exécution
Titres produisant des intérêts	
Le client a approuvé une exécution de gré à gré	L'ordre est exécuté dans le cadre des opérations interbancaires avec une autre banque ou un autre prestataire de services financiers.
Le client n'a pas approuvé une exécution de gré à gré, ou une exécution dans le cadre des opérations interbancaires n'est pas possible : Obligations en marché local Obligations en marché étranger	Exécution sur le marché local. Exécution sur un marché local. Si une obligation n'est pas négociée sur un marché local, l'ordre est passé sur le marché étranger.

Type d'instrument financier	Lieu d'exécution
Actions	
Action d'émetteurs locaux sur le marché local.	Exécution sur la plateforme de négociation électronique Xetra. S'il n'y a pas de note sur Xetra, l'ordre est passé sur le marché local.
Action d'émetteurs étrangers sur le marché local.	Exécution sur le marché local.
Actions sur le marché étranger	Exécution de l'ordre sur un marché local, dans la mesure où l'instrument financier est négocié sur un marché local. Si l'instrument financier n'est pas négocié sur un marché local, l'ordre est passé sur le marché étranger.

Type d'instrument financier	Lieu d'exécution
Dérivés financiers	
Les dérivés financiers non titrisés comprennent les contrats à terme et option, ainsi que les swaps et tous les autres contrats dérivés concernant des taux d'intérêt et grandeurs liées aux taux d'intérêt, monnaies, titres, indices financiers ou contrats dérivés pour le transfert de risques de crédit qui sont négociés selon des conditions standardisées au moyen de la commission à une bourse ou qui sont individuellement convenus de gré à gré entre le client et la banque.	
négocié en bourse	Exécution sur le marché sur lequel le contrat est négocié.
de gré à gré (opérations à terme sur devises, options, swaps)	Opération d'exécution avec le partenaire qui propose la conclusion de l'opération correspondante.

Type d'instrument financier	Lieu d'exécution
Certificats/bons de souscription/titres comparables	
négociables sur un marché local	Exécution sur le marché sur lequel le contrat est négocié. Exception (en cas de liquidité insuffisante du marché) : Opération d'exécution avec l'émetteur ou un autre partenaire qui propose la conclusion des opérations avec le titre correspondant (« Market Maker »)
non négociable	Opération d'exécution avec l'émetteur ou un autre partenaire qui propose la conclusion des opérations avec le titre correspondant (« Market Maker »)

Type d'instrument financier	Lieu d'exécution
Fonds de placement au sens du code allemand sur les placements de capitaux (KAGV) (fonds)	
négociés sur un marché (Exchange Traded Funds (ETF), Exchange Traded Commodities, ETC)	Opération d'exécution avec l'émetteur ou un autre partenaire qui propose la conclusion des opérations concernant le fonds de placement correspondant (« Market Maker »)
non négociés sur un marché (fonds fermé)	Opération d'exécution avec l'émetteur. Le placement dans un fonds fermé se fait dans le cadre d'une période de placement définie avec souscription d'un apport pour une durée définie (env. 10 à 30 ans)

Type d'instrument financier	Lieu d'exécution
Placement au sens de la loi allemande sur les placements (VermAnlG)	
négocié sur un marché	Exécution sur le marché sur lequel le contrat est négocié
non négocié sur un marché (droits de participation, obligations nominatives, participation tacite, prêt participatif, prêt subordonné)	Opération d'exécution avec l'émetteur ou un autre partenaire qui propose la conclusion des opérations sous la forme de placement correspondante (« Market Maker »)

Principes d'exécution avec les fonds d'investissement

L'institut traite directement la demande et la restitution de parts de fonds via la société de gestion gérant le fonds concerné ou son dépositaire. Il faut noter que dans le domaine des fonds d'investissement, les opérations fictives sur les parts peuvent être traitées en bourse ou directement via l'émetteur, ce qui peut être plus ou moins intéressant au cas par cas, p. ex. en cas de volume d'ordre important ou dans des phases de marché critiques. Outre les frais de transaction plus faibles, le traitement direct par la société de gestion bénéficie de la fiabilité et de la qualité de l'exécution des ordres ainsi que la définition des prix des parts régie par la loi. Pour cette raison, l'institut privilégie le traitement des opérations fictives sur les parts par la société de gestion ou son dépositaire. Pour le transfert d'ordres, l'institut est lié par des horaires de services et de travail de la société ou du dépositaire concerné.

Mandat de tiers

Si l'institut n'exécute pas lui-même les décisions de placement, mais qu'il mandate des tiers de leur exécution (comme c'est souvent le cas dans le cadre de la gestion de fortune), l'institut a appliqué les étapes 1 à 3 dans la sélection de la banque dépositaire qui exécutera les ordres.

Ensuite, les critères de sélection sont pondérés (étape 1 : p. ex. en tenant également compte de la qualité du service de la banque dépositaire). En tenant compte des bases d'informations dans le cadre de la sélection des lieux d'exécution (étape 2), les tiers appropriés suivants (banques dépositaires) ont été filtrés en appliquant les critères de sélection pondérés de l'étape 1 (étape 4) :

Comdirect Bank AG	BNP Paribas S.A. (dab bank)
Commerzbank AG	Baader Bank AG
V-Bank AG	Fondsdepot Bank GmbH

Cette sélection est valable pour tous les instruments financiers et constitue le résultat d'une évaluation des principes d'exécution de plusieurs banques dépositaires. Aucune banque dépositaire ne doit être traitée en priorité, car les résultats d'exécution, par rapport aux facteurs susmentionnés selon l'étape 1 et informations de l'étape 2, garantissent pour toutes les banques dépositaires mentionnées une exécution des ordres optimale en permanence dans l'intérêt du client.

Le client a défini le/les institutions de crédit / banque dépositaire comme service d'exécution pour l'ensemble des ordres :

Nom et adresse de la/des banque(s) etc.

Baader Bank AG, Weißenstephaner Straße 4, 85716 Unterschleißheim, Allemagne

L'institut est tenu de surveiller régulièrement la qualité d'exécution de la banque dépositaire sélectionnée. Des contrôles d'échantillons sont suffisants pour vérifier que la banque dépositaire satisfait son BEP et que l'exécution garantit durablement la meilleure exécution possible des ordres sur titres.

Dérogation au cas par cas

Si au cas par cas, les décisions de placement doivent être exécutées par d'autres banques dépositaires que celles mentionnées aux étapes 3 et 4 ou dans l'instruction du client, l'accord du client doit être obtenu au préalable.